

Le Monde

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 12351 - 4 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

- JEUDI 11 OCTOBRE 1984

Espoir de paix au Salvador

Enfin !

A l'exception du commandant d'ambassade, le ministre chef de l'extrême droite salvadorienne, que l'on considère à Washington comme l'un des commanditaires des Escadrons de la mort, tous, à San-Salvador, en Amérique et dans le monde, se félicitent de la prochaine rencontre entre le président démocrate-chrétien, M. Napoleón Duarte, et la guérilla.

L'acceptation par les rebelles de la proposition formulée le 8 octobre par le chef du petit Etat à la tribune des Nations unies était prévue. Sa rapidité seule a surpris : il faut y voir un effet du caractère spectaculaire donné par M. Duarte à son offre - bien dans le tempérament de ce « battant ».

Mgr Riva y Damas, l'archevêque de la capitale, représentant habituel dans le pays de la « majorité silencieuse » prise sous les trois croisés du gouvernement et des guérilleros, a aussitôt exprimé sa « réaction positive ». Le porte-parole du ministère de la défense a affirmé que l'armée « respecterait et appuiera l'initiative du président ».

Les rebelles ont, de leur côté, annoncé que le président colombien, M. Betancur, a déjà accepté leur demande de participer à la rencontre de La Palma, le 15 octobre. Même si cette information n'est pas confirmée, elle est vraisemblable. Ce chef d'Etat n'a-t-il pas multiplié les efforts en vue de ramener la paix dans son propre pays et déployé une activité incessante au sein du groupe dit de Contadora pour promouvoir une solution négociée aux conflits d'Amérique centrale ? C'est dire que les voisins du Salvador, tous inquiets d'une aventure militaire dans l'isthme, appuieront de tout leur poids une démarche à laquelle la récente acceptation de principe du « plan de Contadora » par le Nicaragua confère un surcroît de crédibilité.

L'Europe, qui a manifesté lors de la récente rencontre des Dix avec neuf pays latino-américains à San-José-de-Costa-Rica son souci de contribuer à la pacification de cette zone troublée, ne peut, à l'évidence, que se réjouir de la possibilité de « déblocage » soudain apparue au Salvador.

Restent les Etats-Unis et Cuba, deux protagonistes essentiels. A Washington, le porte-parole du département d'Etat a apporté l'« entier soutien » de son pays à la démarche de M. Duarte. L'administration républicaine, pourtant, entend être bien certaine de la position du chef de l'Etat salvadorien avant de se prononcer plus clairement. M. George Shultz, secrétaire d'Etat américain, de passage à San-Salvador ce mercredi 10 octobre, entend se faire confirmer par M. Duarte que les conversations de La Palma n'auront pas pour issue une insertion des guérilleros marxistes dans l'appareil d'Etat.

A La Havane, enfin, on est officiellement sur le pied de guerre. Le quotidien du PC, « Granma », continue d'affirmer que les Etats-Unis pourraient même intervenir militairement au Nicaragua avant les élections du 6 novembre. M. Castro s'est convaincu, après l'intervention américaine à la Grenade l'an dernier, que Cuba serait, en cas d'aggravation des tensions régionales ou mondiales, la première cible de Washington. Une raison de plus pour lui d'encourager la guérilla à entrer résolument dans le processus de négociation avec M. Duarte.

Le président Duarte va rencontrer les dirigeants de la guérilla

La guérilla salvadorienne a accepté, le mardi 9 octobre, la proposition formulée la veille aux Nations unies par le président démocrate-chrétien Napoleón Duarte de la rencontrer dès le 15 dans une localité du nord du pays qu'elle contrôle.

La réponse est venue de façon étonnamment rapide. Moins de vingt-quatre heures après que le président Napoleón Duarte eut offert, le 8 octobre à New-York, à l'assemblée générale de l'ONU, de rencontrer les chefs de l'insurrection salvadorienne, un communiqué de Radio-Venceremos, l'organe d'information et de propagande de la rébellion, déclarait mardi 9 octobre : « Prenant en compte l'aggravation de la guerre et la détérioration de la situation régionale, le Front national de libération Farabundo Martí (FMLN) et le Front démocratique révolutionnaire (FDR) expriment leur intention d'aller discuter de la crise salvadorienne dans sa globalité ».

Quelques heures plus tôt, à Mexico, des porte-parole de la guérilla estimaient qu'il faudrait plusieurs jours avant que la réponse à la proposition du chef de l'Etat ne soit

communiquée. Mais l'offre de M. Duarte avait été formulée de façon suffisamment convaincante pour que son acceptation ne soit pas ternie par des finasseries.

Le président élu du Salvador n'avait-il pas exprimé son intention de se rendre « sans protection armée », afin de rencontrer les chefs du FMLN dans une zone largement tenue par eux, avec la seule « couverture » de journalistes internationaux et de hauts représentants de l'Eglise catholique ?

En outre, des négociations avaient lieu en coulisse depuis plusieurs mois. En théorie, les deux parties souhaitaient rencontrer l'adversaire pour mettre fin à une guerre civile de près de six années et qui a coûté la vie à 50 000 Salvadoriens (plus de 1 % de la population). Mais pas aux mêmes conditions !

Pour le chef de l'Etat, dont l'élection, régulière, au début de cette année, avait rencontré un large soutien international, il n'était pas question de discuter d'autre chose que des conditions de la réinsertion des rebelles dans le jeu politique.

JEAN-PIERRE CLERC.

(Lire la suite page 6.)

L'immigration sous contrôle

Parmi les mesures proposées au conseil des ministres l'arrêt des regroupements familiaux

« Stopper l'immigration clandestine ». L'objectif des mesures présentées le mercredi 10 octobre au conseil des ministres par M^{re} Georges Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité, est sans ambiguïté. Elles tentent de contraindre toutes les possibilités de contournement de la politique fixée clairement depuis 1983 : le blocage de l'immigration.

Cependant après une discussion animée entre les ministres intéressés, le gouvernement s'est refusé à aller au-delà du cadre juridique

existant, notamment sur les contrôles d'identité, dont la Cour de cassation vient de rappeler les limites et sur la responsabilité judiciaire des décisions de reconduite à la frontière que certains étaient tentés de confier directement aux services de police. Plutôt que d'un tournant radical, il s'agit donc d'un nouveau tour de vis qui accentue l'orientation en vigueur depuis un an.

Importante, la nuance n'atténue pas pour autant la rigueur des

mesures adoptées. Certaines d'entre elles - en particulier l'arrêt brutal des regroupements familiaux autour des travailleurs immigrés déjà en France - sont sévèrement jugées par les organisations de soutien aux immigrés. A ces reproches, le gouvernement oppose un argument : l'immigration met en péril l'intégration des immigrés déjà installés. Et pour preuve de ses bonnes intentions, il ajoute aux mesures répressives quelques dispositions d'aide aux immigrés réguliers, dont l'une vise explicitement la « lutte contre le racisme ».

Toutefois l'examen de la panoplie présentée par M^{re} Dufoix confirme que pour l'Etat et ses administrations la priorité est plutôt la lutte contre les « clandestins ». Elle comporte cinq chapitres.

« Le regroupement familial. - Désormais, la famille d'un immigré résidant en France ne pourra plus bénéficier de la procédure dite d'admission au séjour. En clair, elle ne pourra plus venir le rejoindre pour un séjour indéterminé et voir ensuite sa situation régularisée.

EDWY PLENEL.

(Lire la suite page 12.)

Grève des fonctionnaires le 25 octobre

L'attitude du gouvernement est inacceptable nous déclare M. Edmond Maire

LIRE PAGE 40

CHOMAGE, PAUVRETÉ ET... BRANLE-BAS POLITIQUE

Les exclus

par PIERRE DROUIN

Le phénomène ne se présente plus sous un pudique habillage sémantique. Les « moins favorisés » sont devenus les pauvres. On n'ose plus les cacher. Ils sont parmi nous. Ils sont trop nombreux qui se situent maintenant sous le seuil de la misère. Les chiffres peuvent être discutés (1). Pas les réalités.

Une réalité qui dépasse nos frontières : 35 millions de personnes ont été victimes de ce drame aux Etats-Unis en 1983 (dernier recensement opéré). De proches collaborateurs de M. Walter Mondale n'ont évidemment pas manqué de lancer : « Le président Reagan est le

contraire de Robin des Bois. Il prend l'argent des pauvres pour le donner aux riches. » M^{re} Thatcher est attaquée sur ce même terrain par l'Eglise anglicane, effrayée des conséquences d'un chômage, record en Europe et de la grève des mineurs qui n'en finit pas.

En France, la conjonction de l'effervescence politique et de l'action des médias vient de jeter brutalement une lumière crue sur cette douloureuse question. Si elle n'était pas si grave, on se plairait à mettre l'opposition en contradiction avec elle-même qui dénonce le « budget de pauvreté » de M. Bérégovoy, ses effets sur la nation, et demande en même temps la réduction des dépenses publiques, du nombre des fonctionnaires et l'affranchissement du tout-Etat.

La gauche va-t-elle se faire voler le thème de la pauvreté, comme celui des libertés ? Dans la cuisine des experts de droite se mûissent sans doute les explications de la situation par les choix économiques du gouvernement. Iront-elles bien loin si l'on rappelle que la coloration politique des hommes en place n'a guère d'influence sur l'extension,

droits » du chômage, qui envahissent les bureaux d'aide sociale des mairies, se rendent aux soupes populaires ou aux distributions de vêtements prévues par les organisations caritatives, c'est par toutes ces images que l'on croyait enfouies, depuis les « Trente Glorieuses », sous les cendres de la crise de 1929 que la récession économique touche aujourd'hui l'opinion.

(Lire la suite page 10.)

(1) Lire l'article d'Alain Lebeaux dans le Monde du 6 octobre 1984.

IL FAUT FAIRE QUELQUE CHOSE.



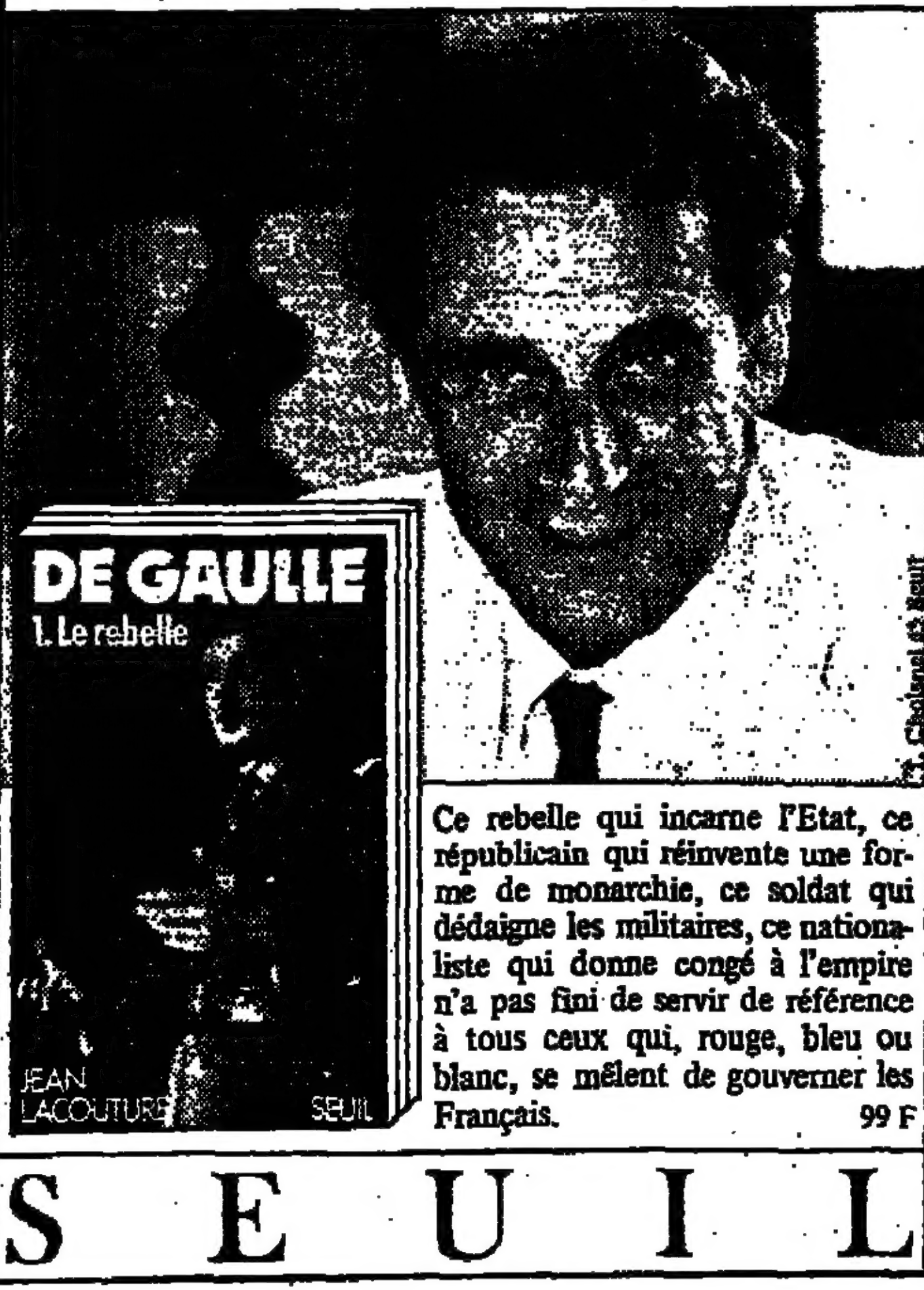
L'Aquitaine avant la visite du chef de l'Etat

Lire notre supplément pages 25 à 31

Le Monde des arts et des spectacles

Actualités italiennes : Nono et Schreker à Venise Pordenone dans le Frioul Lire page 13

Lacouture



DE GAULLE
L. Le rebelle

Ce rebelle qui incarne l'Etat, ce républicain qui réinvente une forme de monarchie, ce soldat qui dédaigne les militaires, ce nationaliste qui donne congé à l'empire n'a pas fini de servir de référence à tous ceux qui, rouge, bleu ou blanc, se mêlent de gouverner les Français.

99 F

AU JOUR LE JOUR

Rabais

Pour soutenir l'industrie automobile française, la CGT a une idée. Il s'agit d'obtenir des compagnies pétrolières qu'elles consentent un rabais, à la pompe, pour les conducteurs de voitures Renault.

Acheter français, rouler français, restaurer français ; on pourrait aller plus loin. En taxant très lourdement les mauvais conducteurs, ces traitres qui plastonnent à bord de leurs belles étrangères, on pourrait rendre le carburant gratuit pour les bons Français.

Avec ce slogan, bien dans l'air du temps : l'essence aux Français !

BRUNO FRAPPAT.

M. FABIOUS CHAQUE MOIS SUR TF 1

A double tranchant

M. Laurent Fabius, premier ministre, a accepté la proposition de TF1 de participer tous les mois, le mercredi soir à 20 h 30, à un rendez-vous d'un quart d'heure à l'occasion duquel il répondra à une série de questions d'actualité. Par un communiqué diffusé dans la soirée du mardi 9 octobre, la direction de la première chaîne annonce en même temps qu'un « droit de réplique » sera organisé le lendemain dans des conditions identiques. Le premier « rendez-vous » aura lieu le 17 octobre.

La Haute Autorité de la communication audiovisuelle doit donner son avis, ce mercredi 10 octobre, sur la formule mise au point par TF1 et Mediasud, après avoir fait savoir (le Monde du 10 octobre) qu'elle n'était pas favorable à des interventions régulières du premier ministre au cours d'un journal télévisé.

Les « neuf sages », actuellement sur le gril à propos de la nomination du nouveau PDG d'Antenne 2, M. Jean-Claude Hébert (1), sont précisément saisis d'une lettre de M. Alain Poirer, président du Sénat, qui s'inquiète, au nom de la majorité sénatoriale (opposition), d'un « déséquilibre de l'information » sur les chaînes publiques de radiotélévision.

Il s'agit bien, en l'occurrence, d'une des missions importantes de la Haute Autorité, définie par l'article 14 de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication audiovisuelle : « Veiller (...) au respect du pluralisme et de l'équilibre dans les programmes ».

YVES AGNÈS.

(Lire la suite page 23.)

(1) Le groupe RPR a annoncé son intention d'interpellier le premier ministre à ce propos.

Comprendre et agir

par RODOLPHE PESCE (*)

Vues et revues

Quand l'éducation redevient nationale

par YVES FLORENNE

DANS un article de la *Revue des Deux Mondes*, « La tête et les jambes », Mme Jacqueline de Romilly, examinant les conditions d'exercice pour l'une et pour les autres, constate qu'elles sont, au départ, les mêmes (1). Alors, pourquoi la compétition et l'entraînement si fort en honneur dans le sport sont-ils devenus la honte de l'enseignement? Elle écrit « compétition », et non « sélection », qui ne saurait plus se prononcer, ni s'entendre. A tort, selon elle. C'est vrai pourtant que le mot, en lui-même, n'est pas mauvais. Il y a une cinquantaine d'années. Qu'à cela ne tienne, retirons-lui son s et gardons *élection*. Outre sa bonne consonance démocratique, il a l'avantage de mettre l'accent sur ce qu'on choisit, non sur ce qu'on écarte : ou plutôt qu'on oriente, point de vue. De toute façon, point de vue, de l'entraînement intellectuel comme dans l'entraînement physique. Il ne s'agit pas d'abord de former des athlètes, mais d'assurer à tous un bon développement.

C'est bien là qu'est la question. Entre la culture physique et celle de l'esprit il y a tout de même quelques différences. On n'apprend pas à penser tout à fait comme on apprend à sauter. Or l'apprentissage de la pensée serait, dans notre école, le dernier article du programme, le dernier article de l'option, et la sorte de matière à option, et la moins prise. C'est pourtant cet apprentissage-là et lui seul qui est aussi l'apprentissage de la démocratie et de la liberté. Pour Mme de Romilly, « l'ouverture sur la vie passe par (ce) lent et subtil apprentissage hors de la vie, dans un domaine réservé, à part, et secret... ».

Ce texte, plein de sens et de sagesse, est comme un complément au livre de l'auteur, *l'Enseignement en détresse*, qui fit du bruit. Le chagrin entraîne à des mots crus. Ne les citons pas. Les plus tristes, ce sont ces mots d'enfant qui n'engagent et n'entraînent plus personne quand les enfants ont grandi. Tel celui qui a « terrifié » Mme de Romilly. Un professeur demande à sa classe ce que c'est qu'un crucifix. Silence général. Puis un seul enfin se décide : « Une espèce de tourterelle ». Le plus « terrifiant » peut-être, c'est que c'est vrai, aussi.

Reste que ce livre-là, qui s'achève par le mot « espoir », s'ouvrira sur le mot « espérance ».

C'est l'exception. Celui de M.T. Maschino, *Vos enfants ne m'intéressent plus*, était simplement désespéré ; et à peine moins le sui-

vant, *Voulez-vous vraiment des enfants idiots ?* L'apparition de tous ces livres décrivant « une situation apocalyptique » méritait bien l'attention d'*Espoir*, qui la concentre sur le dernier paru, *De l'école*, de Jean-Claude Milner. « Un livre fort, un livre sincère qui pose les questions essentielles », dit Paul Thibaud, en dépit d'une petite odeur de pogrom (2). C'est autour de lui encore que le débat est largement ouvert, par le débat précédent (3). Un entretien de l'auteur avec Jacques Revel est suivi de sept contributions notables, couronnées par celle de M. Antoine Prost, historien et conseiller ministériel.

Auteur de l'un des deux rapports établis pour le précédent ministre en vue de la dernière (ou de la prochaine, on ne sait plus au juste) réforme de l'enseignement, il prend, avec un sens naturel de la solidarité, la défense de l'autre rapporteur, M. Legrand. Bon stratège, il attaque en dénonçant « l'ignorance des savoirs sur l'école » de ceux qui se mêlent de parler. Dès lors que M. Prost se réfère explicitement, avec un salut un peu dédaigneux, à l'ouvrage de l'auteur, nous avons évoqué le grand maître de l'Université, des idées analogues presque dans les mêmes termes. Ainsi a-t-il déclaré hautement (4) le caractère fondamentalement *intégral* de l'enseignement : d'une part, le maître (ce beau nom) qui sait ; de l'autre, les élèves qui ne savent pas encore. Ils sont là, comme leur nom l'indique aussi, pour être élevés. Dans cet élevage ou cette élévation, le maître distingue trois degrés. Un : « le penser à tous le minimum vital de connaissances » (tout le monde sera résolu à ce que ce minimum, comme l'autre, soit indexé et effectivement croissant). Deux : donner une formation professionnelle. Trois : prévoir avec tous les moyens nécessaires, et d'abord les maîtres qu'elle exige, « la formation des maîtres ». Car « l'éducation républicaine est une nécessité de la démocratie ».

Voilà la première parole révolutionnaire qu'on ait entendue depuis exactement trente-neuf ans (5) dans la bouche d'un ministre de l'éducation — laquelle, ayant répudié la pudeur qui fit effacer l'adjectif, est redevenue nationale.

(1) Septembre.
(2) Juillet-août.
(3) Septembre.
(4) France-Inter, « Face au public », 24 septembre.
(5) René Capitant, de septembre 1944 à novembre 1945.

Revolution

M. Prost a le mérite assez rare de s'exprimer clairement. Ce qui est excellent quand on s'adresse au public, mais non moins dans des documents destinés à un ministre. Or dans l'intelligentsia parisienne peut-être, mais avec la complicité d'enseignants consternés, on a entendu brocarder M. Louis Legrand — non pour avoir porté — pour avoir rédigé son rapport dans un jargon justiciable de Molière. Quoi qu'il en soit, pour clore provisoirement cette loquace querelle, J.-C. Milner répond à chacun de sa meilleure encre. On dira qu'un pamphlet est par nature excessif.

Mme de Romilly elle-même, dans sa sérénité, ne s'indigne-t-elle pas du décri, du mépris, de l'abandon dont souffrirait la littérature ? Ne vaudrait-elle pas jusqu'à trouver chez des élèves « un fléchissement de la grammaire qui confine à l'incapa-

cité totale de s'exprimer » ? Allons donc ! Qui ne voit que, pour le lire et l'écrire, nous sommes tous champions ? Aujourd'hui, chaque champion porte dans son sein un petit Chateaubriand, un petit Stendhal ou, mieux encore, un petit Jean-Ernest Haller près de venir au monde, et qu'il suffira d'y pousser, après qu'on lui aura bien empli la tête.

Cette belle tâche revient à la télévision d'abord, certes, mais l'école y est bien aussi pour quelque chose. La réalité crève les yeux : notre PNB de génies et de chefs-d'œuvre connaît une croissance qui n'est même plus mesurable. Dans les temps obscurs on comptait tout au plus quatre ou cinq grands écrivains par siècle, il nous en aît un tous les matins.

Mme de Romilly qui s'excuse d'énoncer des vérités premières telles que : « On n'enseigne bien que ce que l'on sait », écrit aussi que « donner à tous un enseignement au rabais n'est pas une idée démocratique ».

A supposer que ce soit pour elle une surprise, c'est avec une surprise charmée qu'elle a pu entendre comme tout le monde le nouveau ministre qu'on appelle autrefois le grand maître de l'Université, des idées analogues presque dans les mêmes termes. Ainsi a-t-il déclaré hautement (4) le caractère fondamentalement *intégral* de l'enseignement : d'une part, le maître (ce beau nom) qui sait ; de l'autre, les élèves qui ne savent pas encore. Ils sont là, comme leur nom l'indique aussi, pour être élevés. Dans cet élevage ou cette élévation, le maître distingue trois degrés. Un : « le penser à tous le minimum vital de connaissances » (tout le monde sera résolu à ce que ce minimum, comme l'autre, soit indexé et effectivement croissant). Deux : donner une formation professionnelle. Trois : prévoir avec tous les moyens nécessaires, et d'abord les maîtres qu'elle exige, « la formation des maîtres ». Car « l'éducation républicaine est une nécessité de la démocratie ».

Voilà la première parole révolutionnaire qu'on ait entendue depuis exactement trente-neuf ans (5) dans la bouche d'un ministre de l'éducation — laquelle, ayant répudié la pudeur qui fit effacer l'adjectif, est redevenue nationale.

(1) Septembre.
(2) Juillet-août.
(3) Septembre.
(4) France-Inter, « Face au public », 24 septembre.
(5) René Capitant, de septembre 1944 à novembre 1945.

L'ÉCOLE laïque, symbole de liberté, école du pluralisme par nature, s'est retrouvée libérée. Elle a été confisquée au bénéfice de l'enseignement privé, qui devient brusquement l'enseignement libre ?

On ne peut se limiter aux explications habituelles, aussi justes soient-elles : rôle des médias, exploitation tendancieuse par la droite d'un problème difficile, moyens insuffisants donnés à l'éducation nationale, maladresse parfois au niveau gouvernemental ou du PS pour aborder cette délicate question. Il faut analyser la situation en profondeur : cinq points dominent :

1. — L'état lamentable dans lequel se trouvait l'éducation nationale au 10 mai 1981. La droite avait laissé celle-ci dans un tel état qu'il faudra de nombreuses années pour redresser réellement la situation, surtout dans la technique et le supérieur. Il y a un décalage énorme entre les moyens mis en œuvre au niveau de l'État et le peu de conséquences concrètes sur le terrain.

Il en résulte une certaine démobilité, un sursautisme, une image non dynamique de l'enseignement public. Il ne suffit pas, dans un lycée, de savoir que le budget de l'éducation nationale est redevenu le premier budget de l'État et qu'en trois ans plus de postes ont été créés que pendant le septennat précédent... Ce qui compte, c'est la réalité locale.

Une image déformée

2. — L'image déformée de la réalité scolaire que donnent souvent les parents, les enseignants, les militants et élus de gauche : tout ce qui se fait de positif est passé sous silence, car apparaissant comme normal ; dès qu'il y a une insuffisance, on pétitionne, on fait communiqué et conférences de presse... La droite s'est engouffrée dans la brèche toute préparée, soit en glorifiant l'enseignement privé, soit en prétextant de défendre l'enseignement public, en le dévalorisant un peu plus.

3. — L'idéalisation du rôle de l'école : l'école doit être le creuset de la nation, le lieu où l'enfant doit retrouver une égalité de chances, le lieu où l'on combat les inégalités socio-culturelles. Et elle essaye de jouer bien souvent ce rôle. Mais elle ne peut pas à elle seule tout résoudre, tout réparer. Elle n'est pas un îlot isolé dans la société. Elle n'est qu'un élément d'une politique plus globale, que l'on essaye de mettre en place avec les ZEP, lorsque celles-ci s'intègrent dans une politique de développement social d'un quartier.

4. — La notion de « recours » que constitue l'enseignement privé. Pour de nombreux parents, en cas d'échec, d'exclusion de l'école, l'école privée apparaît comme le seul recours possible, surtout dans l'enseignement secondaire. Il faut que ce recours soit possible au sein de l'éducation nationale. Celle-ci est souvent une trop grande machine, ayant de réelles difficultés à aborder les problèmes d'orientation, de suivi du travail scolaire et donc de l'échec lorsqu'il survient. Là aussi, il y a beaucoup à faire et tout n'est pas, loin de là, qu'un problème de moyens.

5. — La difficulté de gérer une gigantesque administration : comment concilier une politique nationale qui se veut dynamique avec la nécessaire décentralisation ? Pourtant, ce n'est qu'en décentralisant et surtout en déconcentrant, c'est-à-dire en donnant plus de pouvoirs aux recteurs et aux inspecteurs d'académie que l'on rapprochera, tel comme ailleurs, le service public des usagers. Qu'il y ait des risques, c'est certain, c'est pourquoi la seule manière de donner plus de souplesse et d'efficacité à l'éducation nationale. Nous nous sommes engagés dans cette voie, il faut la poursuivre.

Ces constats étant faits, les pistes tracées, il nous faut prendre une attitude plus offensive, non pas contre l'enseignement privé, mais en faveur du développement de l'enseignement public.

Eviter les faux débats

Cependant, évitons d'abord de poser de faux problèmes et de lancer de faux débats.

J'en vois trois à éviter :

Le premier concerne l'opposition entre quantitatif et qualitatif : faut-il plus d'enseignants, plus de locaux et de moyens matériels ou, au contraire, doit-on privilégier la qualité pédagogique, la formation des maîtres et l'innovation ? L'un ne peut aller sans l'autre, mais n'attendons pas l'un pour commencer l'autre.

Le deuxième faux débat me paraît plus fondamental. Certains prétendent que l'école est seule responsable de l'échec scolaire et que c'est à elle qu'il revient de lutter contre l'inégalité culturelle et sociale. D'autres, au contraire, estiment que l'école n'est que le reflet de la situation so-

ciale et géographique de son milieu et qu'elle renoncera à sa vocation de service public si elle cherche à s'adapter à son environnement social. Là encore, soyons réalistes : l'école ne peut tout faire et tout changer seule. Elle a un rôle capital si elle accepte en particulier d'adopter ses méthodes pédagogiques ; mais ce rôle n'est que relatif et ne doit pas être surestimé. Au-delà de l'école, l'enfant est très largement influencé par son environnement familial, par l'ambiance du quartier, par les médias. Ne laissons pas l'école, malgré son rôle central, porter seule la responsabilité de la formation des jeunes.

Un troisième faux débat concerne la responsabilité pédagogique. Forts de leur responsabilité et de leur expérience, certains enseignants refusent tout droit de regard et de contrôle sur ce qui serait leur domaine réservé. A l'inverse, certains parents, certains animateurs, voire certains élus, revendiquent un droit de contrôle sur le contenu pédagogique.

Là encore, la réponse me semble claire : il est très important d'associer les différents intervenants du quartier à la définition et au déroulement d'un projet pédagogique, et les parents d'élèves et les élus attendent beaucoup de la décentralisation et du rôle que pourraient jouer les conseils d'école... Ils ont raison. Les parents ne peuvent pas être seuls les porte-parole des revendications des enseignants. Cependant, la responsabilité pédagogique finale appartient à l'équipe éducative, et à elle seule, il faut l'affirmer très fort.

Se mobiliser pour l'école

Au-delà de ces faux problèmes, il faut nous mobiliser pour l'école et autour de l'école :

— En donnant le maximum de moyens à l'éducation nationale, tout en tenant compte d'une conjoncture économique très difficile ;

— En prenant mieux en compte l'échec scolaire, les projets éducatifs, la constitution d'équipes pédagogiques, le rôle des parents ;

Un certain nombre de problèmes de fond doivent être abordés avec plus de dynamisme.

— Entre autres : Quel rôle et quels moyens pour l'équipe d'animation ? Comment améliorer son fonctionnement et sa connaissance de la réalité du quartier, du village ?

Quels rôles pour les acteurs locaux extérieurs à l'école ? Quels moyens et quelles fonctions pour la formation permanente ?

La collectivité locale peut-elle et doit-elle jouer un rôle plus actif dans l'action éducative du quartier ?

Au moment où le problème des immigrés est à l'ordre du jour, la diversité culturelle peut-elle être un atout dans un processus pédagogique adapté ?

Comment l'école doit-elle prendre en compte les données économiques locales et les perspectives de l'emploi ?

Les technologies nouvelles peuvent-elles être un atout pour combattre les handicaps sociaux et culturels ?

Autant de questions qui méritent des réponses concrètes ou des propositions de solutions. Beaucoup d'expériences sont tentées, mais en parle-t-on ? Les aide-t-on assez ? Ne fait-on pas trop appel au bénévolat ? Enfin, je voudrais réaffirmer que l'école est au centre d'un certain nombre d'enjeux :

— Enjeu pour l'enfant. D'abord, il a droit, quelle que soit son origine sociale, familiale ou géographique, à recevoir de l'école et de la société les moyens de connaissance lui permettant de s'adapter à la vie adulte et de mieux maîtriser son environnement. Mais n'oublions pas aussi son droit à ne rien faire, à rêver.

— Enjeu pour le quartier, le village. L'image d'une école dynamique, attentive plus offensive, non pas contre l'enseignement privé, mais en faveur du développement de l'enseignement public.

— Enjeu, enfin, pour la société. C'est pour une bonne part sur l'efficacité de notre système éducatif que repose le dynamisme de la prospérité de notre pays pour les décennies à venir. L'école publique doit être le pivot de cette nécessaire mutation qui nous permettra de répondre au défi que nous lancent les grandes nations industrialisées.

85 % des familles lui font confiance aujourd'hui, la situation n'est donc pas dramatique comme certains veulent bien le dire. Mais si elle n'évolue pas, des problèmes encore plus sérieux qu'aujourd'hui apparaîtront.

(*) Député, maire de Valenciennes, président de la commission nationale pour le développement social des quartiers, membre du comité directeur du Parti socialiste.

L'école

Le débat sur l'enseignement privé se déroulant maintenant dans un climat relativement apaisé, Rodolphe Pesce estime que le vrai problème posé est celui de l'avenir de l'éducation nationale. A son avis, l'école publique doit être le pivot de la mutation qui permettra à la France de répondre aux défis du monde extérieur. Yves Florenne, de son côté, rend compte d'articles parus dans diverses revues et qui vont, dans l'ensemble, dans le sens d'un retour à la compétition, voire, pour parler comme Jean-Pierre Chevènement, d'« élitisme républicain ».

CORRESPONDANCE

De passage en France, je viens de lire dans la presse la nomination de M. Janusz Stefanowicz comme ambassadeur de Pologne à Paris. La presse française a souligné l'aspect insolite de cette nomination : M. Stefanowicz serait le premier ambassadeur non communiste et catholique de surcroît d'un pays membre du pacte de Varsovie, dans un pays membre de l'alliance atlantique.

En réalité, sans faire le procès de

ses opinions et à en juger uniquement par sa carrière politique, M. Stefanowicz est beaucoup plus communiste que catholique.

M. Stefanowicz est membre éminent de la direction de PAX, organisation créée par Staline à partir d'une idée d'un ancien dirigeant fasciste polonais, Bogdan Piascki, afin de diviser les croyants et d'isoler la hiérarchie catholique. Comme l'histoire l'a prouvé, PAX n'a pas réussi,

mais M. Stefanowicz a fait tout ce qu'il pouvait pour faciliter la greffe communiste sur le corps de la Pologne catholique.

Son ascension est marquée par deux coups particulièrement significatifs. En 1968, M. Stefanowicz était un des dirigeants de la rédaction du quotidien *Slowo Powszechne*, organe du PAX, qui a donné le signal du déclenchement de la tristement célèbre campagne antisémite en Pologne. C'est son journal qui a alors publié les listes de noms de dirigeants communistes polonais d'origine juive qui avaient, à la suite de l'occupation nazie, « polonisé » leur nom d'origine. En 1982, M. Stefanowicz était un des principaux réalisateurs de la révolution de palais au sein de PAX qui a permis d'évincer M. Reiff, son président de l'époque. Celui-ci, dans un sursaut d'honnêteté, avait été l'unique mem-

bre du Conseil d'Etat à refuser d'approuver, en décembre 1981, la proclamation de la loi martiale.

Entre ces deux grandes étapes, M. Stefanowicz n'a jamais cessé de rendre de grands et petits services au Parti communiste. Aujourd'hui il va avoir une autre occasion (pas la dernière certainement) de rendre service au Parti. Entièrement discrédité à Varsovie, M. Stefanowicz essaiera de tromper les nafs à Paris, tentative qu'il a dû abandonner à Rome, où le gouvernement italien, bien inspiré par la Providence et le Vatican, lui a refusé l'accreditation.

Durant toute sa vie, M. Stefanowicz a été un infatigable serviteur de César plus que de Dieu. Pour lui, Paris vaut bien plus qu'une messe. La question est de savoir ce que M. Stefanowicz vaut pour Paris...

JAN PISARSKI
(Stockholm).

Un ambassadeur insolite

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer.

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer.

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer.

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer.

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer.

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer.

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer.

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer.

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer.

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer.

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer.

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer.

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer.

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer.

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer.

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer.

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer.

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer.

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer.

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer.

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer.

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer.

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer.

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer.

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer.

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer.

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer.

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer.

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer.

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer.

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer.

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer.

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer.

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer.

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer.

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer.

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer.

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer.

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer.

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer.

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer.

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer.

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer.

PARLONS CLAIR!

Il n'y a pas trente-six manières de se faire comprendre. Mais il y a trois manières de parler clair. Dans un français brillant, dans un français simple, dans un français utile. Les dictionnaires BORDAS vous aident à trouver les termes justes et à savoir l'employer. Les dictionnaires BORDAS

PROCHE-ORIENT

Israël

M. PÉRÉS A WASHINGTON

Le président Reagan souhaite amener Israël à appliquer une véritable politique d'austérité

Washington. - Le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, a reçu de M. Reagan, mardi 9 octobre, de fortes assurances sur la volonté américaine d'aider son pays à surmonter ses difficultés économiques et à se retirer du Sud-Liban. Aucune réelle décision n'a pour autant été annoncée par Washington à l'issue de cet entretien entre le président des Etats-Unis et M. Pérès, qui achevait, ce mercredi, une visite officielle de deux jours dans la capitale américaine.

Dans le domaine économique notamment, M. Reagan n'a - officiellement en tout cas - pas pris d'engagement sur l'augmentation de l'aide financière, dont Jérusalem a un besoin pressant pour faire face à une très grave dégradation de devises et à une inflation qui pourrait atteindre les 800 % dans les prochains mois. La seule chose qu'il ait obtenue M. Pérès est de pouvoir utiliser à très bref délai l'enveloppe de 1,2 milliard de dollars d'aide économique que le Congrès a virtuellement accordée à Israël pour l'année 1985, en plus d'une assistance militaire de 1,4 milliard.

A défaut de mesures plus spectaculaires, les deux parties sont convenues de mettre en place un groupe de travail commun réunissant des personnalités gouvernementales et du secteur privé, et qui sera chargé

De notre correspondant

d'étudier les modalités d'un soutien des Etats-Unis au redressement de l'économie israélienne. Cette commission, qui se réunira deux fois par an, devrait remettre ses premières conclusions au début de l'année prochaine.

Les deux gouvernements ont également décidé, a indiqué M. Reagan, de mener à bien « dans les prochains jours » les négociations en cours sur la création d'une zone de libre échange entre les Etats-Unis et Israël. Enfin, le secrétaire à la défense, M. Weinberger, se rendra la semaine prochaine à Jérusalem pour y examiner avec les dirigeants israéliens les besoins de défense de l'Etat hébreu.

En contrepoint à ce flou relatif, M. Reagan a néanmoins rendu un hommage appuyé et « prometteur » aux premières mesures d'austérité imposées par M. Pérès, et a surtout déclaré que, si Jérusalem se trouvait confronté à de trop grandes difficultés de paiement, les Etats-Unis « travailleraient à y parer, en étroite liaison avec le gouvernement d'Israël ».

Cette déclaration a été officiellement qualifiée d'« engagement de principe » par les membres de la délégation israélienne, et M. Pérès

s'est publiquement dit « extrêmement satisfait » de ses conversations avec M. Reagan. Outre l'éventuel soutien de Washington à la balance des paiements israélienne, le premier ministre estime en effet pouvoir s'attendre que les Etats-Unis se montrent souples sur les conditions de paiement des armes américaines que Jérusalem compte acquérir dans les quatre prochains années, et ce qu'il achète pour leur part des armements israéliens. M. Pérès paraît considérer de plus que les recommandations du groupe de travail commun seront prises en compte l'année prochaine par la Maison Blanche, ce que l'industrie israélienne trouvera les moyens de se moderniser.

Vers une relance du plan de paix américain

Les délais mis par M. Reagan à répondre aux attentes israéliennes semblent largement tenir au désir américain d'amener Israël à appliquer pleinement une politique d'austérité et de donner à M. Pérès les arguments nécessaires pour convaincre son pays qu'il n'est d'autre voie que d'en passer par là. Accompagné de très chaleureuses déclarations d'amitié, cette discrète pression pourrait aussi avoir pour but de conduire Jérusalem à accepter le plan de paix proposé complètement en 1982 par M. Reagan. Le président américain a rappelé mardi qu'il restait attaché à ce plan, sur lequel le gouvernement de coalition israélien est divisé, et que Washington paraît à nouveau espérer pouvoir peut-être relancer à la faveur du rapprochement entre la Jordanie et l'Egypte. Encore faudrait-il pour cela que M. Shamir laisse les mains libres à M. Pérès et qu'Israël puisse se débarrasser dans un délai raisonnable du fardeau économique et politique que représente désormais l'occupation du Liban du Sud.

M. Pérès a réaffirmé à ce propos à ses interlocuteurs américains qu'il était décidé à un « complet retrait » israélien à la seule condition que la sécurité de la frontière nord d'Israël soit assurée. Cette sécurité passe par la garantie de la Syrie que ses troupes présentes au Liban, ne feroient pas pression sur le Sud après le départ de l'armée israélienne et empêcheraient que des attaques ne soient lancées sur la Galilée.

On considère à Washington que Damas souhaite fondamentalement faciliter le retrait israélien, car la poursuite de l'occupation du Liban du Sud est un facteur de troubles permanents dans ce pays, où M. Assad voudrait administrer la preuve de sa capacité à instaurer la paix civile sous son autorité et à son profit. La difficulté serait d'arriver à concilier les exigences et les refus des trois gouvernements concernés et d'éviter aussi que M. Assad ne craigne, en facilitant les choses à Israël, d'ouvrir la voie à des discussions entre Amman et Jérusalem dont il pourrait faire les frais. Dans cette hypothèse, l'influence syrienne dans la région se trouverait en effet menacée.

C'est en raison de ces incertitudes sur l'attitude de Damas que M. Reagan s'en est tenu mardi à la position adoptée depuis trois semaines par son gouvernement : les Etats-Unis ne tenteront de médiation que si toutes les parties concernées « veulent nous voir jouer ce rôle ». M. Pérès n'aurait en conséquence pas adressé de demande formelle en ce sens au président américain.

BERNARD GUETTA.

● M. Pérès invité en France. - Le premier ministre, M. Laurent Fabius, a invité son homologue israélien, M. Shimon Pérès, à se rendre en visite officielle en France, apprend-on à Paris. Aucune date n'a cependant été fixée.

Jordanie

La visite du président Moubarak à Amman consacre la normalisation des rapports entre les deux pays

Amman. - Quinze jours à peine après le rétablissement des relations diplomatiques entre Amman et Le Caire, le président Moubarak a répondu à l'initiative du roi Hussein par un geste tout aussi spectaculaire en entamant mardi 9 octobre une visite officielle de trois jours en Jordanie, la première d'un chef d'Etat égyptien dans le royaume hachémite. Le président Moubarak était en fait invité à Amman depuis sa rencontre avec le souverain jordanien à New-Delhi en mars 1983, lors du sommet des normalisés, selon un porte-parole de la délégation égyptienne.

Conséquence logique et attendue de la normalisation des relations jordanéo-égyptiennes, cette visite, annoncée seulement lundi soir, a surpris cependant la majorité des Jordaniens par soudaineté. D'autant plus que le prince héritier Hassan devait se rendre au Caire dans les jours qui viennent. Une heure avant l'arrivée du président Moubarak, on pouvait encore voir des ouvriers accrocher des drapeaux égyptiens dans les rues de la capitale jordanienne.

Le chef d'Etat égyptien et son épouse n'en ont pas moins été très chaleureusement accueillis à leur descente d'avion par le roi Hussein et la reine Noor, ainsi que par le gouvernement au complet, tandis que retentissaient les vingt et un coups de canon d'usage. Fait exceptionnel, le président Moubarak a même été salué par le passage de quatre Mirage F-1 jordaniens en formation serrée.

La coopération bilatérale

Si les rues d'Amman, faute de temps, étaient moins pavées que de coutume en de telles circonstances, le dispositif de sécurité déployé dans la capitale était en revanche nettement plus important. Une précaution qui s'imposait après les menaces proférées par la Syrie, la Libye et le groupe dissident palestinien Abou Nidal, à la suite du rétablissement des relations diplomatiques jordanéo-égyptiennes. Des soldats en armes avaient pris position jusque dans le hall du grand hôtel d'Amman où réside la délégation égyptienne, et où une foule de journalistes égyptiens était arrivée.

SIGNATURE D'UN « TRAITE D'AMITIE ET DE COOPERATION » ENTRE L'URSS ET LE NORD-YEMEN

Moscou (AFP). - L'Union soviétique et le Nord-Yemen ont conclu mardi 9 octobre à Moscou un « traité d'amitié et de coopération », annonce l'agence Tass. Le document a été signé au Kremlin par le numéro un soviétique, M. Tchernomir, et le président nord-yéménite, M. Ali Abdallah Saleh, arrivé le même jour à Moscou pour une visite officielle de quarante-huit heures.

L'agence officielle soviétique ne précise ni la durée ni les clauses de ce traité, qui intervient cinq ans après la signature d'un document analogue entre l'URSS et le Sud-Yemen, dont le président, M. Ali Nasser Mohamed, s'est rendu au tout début du mois d'octobre à Moscou.

Au cours d'un dîner offert à son hôte nord-yéménite, M. Tchernomir a déclaré que le traité d'amitié entre Moscou et Sanaa ne contenait « aucune clause portant atteinte aux intérêts de quiconque ou qui soit dirigée contre des pays tiers ». Ce document, a ajouté le président soviétique, « réaffirme les principes du respect de la souveraineté, de l'indépendance et de la non-ingérence dans les affaires intérieures (...) et proclame la solidarité entre l'URSS et le Yemen dans la lutte pour une paix durable, contre l'hégémonie et toute forme de colonialisme et de racisme ».

Correspondance

tiens était arrivée dans la nuit ou au petit matin.

La délégation égyptienne ne comportait pas moins de cinq ministres. Outre celui des affaires étrangères, M. Ismail Abdel Meguid, le président Moubarak est en effet accompagné par les ministres de l'agriculture, de l'économie, du plan et de l'information. Signe qu'au Caire, comme à Amman, on souhaite donner au plus vite un contenu concret à la normalisation des relations entre les deux pays, en dépit des critiques que celle-ci a soulevées dans le monde arabe. Cette volonté a été confirmée mardi soir par un porte-parole du gouvernement jordanien qui a indiqué que les entretiens de l'après-midi entre les deux délégations au complet avaient porté essentiellement sur les questions bilatérales : coopération dans les domaines agricole et industriel, échanges commerciaux et culturels, transports, situation des travailleurs égyptiens en Jordanie, etc. Dans la plupart des cas, des accords avaient déjà été conclus dans le passé, ils avaient été gelés à la suite de la rupture des relations entre les deux pays en 1979. « Nous voulons maintenant les réactiver et les mettre à jour », a précisé un porte-parole, et « faire progresser ce qui a déjà été accompli au cours des derniers mois ». Il a rappelé à ce propos que Le Caire et Amman avaient déjà signé un protocole commercial en décembre 1983 et décidé à la même époque de relier le port jordanien d'Akaba au Sinaï par une ligne de

ferry-boats. Selon un porte-parole égyptien, il n'a en revanche pas été question de coopération militaire.

Les ministres égyptiens devaient reprendre ce mercredi à Akaba l'examen des questions bilatérales avec leurs homologues jordaniens. Pendant ce temps, le roi Hussein et le président Moubarak, qui ont eu mardi après-midi un entretien en tête à tête d'une demi-heure, devaient poursuivre à Akaba des discussions d'ordre beaucoup plus politique.

Lors d'un banquet offert mardi soir en l'honneur du président Moubarak, le souverain jordanien a une nouvelle fois exprimé l'espoir que l'exemple de la Jordanie serait suivi par les autres pays arabes. « Nous espérons que votre visite marquera le début d'une coopération sincère et sérieuse qui nous permettra de surmonter des périls [qui menacent la région], a ajouté le monarque à l'adresse de son hôte. Il a enfin souhaité que « cet effort commun » contribuât à « la restauration de la solidarité arabe » et à « une coopération interarabe plus large ».

La veille, le conseiller politique du président Moubarak, M. Oussama El Baz, avait, pour sa part, déclaré à Amman que les résolutions du sommet arabe de Fès (1982) pourraient constituer un terrain d'entente entre la Jordanie et l'Egypte, qui soutiennent en outre l'une et l'autre l'idée d'une conférence de paix internationale sur le Proche-Orient. C'est peut-être là une indication sur la teneur des entretiens politiques Hassan-Moubarak.

EMMANUEL JARRY.

Liban

L'élection de M. Fouad Abou Nader à la tête des Forces libanaises renforce la position du président Gemayel

De notre correspondant

Beyrouth. - Simultanément, les Forces libanaises (milices chrétiennes) et l'armée libanaise ont repris leurs adversaires se sont dotés, mardi 9 octobre, les uns d'un nouveau chef et l'autre d'une structure de direction.

Avec M. Fouad Abou Nader qui en prend le commandement, les Forces libanaises ont placé à leur tête un homme susceptible de réaliser une synthèse des différents courants du clan chrétien et de rétablir le lien entre le Parti phalangiste et le président de la République, M. Amine Gemayel, qui en est issu d'une part, sa milice, d'autre part.

L'unité organique de ce camp avait été rompue avec l'assassinat de Bechir Gemayel en septembre 1982. La succession de ce dernier, ouverte alors, avait été réglée à l'échelle nationale par l'élection de son frère à la présidence de la République ; mais au sein du leadership chrétien, elle avait été en quelque sorte gelée par Pierre Gemayel. Elle a été relancée par la mort de celui-ci, il y a quarante jours, et s'est résolue, avec l'élection de M. Fouad Abou Nader, d'évidence à l'avantage de M. Amine Gemayel qui consolide sa position.

Ce très jeune homme - il a vingt-huit ans, l'âge de Bechir quand il avait pris les rênes des Forces libanaises - est, par sa mère, un petit-fils de Pierre Gemayel. Bien que fervent adepte de son oncle assassiné, il avait gardé le meilleur rapport avec son autre oncle, le président Amine Gemayel ; ce qui n'allait pas forcément de soi.

Il succède à M. Fadi Frem, qui est son beau-frère. Tout cela donc est, d'une certaine façon, une affaire de famille. Mais il est des nuances qui font de son accession au commandement de Forces libanaises une victoire du président Gemayel. Elle intervient, en effet, conformément aux desiderata de celui-ci, qui se plaignait de M. Fremk, dans le ca-

dre d'une décision adoptée vendredi dernier par le Parti phalangiste de reprendre en main toutes ses composantes. C'est sur cette base que la candidature de M. Fouad Abou Nader a été posée par le parti.

Très populaire parmi ses miliciens parce qu'il leur rappelle Bechir Gemayel par son tempérament, sa simplicité, sa courtoisie, sa capacité de travail, son engagement physique sur le terrain et jusque par un mimétisme spontané - répandu au sein de Forces libanaises - dans le maintien et le parler, M. Fouad Abou Nader va sûrement avoir tendance à jouer un rôle bien plus direct que M. Frem sur la scène libanaise. La direction des milices chrétiennes, plutôt collégiale sous l'égide de ce dernier, se personnalisera à coup sûr.

Médecin, plus exactement diplomate en médecine en 1982, célibataire, sportif et joueur d'échecs, M. Fouad Abou Nader s'est consacré au Parti phalangiste et à sa milice dès son adolescence. Il combat depuis 1975 et a été deux fois blessé.

Dans le camp adverse, c'est une coalition de gauche dont M. Walid Joumblatt a annoncé la naissance sous le nom de « Front national démocratique ». Elle regroupe, autour du PSP de M. Joumblatt, le PC et quatre partis pro-syriens : le Baat, le PSNS ex-PPS, le Parti arabe démocratique et l'Union socialiste arabe. Sa constitution a été l'occasion pour M. Joumblatt de rompre le « pacte d'honneur » conclu au sein du cabinet d'union nationale dont il fait partie, de mettre fin aux échanges internes d'accusation. Le chef de la nouvelle alliance de gauche a, en effet, émis des critiques acerbes à l'encontre du pouvoir, c'est-à-dire du président de la République.

On a noté que la milice chiite Amal ne fait pas partie du nouveau front, mais celui-ci a proclamé son alliance avec elle.

LUCIEN GEORGE.

Le Centre d'informations sur le judaïsme soviétique s'inquiète de la recrudescence de l'antisémitisme en URSS

De notre correspondant

Jérusalem. - « Notre droit à émigrer vers Israël est inaliénable. Il ne répond pas au seul besoin de réunir les deux familles. C'est un droit national. Nous voulons rejoindre notre patrie. » Cette profession de foi est extraite d'un appel lancé en septembre par deux cents chefs de familles juives soviétiques aux dirigeants des pays signataires des accords d'Helsinki. Les animateurs du Centre d'information sur le judaïsme soviétique en ont donné lecture, mardi 9 octobre, à Jérusalem lors d'une conférence de presse où ils ont dénoncé la fois le régime d'antisémitisme en URSS et l'indifférence de l'Etat hébreu quant au sort des réfugiés, candidats malheureux à l'immigration.

Pour les responsables du Centre, l'antisémitisme virulent qui s'est développé en URSS depuis de longues années sous couvert d'une propagande antisémite, a pris ces derniers temps un tour systématique, ils donnent quelques exemples. La police soviétique fabrique de toutes pièces de fausses preuves contre des juifs pour les traiter en délinquants. Ainsi accuse-t-elle certains d'entre eux de s'adonner à la drogue pendant les prières du repos sabbatique.

L'objectif du KGB, affirme M. Uri Stern, porte-parole du Centre, est de préparer une série de procès « pour conspiration contre l'Etat ». Pour la première fois, souligne-t-il, la répression frappe aussi les « réfugiés silencieux », ceux qui se sont abstenus de critiquer publiquement le régime ou de manifester un quelconque activisme.

Des refus par dizaines de milliers

« Il n'y a plus de refus », déclarait tout récemment M. Gromyko, ministre soviétique des affaires étrangères, à son collègue israélien, M. Shamir. Pour leur part, les responsables du Centre estiment à plusieurs dizaines de milliers les candidats à l'émigration ayant essuyé un refus officiel. Mais les autorités soviétiques, ajoutent-ils, ont réussi par

des artifices juridiques à restreindre spectaculairement le nombre des visas qu'elles délivrent.

Exemples : la validité des documents envoyés pour l'obtention d'un visa est limitée à six mois, ce qui, la bureaucratie aidant, diminue considérablement les chances du postulant ; une des permits du premier degré, déjà installés en Israël peuvent inviter les candidats émigrants à les rejoindre ; nombre d'invitations, confiées à leur arrivée en URSS, ne parviennent jamais à leurs destinataires.

Résultat : l'émigration des juifs d'URSS est presque tarie, 51 303 visas en 1979, l'année-record, 2 682 en 1982, et 652 seulement pour les huit premiers mois de cette année. Un juif soviétique sur trois qui a reçu l'autorisation de sortir arrive en Israël (les autres s'installent aux Etats-Unis). Selon une statistique soviétique, la communauté juive d'URSS compte 1,9 million de membres. Mais on l'évalue à Jérusalem entre 2,5 et 3 millions de personnes. Elle est la deuxième dans le monde après celle des Etats-Unis.

Les dirigeants du Centre d'informations appellent leurs compatriotes et le gouvernement à briser sans cesse le mur du silence. Toute diplomatie secrète en ce domaine est, à leurs yeux, illusoire et ne fait qu'« aggraver l'oppression et le désespoir des militants juifs ». Ils citent un récent appel lancé au gouvernement de Jérusalem par des juifs de Leningrad où ceux-ci reprochent à l'établissement israélien de dissimuler sa passivité sous l'impénétrable rideau du secret.

« Il ne suffit pas de crier des slogans et d'envoyer des cartes postales en signe de solidarité », remarque M. Yossef Mendelevitsh, Israël doit entreprendre une action diplomatique d'envergure. « Quelques heures avant de s'envoler pour les Etats-Unis, où il se trouve en visite officielle, le premier ministre, M. Shimon Pérès, avait reçu les responsables du Centre d'informations. Il leur a promis de faire du judaïsme soviétique un « problème prioritaire ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Flâneries Américaines

TWA

UN WEEK-END AU VILLAGE

4.260 F*

Greenwich Village, Broadway, Soho, Central Park : un grand bol d'air de New York, rien de tel pour se requinquer.

Alors que diriez-vous de partir (discrètement) un de ces jeudis, de voyager (royalement) sur vol régulier TWA, de vous installer (béatement) pour 3 nuits dans un hôtel new-yorkais bien placé et de déguster (amoureusement) tous les délices de la Grande Pomme ?

Cette somptueuse escapade, TWA vous l'offre pour 4.260 F, vol aller-retour et hôtel compris. Impossible de faire mieux au rapport plaisir/prix !

Et le lundi matin, vous pourrez toujours dire, l'air de rien, que vous êtes allés faire un tour au Village. Sur TWA.

Contactez votre agent de voyages ou Loisirs S.A. à Bordeaux, Lyon, Marseille, Nantes, Nice, Strasbourg.

Vous plaire nous plaît.

Transporteur officiel 10 N.Y.

* Validité du 15 octobre 1984 au 30 avril 1985. Prix par personne en chambre double. Licence N° A703.

AFRIQUE

Maroc

DÉTENU DEPUIS VINGT MOIS

L'ancien aide de camp de général Dlimi s'est évadé de sa prison

Incarcé depuis mars 1983 dans une prison proche de Rabat, le commandant de l'armée marocaine Majoub Tobji, qui a été l'aide de camp du général Ahmed Dlimi, le Monde du 24 mars 1983, s'est évadé il y a quelques temps de son lieu de détention. Selon des informations de très bonne source recueillies à Paris, l'officier vient de se réfugier à l'étranger.

Le commandant Tobji, quarante ans, avait participé à la campagne de l'armée marocaine au Sahara contre les forces du Polisario, et il avait été nommé, en 1981, aide de camp du général Dlimi, qui fut directeur du cabinet des aides de camp du souverain chérifien, directeur général des études et de la documentation (contre-espionnage) et commandant la zone militaire sud du Maroc. Le 25 janvier 1983, le général Dlimi a trouvé la mort, après un entretien avec Hassan II, dans un accident de la route dont les circonstances res-

tent, à ce jour, mal élucidées (le Monde des 4 et 24 février 1983).

Peu après, l'aide de camp du général Dlimi était arrêté, en compagnie de plusieurs autres officiers supérieurs marocains, sans que sa famille ait reçu la moindre explication. Il semble qu'il ait été détenu, pendant vingt mois, en un lieu proche de la capitale marocaine, où il a dû subir divers interrogatoires pratiqués sans assistance judiciaire.

Après son évadement, qui remonte à la mi-septembre, les milieux officiels marocains ont fait courir le bruit à l'étranger, et notamment en Grande-Bretagne, que le commandant Tobji serait prêt à faire des révélations au sujet de la mort du général Dlimi. Interrogé, des familles de l'officier supérieur marocain affirmant, au contraire, que le commandant Tobji a choisi d'attendre des garanties suffisantes et précises de son gouvernement pour rentrer au Maroc.

DEVANT LE COMITÉ SPÉCIAL DES NATIONS UNIES CONTRE L'APARTHEID

M. Cheysson a fustigé le « racisme institutionnel » de l'Afrique du Sud

De notre correspondant

New-York. - Le chef de la diplomatie française, M. Claude Cheysson, s'est livré mardi 9 octobre, devant le Comité spécial des Nations unies contre l'apartheid à une attaque en règle contre le « racisme institutionnel » de l'Afrique du Sud et « les pratiques qui en découlent », qu'il a qualifiées de « défi à la conscience universelle », et qu'il n'a pas hésité à rapprocher de l'idéologie nazie. M. Cheysson a également annoncé un accroissement substantiel des diverses contributions de la France à la lutte de l'ONU contre l'apartheid.

En soi, le voyage éclair du ministre à New-York, qui était l'hôte d'honneur du Comité spécial contre l'apartheid, actuellement présidé par l'ambassadeur du Nigeria à Paris, le général Joseph Garba, était un événement. Aucun ministre occidental n'avait jusqu'ici honoré cet organisme entièrement dédié au combat contre l'apartheid.

D'ailleurs, jamais réunion du Comité spécial n'avait attiré pareil auditoire. Près de trois cent cinquante diplomates, dont plusieurs ministres des affaires étrangères de pays de la Ligne de front (Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe), ainsi que celui de la Libye, M. Ali Triki, le secrétaire général par intérim de l'OUA, M. Peter Onu, le secrétaire général de la SWAPO, M. Tiovo, étaient présents pour écouter M. Cheysson. Celui-ci a, au nom de la France, dénoncé l'apartheid puis, parlant ensuite à titre personnel, en a appelé à la conscience chrétienne des dirigeants de Pretoria pour mettre fin à un système qu'il a qualifié de « suicide ». M. Cheysson avait amené avec lui l'un de ses fils, Thomas, âgé de quatorze ans. « J'y vois un symbole », a-t-il dit à son auditoire. En condamnant l'apartheid, en dénonçant le racisme, en attaquant chaque mode de discrimination, c'est Thomas mon fils, ce sont vos enfants et les enfants de vos enfants que nous défendons, et leur dignité de demain, leur droit d'être eux-mêmes, leur vocation à la liberté que nous affirmions.

Auparavant, le ministre avait fustigé Pretoria, qui, « enfoncé dans ses certitudes, aveuglé par de fausses vérités (...) s'enfonce dans la mise en œuvre d'un système qui doit permettre bientôt à 15 % de la population de déchoir de la nationalité, de bannir 74 % de leurs concitoyens, la justification avouée, proclamée étant que la pigmentation est différente. L'étoile jaune n'est pas nécessaire, la peau est noire et ceci suffit

à désigner l'espèce humaine particulière ».

M. Cheysson a rappelé l'action de la France par le biais des organisations internationales, et il a annoncé que la France accroît en 1985, de 1 132 750 F à 1 400 000 F son aide au programme d'enseignement et de formation de l'ONU pour les victimes de l'apartheid. La France versera, en outre, pour la première fois cette année, 150 000 F au Fonds de l'ONU pour la publicité contre l'apartheid et doublera le nombre de ses bourses réservées aux exilés noirs d'Afrique du Sud.

Mais M. Cheysson s'est prononcé contre le boycottage total de l'Afrique du Sud, contrairement au comité spécial et à de nombreux pays africains. « Il faut parler aux Sud-Africains, leur montrer que leur attitude est insupportable moralement, dangereuse pratiquement, scandaleuse spirituellement », a-t-il dit.

C'est sans doute sur ce point que le discours de M. Cheysson, qui a été par ailleurs chaudement applaudi par l'assistance, aura le plus d'impact. Dans les milieux diplomatiques africains de l'ONU, après cette séance, certains se félicitaient de la prestation du ministre, mais notaient que la France prône, malgré tout, ses cartes, tant à l'égard du tiers-monde, et surtout de l'Afrique, qu'à celui de Pretoria. D'autres regrettaient que Paris ne tienne pas un langage aussi direct sur le problème palestinien. Avant de regagner Paris dans l'après-midi, M. Cheysson a été l'hôte d'un déjeuner restreint offert par le général Garba et auquel assistaient plusieurs ministres des pays de la Ligne de front.

(Interim.)

Enfin, M. Jerry Kau, délégué syndical de nationalité française employé par Renault Afrique du Sud, a été arrêté, la semaine dernière, aux termes de la loi sur la « sécurité interne », a annoncé, mardi à Genève, la Fédération internationale de la métallurgie. - (UPI, Reuters.)

Mozambique

Les négociations entre Maputo et les rebelles ont repris à Pretoria

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. - La commission tripartite, chargée de fixer la date et les modalités du cessez-le-feu conclu le mercredi 3 octobre entre les représentants du gouvernement mozambicain et ceux de la Résistance nationale du Mozambique (RNM), sous les auspices de l'Afrique du Sud, s'est réunie une nouvelle fois, lundi 8 et mardi 9 octobre, à Pretoria. Aucun détail n'a été donné sur les résultats de ces conversations. Simultanément, les autorités de Maputo viennent de lancer une grande campagne d'information auprès des cadres du pays pour les éclairer sur « la phase actuelle des discussions avec l'Afrique du Sud ».

Une semaine après la signature de la « déclaration de Pretoria », (le Monde du 5 octobre), le dialogue entre les autorités de Maputo et les rebelles de la RNM pour mettre fin à un état de « ni guerre, ni paix », ne semble pas avoir progressé de manière significative. Ainsi, les dirigeants mozambicains soulignent-ils que les troupes gouvernementales continuent de combattre avec succès les « bandits armés » et qu'elles viennent même de détruire une base ennemie près de la capitale et d'y saisir une importante quantité d'équipements militaires.

Les officiels mozambicains entendent ainsi prouver que s'ils offrent une amnistie à leurs adversaires, ils le font en position de force. Quant aux responsables de la RNM, ils assurent que la signature de la « déclaration de Pretoria » et la reconnaissance de M. Samora Machel comme chef de l'Etat ne doivent pas être analysées comme une capitulation de leur part. Dans une très longue « lettre de lecture », qu'a publiée mardi le quotidien kenyain The Standard, un dénommé Sumbane Tembe, partisan de la RNM, explique le sens de ce com-

bat « qui n'est pas de trouver un terrain d'entente avec M. Machel, ni même de créer avec le Front de libération du Mozambique (Frelimo, parti unique au pouvoir), un gouvernement de coalition mais de libérer le pays de l'oppression du régime marxiste-léniste ».

Il s'agit d'un « conflit purement intérieur », insiste M. Tembe, qui réfute l'idée largement répandue selon laquelle la RNM serait, comme on le dit à Maputo, « le détachement avancé de l'armée de Pretoria ». La RNM n'est pas morte de sa belle mort au lendemain de la signature du pacte de Nkomati, le 16 mars dernier, entre le Mozambique et l'Afrique du Sud, comme d'aucuns l'escomptaient, remarque M. Tembe. Une fois encore, selon lui, « les dirigeants de Maputo cherchent à impliquer le régime de Pretoria dans ce conflit en utilisant à leur profit le souci de celui-ci de sortir de son isolement et en voulant ainsi prouver que notre combat a des ramifications extérieures ».

Il est clair, comme le montre cette réaction, que, dans l'un et l'autre camp, il y a des éléments durs, des « jusqu'auboutistes », qui tentent de saboter la conclusion d'un cessez-le-feu et avec lesquels les autorités de Maputo et les dirigeants de la RNM devront composer. Quoi qu'en disent les intéressés, l'Afrique du Sud a, tout de même, réussi un beau « coup » diplomatique - même si celui-ci tarde à se concrétiser - en faisant poser en public, côte à côte, des ennemis jurés : les représentants du gouvernement et les « bandits » qui veulent sa perte.

Certes, M. Machel a obtenu une concession non négligeable de la RNM, qui le reconnaît comme chef de l'Etat. Il a réussi aussi à impliquer davantage l'Afrique du Sud dans la recherche de la paix, prouvant implicitement que celle-ci a donc quelques responsabilités dans la poursuite de la guerre... Il n'empêche que le « camarade-président » a dû revenir sur beaucoup d'articles de son credo politique pour faire en sorte que le Mozambique devienne, un jour, « un pays sans faim et sans misère ».

JACQUES DE BARRIN.

LE MONDE diplomatique

OCTOBRE 1984

La foire aux libertés (II) DEUX PAS VERS LE GOULAG (Claude Julien)

L'ÉLAN DE LA RÉSISTANCE DANS LE SUD DU LIBAN (Samir Kassir)

COMMENT LES CONSEILLERS DE LA MAISON BLANCHE UTILISENT LA PRESSE POUR SERVIR L'IMAGE DE M. REAGAN (Mark Hersteigard)

LA FILIÈRE NUCLÉAIRE FRANÇAISE

- Superphénix atteint par le doute (Louis Puissod).
- L'avance technologique : autant décisif ou coûteux qu'inconvenant ? (Dominique Finon).
- Le passage du civil au militaire : surgénération commerciale ou option d'une force nucléaire européenne (Michel de Parrot).

FUITE EN AVANT AU ZIMBABWE

Le triomphe de M. Mugabe, mais pour quel socialisme ? (Abdou Barrada) - L'économie au bord de l'étranglement (Peter Hawkins). - Quand la disette relance le problème de la terre (Colette Braeckman). - Le défi culturel et les impasses du libéralisme (Antoine Bouillon).

- Les nouvelles émeutes en Afrique du Sud (A.B.).
- Au Conseil oecuménique des Eglises : « Ne pas rendre nos chaînes confortables, les enlever » (Dora-C. Valayer).
- La rôle d'Israël en Afrique centrale (Jacques Larnier).
- Mourir chaussure aux pieds (Juan Goytisolo).

CULTURE NOIRE, CONSCIENCE NOIRE AUX ÉTATS-UNIS

Survivre dans la souffrance (Pierre Domergues). - L'Évangile selon les Afro-Américains (Cornel West). - Le christianisme, un stoup dans la lutte politique (C.W.). - L'occasion manquée de l'unité syndicale (C.W.). - Littérature de combat : volcans années 60 (Marie-Françoise Allain). - Les dix romans qui ont marqué (Michel Fabre).

- A propos d'un index du Monde diplomatique : quand une technique défaille l'esprit d'un journal (Claude Julien).
- Droit de savoir et droit d'autour (Charlotte-Marie Pitrard).
- Caméra politique : « Amerika/Rapports de classes » (Ignacio Ramonet).
- Les livres du mois.
- Le Portugal entre l'Europe et l'Afrique (supplément).

Un roman de Yachar Kemal «SALMAN LE SOLITAIRE»

EN VENTE : 11 F. CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX ET AU «MONDE»
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

Sénégal

Pour un coup de poing

M. Moustapha Niasse a été démis, mardi 9 octobre, de ses fonctions de ministre d'Etat chargé des affaires étrangères et remplacé par M. Ibrahim Fall, l'enseignant supérieur. Ce limogeage aurait pour origine une affaire qui déstabilise la chronique

depuis deux semaines à Dakar : un coup de poing que M. Niasse, secrétaire politique du Parti socialiste au pouvoir, a donné à M. Djibo Ka, ministre de l'information, au cours d'une réunion du bureau politique, en présence du président Abdou Diouf.

Afghanistan

● EXÉCUTIONS. - Quinze personnes ont été exécutées par les forces gouvernementales pour sabotage et atteinte à la propriété publique, a annoncé Radio Kaboul. Plusieurs personnes appartenant au groupe de maoïstes dirigé par le commandant Abdul Qudus, qui opère dans la province de Balkh. Les quinze avaient été jugés par un tribunal révolutionnaire avant d'être exécutés. - (AP.)

Chine

● VISITE DE M^{me} YVETTE ROUDY. - Le ministre français des droits de la femme, M^{me} Yvette Roudy, en visite en Chine, a exprimé, le mercredi 10 octobre, à Pékin, l'espoir que la prochaine conférence de l'ONU sur les femmes débouche sur des « conclusions concrètes concernant les problèmes spécifiques des femmes ». M^{me} Roudy, qui est arrivée le 5 octobre à Pékin, a indiqué que la préparation de la troisième conférence de l'ONU sur les femmes, qui aura lieu du 15 au 17 juillet 1985 à Nairobi, avait été évoquée lors des entretiens qu'elle a eus avec ses interlocutrices chinoises, notamment M^{me} Kang Keqing, présidente de la Fédération des femmes chinoises. - (AFP.)

Grande-Bretagne

● EXPULSION DE TROIS GYMNASTES NORD-CORÉENNES. - Trois jeunes gymnastes nord-coréennes, qui étaient arrivées lundi à Londres sans visa pour participer à une compétition internationale, ont été expulsées mardi après-midi 9 octobre de Grande-Bretagne et ont pris un vol pour la Bulgarie.

La Grande-Bretagne n'entretient pas de relations diplomatiques avec la Corée du Nord. - (AFP, AP.)

Nigéria

● EXPULSION D'UN FRANÇAIS. - Condamné à cinq ans de prison pour infraction à la législation sur les changes (le Monde du 4 août), M. Lebreton, ressortissant français, va être expulsé, a-t-on annoncé officiellement, mardi 9 octobre, à Lagos. - (Reuters.)

Pakistan

● ARRESTATION DE SIX DIRIGEANTS MUSULMANS. - Six dirigeants musulmans pakistais, cinq sunnites et un chiite, ont été arrêtés mardi matin 9 octobre à Karachi, après un rassemblement, interdit par les autorités, en faveur d'une limitation des processions chiites. Ce rassemblement avait été organisé

par des responsables sunnites pour protester contre les violences qui ont marqué, samedi, la fin de l'Achoura, grande fête chiite commémorant le martyre de l'imam Hussein, petit-fils de Mahomet. Les affrontements entre sunnites et chiites avaient fait cinq morts et trois cents blessés (le Monde du 9 octobre). Le couvre-feu était toujours maintenu mardi dans certains quartiers de Karachi. - (Reuters.)

INTERNATIONAL GEMMOLOGICAL INSTITUTE
Certificats reconnus et reconnus dans le monde entier

ANTWERP NEW YORK

COURS INTENSIFS D'UNE SEMAINE DE DIAMANTS ET PIERRES DE COULEUR

Pour toutes informations :
Schepmeyer 1/7 - 2016 Antwerp
Tel. : 031/232.07.58 - Belgique

Le Monde dossiers et documents

OCTOBRE 1984

LES IMMIGRÉS EN FRANCE

NUMÉRO SPÉCIAL - 16 PAGES
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX, 10 F

كتاب من الأدب

EUROPE

Malte

La guerre scolaire s'est transformée en un affrontement entre les travaillistes et l'opposition nationaliste

De notre envoyée spéciale

La Valette. — Nouvelle étape dans la tension qui règne à Malte depuis deux semaines : la Confédération générale des syndicats (l'une des deux grandes centrales, proche de l'opposition) a lancé pour ce mercredi 10 octobre un mot d'ordre de grève générale, qui devrait être largement suivi par les employés, commerçants, personnels des hôpitaux qui lui sont affiliés. L'île est en réalité coupée en deux par un conflit qui est né de la décision du gouvernement travailliste de M. Dom Mintoff d'imposer la gratuité dans les écoles privées gérées par l'Eglise, mais qui s'est bien vite transformé en une épreuve de force généralisée mettant aux prises le gouvernement et les travaillistes, d'une part, la puissante Eglise de Malte et le Parti nationaliste, d'autre part.

Après la décision, annoncée fin septembre par le gouvernement, d'imposer la gratuité à huit écoles catholiques, l'Eglise répliquait en fermant l'ensemble de ses établissements (il y en a soixante-dix) qui accueillent vingt mille enfants, soit un tiers des élèves). Le principe de la gratuité n'était pas en cause, estimait-elle, et la guerre scolaire n'était qu'un des aspects d'une offensive plus générale du gouvernement contre la puissance ecclésiastique. Après la fermeture des hôpitaux catholiques, l'interdiction faite aux évêques de visiter les écoles et les prisons, l'interdiction de construire de nouveaux lieux de culte et la loi visant à la confiscation d'une partie des biens du clergé (que la Cour constitutionnelle vient de rejeter), le gouvernement travailliste cherchait, disait l'Eglise, à imposer son contrôle sur l'enseignement privé, dont il ne nie d'ailleurs pas la supériorité. C'en était trop et, dans un pays où 95 % de la population est catholique et 80 % pratiquante, la mobilisation fut facile.

Grande-Bretagne

SANS RANCUNE

(De notre correspondant.)

Londres. — Magnanimité ou oubli ? Le syndicat Solidarity a adressé, le mardi 9 octobre, à l'Union nationale des mineurs (NUM) un message de soutien pour la grève dans les houillères britanniques, en dénonçant le fait que l'Etat polonais continue actuellement d'exporter du charbon vers la Grande-Bretagne.

Voici un an, le président de la NUM avait provoqué un tollé parmi ses collègues syndicalistes et dans le reste de l'opinion britannique en condamnant Solidarity, qu'il qualifiait d'« organisation antisocialiste » parce que, à ses yeux, elle n'avait pour but que de « déstabiliser un Etat socialiste ». — F. C.

Yougoslavie

Le débat national sur la coordination économique pourrait déboucher sur un congrès extraordinaire de la Ligue des communistes

De notre correspondant

Belgrade. — Après avoir constaté à son plénum de juin dernier la gravité des problèmes auxquels la Ligue des communistes et, de ce fait, la Yougoslavie doivent faire face, le comité central avait invité les membres du parti à une « critique ouverte » des « manifestations négatives » dans tous les domaines.

Le débat bat son plein. La presse s'en fait largement l'écho, et certaines réunions sont diffusées en direct à la télévision. Elles révèlent entre autres que « travailleurs et citoyens » sont mécontents de la conduite « irresponsable » des dirigeants, de l'« inefficacité » du système politique et du défaut de coordination dans le développement économique qui entrave la réalisation du plan de stabilisation à long terme adopté l'année dernière.

30000 mots et des malentendus

Selon M. Ribicic, ancien premier ministre et membre de la direction collégiale de la Ligue, l'application au niveau fédéral du principe dit de « représentation nationale » partielle, poussée à l'absurde, a abouti à la nomination aux fonctions importantes de personnes incompétentes. M. Mofor, membre de la direction collégiale de l'Etat et ancien ministre des affaires étrangères, a déclaré de son côté que 30 % des ambassadeurs de Yougoslavie nommés conformément à ce principe, ne disposent pas des qualités requises pour exercer leurs fonctions.

A une réunion de la commission pour les relations nationales du comité central serbe, on a insisté sur les « tendances à la désintégration » présentes dans tous les secteurs. Chacun s'enferme dans ses limites administratives et les entreprises commencent essentiellement à l'intérieur des frontières de « leur » république, de « leur » région autonome, voire de « leur » commune. L'unité du marché yougoslave, pourtant clairement définie par la Constitution, « n'existe plus », et il n'est pas rare de voir la presse signaler qu'une entreprise a exporté certains pro-

duits qu'une autre a été contrainte par la suite d'importer à des prix bien entendu plus élevés. « Il est plus facile, a dit l'un des participants à cette réunion, de réaliser une affaire avec un partenaire étranger qu'entre les entreprises des deux républiques autonomes. »

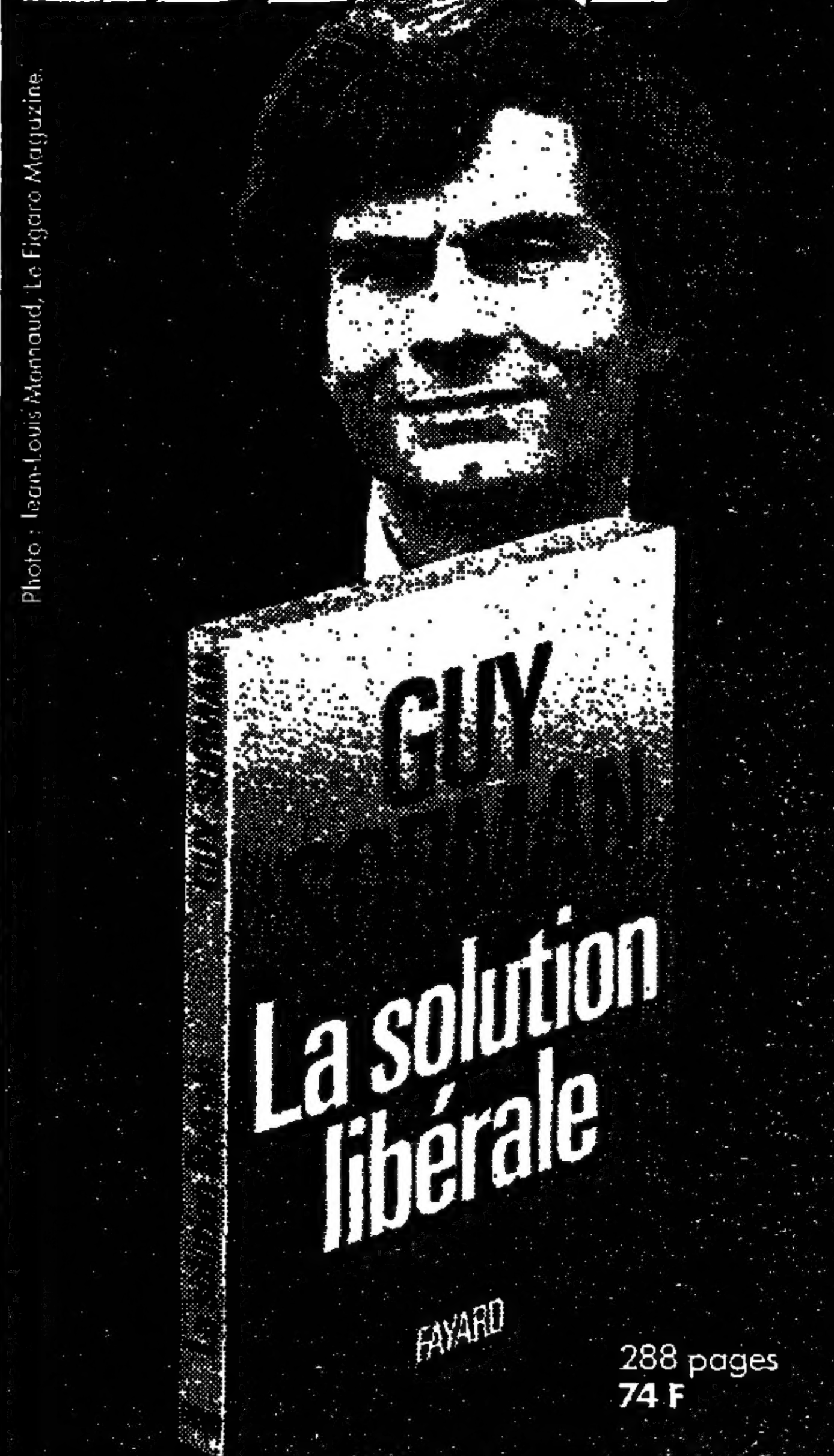
Le système yougoslave repose sur la Constitution de 1974 (la quatrième depuis la guerre) et sur la « loi sur le travail associé » de 1976. Ces deux documents (ils ont une trentaine de milliers de mots) ne souffrent pas d'un excès de précision. Dès leur entrée en vigueur, on s'était aperçu qu'ils présentaient à plus d'un malentendu. Mais, à l'époque, les différends, surgissant par exemple entre la fédération et les républiques, étaient réglés sans trop de complications par l'intervention personnelle de Tito ou de Kardelj, le principal idéologue du régime, dont l'autorité n'était pas contestée. Maintenant, le règlement de tout conflit doit être le fruit d'un consensus, mais comme le régime reconnaît l'existence du « pluralisme des intérêts autogestionnaires », et qu'il n'y a plus personne pour trancher au sommet, la concertation entre les représentants de la fédération des républiques et des régions autonomes, des communes, des chambres, des entreprises, des PTT et des chemins de fer, des banques, etc., se prolonge indéfiniment.

L'efficacité du système politique et économique s'en trouve atteinte. Depuis plus de quatre ans par exemple, on n'arrive pas à se mettre d'accord sur la nouvelle loi sur les devises, d'autant plus importante que la Yougoslavie doit rembourser une dette extérieure de plus de 20 milliards de dollars. Et même certaines lois ayant fait l'objet d'un consensus ne sont appliquées que partiellement ou pas du tout. C'est le cas de la loi sur les prix, que chaque république, voire chaque entreprise, interprète à sa manière. La confusion accélère le rythme de l'inflation (plus de 60 % en 1984). M. Zupjarevic, ministre fédéral chargé, théoriquement du moins, avoir la haute main sur les questions de prix, a admis, dans l'hebdomadaire *Nin*, que le plan anti-inflationniste du gouvernement, facteur déterminant de l'assainissement économique, ne peut être mis en œuvre.

Lorsque le débat souhaité par le comité central sera terminé, la plus haute instance du parti devra en tirer les conséquences. Mais, compte tenu de la gravité de la situation, on s'attend à des propositions pour la convocation d'un congrès extraordinaire de la Ligue qui définirait avec le maximum d'autorité les voies à suivre, tout le monde semblant cette fois d'accord pour dire que le maintien du *status quo* serait la pire des solutions.

PAUL YANKOVITCH.

LE GRAND DÉBAT LIBÉRAL



288 pages
74 F

« Par scènes successives et diverses, sans jamais lasser, sans jamais se réfugier dans l'abstraction, Guy Sorman arrive ainsi au bout de sa quête d'une solution libérale. Il n'impose rien, il montre et propose. Il est, en somme, lui aussi authentiquement libéral. »

Maurice Roy, *Le Point*.

« Je vous invite à lire le plus clair, le plus vivant, le plus utile des livres d'opposition. Il passe en efficacité la plupart des essais politiques parus depuis trois ans. C'est qu'il dépasse la politique. »

Louis Foulché, *Le Figaro Magazine*.

« Ce que Guy Sorman ramène dans son épistémologie est assez passionnant, car s'il a lu des livres qui trompent sur le libéralisme et expliquent gravement qu'hors de lui il n'y a point de salut, leurs auteurs avaient rarement été voir sur place comment il s'appliquait. »

Pierre Drouin, *Le Monde*.

« Notre nouveau prophète propose une révolution libérale, pour l'école, pour la protection sociale, pour les prisons et le ramassage des ordures, pour la monnaie, pour la démocratie dans l'entreprise et pour l'impôt. »

Philippe Alexandre, *R.T.T.*

« Contre l'utopie socialiste usée, contre une utopie social-démocrate inconsistante, une utopie toute neuve d'anti-vieillesse droite. »

François Donati, *Les Echos*.

« Guy Sorman n'hésite pas à faire du général De Gaulle le précurseur d'une société où l'on verrait l'Etat abandonner toutes ses prérogatives. Condition indispensable, toujours selon lui, pour que la France soit une nouvelle Californie. »

Henri-Christian Giroud et Gérard Fouchet, *Magazine Hebdo*.

« Ce qui est passionnant chez Sorman, ce sont les expériences libérales qu'il a rapportées du monde entier et qu'il livre ici d'une façon très lisible et non sectaire. Guy Sorman est l'un des hommes qui, aujourd'hui, fait changer la France. »

Jean-Marc Sylvestre, *Le Quotidien*.

« Cette approche dynamique a de quoi alimenter la réflexion de ceux qui savent que pour remplacer le socialisme, il ne suffit pas de gagner des élections. Il faudra aussi avoir des idées intelligentes. Sorman en a beaucoup. »

Michel Drancourt.

« Sorman a trouvé au Japon, chez Toyota, dans la Silicon Valley chez Tandem, mais aussi au Pays Basque espagnol dans les coopératives ouvrières de Mondragon, des entreprises qui pratiquent non seulement le libéralisme économique mais aussi le libéralisme social fondé sur la participation et le « principe d'harmonie. »

Jacques Julliard, *Le Nouvel Observateur*.

« Bourré de faits, nourri d'idées justes, le livre est convainquant. Il sera lu dans les bons endroits, je veux dire à Matignon, à l'Elysée. »

Jean David, *VSD*.

« Les arguments de Guy Sorman sonnent vrais et ses références américaines, anglaises ou japonaises sont justes. »

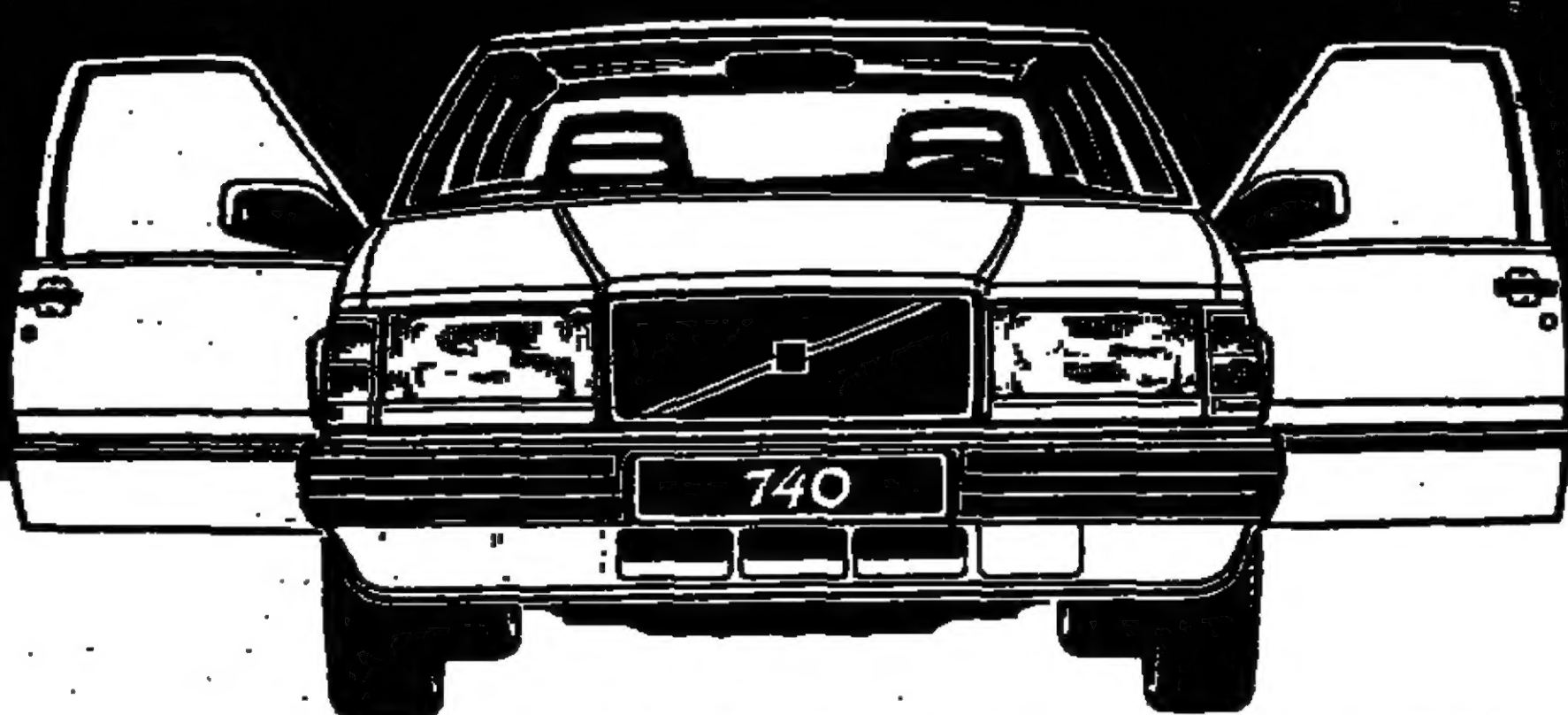
Favilla, *Les Echos*.

« C'est un discours nouveau, mais il se glisse partout : on en retrouve des bribes dans les derniers discours du Président de la République ou du Premier ministre. »

Marie Grégoire, *R.T.T.*

FAYARD

La nouvelle Volvo 740.



Découvrez les nouvelles Volvo 740. 8 versions de 8 à 11 CV. Essence, Turbo, Diesel, Turbo Diesel. Des motorisations performantes et un équipement exceptionnel en série. Venez les essayer chez votre concessionnaire. Volvo 740 : à partir de 99.800 F (prix de la 740 GL ou 1.784).

Modèle présentée : Volvo 740 GL. Consommations : 6,8 l à 90 km/h ; 9,1 l à 120 km/h ; 12,3 l en ville (normes CEE).

VOLVO

75 - PARIS 5^e - Garage Soufflot, 179, rue Saint-Jacques - Tél. : 329.51.41 ■ 75 - PARIS 8^e - Volvo Paris, 138, av. des Champs-Élysées - Tél. : 225.60.70 ■ 75 - PARIS 13^e - Els Le Calvez, 6, rue Vulpain - Tél. : 535.98.69 ■ 75 - PARIS 15^e - Garage Saint-Charles, 45, rue Saint-Charles - Tél. : 577.32.21 ■ 75 - PARIS 16^e - Volvo Paris, 72-76, rue de Longchamp - Tél. : 727.47.37 ■ 75 - PARIS 16^e - Volvo Paris, 54-56, av. de Versailles - Tél. : 524.43.61 ■ 75 - PARIS 17^e - Volvo Paris, 112-114, rue Cardinet - Tél. : 766.50.35 ■ 75 - PARIS 19^e - Garage des Ardennes, 3-5, rue des Ardennes - Tél. : 203.30.75 ■ 75 - PARIS 20^e - Garage des Grands Champs, 58, rue des Grands Champs - Tél. : 373.73.62 ■ 77 - LAGNY-SUR-MARNE - Els Mousset, 79, rue du Gal Leclerc - Pomponne - Tél. : 007.24.20 ■ 77 - VALU-LE-PENIL/NEUILLY - Automobiles Paris-Sud, 112, route de Nanterre - Tél. : 437.80.43 ■ 78 - ELANCOURT - Elancourt Automobiles, Centre Artisanal des Quatre Arbres, rue du Fonds des Roches - Tél. : 062.00.76 ■ 78 - MANTES-LA-VILLE - M. Bais Automobiles, 51, route de Houard - Tél. : 477.12.12 ■ 78 - PORT MARLY - Royal Auto, 8, route de Saint-Germain - Tél. : 958.61.13 ■ 78 - SARTROUVILLE - Garage de l'Avenue, 140, rue Maurice Berteaux - Tél. : 913.49.92 ■ 91 - CORBEIL-ESSONNE - Garage Européen, 112, bd J.F. Kennedy - Tél. : 088.92.05 ■ 91 - MASSY - Garage Gambetta, 24, rue Gambetta - Tél. : 920.25.80 ■ 92 - ASNIÈRES - Inter Garage Safr, 43-45, av. d'Argenteuil - Tél. : 793.36.68 ■ 92 - BOIS-COLOMBES - Garage Ferdi, 45-49, rue Jean-Jaurès - Tél. : 242.40.75 ■ 92 - CHATILLON-SOUS-BAGNEUX - Garage Ouest-Auto, 73, av. Marcel Cachin - Tél. : 655.37.37 ■ 92 - NANTERRE - Clemenceau Automobiles, 95-97, av. Georges Clemenceau - Tél. : 724.37.34 ■ 92 - NEUILLY-SUR-SEINE - Volvo Paris, 16, rue d'Orléans - Tél. : 747.50.05 ■ 93 - DRANCY - D.R.A.E., 45, rue Marcelin-Berthelot - Tél. : 831.40.32 ■ 93 - GAGNY - Garage du Lac, 15 à 19, av. du Château - Tél. : 330.48.78, Expo, 102, av. Paul-Vaillant-Couturier, Neuilly-sur-Marne - Tél. : 388.05.09 ■ 93 - LIVRY GARGAN - Sapal, 23 à 29, av. J. J. Rousseau - Tél. : 383.57.74 ■ 93 - SAINT-DENIS - LAPN, 45, bd Anatole-France - Tél. : 820.71.87 ■ 94 - CACHAN - Garage Rousseau, 156, bd de Strasbourg - Tél. : 665.74.51 ■ 94 - CHOISY-LE-ROI - Garage de Choisy, 73, av. d'Alfortville - Tél. : 890.80.97 ■ 94 - NOGENT-SUR-MARNE - Garage Martineau, 156, bd de Strasbourg - Tél. : 876.62.66 ■ 94 - SAINT-MAUR-LA-VARENNE-SAINT-HILAIRE - Garage de l'Alma, 28, rue de l'Alma - Tél. : 885.89.89 ■ 94 - VILLEJUIF - B. Linder Automobiles, 10, rue Jean-Jaurès - Tél. : 726.12.93 ■ 95 - MONTIGNY-LES-CORMEILLES - Garage du Centre, 19-25, bd Border - Tél. : 997.11.96 ■ 95 - PONTORSE - Ste Sagel, 10, rue Seré-Depoin - Tél. : 032.55.55.

AMÉRIQUES

Chili

L'ARRESTATION DES DIRIGEANTS DE L'OPPOSITION

« Une aberrante manifestation d'injustice »
déclare le président de la démocratie chrétienne

De notre correspondant

Santiago. — L'arrestation des principaux dirigeants de l'opposition chilienne est une nouvelle étape de l'offensive que vient de lancer le général Pinochet contre les milieux démocratiques. Mardi 9 octobre, sept dirigeants ont été mis sous les verrous. Il s'agit de l'actuel président de l'Alliance démocratique, M. Mario Sharp, du président du Parti démocrate-chrétien, M. Gabriel Valdés, du président du Parti radical, M. Enrique Silva Cimma, du président du Mouvement démocratique populaire, M. Manuel Almendra, de M^{me} Fanny Pollaro, dirigeante du MDP, du responsable des Jeunesses démocratiques-chrétiennes, M. Juan Claudio Reyes et du vice-président du Commandement national des travailleurs, M. Manuel Bustos. Un huitième inculpé, le dirigeant syndical Ruiz de Gorgojo, absent de Santiago, devrait être écroué sous peu.

Le 10 septembre, le ministre de l'Intérieur avait engagé des poursuites judiciaires contre dix dirigeants de l'opposition considérés comme « directement responsables des dommages matériels et des morts survenues à l'occasion des journées de protestation des 4 et 5 septembre ». Le juge d'instruction a estimé qu'ils avaient enfreint la loi de sécurité de l'Etat qui punit de peines de prison ceux qui « incitent à des manifestations troublant la tranquillité publique ». La loi de sécurité de l'Etat avait été modifiée en octobre 1983 après que la Cour suprême eût reconnu la légitimité des protestations. Les inculpés ont déclaré qu'ils ne demandaient pas leur mise en liberté sous caution mais qu'ils feraient appel.

Cette vague d'arrestations va tendre à nouveau les relations entre le gouvernement et l'opposition après la relative détente qui avait suivi les déclarations du commandant en chef de l'aviation, le général Fernando Matthei. Dans une interview publiée le 23 septembre par le quotidien *El Mercurio*, ce dernier s'était

déclaré partisan de l'établissement d'un « calendrier précis » pour le retour à la démocratie et de l'élection d'un Congrès avant 1989. Ces propos avaient été bien accueillis par l'Eglise, les partis de droite et l'Alliance démocratique.

Dans la conférence de presse qu'il a donnée, peu de temps avant d'être conduit à la prison centrale de Santiago, M. Gabriel Valdés a qualifié les poursuites engagées contre l'opposition « d'aberrante manifestation d'injustice ». « Est-ce de cette façon que l'on va obtenir la réconciliation qu'exige le pays pour sortir de la crise politique et économique ? Croit-on que l'on va faire taire de cette manière la protestation populaire ? » Le président de la démocratie chrétienne a sévèrement critiqué le général Pinochet. « La réalisation d'un accord entre tous les Chiliens se heurte à un grand obstacle, le général Pinochet... Ses déclarations contradictoires démontrent une absence totale de sincérité. Un seul désir l'anime : se maintenir indéfiniment au pouvoir. »

« La détention de sept dirigeants politiques et syndicaux marque la rupture du processus engagé en vue de parvenir à un accord et d'éviter la violence. Il y aura une nouvelle protestation nationale », a déclaré de son côté l'Alliance démocratique. Cette mesure va, d'autre part, renforcer la position du Commandement national des travailleurs, qui a lancé un appel à la grève générale pour le 30 octobre.

L'Eglise, et en particulier l'archevêque de Santiago, s'efforce-t-elle une nouvelle fois de calmer les esprits ? On peut en douter après l'explosion qui a détruit samedi une chapelle à Punta Arenas, dans l'extrême sud du pays. L'évêque de la ville, Mgr Tomas Gonzalez, a accusé le lieutenant qui a péri dans l'incendie d'être l'auteur de l'attentat.

JACQUES DESPRÈS.

(Suite de la première page.)

Pour la guérilla, il s'agissait d'obtenir une représentation immédiate dans l'appareil d'Etat, afin que sa participation à la compétition ultérieure se voit entourée de garanties — de sécurité notamment — qui lui avaient fait défaut par le passé.

En réalité, des décennies de suspicion mutuelle planaient — non tant entre l'opposition et M. Duarte — naguère allié — mais entre les rebelles et les forces armées. Celles-ci n'étaient-elles pas devenues, depuis l'écrasement d'une insurrection rurale pro-communiste en 1932, le plus sûr rempart de l'oligarchie des « 14 familles » — ces « barons du café », qui, eux-mêmes, tenaient en main les rênes de l'économie dans la petite République centra-américaine ?

La suspicion était apparue de façon flagrante à la fin de 1979. On avait alors assisté, après le renversement, le 15 octobre, du général Romero — le dernier en date de ces présidents élus par la fraude ou la corruption — à la constitution d'un éphémère gouvernement d'unité nationale sous l'égide d'une junte dirigée par de jeunes officiers réformistes. Moins de trois mois plus tard, l'expérience échouait, dynamisée par l'incapacité de la droite à accepter toute évolution et par l'impudence de la gauche à qui la récente victoire des sandinistes au Nicaragua donnait des ailes.

Toute la gauche légale et même une fraction de la démocratie chrétienne rejoignaient alors dans les maquis les petits groupes armés qui s'y trouvaient déjà, certains depuis 1970. C'est de ce moment (janvier 1980) que l'on peut dater le début de la guerre civile. Ce renfort catholique, social-démocrate et communiste à l'extrême gauche permettait à la guérilla d'atteindre une importance inattendue : les éléments armés dépassèrent dès lors les 5 000 hommes.

Face à une force gouvernementale de 15 000 soldats environ, mal équipée, sous-entraînée et au moral médiocre, ils pesaient très lourd. Assez lourd pour permettre aux rebelles de contrôler, assez rapidement, les deux cinquièmes environ du territoire national — des zones souvent montagneuses, peu peuplées et pauvres au centre-nord, et à l'est ; mais pas assez, pour réussir leur « offensive finale », annoncée de

Salvador

Espoir de paix

façon très imprudente le 10 janvier 1981, quelques jours avant l'entrée en fonction du président Reagan.

A cette attaque, qui fit long feu, le président Carter répliqua par la reprise de l'aide militaire américaine, qui n'a fait que s'amplifier depuis. La crise devait gagner l'ensemble de l'isthme contre américain, Washington accusant le Nicaragua de faciliter l'approvisionnement en armes des rebelles.

A San-Salvador, cependant, les officiers progressistes étaient écartés du pouvoir ; la démocratie chrétienne, un parti très populaire parmi les classes moyennes et même à la campagne, acceptait de former une junte avec les officiers conservateurs. Ce fut l'époque de la plus grave répression et du déchaînement des commandos de la mort d'extrême droite — symbolisés par l'assassinat, en mars 1980, de Mgr Romero, archevêque de la capitale.

L'horreur quotidienne

La polarisation des esprits au Salvador était devenue telle que, lors des élections pour une Assemblée constituante au printemps 1982, on vit la démocratie chrétienne dans l'incapacité de s'imposer entre une extrême gauche, qui avait appelé au boycottage, et la droite la plus conservatrice, qui emporta la majorité des suffrages. Le peuple salvadorien, cependant, avait démontré, par sa participation massive, qu'il n'entendait exclure aucun moyen pour sortir de l'horreur quotidienne qu'il vivait — enlèvements, assassinats, bombardements de villages, enrôlements forcés, exactions : même si les élections, par le passé, avaient été truquées par la droite et les forces armées, elles devraient pouvoir servir, un jour... L'élection, en mai 1984, du démocrate chrétien M. Duarte allait, de ce point de vue, apporter un élément nouveau.

Car, sur le terrain, les deux forces militaires en présence ne parvenaient à prendre aucun avantage décisif. Les gouvernementaux, — mieux armés, grâce à l'appui de Washington, et, surtout, mieux entraînés, grâce à l'ouverture, au Honduras, d'un centre de formation anti-guérilla où sont passés plusieurs milliers de recrues salvadoriennes — entretenaient une guerre plus offensive ; mais ils n'ont jamais réussi à déloger durablement les rebelles, qui ont marqué des points spectaculaires : dynamitage de ponts et d'installations hydro-électriques fort bien gardées ; et surtout, fin 1983, capture de la caserne d'El Parguero, une des places fortes de l'armée régulière.

Pourtant, des éléments nouveaux allaient jouer : la détermination de plus en plus manifeste de l'administration Reagan de ne pas laisser

l'Amérique centrale en général et le Salvador en particulier « tomber sous la domination marxiste » ; la perception très nette par M. Fidel Castro de cette détermination après l'invasion de la Grenade le 25 octobre 1983 ; enfin la défaite de la droite la plus extrême face à la DC lors des présidentielles du 6 mai 1984. La partie vient d'être relancée par la spectaculaire proposition de négociation de M. Duarte et son acceptation de principe par la guérilla. On sait que la première offre concrète de rencontre a été faite par les rebelles le 18 mai — douze jours après l'élection de M. Duarte ! Comme à maintes reprises dans ce petit pays très catholique, c'est la hiérarchie de l'Eglise, notamment Mgr Arturo Riva y Damas, archevêque de San-Salvador, qui a servi d'intermédiaire. Selon les rebelles, cette proposition avait été répétée au Révérend Jesse Jackson lors de sa tournée en Amérique centrale et à Cuba cet été.

La rencontre devrait donc avoir lieu le 15 octobre dans la localité de La Palma (6 000 habitants), à 65 kilomètres au nord de la capitale. Le Chalatenango, la province où elle se situe, est le cœur de la rébellion, adossé à la frontière du Honduras. Les rebelles ont souhaité que les forces armées reculent de 10 kilomètres de part et d'autre de la ville afin de garantir la sécurité des négociations. Ils ont annoncé la participation de deux représentants du

FMLN, c'est-à-dire « leurs » militaires, et de deux représentants du FDR, le front politique (dont le président est M. Guillermo Ungo, membre de l'Internationale socialiste).

Ils ont réclamé la présence, aux côtés du président Napoleon Duarte, de représentants du haut commandement militaire. Et, de façon très symbolique, ils ont également demandé la participation de M. Belisario Betancur, le président conservateur de la Colombie. Celui-ci n'a-t-il pas réussi, cette année, un véritable tour de force dans son propre pays : obtenir des groupes de guérilla, qui opèrent depuis un quart de siècle, une trêve d'un an, en vue d'ouvrir un « grand dialogue national » destiné à résoudre pacifiquement les problèmes politiques, économiques et sociaux qui se posent dans une république, elle aussi, terrassée par la violence depuis 1948.

La rencontre du 15 octobre, qui coïncidera avec le cinquantième anniversaire du renversement du dernier général-président « mal élu », Carlos Humberto Romero, n'est, à l'évidence, qu'un premier pas — incertain — vers une réconciliation nationale rendue difficile par tout le sang versé. Mais, dans un pays qui, depuis des années, ne sait littéralement plus « à quel point se vouer », il est certainement attendu avec un immense espoir par la population.

JEAN-PIERRE CLERC.

La guérilla : environ 10 000 combattants

Le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) est une organisation armée-mélangée née en 1930. Elle tire son nom du secrétaire du PC salvadorien à la fin des années 20, un temps proche collaborateur de Nicaragua. Ce sont Augusto Sandino, et qui fut le leader de l'insurrection paysanne de 1932, qui fit 30 000 victimes : Farabundo Martí.

Le Front démocratique révolutionnaire (FDR), est un rassemblement des partis de la gauche et du centre gauche anglophone. Ses membres ont participé à la révolution de 1980, ainsi que des représentants des groupes de guérilla. Son président est M. Ungo, leader du Mouvement national révolutionnaire, et membre de l'Internationale socialiste. Mais les éléments militaires étaient écartés d'un poste dominant au sein du FDR.

Le FMLN et le FDR agissent de façon à peu près totalement coordonnée depuis 1980. Cinq mouvements de guérilla sont rassemblés au sein du FMLN, comptant environ cinq mille hommes à l'origine. Ils rassemblent au total actuellement dix mille combattants.

Les FPL : les Forces populaires de libération ont écrits trois mille membres, c'est le groupe le plus ancien (1970). C'est l'un des

deux groupes les plus puissants du FMLN. Ce groupe a été fondé par Salvador Cayetano Carpio après sa rupture avec le Parti communiste salvadorien en 1970. Il a cependant été affaibli par le suicide à Managua, en 1963, de son leader, qui avait lui-même assumé une de ses collaborations avec laquelle il était en désaccord politique.

Le FERP : l'Armée révolutionnaire du peuple est la force militairement la plus puissante : quatre mille combattants environ. Son leader est M. José Villalobos. Elle a été fondée en 1971, à partir d'un noyau de militants catholiques progressistes.

Les FAR : les Forces armées de la résistance nationale ont environ deux mille membres. Leur leader est M. E. Sanchez Castañeda. Il a fait scission du FERP après que J. Villalobos eût été nommé, en 1975, l'assesseur de son principal rival, le poète Roque Dalton.

Le FRET : le Parti révolutionnaire des travailleurs d'Amérique centrale, petit groupe fondé en 1979, n'a que quelques escadrons opérant dans le nord-est.

Les FAL : les Forces armées de libération sont le bras de guerre du PC salvadorien, peussant à la lutte armée au début de 1980.

OCÉANIE

Australie

L'appel aux urnes de M. Hawke

L'annonce d'élections anticipées en Australie ne constitue ni une surprise ni un pari très risqué pour le premier ministre, M. Bob Hawke. Depuis quelque temps déjà, le chef du gouvernement travailliste avait fait connaître son intention de provoquer un renouvellement de la Chambre basse qui coïnciderait avec celui de la moitié des sièges au Sénat — prévu pour la fin de l'année. Aussi bien propose-t-il en même temps aux électeurs australiens d'instaurer, en votant le 1^{er} décembre, la simultanéité des deux consultations qui auraient dès lors théoriquement lieu tous les trois ans.

Quant aux risques, la cote de popularité dont M. Hawke bénéficie dans l'électorat australien — les sondages lui accordent au moins les deux tiers d'opinions favorables — paraît lui assurer une large victoire qui lui permettrait non seulement de renforcer sa majorité à la Chambre des représentants, mais encore de la conquérir au Sénat, où le Labour est encore minoritaire.

Depuis son accession au pouvoir au mois de mars 1983, M. Hawke peut effectivement se prévaloir de notables succès. Sa réussite la plus remarquable a été d'amener les syndicats et les milieux d'affaires à conjuguer leurs efforts pour assainir une situation

économique qui frôlait la crise dans les derniers mois du gouvernement précédent. Les résultats sont étonnants : le taux d'inflation est tombé de 11 à moins 7 %, celui du chômage de 11 également à 9 %, tandis que le produit national brut s'accroît de 10 %. Ces performances ont autorisé le premier ministre à déclarer que l'économie australienne était aujourd'hui l'une des plus dynamiques du monde occidental.

Une bonne partie de la campagne électorale risque cependant de se jouer sur un autre terrain. L'Australie est tiraillée de scandales, et l'attention du monde politique y a été quelque peu accaparée ces derniers temps par des soupçons de collusion entre des criminels de haut vol spécialisés notamment dans le trafic de la drogue d'une part, de puissants milieux d'affaires et des personnalités du gouvernement travailliste d'autre part. Le chef de l'opposition, M. Peacock, a lancé à ce sujet le mois dernier, des accusations très graves contre M. Hawke lui-même (le *Monde* du 29 septembre).

L'attaque a manifestement éprouvé la sensibilité du premier ministre mais, jugée pour le moins maladroite dans l'opinion publique, elle paraît aujourd'hui s'être retournée contre M. Peacock lui-même, dont la cote est au plus

bas et qui, ne manquant pas de rivaux dans le parti libéral, joue actuellement sa survie politique. La partie n'est cependant pas terminée, et un moment crucial de la campagne surviendra d'ici quelques semaines lorsqu'une commission chargée d'enquêter sur le crime organisé en Australie — et dont le chef de l'opposition a précisément accusé M. Hawke d'avoir entravé les travaux — publiera les résultats de ses recherches. Encore le débat risque-t-il de se prolonger sur le mariage dont ces derniers ont été conduites, certaines personnalités interrogées ayant déjà dénoncé des méthodes qu'elles assimilent à celles du maoïsme aux Etats-Unis dans les années 50.

Dans ces troubles affrontements — qui risquent d'occulter malencontreusement des problèmes plus fondamentaux pour le socialisme australien, — l'attitude de M. Hawke vient de la conjugaison de fait entre les intérêts des syndicats et ceux des milieux d'affaires. Les premiers sont naturellement peu enclins à mettre en difficulté un gouvernement travailliste. Les seconds, qui apprécient la modération du premier ministre en matière de politique économique, trouveront sans doute avantage à assainir l'atmosphère en favorisant sa victoire.

A. J.

DIPLOMATIE

Six nouveaux ambassadeurs ont présenté leurs lettres de créance

Six nouveaux ambassadeurs étrangers à Paris ont récemment présenté leurs lettres de créance à M. Mitterrand. Il s'agit des représentants du Congo, du Honduras, du Luxembourg, de Panama, de la Somalie et de Sri-Lanka.

LUXEMBOURG : M. Pierre Wurtz. [Né en 1926 à Luxembourg, docteur en droit, M. Wurtz est entré en 1952 dans la carrière diplomatique. Il a déjà été en poste à Paris de 1954 à 1959, puis est revenu à l'administration, occupant comme directeur adjoint de la section politique, tout en étant représentant permanent du Grand-Duché au Conseil de l'Europe, jusqu'en 1964, date à laquelle il est devenu ambassadeur auprès des Nations unies et conseil général à New York. De 1968 à 1971, M. Wurtz a été ambassadeur en Union soviétique (également secrétaire général et directeur politique du ministère des Affaires étrangères, avant d'être nommé ambassadeur à Bruxelles et auprès de l'Otan, poste qu'il a occupé jusqu'en avril dernier.)

CONGO : M. Jean-Marie Ewanga. [Né en 1932 à Bouadji (Congo), M. Ewanga est diplômé de l'Ecole normale supérieure de Brazzaville. Directeur de l'Ecole de formation des professeurs des collèges d'enseignement général à Brazzaville en 1965, puis directeur de l'enseignement secondaire au ministère de l'Éducation nationale du Congo, en 1967, il a ensuite été premier conseiller de l'ambassade de Congo en URSS, en 1970, et directeur des affaires politiques au ministère des Affaires étrangères et de la coopération en 1977. Devenu secrétaire général des Affaires étrangères en 1979, il a été ambassadeur du Congo au Zaïre de 1979 à 1984.]

HONDURAS : M. Rafael Leiva Vivas. [Né en 1942, M. Rafael Leiva Vivas a été ambassadeur du Honduras au Chili de 1971 à 1973, en République dominicaine de 1974 à 1980 et au Pérou de 1980 à 1984.]

PANAMA : M. Gaspar Wittgreen. [M. Gaspar Wittgreen est né en 1945 à Panama. Après des études à l'univer-

sité autonome de Mexico, il a été nommé conseiller commercial à Paris, de 1972 à 1975, puis chargé d'affaires en Egypte et consul général à Hambourg de 1976 à 1984.]

LIE : M. Ahmed Shire Mahmoud. [Né en 1932 à Bossaso (Somalie), M. Mahmoud est docteur en droit. Avocat de 1967 à 1970, il a ensuite été nommé juge à la cour d'appel, puis président de la cour régionale de Bossaso. Président de la cour suprême de Mogadiscio en 1972 et président de la cour des comptes du Parti révolutionnaire socialiste de Somalie (parti unique) en juillet 1976, M. Mahmoud est devenu ministre de la justice et des affaires religieuses en mars 1978.]

SRI-LANKA : M. Dgb de Silva. [Agé de cinquante-deux ans, M. de Silva est entré dans la carrière diplomatique en 1956. Diplômé en histoire de l'université de Ceylan, il a été nommé successivement à Pékin (1956-1960), à Bonn (1961-1962), à Canberra (1966-1970), et à Tokyo (1970-1971). Il a été ministre-conseiller à l'ambassade de Sri-Lanka à Paris de 1975 à 1980, avant d'être nommé directeur au ministère des Affaires étrangères à Colombo, chargé des affaires culturelles.]

Boomerang pour Melbourne.

Paris-Melbourne en 22 heures.

Toute cette histoire avait assez traîné. Il valait mieux que j'aie vu moi-même à Melbourne de quoi il retournait. Seulement, je n'avais pas de temps à perdre. J'avais une réunion de famille à la fin de la semaine. Je ne pouvais pas la louper. Je décrochai le combiné et composai le numéro de la Thai...

Thai

THAI INTERNATIONAL 123 Champs-Élysées, 75008 PARIS Tél. (1) 47 50 55 55 Pour réserver George V 0900 NCC 70 (31) 53 33 32.

مكتبة الأصيل

LE PROJET SUR L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ ET LA DÉCENTRALISATION SCOLAIRE ADOPTÉ A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La résignation après la passion

Qui a prétendu qu'il n'y avait pas eu de changement ? Qui a affirmé qu'il ne s'était rien passé d'essentiel en juillet 1984 ? Les députés - toutes tendances confondues - lui ont apporté le plus clair de leur dévouement, le mardi 9 octobre, en débattant de la partie non budgétaire du plan Chevènement sur l'école privée. Qu'elles étaient loin, les grandes envolées lyriques et dramatiques, les batailles sans merci, qui avaient cours en mai dernier - il y a moins de cinq mois - lorsque l'on s'agissait de discuter

du « projet Savary » sur le même sujet. Aujourd'hui, ni cris ni fureur, mais calme, prudence, courtoisie. La résignation a remplacé la passion. A l'Assemblée nationale, chaque camp a caché ses « ultimas », pour ne montrer que ceux qui ont toujours cherché la conciliation.

Difficile même de se souvenir que ce sujet avait réveillé bien des vieux démons de la vie politique française, fait défilé dans les rues de Paris la plus importante manifestation vue depuis longtemps,

contribuait à faire partir de l'hôtel Matignon un chef de gouvernement.

Et pourtant, les législateurs ont dû accepter de se résigner dans la loi Debré, qu'ils avaient toujours combattue, acceptant même de ne pas chercher à modifier le projet gouvernemental. M. Chevènement a eu plus de chance que M. Savary ! Les défenseurs de l'enseignement privé ont dû se résigner à voir ses prérogatives réduites. Quand chacun accepte de se résigner sur ses positions, même non préparées à l'avance, l'arbitrage devient possible. Certes, le gou-

vernement n'en a pas encore terminé. Il lui reste - sur le plan parlementaire - à franchir l'épreuve du Sénat. Mais l'aspect technique de l'ensemble du projet de loi devrait atténuer les oppositions politiques.

Pour l'heure, le pouvoir a incontestablement réussi, sur ce point, son opération délicate, calmant le jeu sur un sujet brûlant !

THIERRY BRÉHER.

A l'issue d'un débat très technique, l'Assemblée nationale a adopté dans la nuit du mardi 9 octobre au mercredi 10, par 280 voix (155 députés socialistes) contre 155 (RPR et UDF) et 46 abstentions (les communistes), la partie non budgétaire du plan du ministre de l'éducation nationale, M. Jean-Pierre Chevènement, sur l'enseignement privé dans le cadre plus large de la décentralisation de certaines responsabilités scolaires de l'Etat (le Monde du 10 octobre).

Le vote commun des députés de l'opposition ne doit pas masquer les attitudes divergentes des députés RPR et UDF au cours du débat. Le RPR avait dès le lundi 8 octobre annoncé qu'il ne discuterait pas le plan Chevènement défini dans l'article 15 du projet de loi en discussion. Cet article consiste, pour l'essentiel, à abroger la loi Guémeur du 25 novembre 1977 et certaines dispositions de la loi du 1^{er} juin 1971 qui, toutes deux, modifiaient la loi Debré du 31 décembre 1959, afin de remettre celle-ci en vigueur dans sa version initiale. Promesse tenue.

Tout autre fut la stratégie de l'UDF, dont le principal porte-parole, M. Jacques Barrot (UDF

Haute-Loire), a déposé pas moins de douze amendements visant beaucoup plus à obtenir des précisions, voire des garanties verbales du ministre de l'éducation nationale en faveur de l'enseignement privé qu'à mener une lutte qu'il savait perdue d'avance. En fait, M. Barrot a tenté à chaque amendement de réintroduire l'esprit de la loi Guémeur. « La loi Guémeur, n'est ni simple ni pratique », lui a répondu M. Chevènement.

Dans le même esprit, le député de la Haute-Loire a demandé que ne soit pas permis le versement de la contribution des collectivités locales en nature, craignant que cela ne permette l'entrée de fonctionnaires locaux dans les établissements privés. Amendement rejeté sans que le ministre y apporte une réponse.

M. Barrot ne pouvait compter sur ses relations avec l'enseignement privé, ne pas soulever les points de la loi proposée qui ne satisfont pas totalement le secrétaire général de l'enseignement catholique, le chanoine Paul Guibert, ou d'autres présents dans les tribunes comme la nomination des maîtres du privé et le pouvoir des communes dans le cadre de la décentralisation.

Le secrétaire général de l'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement n'a cependant pas fait de « forcing » et a retiré plusieurs amendements à chaque fois que les réponses paraissaient satisfaisantes. Ainsi, en ce qui concerne la réalisation des contrats d'association, M. Chevènement a réaffirmé avec force que seul l'Etat pourrait décider, et seulement si les conditions mises à la signature du contrat n'étaient plus respectées par l'établissement privé. De même, il a confirmé que la décision de refus d'un contrat par une commune serait susceptible de recours devant la juridiction administrative et qu'il y aurait « concertation » avec le directeur de l'établissement avant la nomination des maîtres par l'autorité académique. L'attitude de l'UDF tranchait singulièrement avec celle des députés RPR et notamment de M. Jacques Toubon (RPR, Paris), avec lequel d'ailleurs M. Barrot avait en dans la matinée quelques mots peu amènes. Fidèle à la stratégie bien arrêtée de son groupe, celui-ci avait retiré un amendement après avoir reçu des assurances de M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, qui avait précisé que les besoins de formation dont il sera tenu compte dans les schémas prévisionnels de formations des collectivités territoriales comprennent bien entendu l'enseignement public mais aussi privé. M. Toubon a alors repris l'amendement de M. Barrot qui, furieux, a jeté son journal sur son pupitre avant de prendre ses affaires et quitter la séance. « Il ne s'agit pas de faire de la suen-chère », a-t-il dit dans les couloirs. « Simple et pratique », voire « pragmatique », le gouvernement et sa majorité ont soigneusement évité d'attiser la querelle politique. L'aspect résolument technique du

projet de loi les a d'ailleurs bien servis. La commission des lois et son rapporteur, M. Philippe Marchand (PS, Charente-Maritime), n'ont présenté que des amendements de forme.

Cette volonté de calmer le jeu et de s'en tenir strictement aux questions techniques inévitables soulevées par le texte a conduit le gouvernement, suivi par sa majorité, à accepter un certain nombre d'amendements techniques eux aussi proposés par l'opposition.

Technicité et pragmatisme ont été socialisés, refus de chercher à améliorer les dispositions sur l'enseignement privé côté RPR, tentative de l'UDF de réintroduire l'esprit de la loi Guémeur, reste l'attitude des communistes. Attitude presque symétriquement opposée de celle de l'UDF. Pas question de loi Guémeur mais non plus de loi Debré, a expliqué en substance M. Jacques Brunhes (PC, Hauts-de-Seine) de « nous avons combattu ce texte ». En fait, pour le PC, il s'agissait d'introduire des amendements plus conformes à l'idée d'un service public laïque et unifié. Notamment il a tenté, sans succès, de faire garantir la liberté syndicale dans les écoles privées comme cela avait été accepté par M. Pierre Mauroy dans le texte « Savary ». Chevènement a réaffirmé à cette occasion le rôle essentiel de l'enseignement

public et le pouvoir que l'Etat conserve en matière de programme et de recrutement des maîtres. Mais cela n'a pas suffi à rassurer les députés communistes : « En fait d'apaisement, c'est un renoncement d'un engagement majeur de la gauche que vous vous attachez », a déclaré leur porte-parole, ajoutant par ailleurs que « la réaffirmation de principes ne fait pas une politique ». La politique se juge à ses actes.

Les communistes s'étaient aussi durément élevés contre la possibilité ouverte à « une personnalité extérieure » de présider le conseil d'administration d'un établissement public d'enseignement agricole, contrairement à ce qui est autorisé ailleurs : « C'est la porte ouverte à la FNSEA », avait affirmé M. Brunhes.

Quant aux débats de la matinée et de l'après-midi sur le transfert des compétences, il a donné lieu aux échanges devenus classiques sur la question de la décentralisation.

Le projet est « étatisé », ont expliqué les députés de l'opposition. Nous opérons une véritable décentralisation, rétorquait M. Joxe. Une décentralisation qui, en l'occurrence, fut bien commode pour faire passer dans la foulée une modification substantielle des rapports entre la puissance publique et les établissements d'enseignement privés.

Quand M. Giscard vote communiste

Ce mardi 9 octobre 1984, à 16 h 5, dans l'hémicycle du Palais-Bourbon, le député du Puy-de-Dôme lève la main pour approuver l'amendement en discussion. Quel que soit son passé, c'est toujours un geste important pour un nouvel élu qui son premier vote à l'Assemblée nationale.

Avant de l'accomplir, M. Valéry Giscard d'Estaing a regardé ses compagnons de banc pour s'assurer de ce qu'il devait faire. Pas de doute, M. Jean-Claude Gaudin lève bien la main. Pourtant la proposition de modification du texte sur la décentralisation de l'enseignement émane des communistes, en désaccord avec le gouvernement et les socialistes sur une affaire bien compliquée d'utilisation d'équipements sportifs. Pour son premier vote, l'ancien président de la République a apporté son concours aux communistes.

M. Giscard d'Estaing ne s'est pas contenté de ce petit tour de trois quarts d'heure dans l'hémicycle. Fidèle à ce qu'il avait annoncé, il a participé à la réu-

nion hebdomadaire du groupe UDF, comme M. Raymond Barre en a pris l'habitude depuis juillet 1981. Leur expérience fut, en cette période, bien précieuse, puisque les députés giscard-barrestes ont discuté du budget 1985. Celui qui fut si longtemps ministre des finances rédigea même de sa main les deux dernières phrases du communiqué : « C'est le budget de l'échec du socialisme, il en porte tous les stigmates. Ce n'est pas un budget de libéralisme et il n'en ouvre pas les chances. »

Pour se rendre de cette réunion privée à la séance publique, l'élu du Puy-de-Dôme a traversé la salle des Quatre-Colonnes, point de passage obligé où les journalistes chassent l'homme politique. Mais ils avaient déjà trouvé leur gibier en la personne de M. Pierre Joxe. Ils préféraient l'actuel ministre de l'Intérieur. M. Giscard d'Estaing doit s'habituer à être un député comme les autres... ou presque.

Th. B.

Le budget des DOM-TOM : le pire évité

L'élaboration du projet de budget des départements et territoires d'outre-mer pour 1985 avait suscité de légitimes inquiétudes parmi les populations locales. L'heure était aux économies, il avait été question de supprimer presque totalement les crédits - de l'ordre de 70 millions de francs - affectés à l'organisation des chantiers de développement qui permettent, dans les DOM, d'utiliser à des travaux de voirie ceux des chômeurs qui ne remplissent pas toutes les conditions requises par l'administration pour être reconnus comme tels et qui trouvent dans ce système un accès indirect aux allocations de chômage.

Il avait été aussi décidé de modifier le système de répartition des bénéfices réalisés par l'Institut d'émission des départements d'outre-mer (IEDOM) qui permettait, jusqu'à présent, de compléter la ligne budgétaire unique créée au logement de telle sorte que les moyens financiers disponibles à cette fin risquaient d'être considérablement réduits. Cette orientation serait allée à l'encontre des besoins prioritaires des départements d'outre-mer où subsistent encore trop de bidonvilles.

La divulgation de ces intentions (le Monde du 11 septembre) avait provoqué de vives réactions de la part des élus locaux. Ceux-ci avaient

fait savoir, à juste titre, que le maintien de ces propositions se serait traduit par une régression sociale contraire à la volonté de justice affectée par le gouvernement.

Le pire a été, semble-t-il, évité. Présentant le projet de budget tel qu'il a été définitivement arrêté, le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, M. Georges Lemoine, a indiqué, mardi après-midi 9 octobre, que les arbitrages rendus par le premier ministre permettront de maintenir les chantiers de développement et de tenir les engagements pris en matière de logement social. La situation toutefois n'est pas complètement clarifiée.

Le projet de loi de finances ne retient en effet pour l'instant qu'une enveloppe de 30 millions de francs pour financer les chantiers de développement, soit moins de la moitié des crédits de 1984. Le complément devra être prélevé sur les crédits prévus dans le budget général au titre des travaux d'intérêt collectif. « Le premier ministre nous a donné l'assurance de compenser en cours d'exercice, en fonction des besoins qui seront exprimés par les commissions de la République, a souligné le secrétaire d'Etat. En outre, les modalités d'adaptation des procédures définies dans le cadre des travaux d'intérêt collectif devront être

précisées par décret afin que dans les départements d'outre-mer le dispositif soit applicable, non seulement aux jeunes chômeurs de moins de vingt et un ans, mais aux chômeurs de plus de vingt et un ans. »

En ce qui concerne l'utilisation des bénéfices de l'IEDOM, il paraît acquis, bien que l'arbitrage définitif n'ait pas encore été rendu, qu'un prélèvement exceptionnel de 200 millions de francs sera opéré en 1985 au profit du budget général sur les réserves de l'Institut qui s'élèvent à 450 millions de francs.

En revanche, une incertitude subsiste pour ce qui concerne l'abonnement de la ligne budgétaire unique qui finance le logement social : « Est actuellement à l'étude une compensation par redéploiement des crédits du ministère de l'urbanisme et du logement et également par extension du Fonds spécial des grands travaux au secteur du logement », a indiqué M. Georges Lemoine. Le secrétaire d'Etat a été affirmatif : « Pour le logement, l'effort global, qui est fixé à 610 millions de francs, traduit la volonté du gouvernement de maintenir ce qui a été fait depuis plusieurs années. »

Il a fallu, d'autre part, un troisième arbitrage de l'hôtel Matignon pour que le projet de loi de finances maintienne à leur niveau de 1984

les sommes affectées aux fonds d'investissement des DOM et des TOM, bien que ce maintien soit en contradiction avec l'impératif de diminution des autorisations de programmes. Il a été prévu d'affecter à ces fonds 40 millions de francs de mesures nouvelles. Cette décision lève le principal obstacle à la conclusion des contrats des plans entre l'Etat et les départements et territoires d'outre-mer. Jusqu'à présent, un seul contrat avait été signé avec Saint-Pierre-et-Miquelon.

ALAIN ROLLAT.

ÉLECTIONS LE 18 NOVEMBRE EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Le secrétaire d'Etat au DOM-TOM a précisé que les élections pour le renouvellement de l'assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie auront lieu le dimanche 18 novembre. M. Georges Lemoine se rendra du 15 au 20 octobre dans le territoire pour y réaffirmer la volonté du gouvernement de respecter le calendrier prévu pour la mise en œuvre du nouveau statut d'autonomie interne.

Berdy

le prêt à porter des grands (1 m 85 à 2 m 15) - et des costumes

PARIS 12^e
88, av. Ledru-Rollin
Tél. 628.18.24

PARIS 17^e
79, av. des Ternes
Tél. 574.35.13

LYON 6^e
22, cours F. Roosevelt
Tél. 865.93.96

AVIGNON
101, rue Bonneterie
Tél. (90) 82.03.78

LA FIEVRE DES RECORDS A LA GRANDE CASCADE.

A la Grande Cascade du Bois de Boulogne du 4 au 14 Octobre 84.

Venez découvrir la Nouvelle 190E 2.3-16 qui a battu 12 records du monde et essayer tous les autres modèles 85: la gamme des 200, les 4 x 4, les Classes S et les 190.

MERCEDES-BENZ

ENQUÊTE

Les métamorphoses du socialisme

III. - La revanche des technocrates

par ALAIN VERNHOLIS

Unis sur les grands principes - la justice, la liberté, la primauté de l'intérêt général - les socialistes étaient divisés, avant 1981, sur les problèmes concrets du pouvoir et de la production. Cependant les « politiques » en leur sein s'emparent de la « production », les nouvelles orientations de la gauche marquent une inversion du rapport des forces.

Les socialistes au pouvoir ont dû rapidement confronter leur vision avec la réalité. Et celle-ci leur a renvoyé une image du monde et des choses assez différents de ce qu'ils imaginaient ou faisaient semblant d'imaginer. Leurs trois années de pouvoir ont été marquées par trois grands débats qui ont déchiré les croyances, mis à nu les tactiques, bouleversé les stratégies et finalement transformé profondément le discours politique.

Le premier débat se situe à l'automne 1981. La relance du printemps n'a pas été relayée en France par la reprise des affaires, qu'on attendait dans le monde, et aux Etats-Unis en particulier. Très rapidement, notre balance commerciale s'est déséquilibrée. M. Delors, qui a lui-même sous-estimé l'ampleur du déficit extérieur, juge la

situation si dégradée qu'il envisage dès cette époque de bloquer les salaires. Il demande des mesures de rigueur, notamment en matière budgétaire, mais ne les obtient pas. Le projet de budget de l'Etat présenté pour 1982 par M. Fabius avec l'assentiment de M. Mauroy comporte une augmentation des dépenses publiques de presque 28 % et un fort accroissement du déficit (+ 25 %). C'est le chancelier Schmidt qui imposera en octobre au gouvernement français - pour prix de la réévaluation du Deutschmark et de la dévaluation du franc - un premier train d'économies budgétaires.

Le deuxième débat prend place entre janvier et août 1982. La situation ayant continué de se dégrader fin 1981 (nos prix augmentent beaucoup plus vite qu'à l'étranger), M. Mauroy et Delors imposent à la fin de l'année 1982 avec la deuxième dévaluation du franc un blocage des prix et des salaires. Le choc est rude. Il surprend tout le monde, M. Mitterrand, comme le Parti socialiste, qui n'a pas été consulté. Il n'est pourtant pas suffisant, puisque les autres mesures prévues ne suivent

pas. Aussi MM. Mauroy et Delors adressent-ils une note de vingt pages au président de la République pour décrire la situation et les risques graves qu'elle comporte : asphyxie de notre économie, endettement extérieur trop important.

La réponse vient progressivement de l'Elysée : freinage très net des dépenses publiques dans le budget de 1983 ; limitation du déficit public à 3 % du produit national ; freinage des dépenses de la Sécurité sociale ; limitation des assurances-chômage ; mise en veilleuse de la réduction de la durée du travail. Mme Questiaux, symbole de l'autonomie du social par rapport au financier, a quitté le ministère de la solidarité dès le mois de juin.

Le troisième débat se situe en mars 1983. Il faut aller plus loin que les mesures de juin 1982, nos paiements extérieurs étant de plus en plus déficitaires, notre endettement de plus en plus lourd. Le plan du 25 mars est annoncé en même temps qu'un nouveau réajustement monétaire. Le but est de comprimer la demande interne

pour ralentir les importations et orienter les entreprises sur les marchés étrangers.

Une fois encore le choc est rude. Le gouvernement renonce à prendre des mesures protectionnistes, décide de rester amarré au système monétaire européen et choisit de transférer - sous forme d'emprunts, d'emprunts forcés et de taxe pétrolière - une soixantaine de milliards de francs du compte des ménages sur ceux de l'Etat, de la Sécurité sociale et des grandes entreprises nationales.

Une page est tournée sur la politique menée en 1981. On s'interdit même d'y revenir en empruntant (mai-juin) 4 milliards d'ECU, soit l'équivalent d'une trentaine de milliards de francs, auprès de la CEE, signe de l'alignement de notre politique économique sur celles des pays européens.

Le cap sera tenu malgré la forte augmentation du chômage qui se produira à la fin de 1983. Et c'est M. Mitterrand qui soutiendra publiquement l'idée de la nécessité des restructurations industrielles - c'est-à-dire concrètement des licenciements qu'elles imposent. Au début d'avril 1984, le président de la République commentera, au cours d'une conférence de presse, un plan rigoureux de repli de la production d'acier.

Dissiper trois malentendus

Au fil de ces trois débats essentiels qui furent autant d'étapes déterminantes pour les socialistes, le rapport de forces a basculé. Dans le formidable et frénétique enchaînement des événements, des difficultés et des décisions gouvernementales, ceux qui avaient inspiré le programme commun, le projet socialiste, puis les cent dix propositions - l'aile politique du parti - laisseront libre le terrain de la pensée et de l'action économiques. Les propositions faites par l'aile gauche du parti consistent à résoudre la crise par plus de croissance (la sortie par le haut) ne furent pas plus crédibles que les solutions avancées par des hommes comme M. Pierre Uri, qui proposait de tout résoudre par une transformation complète de notre fiscalité.

Le terrain, à peu près désert, fut progressivement et complètement occupé par les statisticiens et les économistes, ceux dont la vision technocratique et peu imaginative avaient l'avantage de la cohérence et d'une communauté d'analyse avec les pratiques étrangères.

Ces « occupants » eurent le mérite d'éviter une catastrophe économique, l'« infarctus » dont parlait M. Delors dès la fin de 1981. Ils durent, pour ce faire, dissiper trois malentendus :

1) L'idée, qui fut celle du début du septennat, que la France peut mener une politique économique autonome, manquant de réalisme. Elle a pourtant vécu jusqu'au début de 1983, époque où certains imaginaient encore la France et la RFA partenaires égaux en puissance. Ce qui fut proposé à M. François Mitterrand au début de l'année dernière constituait un véritable coup de poker : menacer la RFA d'un retrait de la France du SME pour obtenir de notre voisin une relance qui stimulerait ses importations, et donc notre commerce extérieur (comme notre relance de 1981 avait stimulé l'activité outre-Rhin). M. Mauroy lutta pied à pied contre cette idée. Quand le président de la République fut convaincu, après bien des hésitations, des risques importants que courrait le pays en sortant du SME, la taille de notre économie et sa puissance reprirent de plus justes proportions.

C'est alors que l'attention se porta vraiment sur l'entreprise : un rapport patronat-administration fit le point sur ses charges (juillet 1983) ; le plan de rigueur de mars lui épargna toute imposition sup-

plémentaire. A la loi de janvier 1983 sur « le développement des investissements et la protection de l'épargne », succédèrent en juillet 1984 une autre loi sur « le développement de l'initiative économique ». La lutte contre l'inflation des prix et des salaires sera poursuivie, en grande partie pour l'entreprise.

Peu à peu apparaissent des réalités longtemps ignorées : le besoin qu'ont les firmes de gagner de l'argent, d'être rentables, de faire des profits, leur rôle capital pour l'économie et l'emploi en particulier. On oublie les formules employées quelques années plus tôt : « Sortir de la logique de la rentabilité » (François Mitterrand en octobre 1979), « les femmes et les hommes sacrifiés au profit » (M. Mermaz en juillet 1981). L'entreprise est de moins en moins le lieu d'exploitation des travailleurs, de plus en plus la cellule qui distribue des revenus et crée des emplois.

2) La méconnaissance des problèmes financiers autant que le souci de la rationalité et la volonté de réformer des mécanismes jugés inefficaces et parasitaires ont débouché sur le projet d'une banque nationale d'investissements, banque unique, décidant tout, centralisant tout. L'idée avorta vite. Elle est cependant révélatrice de l'état d'esprit qui prévalait au cours des premiers mois d'exercice du pouvoir. Etat d'esprit qui, d'une certaine façon, nie l'utilité du marché et les avantages de la décentralisation. De même que l'idée d'un moratoire en faveur des entreprises trop endettées avancée en septembre 1982 à Figeac par M. Mitterrand nie la fonction bancaire.

Rompus aux mécanismes financiers, M. Delors critiquera d'autant plus les banques qu'il en sera le meilleur défenseur tout au long des années qu'il passera rue de Rivoli. Son action aura le mérite de poser le vrai problème - celui de l'importance des circuits financiers dans les résistances économiques - et d'éviter des solutions moralisatrices inadéquates. On finira par comprendre que la véritable critique à porter aux banquiers n'est pas de faire leur métier (reproche moral), mais de le faire mal (reproche fonctionnel).

3) Les multinationales, d'abord regardées avec méfiance, deviennent des partenaires possibles. Autant l'attitude des entreprises françaises nouvellement nationalisées est réservée vis-à-vis des grands groupes étrangers jusqu'à la fin de 1982, autant cette attitude change à partir de 1983-1984. L'aspect financier un peu mystérieux (d'où viennent les capitaux ? qui les contrôlent ?) perd de l'importance par rapport aux aspects industriels. Les multinationales sont peu à peu considérées comme des partenaires

normaux du jeu avec lesquels des accords peuvent être passés, comme l'avait fait ELF-Aquitaine en avril 1982 avec Texaco Gulf. Thomson, montrant le chemin en avril 1983 en passant un accord avec le groupe japonais JVC. Le changement d'attitude va plus loin puisque l'on regrette aujourd'hui que des alliances plus nombreuses n'aient pas été conclues, qui nous auraient évités certains retards. Thomson multiplie maintenant de tels accords dans le domaine des composants.

L'avenir de la social-démocratie

Quand on refait l'itinéraire de la pensée socialiste en matière économique, on s'aperçoit bien évidemment que des changements très importants sont intervenus. Des changements qui ne portent pas seulement sur la conjoncture, c'est-à-dire sur le temporaire, mais des changements imposés par la conjoncture et qui portent sur le fond.

On peut s'interroger sur le fait de savoir si les hommes qui - avant 1981 - ont le plus influencé l'idéologie de gauche en matière économique, si ces hommes qui étaient des politiques travaillant avant tout et sans nuances pour la conquête du pouvoir, ont modifié en profondeur leurs analyses et leur vision des choses. Une vraie question, dont dépendra notamment le programme de la gauche pour les élections législatives de 1986 puis plus tard l'avenir de la social-démocratie en France.

Dans l'immédiat force est de constater qu'à partir de 1982 M. Mitterrand a de plus en plus écouté ceux que l'on attendait pas : les économistes et les techniciens. Ceux-ci, après avoir conquis le terrain de la pensée économique, occupent maintenant la plupart des postes-clés et imposent quotidiennement leurs visions des choses. Une vision conformiste sûrement, sage et réaliste probablement. Le départ de M. Delors, l'isolement de M. Rocard n'influent pas - ou pas encore - cette constatation essentielle.

Quoi qu'il arrive au cours des prochains mois, l'expérience et la contre-expérience des socialistes au pouvoir seront d'une importance capitale. A travers les erreurs, les renoncements, les conversions, les essais réussis de la gauche, c'est l'ensemble du pays qui s'est ouvert au débat économique et le considère maintenant comme essentiel. Il était temps.

Prochain article :

L'EXERCICE SOLITAIRE DE LA DIPLOMATIE par JACQUES AMALRIC.

(Publié)

UN SEMESTRE aux USA

Pour tous niveaux, bac, Daeu, Mathes, Doctorat : Immersion linguistique ou professionnelle d'un B.A., d'un Master ou d'un Ph.D. dans une grande université de Floride ou de Californie. Formule incluant cours, hébergement, repas. Départ JANVIER. Doc contre 5 timbres.

UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc. U.S.A.-French Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92220 Neuilly, 722.94.94.

L'Ecole du Monde L'EDUCATION de l'EDUCATION

OCTOBRE 1984

ÊTRE BON ELEVE

Les cracks du système scolaire, les vedettes des classes préparatoires et des concours sont toujours là. Qui sont-ils ces « bosseurs », ces champions qui font la joie des professeurs et la fierté des familles ? Comment la devinant-on ? Le Monde de l'éducation ne donne pas de recette, mais analyse et décrit leur situation.

Aussi au sommaire :

QUI SONT LES PROFESSEURS DE COLLÈGE ?

Ils sont quatre-vingt mille : de la sixième à la troisième, un professeur sur deux. Ils enseignent deux matières. Ils sont méconnus et mal considérés. Injustement.

MATERNELLE A DEUX ANS : OUI OU NON ?

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

11 F

PRINTemps



750F

LE COOP DU RETRO

LES SCOOPS DE BRUMMELL

Nation/Party 2
Veltzy 2/Italie
République
Termes/Brummell
Haussmann

LIVRES

POLONAIS

et livres français

sur la Pologne

et

l'Europe de l'Est

Catalogues sur demande

LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4

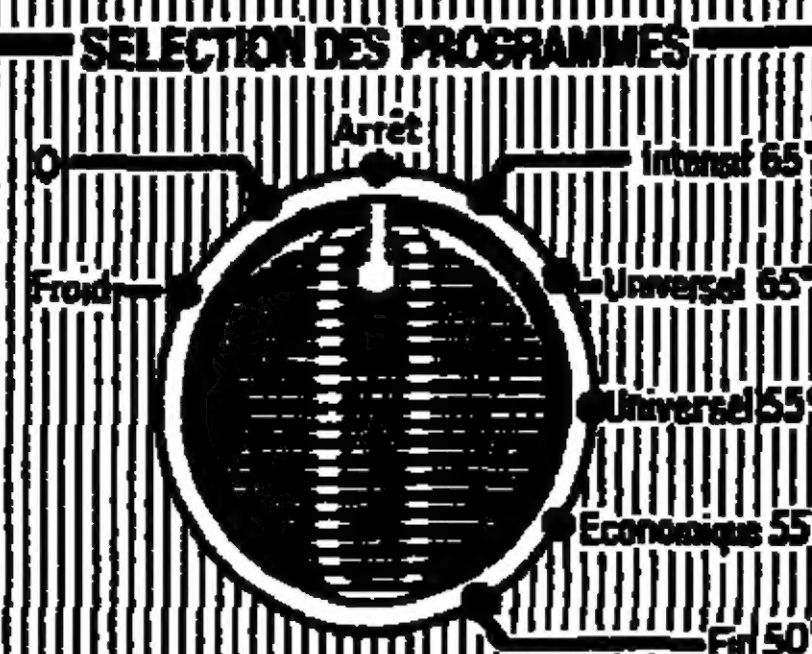
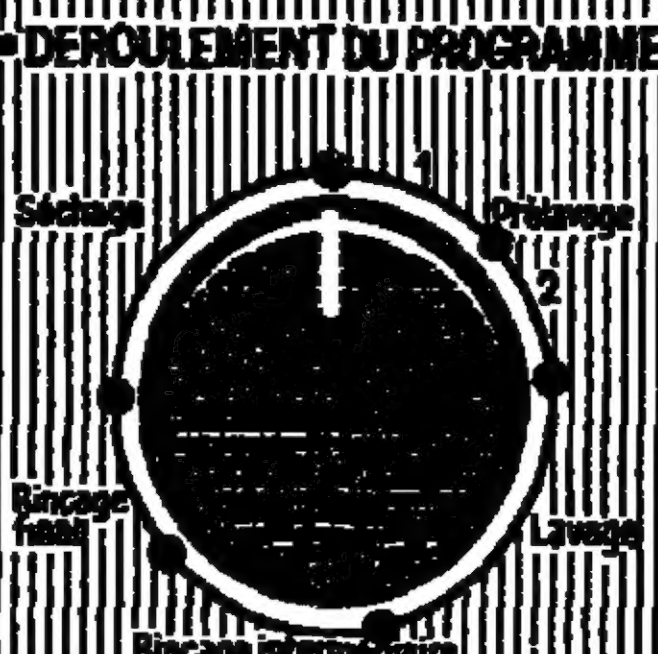
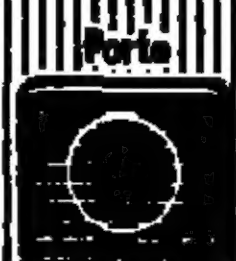
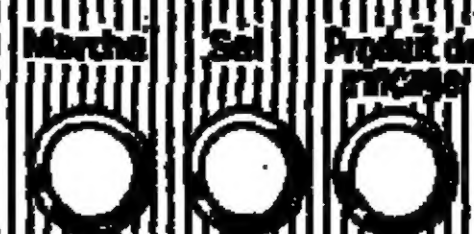
Tél : 326-51-09

Miele

QUE N CE

NE-VAISSELLE

مكتبة الطفل



LAVE-VAISSELLE.

Alors, aujourd'hui, nous avons décidé de parler. De parler de notre nouvelle gamme de lave-vaisselle dont le silence n'est qu'une qualité parmi tant d'autres.

Alors, aujourd'hui, nous avons décidé de parler. De parler de notre nouvelle gamme de lave-vaisselle dont le silence n'est qu'une qualité parmi tant d'autres.

TRIPLE ISOLATION PHONIQUE

Du modèle de base à l'appareil le plus sophistiqué, tous les lave-vaisselle de notre nouvelle gamme sont équipés d'une triple isolation phonique: une couche de bitume, un matelas de laine minérale et de la mousse de polyuréthane.

Chez Miele, le silence est livré d'origine.

FAIBLES CONSOMMATIONS.

Les nouveaux lave-vaisselle Miele sont vraiment économiques à l'utilisation: en programme "Universel 65 °C", ils ne

Chez Miele, l'économie n'est pas un vain mot.

TECHNIQUE DE LAVAGE ENCORE PERFECTIONNÉE.

L'abaissement de nos consommations ne nous a pas

empêché d'optimiser encore notre efficacité de lavage, car grâce à une nouvelle pompe de circulation, la quantité d'eau active nécessaire à de parfaits résultats de lavage reste inchangée. D'autre part, notre triple système de filtrage (un filtre conique, un tamis et un microfiltre avec bague flottante) (brevet Miele) garantit la propreté permanente de l'eau de lavage, évitant ainsi toute possibilité de redéposition des résidus d'aliments.

Chez Miele, la technologie est au service du lavage.

Nouvel adoucisseur universel.

La plupart des nouveaux lave-vaisselle Miele sont équipés d'un nouvel adoucisseur universel qui leur permet de fonctionner parfaitement même si la dureté de l'eau atteint 125°. C'est l'adoucisseur le plus efficace du marché.

Résultat : un lavage parfait pour une consommation de sel encore réduite.

Nous pourrions encore vous parler longtemps du turbo-séchage (exclusivité Miele), des paniers avec compléments mobiles, des trois bras de lavage, de la carrosserie émaillée, de tout ce qui fait des 15 modèles de lave-vaisselle Miele des appareils de très grande qualité.

On entend beaucoup parler du silence. Un lave-vaisselle Miele, c'est beaucoup plus que du silence. Nous avons envie de le dire. C'est maintenant chose faite.

Miele

LA PAIX N'A PAS DE PRIX.

POLITIQUE

LE PROJET DE BUDGET DEVANT LA COMMISSION DES FINANCES

Le gouvernement accepte de supprimer le prélèvement sur les collectivités locales

La commission des finances de l'Assemblée nationale a examiné, mardi 9 octobre, la première partie (recettes) du projet de loi de finances pour 1985. Les députés socialistes, présidents, au cours de leur réunion hebdomadaire, les amendements qu'ils souhaitent voir apportés à ce projet.

Sur la question du prélèvement de 3 milliards de francs sur les avances de l'Etat aux collectivités locales, la position des députés socialistes est restée inchangée. Ils souhaitent la suppression de cette mesure. Au cabinet de M. Pierre Bérégovoy, on avait fait observer que la réflexion s'était faite jusqu'à maintenant orientée vers une modification de la structure de ce prélèvement afin d'obtenir une répartition entre communes « riches » et communes « pauvres », de manière à ne pas défavoriser ces dernières.

Quant à la recherche d'un gage, d'un montant équivalent, qu'exige la suppression totale du prélèvement de 3 milliards de francs, les « quelques amendements » qui ont pu être trouvés restent « très loin » de cette somme. Mercredi matin, toutefois, le gouvernement s'est rangé aux arguments des députés de sa majorité, sans que l'on sache encore comment cette somme sera compensée.

Abaisser la taxe sur l'essence ?

Deuxième point en discussion : la modification du tarif de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) prévue par le projet de budget. Après un débat entre les socialistes, une majorité s'est dégagée pour suivre M. Christian Plerret. Le rapporteur général du budget souhaite modifier les dispositions prévues par le projet de loi de finances dans le sens d'un report, à hauteur de 6 milliards de francs, d'une partie de cette augmentation sur les prix industriels du tabac ; les prix de détail du tabac reviendraient alors

au niveau atteint avant la suppression de la « vignette tabac », imposée par la Commission des Communautés européennes.

Dans l'esprit de M. Plerret, ce report, tout en permettant de gagner 0,6 % sur l'augmentation de l'indice des prix, serait socialement, voire moralement, plus juste. Il éviterait aussi qu'une augmentation de la TIPP coïncide dans le temps avec les élections cantonales de mars 1985.

Au cabinet de M. Bérégovoy, on l'a resté opposé à ce transfert, on rappelle que au moment de la suppression de la vignette tabac, ce débat avait déjà eu lieu et avait été tranché. On s'affirme néanmoins « à l'écoute ».

A l'inverse, le ministre de l'économie et des finances semble ouvert à d'éventuelles modifications portant sur l'exonération partielle de l'impôt sur le revenu pour les acheteurs de logements à usage locatif, dès lors que la logique première de la mesure - soutenir le bâtiment - est respectée.

Sur un plan plus technique, les commissaires socialistes de la commission des finances devraient présenter des amendements qui permettraient de ramener progressivement à 5 % la baisse des impôts pour tous les contribuables. Pour certains contribuables, cette norme n'est pas respectée, à quelques décimales près, dans la forme actuelle du projet de budget.

Enfin, le ministère de l'économie qui reste hostile à toute possibilité automatique de « carry back » (imputation, sur l'imposition des bénéfices des sociétés, de déficits antérieurs) ne serait pas opposé à des formes plus souples qui restent à définir, prenant par exemple l'aspect de provisions pour pertes. Toutefois, il semble peu probable que de telles dispositions soient maintenant intégrées au projet de budget pour 1985.

J.-L. A.

Au PCF

LA RESPONSABILITÉ DE LA PROPAGANDE REVIENT A M. FITERMAN

Le bureau politique du Parti communiste a rendu public, après sa réunion hebdomadaire, le mardi 9 octobre, le communiqué suivant : « Devant les spéculations concernant les responsabilités et activités d'un membre du bureau politique du Parti communiste français, celui-ci tient à préciser, après que les communistes ont été contraints à quitter le gouvernement :

1) que Charles Fiterman a repris sa responsabilité de secrétaire à la propagande ; du travail du parti parmi la jeunesse ; des activités physiques et sportives ;

2) que Pierre Juquin, membre du bureau politique, assure celle de responsable à la communication et à l'information ».

Cette mise au point intervient à la suite des propos tenus par M. Georges Marchais, mettant en cause M. Juquin. Celui-ci avait, aussi, été en butte à de vives attaques lors de la réunion du comité central, du 17 au 19 septembre dernier, attaques menées, notamment, par MM. André Lejolis, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, Pierre Sotria, trésorier du PCF, et François Hilsu, directeur adjoint de l'Humanité. M. Juquin, confirmé dans ses responsabilités concernant l'information, perd celle de la propagande et n'est pas désigné comme porte-parole du PCF, fonction qu'il n'assure plus, de fait, depuis le début du mois de septembre.

M. Juquin se trouve de nouveau « coiffé » par M. Charles Fiterman, celui-ci reprenant, au niveau du secrétariat du comité central, la responsabilité de la propagande, qu'il avait exercée jusqu'à son entrée au gouvernement, en juin 1981. De même, l'ancien ministre des transports retrouve la direction du « travail parmi la jeunesse », dévolue à M. Georges Marchais pendant la durée du passage de M. Fiterman au gouvernement.

P. J.

La « cohabitation »

M. CHABAN-DELMAS : gagner d'abord les élections législatives

M. Jacques Chaban-Delmas, qui recevra M. Mitterrand à Bordeaux, dont il est le maire RPR, à l'occasion du voyage du chef de l'Etat en Aquitaine, parle de la question de la « cohabitation », dans une interview à Sud-Ouest du 10 octobre. L'ancien président de l'Assemblée nationale rappelle qu'en 1962 le général de Gaulle avait refusé de modifier les pouvoirs du président de la République, réformant seulement son mode d'élection.

Le général, selon M. Chaban-Delmas, estimait que « l'avenir était imprévisible, que tout pouvait survenir, que la Constitution devait permettre de faire face à toutes les circonstances, et qu'il ne fallait donc pas porter atteinte à son élasticité ». Le maire de Bordeaux ajoute : « Ainsi, le respect de la Constitution, selon son fondateur lui-même, imposait-il de laisser au président de la République le choix d'accepter ou de refuser la cohabitation, dans l'hypothèse où l'alternance se reproduirait en 1986 ».

M. Chaban-Delmas juge prématurées les discussions constitutionnelles, car, « seuls les résultats des élections législatives de 1986 permettront de poser ces problèmes ». Il propose, en conséquence, « que les trois personnes qui ont des visées - fort légitimes - sur 1986 - ou à qui l'on prête de telles visées - se réunissent sans perdre davantage de temps et proclament que, chacun réservant sa position pour l'élection présidentielle, ils entendent unir totalement leurs efforts en vue de gagner les élections législatives ».

« Une telle déclaration, toute naturelle à des hommes qui sont d'accord sur l'essentiel, est nécessaire pour que l'opinion publique prenne en compte les sérieux tous les appels à l'union venus et à venir. L'adoption d'une plate-forme commune portant sur une demi-douzaine d'objectifs simples et primordiaux en sera facilitée. Elle sera aussi nécessaire pour que la dissemblance de la majorité - que je considère irréparable - s'accompagne de la naissance d'une espérance salutaire ».

L'Association des maires des grandes villes de France, qui, présidée par M. Jean-Marie Rausch (UDF), maire de Metz, regroupe les cinquante et une communes, districts et communautés urbaines de plus de cent mille habitants, a rendu publics, mardi 9 octobre, au Sénat, un « constat » et une « plate-forme » de propositions sur la monnaie de la pauvreté, élaborés par un groupe de travail. Ce dernier comprendrait les représentants des maires d'Amiens (M. René Lamps, PCF), de Besançon (M. Robert Schwint, PS), de Dijon (M. Robert Poujade, RPR), de Limoges (M. Louis Longueque, PS), de Nantes (M. Michel Chauty, RPR), de Paris (M. Jacques Chirac, RPR) et de Toulouse (M. Maurice Arreckx, UDF).

Si « la pauvreté dans les grandes villes a toujours existé », l'AMGVF constate « depuis peu » une « montée en puissance très préoccupante de ce phénomène » et précise : « Il y a non seulement augmentation des catégories « traditionnelles » de pauvres, mais apparition de nouvelles couches de la société touchées par ce fléau ».

En priorité, et « à titre provisoire », l'association préconise la mise en place d'un « système de solidarité nationale » : « ce dispositif d'urgence devrait être opérationnel, et tout ce parti, dès le 1^{er} novembre 1984 », et, maintenu jusqu'au 1^{er} avril 1985, date au-delà de laquelle ni l'Etat ni les autres partenaires ne seront engagés.

Dans un premier temps, l'AMGVF entend prévenir les situations de détresse et propose les mesures suivantes :

- mettre en place, comme les textes le prévoient, un fonds d'aide aux familles en difficulté pour faire face à leurs dépenses de logement. Observant qu'une circulaire de 1982 prévoit que les locataires de logements gérés par des organismes sociaux et en situation de détresse peuvent bénéficier d'aides, les maires attendent que l'Etat attribue une dotation initiale de 35 % du total des fonds affectés au financement de ces secours, les partenaires locaux (collectivités territoriales et organismes sociaux) apportant 65 % de ce total ;

- élargir le nombre des bénéficiaires à l'aide personnalisée au logement (APL) en « dématérialisant par extension » les critères instaurés pour l'obtention de l'APL ;

- faire bénéficier les déshérités du « domaine réservé » des commissaires de la République, qui ont la faculté de placer dans les parcs HLM des familles de leur choix, sans que les maires et élus soient consultés. Cette « consultation » devrait être obligatoire, estimant les maires des grandes villes ;

- instaurer un moratoire pour les impayés d'EDF-GDF et des PTT : du 15 novembre au 30 mars, il ne devrait y avoir aucune coupure ni d'eau, ni d'électricité, ni de gaz, ni de téléphone. Pendant cette période, la charge des impayés serait assurée par le renoncement par EDF-GDF de ses droits d'abonnement, par la prise en charge par l'Etat de la TVA, et par les communes des frais stricts de consommation.

L'AMGVF propose de compléter ces aides au logement d'aides aux revenus, qui sont les suivantes :

LA LUTTE CONTRE LA GRANDE

Les maires des grandes villes proposent un plan d'urgence

- accorder des prêts sans intérêt : les caisses de crédit municipal, ou à défaut un fonds spécial, consentiraient des prêts dont les fonds libres des collectivités locales déposés au Trésor public assureraient financement et garantie ;
- ouvrir des négociations entre l'Etat, les organisations professionnelles et syndicales, pour « donner plus de souplesse au dispositif en vigueur et accorder un peu plus de ressources aux fins de droits » ;

Les bureaux d'aide sociale et les maires des grandes villes, affirme l'AMGVF, peuvent « faire face à des accidents, non à un fait social dramatique tel que la monnaie du chômage ».

Second temps : faire face aux situations de détresse. Pour « les pauvres parmi les pauvres », l'association suggère :

- la création de « groupes d'urgence » pour inciter Assedic, caisses d'allocation familiales, Agence nationale pour l'emploi et directions de l'action sanitaire et sociale « à travailler vite et mieux » ;

- l'accélération de la mise en place des services d'urgence sociale, décidés le 26 janvier 1983 (le financement est assuré à 100 % par l'Etat la première année, puis à 50 % la deuxième année, rien la troisième, les départements prenant le relais ; les maires se déclarant prêts à apporter un concours financier dès lors que l'Etat et ces départements s'engageraient à des financements permanents pour le fonctionnement de ces services) ;
- l'augmentation de la capacité d'accueil des centres d'hébergement, qui, bien que de la compé-

tence de l'Etat, ne peuvent dans certaines villes fonctionner faute de conventionnement.

M. Chirac : l'Etat !

Ces propositions s'accompagnent d'un « appel solennel à toutes les parties prenantes » (Etat, communes, grandes ou petites, départements, régions, organismes sociaux, associations charitables...) pour « susciter une « réflexion de fond » sur l'aggravation du phénomène de la pauvreté, qui « s'inscrit bien au-delà de tous les clivages politiques ».

M. Robert Jarry, maire communiste du Mans, a, de son côté, considéré que, en plus de ces mesures d'urgence, « il faut dès maintenant au niveau national prendre des mesures législatives ». Selon lui, il « n'est pas possible qu'un pays moderne et démocratique laisse « pourrir sur pied » toute une jeunesse qui n'a jamais travaillé, ni tolère la dégradation physique et morale provoquée par le non-travail sur les chômeurs de longue durée ou en fin de droits ».

De son côté, M. Jacques Chirac a observé que « les collectivités locales ne sont en rien responsables de cette situation, et que les solutions aux problèmes des chômeurs passent par l'Etat », de même que ceux liés aux « sans domicile fixe », aux termes de la loi de décentralisation. Le maire de Paris a appelé à une mobilisation immédiate de « toutes les bonnes volontés » « pour mettre en œuvre un plan DRSE de la misère pour cet hiver ».

A. Ch.

RECEVANT LE GRAND RABBIN DE FRANCE

M. Fabius envisage un accroissement des aides aux organisations caritatives

M. René-Samuel Sirat, grand rabbin de France, a été reçu, le lundi 8 octobre, par M. Laurent Fabius.

M. Sirat a souligné, à cette occasion, devant le premier ministre, la reconnaissance que la communauté juive porte à l'école publique et, en même temps, son attachement à l'école juive. S'agissant de l'enseignement public, M. Sirat a émis le souhait d'une réorganisation de l'enseignement juive. Le grand rabbin a exposé, aussi, l'idée de la création d'un institut universitaire d'études juives comparable à ceux qui existent à Harvard, Oxford ou Jérusalem.

M. Sirat a parlé des projets de création d'une maison de la culture juive, qui comprendrait un musée

d'art juif et qui fait l'objet d'une négociation entre le ministère de la culture et la mairie de Paris.

Le grand rabbin a souligné, enfin, le problème à la fois éthique et social que pose le développement de la « nouvelle pauvreté ». M. Fabius a indiqué, à ce sujet, qu'il envisage d'accroître l'aide des pouvoirs publics aux organismes spécialisés.

Enfin, M. Sirat s'est félicité de l'affluence exceptionnelle qui a été observée dans les synagogues à l'occasion des fêtes de Roch Hachana (Nouvel An) et Yom Kippour (Grand Pardon), signe, a-t-il dit, d'un retour très marqué de la communauté aux pratiques religieuses.

Mme Dufoix veut aider les élus en matière d'aide sociale

M^{me} Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, a été reçue, mardi 9 octobre, par les députés socialistes, dans le cadre de leurs rencontres hebdomadaires avec les membres du gouvernement. M^{me} Véronique Nieertz, porte-parole du groupe socialiste, a indiqué que M^{me} Dufoix, au cours de son débat avec les députés, a notamment abordé la question de la codification des « actes en K », pour remarquer que le volume de ces actes a augmenté de 20 % en un an, ce qui constitue, selon le ministre, un indicateur, selon le ministre, un indicateur impossible à accepter.

M^{me} Dufoix a également abordé avec les députés la question des relations entre les usagers et les administrations sociales à propos de la décentralisation en matière d'aide sociale. Un parlementaire a notamment fait remarquer que l'améliora-

tion de ces relations représente 50 % des interventions des députés. M^{me} Dufoix a proposé la création dans son ministère d'une cellule à laquelle pourraient s'adresser tous les élus confrontés à des problèmes liés à cette décentralisation de l'aide sociale.

- Le Front national et l'aide aux Français. - Le Front national vient de créer en Eure-et-Loir un service d'assistance juridique et fiscal gratuit « pour aider les Français ». Le FN entend ainsi riposter au Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix qui, installé à Dreux « une permanence juridique destinée aux immigrés ».
- Le Front national réserve son action d'abord pour les Français, quelles que soient leur race, religion ou origine », a indiqué M. Jean-Pierre Sirbois, conseiller municipal de Dreux et secrétaire général du FN.

- Des propositions de l'abbé Pierre. - L'abbé Pierre a été reçu, mardi 9 octobre, pendant une heure par M. Laurent Fabius. A l'issue de cet entretien, à l'hôtel Matignon, consacré à la grande pauvreté, l'abbé Pierre a déclaré que notre société était condamnée à un triple partage : l'emploi, les revenus de l'emploi et les loisirs pour tous. L'abbé Pierre a qualifié M. Laurent Fabius d'« homme de bonne volonté, droit et courageux ». « Ce n'est pas une faveur que d'être à son poste dans une époque historique comme celle-ci, a-t-il ajouté. J'ai de l'estime pour celui, quel qu'il soit, qui accepte le pouvoir en une période pareille ».

L'abbé Pierre s'est refusé à préciser les mesures concrètes qui pourraient être prises pour lutter contre la pauvreté. « Nous avons fait des propositions, a-t-il dit, mais aucune mesure n'aura sa véritable efficacité tant que notre peuple n'aura pas accepté d'ouvrir les yeux sur la réa-

Les propositions de MM. Bergeron et Gattaz

Dans une lettre adressée, le 9 octobre à M. Michel Delebarre, ministre du travail, M. André Bergeron, secrétaire général de FO, demande une revalorisation « urgente » des allocations de solidarité financées par l'Etat. Inquiet de la situation des chômeurs qui ont épuisé leurs indemnités de fin de droits, financées par les ASSEDIC, et qui pour certains sont prises en charge par l'allocation de solidarité, M. Bergeron écrit que « le gouvernement ne peut laisser des gens avec 1 200, 1 800 et 2 400 francs par mois pour vivre ».

L'allocation de solidarité, qui est versée sous certaines conditions de ressources et d'ancienneté d'activité professionnelle, s'élève à 40 francs par jour pour les moins de cinquante ans, à 60 francs pour les personnes âgées de cinquante à cinquante-cinq ans et à 80 francs à partir de cinquante-cinq ans. Elle est attribuée par périodes de six mois, renouvelables, sauf pour les plus de cinquante-cinq ans qui peuvent la recevoir jusqu'à l'âge de la retraite.

De son côté, M. Yvon Gattaz, président du CNPF, s'est déclaré, le 8 octobre, favorable au versement d'une « allocation de survie » qui serait l'expression de la « solidarité nationale ». M. Gattaz, une telle indemnité pourrait être attribuée à tout chômeur en fin de droits. Elle incomberait à l'Etat et ne devrait en aucun cas être financée par le système d'assurance-chômage paritaire mis en place le 1^{er} avril dernier.

(Suite de la première page.)

Sans doute, le drame n'a pas, heureusement, les proportions atteintes par la grande crise de l'entre-deux-guerres, mais il est resté d'ampleur à déplorer.

Se coller avec la pauvreté n'est pas facile, mais on ne peut dire que le gouvernement ait été pris au dépourvu. Dès la mi-août de cette année, M. Bergeron lançait, dans une interview à France-Soir (2) :

« Il y a de plus en plus de pauvres en France. Bien avant ce pavé détrempé et que la couverture lancée dans la mare des vacances, M. Oheix, à la fin du règne de M. Giscard d'Estaing, présentait un rapport fort documenté : « Contre la précarité et la pauvreté », et, quelques semaines plus tard la Fondation pour la recherche sociale (FORS), publiait un document intitulé : « La pauvreté et la lutte contre la pauvreté », qui avait reçu l'aval du ministre de la santé et de la sécurité sociale, M. Barrot.

On y apprenait par exemple que, depuis 1978, la proportion des smicards s'accroissait dans toutes les branches. Pauvreté urbaine, pauvreté rurale, aussi, constatée dans de très vastes zones du territoire.

Si nous remontons plus haut, les « messages » lancés par M. Lionel Soler pour un « impératif négatif » (versement de ressources à tous ceux qui se situent en dessous d'un minimum social), l'action de M. Chaban-Delmas contre les bidonvilles s'inscrivaient dans cette perspective de lutte contre le fléau comme le livre « Les Exclues » de M. René Lenoir, reçu mardi à Matignon, mobilisait les Parisiens, une certaine nuit d'hiver particulièrement rigoureuse.

Mais que de gaspillages d'imagination, d'intelligence et de générosité du fait de circonstances politiques qui permettent si peu de passer à l'acte. Aujourd'hui, il n'est pas étonnant que le CDS soit comme hier à la pointe des propositions, et que l'un de ses députés, M. Zeller, reprenne à son compte une des idées maîtresses du rapport Oheix : la création d'un fonds spécial de lutte contre la grande pauvreté. Qu'il ait été rejoint par le MRG et que surtout les maires des villes de plus de 100 000 habitants aient décidé d'organiser en commun des actions pour aider les plus démunis, cela

Les exclus

montre qu'un nouveau terrain de « désorption » a été trouvé, l'opinion comprenant sûrement mieux ici qu'ailleurs que l'on fasse taire les querelles de clocher politiques.

Cela dit, personne ne voudra être en reste et si le CDS a su fort bien se mettre en avant, M^{me} Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, a cru devoir rappeler, mardi, que, grâce à la gauche : « Il n'y avait pas de personnes âgées en situation de détresse et que la couverture maladie des chômeurs de longue durée était assurée ».

Les syndicats et le CNPF ne veulent pas être oubliés dans cette campagne, tous demandant à l'Etat de prendre ses responsabilités. On serait tenté de leur proposer de balayer d'abord devant leur porte, car c'est de leurs négociations qu'est sorti le nouveau système d'assurance-chômage couvrant moins que naguère les sans-emploi.

Au-delà de ce tumulte qu'alimentent aussi des arrière-pensées politiques, que faire ?

1) Si, comme il faut le souhaiter, l'annusée du consensus sur ce douloureux chapitre se développe, il serait grotesque de nommer une nouvelle commission avant d'agir. Dans les semaines propositions du rapport Oheix, il y a de quoi abondamment puiser.

2) C'est au niveau local que l'essentiel des mesures de sauvegarde doivent être décidées. Un plan Orse pour la France n'aurait aucun sens, les situations étant d'une grande diversité.

3) Comment payer ? C'est là où l'imagination est requise. M. Oheix pensait à une taxe sur les jeux de hasard. M. Zeller veut financer son « fonds spécial » par le maintien du prélèvement de 1 % sur les revenus, dont la recette serait directement affectée aux bureaux d'aide sociale des communes. Il existe sans doute d'autres voies. Mais leur exploitation ne devrait pas retarder les décisions. La misère n'attend pas. Sur-tout dans un pays où la plus grande partie de la population, malgré une diminution du pouvoir d'achat, vit dans un confort qu'elle n'aurait même pas pu imaginer il y a trente ans.

PIERRE DROUIN

(2) Numéro du 19 août 1984.



مكتبة المصلح

POLITIQUE

PAUVRETÉ

POINT DE VUE

Les pauvres entre deux feux

par J.-M. BELORGEY (*)

A droite, depuis quelque temps, parle trop de pauvreté ; le gouvernement, pas assez. La droite en parle trop pour qu'on n'ait pas le sentiment qu'elle désire se servir des pauvres, plutôt que de les servir. S'en servir pour nourrir contre la gauche un procès injustifié : celui de sa responsabilité dans leur multiplication, ou dans l'insuffisance des réponses sociales aux situations de détresse.

Or la pauvreté s'étend avec le chômage et sa prolongation. Et le chômage n'est pas apparu avec la gauche. L'existence de trous béants dans la législation sociale non plus. Ceux qui sont chargés de traiter les demandes d'aide alimentaire, d'aide de survie, n'usent pas toujours comme il conviendrait de leur pouvoir discrétionnaire, les idées reçues aidant.

L'attention du gouvernement est, quant à lui, trop marquée pour être, non politiquement habile, du moins humainement acceptable. Ce n'est pas parce que la droite a repris l'initiative, dans un domaine où elle n'a pas de leçons à donner, qu'il faut la lui laisser. Il n'est pas malin de démontrer que, à présenter, naïvement, les enjeux sociaux comme se limitant à une lutte contre la marginalité, elle a contribué à préparer les désastres d'aujourd'hui ; que, si le dualisme est en marche — car il est en marche, cela, il vaut mieux ne pas le nier — il prospère singulièrement sur certains sites, à Paris notamment, où l'effort accompli en faveur des Parisiens n'est au même titre des besoins justifiés de ceux qui n'ont pas le privilège de se compter dans leurs rangs ; car les

migrations nationales existent, et la pauvreté frappe surtout ceux qui ne peuvent se prévaloir d'une citoyenneté ancienne, notamment dans les villes de bourgeoisie. Il serait coupable en revanche — les trois partis de la majorité l'ont, pour leur compte, compris et fait savoir, mais il leur reste à écarter à ce sujet sur le gouvernement une influence suffisante — de s'abandonner à l'allergie que le concept de pauvreté peut susciter chez les tenants d'analyses théoriques lui préférant d'autres concepts, chez des élus et des financiers hantés par le spectre de la rigueur budgétaire, ou dans une opinion en proie à la modernité, à la phobie des « traîneurs », de la « société d'assistance » et des « frais généraux » de la vie collective.

Une question est irrisolvable : le phénomène a-t-il l'ampleur qu'on lui prête ? La réponse est oui, et cela se voit. Même si les statistiques qui permettraient d'en juger sont mal tenues ; ce qui n'est pas tout à fait innocent.

Deux familles d'objections sont également irrisolvables. La première est morale et stratégique : le développement de l'irresponsabilité, l'incitation à la paresse, l'escroquerie à l'assurance-chômage, ou à l'aide sociale, existe. Pas massivement et pas à titre principal, loin de là.

Etre responsable ne veut en soi rien dire : on le devient ; quand la société ne vous réduit pas à subir et ne vous propose pas pour tout interlocuteur les huissiers et les guichets de l'aide sociale. On ne peut, au sur-

plus, tout à la fois reconnaître qu'il existe une crise de l'emploi et faire grief aux chômeurs de vouloir faire une carrière d'assistés.

La deuxième catégorie d'objections est institutionnelle : la rétrocession aux collectivités locales de l'essentiel des compétences en matière d'interventions sociales en direction des personnes et des groupes marginalisés. Tel est effectivement le choix, pour partie justifié, des lois de décentralisation. Mais la lutte contre la pauvreté ne saurait pour autant être regardée comme de leur seul ressort. Les ASSEDIC, les caisses de sécurité sociale, y sont, elles aussi, impliquées. L'Etat y est partie, ne serait-ce qu'à travers les responsabilités d'aide et d'action sociale qu'il a conservées, la maîtrise qui lui revient de la politique judiciaire, et de la législation, notamment celle des peines (droit à l'assistance, saisies, expulsions, contraintes par corps). C'est toujours le gouvernement qui conduit la politique sociale de la nation. C'est à lui qu'il revient de veiller, dans le cadre d'une planification, qui n'a pas perdu sa raison d'être, à ce que ne s'instaurent une sécurité sociale ni, à plus forte raison, une protection sociale à deux vitesses, la seconde très voisine du point mort ; c'est à lui qu'il revient de veiller à ce que l'épanouissement des germes de dualisme que comporte, en un sens, la décentralisation soit contrarié.

Ainsi le comprennent en tout cas (*) Député socialiste de l'Allier.

les plus conscients des élus de la majorité, et plus généralement des élus républicains. C'est ce que signifie le souci du Parti socialiste de voir réintégrer le programme national de lutte contre la pauvreté et la précarité, passablement ébranlé par les redonnées de la décentralisation, mais coupable avec elles, traitant en douceur par le fisc les offices de HLM et les autres créanciers publics, EDF

notamment, les situations de cessation de paiement familial, relancer la réflexion sur le ou les minimums garantis.

Il est urgent d'appliquer ce programme. La tête haute. Parce qu'il est conforme, sinon aux constats de désinvolture sociale et aux réalismes qui s'en inspirent, en tout cas à un idéal socialiste et humaniste, qui a préexisté et qui leur survit.

PIANOS DAUDE

LOCATION 280 F/mois
à partir de
VENTE 252 F/mois

CRÉDIT CREG
jusqu'à 60 mois
LIVRAISON GRATUITE
GARANTIE 10 ANS

75 bis, av. de Wagram
75017 PARIS
763-34-17 / 227-88-54

(OUVRE LE DIMANCHE)

AVEC LES JEUNES GAULLISTES

RAYMOND BARRE
MAURICE COUVE DE MURVILLE
ET DE NOMBREUSES PERSONNALITÉS

LE SAMEDI 13 OCTOBRE 1984 45, rue de la Boétie
20 H 30 SALLE GAVEAU 75008 PARIS Métro
Saint-Philippe-du-Roule

La soirée sera clôturée par le chanteur J. L. LAHAYE

UJP 91, rue du Faubourg St Denis
75010 Tél : 824.48.11

DÉFENSE

AVEC L'ENTRÉE EN SERVICE DE « L'INFLEXIBLE »

Le nombre des têtes nucléaires à bord des sous-marins français va doubler en 1985

Avec l'entrée en service, en avril 1985, du sous-marin nucléaire lance-missiles *l'Inflexible*, le nombre des têtes nucléaires embarquées sur les bâtiments de la Force océanique stratégique (FOST) va plus que doubler, renforçant considérablement la crédibilité de la dissuasion française. Le ministre de la défense, M. Charles Hernu, en a donné l'assurance, mardi 9 octobre au Palais-Bourbon, aux députés membres de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, auxquels il a exposé son projet de budget pour 1985, qui s'élève à 150,2 milliards de francs, en augmentation de 5,7 % par rapport à 1984.

Pour la première fois, M. Hernu a donné des précisions inédites sur la modernisation de la FOST, après avoir expliqué que « les forces nucléaires continueront de bénéficier de la priorité, car elles sont le cœur de notre défense ».

« L'*Inflexible*, dont la discrétion technologique sera améliorée par rapport à celle de ses prédécesseurs, sera doté du nouveau missile M 4 à têtes multiples, qui a été expérimenté avec succès et dont la portée est supérieure à 4 000 kilomètres », a indiqué le ministre de la défense. « Chacun des seize missiles embarqués à bord du sous-marin sera équipé de six têtes nucléaires. Jusqu'ici, nous disposions de cinq sous-marins équipés, chacun, de seize missiles M 20, de puissance mégatonnique et d'une portée supérieure à 3 000 kilomètres. »

« Si l'entrée en service de l'*Inflexible* marque une étape capitale, il faut dès à présent voir plus loin », a ajouté M. Hernu. La refonte du premier sous-marin nucléaire actuellement en service, celui du Tonnant, commencera en 1985 pour s'achever à la fin de 1987, afin que soit assurée dès que possible la permanence à la mer des missiles M 4. Le deuxième lot de missiles sera équipé d'une nouvelle tête nucléaire, la TN-71, dont le développement va bientôt s'achever. Cette tête aura une capacité de pénétration supérieure à celle de la TN-70, qui équipera le premier lot de missiles embarqué sur l'*Inflexible*. Miniaturisée par rapport à celle qui la précède, elle fera passer la portée du missile M 4 à plus de 5 000 kilomètres. »

Les propos du ministre de la défense sont une confirmation officielle des informations recueillies,

précédemment, auprès de responsables du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et de la société Aérospatiale, qui ont eu pour charge, depuis 1972, de mettre au point les nouvelles têtes explosives et le missile M 4 dans ses deux versions.

Selon ces informations à l'époque officielles, la tête nucléaire du missile M 4 sera quatre fois moins lourde que l'arme embarquée par le missile M 20 et elle sera « directe », c'est-à-dire qu'elle sera protégée contre les effets de rayonnement neutronique ou de choc à basse altitude d'une défense antimissiles adverse. Plus allégée et plus compacte encore, la version TN-71 de la tête thermonucléaire du missile M 4 aura des performances comparables à celles des armes américaines.

Le missile de l'*Inflexible* égrènera, dans le temps ou dans l'espace, ses six têtes explosives à l'intérieur d'un quadrilatère de 350 kilomètres de long sur 150 kilomètres de large, c'est-à-dire qu'il serait capable de frapper des cibles, en France, à l'intérieur d'une zone géographique comprise entre Paris et Le Havre, avec une dispersion jusqu'à Orléans.

Aux députés, M. Hernu a précisé que l'effort de modernisation de la FOST ne s'arrêterait pas là. « Les recherches sur les sous-marins nucléaires lance-missiles de nouvelle génération continuent activement », a indiqué le ministre de la défense. « En 1985, nous consacrerons plus de 1 500 millions de francs en autorisations de programme et plus d'un milliard de francs en crédits de paiement aux études de ce nouveau sous-marin, en vue d'une première commande en 1987. »

De son projet de budget de la défense pour 1985 (le *Monde* du 19 septembre), M. Hernu a dit que les armées, solidaires de la nation, sont naturellement associées à l'effort national de maîtrise des dépenses publiques. « Cependant, et il l'a ajouté, l'engagement pris par le gouvernement, à l'occasion de la loi de programmation militaire 1984-1988, d'assurer la modernisation des équipements des armées sera respecté. »

Le ministre de la défense souligne, pour 1984, un collectif budgétaire de fin d'année pour financer le surcoût des opérations extérieures de l'armée française, qu'il a estimé à 1 500 millions de francs pour l'opération Manta au Tchad et à 700 millions de francs pour la présence au Liban.

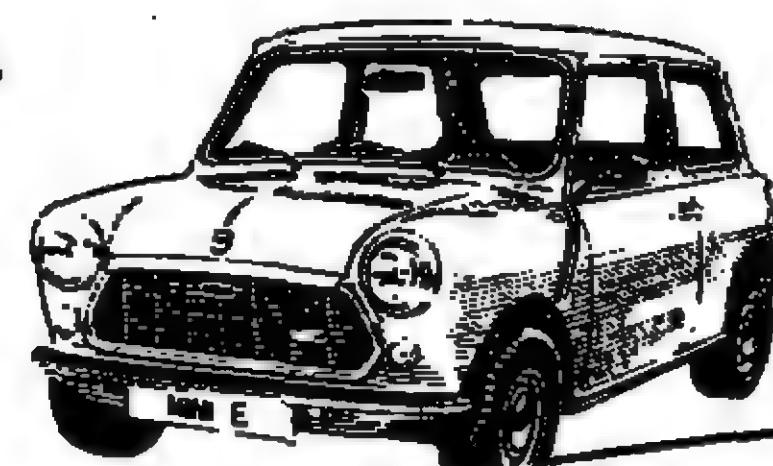
AUSTIN ROVER

Pense **Castrol**

PRIX SPÉCIAUX SALON SUR MODÈLES 85

DU 24 SEPTEMBRE AU 14 OCTOBRE 1984

33.600*
AUSTIN MINI E



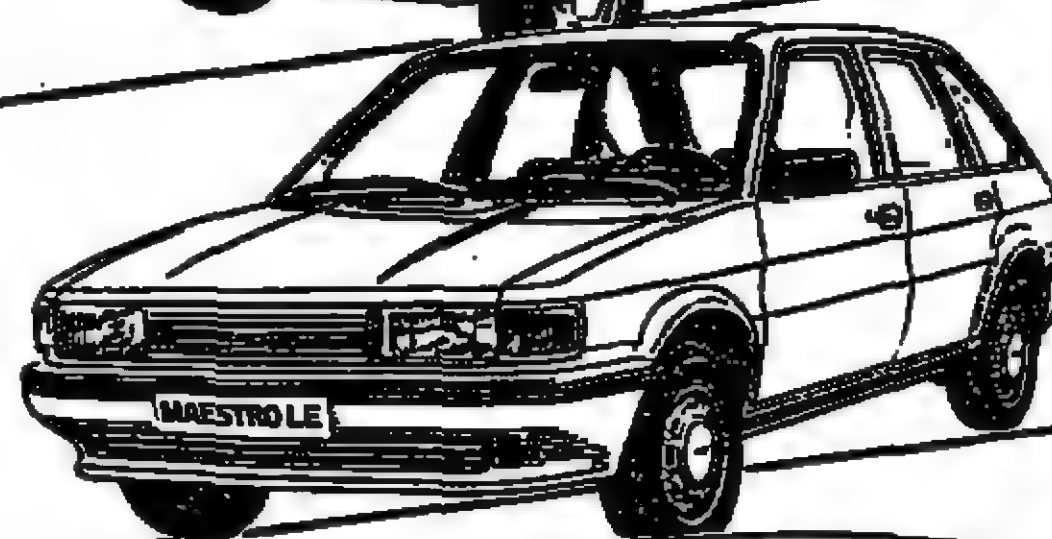
31.000 F
(soit -2.600 F)

38.300*
METRO E



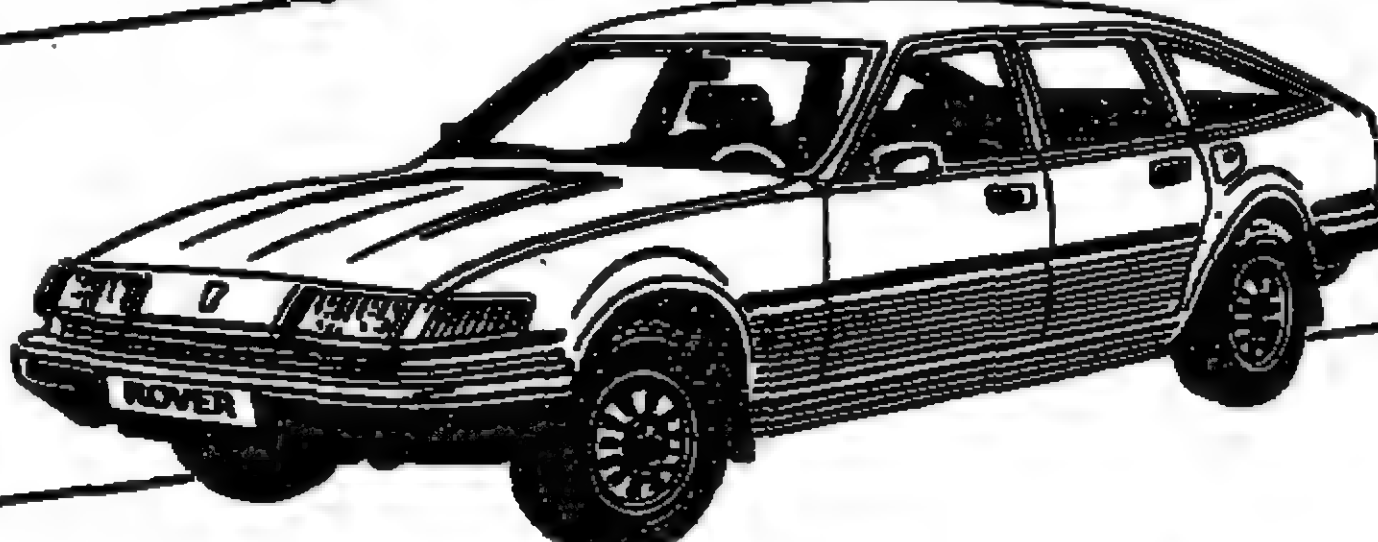
35.500 F
(soit -2.800 F)

51.000*
MAESTRO LE



47.000 F
(soit -4.000 F)

91.700*
ROVER 2000 S



85.000 F
(soit -6.700 F)

Et beaucoup d'autres prix spéciaux Salon chez Austin Rover.
Par exemple METRO TURBO 48.900 F au lieu de 57.800 F (soit -7.900 F).
Offre valable pour toute commande du 24.9 au 14.10.
* Prix tarif au 31.07.84 sur modèles 85, peinture métallisée en option.

76 : PARIS 6° 196, rue St-Jacques. 325.88.10 ■ 75 : PARIS 8° 11-13, rue Lobineau. 328.94.09 ■ 76 : PARIS 12° 12, place d'Aligre. 343.55.00 ■ 75 : PARIS 14° 25 bis, rue Boulevard. 322.35.50 ■ 75 : PARIS 15° 56, rue Fondary. 579.81.51 ■ 75 : PARIS 16° 21, avenue Kléber. 500.86.19 ■ 75 : PARIS 16° 62, rue St-Dider. 553.88.00 ■ 76 : PARIS 17° 30, rue de Valenciennes. 380.65.11 ■ 75 : PARIS 17° 11-13, rue Boursault. 293.85.85 ■ 75 : PARIS 17° 53-55, av. de St-Ouen. 228.30.70 ■ 75 : PARIS 17° 237, bd Perelle. 574.82.80 ■ 75 : PARIS 19° 42, quai de la Loire. 607.15.03 ■ 75 : PARIS 20° 54, rue Belgrand. 384.81.00 ■ 77 : FONTAINEBLEAU 111, rue de France. 422.31.88 ■ 77 : MEAUX 20, rue Henri-Dunant. 025.28.11 ■ 77 : MELUN 9, route de Nangis. 439.31.81 ■ 77 : TORCY 47, rue de Paris. 005.35.89 ■ 76 : COMPIÈGNE-SÉHOMORINE 26, rue d'Herby. 919.74.21 ■ 78 : LE PERRAY-EN-YVELINES 15, rue de Chartres. 484.97.90 ■ 78 : MAISONS-LAFFITTE 14 bis, rue de la Muette. 862.05.32 ■ 78 : MANTES-LA-JOLIE Route de Dreux. 477.28.08 ■ 78 : MAUREPAS 28, rue de Chevreuse. 050.04.63 ■ 91 : ÉTAMPES Route de Pithiviers. 484.90.00 ■ 91 : JUVISY-SUR-ORGE R.N. 7 4 bis, av. de la Cour de France. 921.65.20 ■ 92 : BOULOGNE-SUR-SEINE 77, av. Pierre Grenier. 609.15.32 ■ 92 : CHÂTENAY-MALABRY 53, av. de la Division Leclerc. 861.04.10 ■ 92 : COURBEVOIE 88, bd de la Mission Marchand. 788.76.00 ■ 92 : LA GARENNE-COLOMBES 49, bd de la République. 781.91.81 ■ 92 : LEVALLOIS-PERRET 25, rue P. Vaillant-Couturier. 757.90.24 ■ 92 : LEVALLOIS-PERRET 116, rue du Pot Wilson. 739.92.50 ■ 92 : MALAKOFF 160, av. P. Brezeola. 855.62.10 ■ 92 : NANTERRE 36, av. Lénine. 724.64.91 ■ 93 : AULNAY-SOUS-BOIS 10-14, rue Jules Poincaré. 868.60.08 ■ 93 : PANTIN 55, av. Edouard Vaillant. 945.27.37 ■ 93 : VILLEMONAIS 13, av. Gallieni. 528.31.11 ■ 94 : ALFORTVILLE 173, rue Vêron. 375.16.56 ■ 94 : PNY-SUR-SEINE 38-40, av. de Verdun. 672.13.48 ■ 94 : LA WARENE-67-MAIRIE 4, av. du Château. 863.15.88 ■ 94 : LE PÉREUX 62, bd d'Alsace-Lorraine. 324.41.86 ■ 94 : NOGENT-SUR-MARNE 44, Grande-Rue Charles de Gaulle. 873.88.90 ■ 94 : SAINT-MAUR 25 bis, av. de la Vierge. 883.08.68 ■ 94 : VILLENEUVE-ST-GEORGES 190, rue de Paris. 382.02.86 ■ 94 : VINCESNIES 18, av. de Paris. 326.84.56 ■ 14, rue du Lieutenant Guemhen. 328.70.58 ■ 95 : ARGENTEUIL 98, bd Jean Allemane. 980.70.74 ■ 95 : MONTMORENCY 12, av. G. Clémenteau. 984.21.83 ■ 95 : PONTAISE 10, rue Saré Despin. 032.55.55 ■ 95 : SAINT-QUEN-L'AUMONIE 15, rue de Paris. 037.00.72 ET CENTRES COMMERCIAUX : Rosny. 528.47.10, Arcades Mont d'Est. 305.18.18, Crestel Soleil. 207.59.89 et pour les autres départements : 01 (5) 982.06.22.

LA RENTRÉE DES ÉTUDIANTS A RENNES

Dix jours pour trouver la bonne porte

Rennes. - Yannick est content. « En un semaine, j'ai l'impression d'avoir tout compris du système de formation universitaire. » Cette jeune Lorientaise de dix-huit ans a obtenu, au mois de juin, son bac A, qui l'obligait à s'orienter vers l'université à dominante littéraire. Dès le mois de septembre, elle s'est inscrite à l'université de Haute-Bretagne à Rennes et a choisi de suivre des cours d'anglais. Dans le lourd fascicule de cent dix pages qui lui a été remis lors de l'inscription, elle a découvert ce que personne ne lui avait dit au lycée, à savoir qu'il existe une filière autre que celle de la préparation au concours d'enseignement pour ceux qui aiment les langues vivantes. Elle a fait connaissance avec les langues étrangères appliquées (LEA). « Une orientation ouverte sur l'entreprise publique ou privée avec comme perspectives professionnelles l'application des connaissances linguistiques dans deux langues étrangères à la gestion, au commerce international, à la documentation. »

Les réunions en amphithéâtre, du 1^{er} au 10 octobre, ont permis aux universitaires d'expliquer les enseignements de cette formation, d'insister sur l'importance des langues vivantes et des autres disciplines dominantes comme l'économie politique ou l'histoire des institutions politiques.

Il y a trois mille nouveaux étudiants à l'université de Haute-Bretagne (UHB) à bénéficier à cette rentrée d'une nouvelle organisation des études. Dans cet établissement, comme dans un socatrain d'autres, l'application de la réforme du 26 janvier 1984 se traduit par une place plus importante accordée à l'orientation lors de l'entrée en premier cycle.

« Notre ambition, précise M. Jean-François Botrel, président de l'UHB, est de mieux pré-

parer les étudiants à s'insérer dans la vie universitaire, de mieux déterminer leurs choix fondamentaux et donc de les former et de les préparer à réussir leurs études. » L'année dernière, les enseignants de l'université ont réfléchi à la période d'accueil et d'orientation des nouveaux étudiants. Conscients du désarroi des anciens lycéens, perdus dans la structure nouvelle, et surtout du fort taux d'abandon constaté à Rennes, comme dans les autres universités, au cours des premières années d'études, ils ont tenté d'innover.

« La nouveauté, explique M. Jean-Michel Lucas, consiste à offrir aux nouveaux venus la possibilité de choisir, parmi les vingt-sept orientations proposées par l'université, des langues vivantes à l'admission économique et sociale (AES), en passant par l'histoire de l'art et la psychologie, une orientation principale et une orientation optionnelle. »

« Tourisme universitaire »

Pendant une dizaine de jours, les enseignants de toutes ces disciplines ont longuement décrit les formations et précisé les débouchés professionnels possibles. Au cours du premier trimestre, les étudiants suivent les cours et les travaux dirigés des deux orientations principales et deux heures pour l'optionnelle; des travaux pratiques et des conférences de professionnels (au total six heures hebdomadaires) doivent les aider à déterminer leur projet de formation. Une période d'évaluation et d'orientation, prévue du 7 au 24 janvier, a pour objectif de faciliter le choix de l'étudiant, en accord avec l'enseignant qui l'a plus particulièrement suivi dans

ses premiers pas. C'est à ce moment que le jeune s'inscrit définitivement dans la filière du diplôme d'études universitaires générales (DEUG) qu'il a retenu.

Gaëlle, ancienne lycéenne de Saint-Brieuc, avoue que l'exposé de M. Jacques Deguy, un enseignant de psychologie, l'a séduite. Elle souhaitait « faire des lettres sans plus de précision ». La présentation des perspectives professionnelles dans le domaine de la santé ou de l'organisation du travail l'a intéressée. « J'avais rêvé à la fin du premier trimestre », lance-t-elle en souriant de son hésitation.

Dans le hall de l'université, envahi par les stands des mutuelles, des librairies, de la maison de la culture, des bibliothèques, des services de la ville, les nouveaux étudiants déboulent. Ils s'intéressent aux activités sportives proposées ou jettent un regard sur le théâtre chorégraphique de Rennes, qui, tous les jours, de 15 heures à 19 heures, répète dans un amphithéâtre sa prochaine création. « Améliorer l'insertion des étudiants dans la vie universitaire, mais aussi dans la vie de la cité, avec ses composantes sociales et culturelles, figure dans les objectifs de cette période d'accueil-orientation », souligne M. Lucas.

Une entrée en matière qui séduit les étudiants, même si quelques-uns la jugent « un peu trop longue ». Des enseignants partagent cette opinion. Les adhérents du Syndicat autonome dénoncent, eux, « un premier trimestre qui tout annonce chaotiquement » et critiquent cette réforme, « mélange de tourisme universitaire et de verbiage confus ». Une formule rapide pour Catherine, qui, du haut de ses dix-huit ans, estime : « Dix jours pour s'orienter à notre âge, ce n'est pas énorme. »

SERGE BOLLOCH.

L'immigration sous contrôle

(Suite de la première page.)

Le tri se fera désormais dans les pays d'origine, l'acceptation de la venue des proches étant alors subordonnée à une demande préalable auprès de l'Office national de l'immigration (ONI). De plus, des ressources suffisantes, provenant d'un travail stable et régulier, seront exigées de l'immigré sollicitant l'autorisation de faire venir sa famille. Cette mesure, qui voudrait éviter de trop fortes concentrations de populations immigrées et empêcher un accroissement du poids migratoire, s'ajoute nettement des engagements anciens de la gauche. Celle-ci était en effet traditionnellement favorable au regroupement familial, au nom du principe selon lequel l'immigré, accepté en France comme main-d'œuvre, doit être aussi comme être humain, c'est-à-dire avec sa vie familiale et son environnement culturel.

Les recommandations à la frontière. - La décision de reconduire à la frontière d'un étranger en situation irrégulière sera assortie d'une interdiction de retour sur le territoire français durant un délai qui n'est pas encore précisé. L'étranger visé ne pourra ainsi revenir en France sous le prétexte d'une visite privée, comme un faux touriste en somme. En outre, l'identité des étrangers reconduits sera inscrite pendant un an au fichier informatisé des personnes recherchées (FPR) de la police nationale à partir d'avril 1985.

A ces dispositions nouvelles s'ajoute la décision déjà prise cet été - et pour laquelle des crédits ont été dégagés - de construire treize centres de rétention administrative, destinés à « retenir » l'immigré en situation irrégulière, qui n'est légalement pas un délinquant, dans l'attente de son départ par avion. Ces centres visent à éviter l'engorgement des locaux de police où sont actuellement entassés les personnes reconduites dans des conditions de séjour peu dignes. Cette rétention ne peut excéder six jours : si dans ce délai aucune place n'a pu être libérée sur un avion en partance, l'immigré est obligatoirement relâché. Cet obstacle est aujourd'hui à Paris, selon la même source, la difficulté de reconduire à la frontière prises par

les tribunaux sont réellement appliquées.

L'entrée sur le territoire. - Pour renforcer les moyens de la police de l'air et des frontières (PAF), afin de multiplier les points de passage contrôlés, devrait de traduire par 900 à 1 000 fonctionnaires supplémentaires. Un projet, évoqué mais encore incertain, serait l'affectation des gendarmes auxiliaires appelés au service national - mais encore incertain, serait l'affectation des gendarmes auxiliaires appelés au service national - mais encore incertain, serait l'affectation des gendarmes auxiliaires appelés au service national.

Il s'agit d'un document en deux volets dont l'un est remis à la PAF à l'entrée, l'autre restitué à la sortie du territoire. Déjà mise en œuvre en concertation avec les trois pays du Maghreb, cette technique pourrait être étendue aux pays d'Afrique noire. Surtout, son exploitation sera informatisée sous réserve de l'approbation de la commission nationale Informatique et Libertés. En effet, actuellement, aucune comptabilité centralisée ne permet de savoir rapidement quels sont les étrangers ayant dépassé les trois mois de séjour touristique sans être ressortis de France.

Faciliter la lutte contre le racisme

Les trafics de main-d'œuvre. - La répression des filières d'immigration clandestine alimentant directement des activités de travail au noir sera renforcée par divers moyens juridiques : un fichier des condamnations d'employeurs de main-d'œuvre illégale sera mis en place. Obligation sera faite de déclarer les salariés à l'URSSAF préalablement à leur embauche au lieu du délai actuel - de quarante-huit heures à trois mois - qui permet à l'employeur de plaider sa bonne foi lorsqu'il est contrôlé. Les policiers enfin seraient sensibilisés à la lutte contre le travail clandestin et ses « profiteurs ».

Les demandeurs d'asile. - Ébauchés depuis le début de

l'année, la réorganisation et le renforcement de l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides (OFPRA) deviennent une priorité. La position gouvernementale est que la demande d'asile politique sert trop souvent d'alibi à l'immigration clandestine. L'instruction des dossiers - trente mois actuellement - serait accélérée afin d'éviter que de « faux réfugiés » bénéficient de la protection sociale accordée aux personnes ayant déposé une demande à l'OFPRA. De fait, au bout du compte, 48 % des demandes sont actuellement rejetées.

Un projet confidentiel de circulaire du premier ministre aux commissaires de la République a été révélé le 5 octobre par l'organe de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), Rouge. Il recommande un premier tri, au niveau des préfectures, afin qu'aucun récépissé de demande d'asile ne soit délivré aux étrangers postulant dont la requête serait probablement refusée. Les critères de cette présélection seraient étendus, le projet de circulaire invi-

LE REGROUPEMENT FAMILIAL

Restrictions et générosité

Les premières mesures favorisant le regroupement familial avaient été prises en juillet 1974 par M. Paul Dijoud, secrétaire d'État aux travailleurs immigrés, quelques jours après l'interdiction « provisoire » de l'immigration. Elles visaient à corriger les conséquences de ce verrouillage pour les familles. Mais, en avril 1977, M. Dijoud fut remplacé par M. Lionel Stoléru, promu secrétaire d'État au travail manuel. Ce dernier, appliquant les consignes de crise, tenta de suspendre, pour trois ans, l'immigration familiale, mesure qui fut désapprouvée par le Conseil d'État, saisi d'un recours de la CFDT, de la CGT et du Groupement d'information et de soutien aux travailleurs immigrés (GISTI).

Le 29 octobre 1981, la plupart des mesures restrictives de M. Stoléru, édictées par voie de circulaire ou de décret, étaient annulées par une loi qui marquait un retour à la générosité. Le regroupement familial était rétabli, et l'on reconnaissait ainsi au travailleur immigré « le droit de vivre avec sa famille » (la soulaite) (interview de M. François Autain, secrétaire d'État auprès du ministre de la solidarité nationale, le Monde du 29 août 1981). En même temps, la procédure d'autorisation de mariage pour les étrangers était libéralisée.

Ces mesures, ainsi que la régularisation des « sans-papiers », n'ont apparemment pas suffi à enrayer l'immigration clandestine, estimée à environ 150 000 personnes en France actuellement. Mais c'est là un phénomène général dans les pays européens, où l'on dénombre, selon le Conseil de l'Europe, au moins 1 million de travailleurs étrangers en situation irrégulière. Ils seraient 600 000 en Italie, selon une récente étude du Bureau international du travail (BIT), 300 000 en République fédérale d'Allemagne et en Espagne, 40 000 en Grèce.

J. B.

CONTESTANT L'AGITATION RÉFORMATRICE

Le président de l'université de Dauphine donne sa démission

Président de l'université de Dauphine (Paris-IX), M. Henri Tezenas du Montcel a annoncé, mardi 9 octobre, lors de la réunion du conseil de l'université, son intention de « quitter volontairement [ses] fonctions cinq mois avant le terme normal ».

Dans une déclaration aux membres du conseil, M. Tezenas du Montcel énumère plusieurs motifs pour justifier sa décision. Il explique l'abord qu'il ne souhaite pas que « [ses] responsabilités soient prolongées » et qu'il est parvenu « dans une institution qui veut éviter le déclin, du renouvellement des dirigeants ». Il remarque aussi que la gestion d'une université est une tâche importante que peu d'enseignants acceptent de partager, le plus grand nombre préférant critiquer l'administration et « capitaliser à l'extérieur le renom de l'université ».

Enfin, il exprime son désaccord avec la loi du 26 janvier 1984, dont il conteste l'efficacité et les structures proposées aux établissements : « Trois conseils enchevêtrés bloquent une gestion déjà difficile. » « On a plus et mieux à faire à l'université que de discuter sur les formes et pour la forme, affirme-t-il. Encore faudrait-il que l'agitation réformatrice nous laisse le temps de nous consacrer à nos travaux. »

M. Tezenas du Montcel, qui est âgé de quarante et un ans, enseigne

la gestion des entreprises à Dauphine depuis 1975. Il a été élu, en mars 1980, président de cet établissement par 28 voix, 17 membres du conseil ayant décidé de s'abstenir. Très rapidement, ce président, qui sait se faire charmer, a su redresser la mauvaise situation financière de Dauphine, obtenir crédits et postes, et, surtout, renforcer l'image de son établissement. Quelque 5 300 étudiants, encadrés par 280 enseignants permanents, apprennent la gestion et l'économie appliquée. De plus, Dauphine est connu dans de nombreux pays européens et même d'autres continents par les travaux de ses chercheurs, ses publications et les nombreux colloques organisés dans l'immeuble qui abrite jusqu'en 1967 l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN).

M. Tezenas du Montcel était partisan de la sélection des étudiants à l'entrée des universités. Il a pratiqué dans son établissement pour « élever la qualité de nos diplômés et faciliter leur succès », malgré les critiques nombreuses émanant d'autres universités parisiennes. La nouvelle loi prévoit le libre accès des étudiants, et M. Tezenas du Montcel nous a précisé qu'il ne comprenait pas « le double discours des responsables de l'éducation, qui, d'un côté, condamnent la sélection et, de l'autre, tolèrent que, même en 1984, après la promulgation de la loi, le président de Dauphine la pratique ».

Paul Beucher

un bon piano chez vous pour 357,20F* par mois

PIANO ZIMMERMANN III V
acajou satiné avec sourdine.

Prix promotion: 13.950F

* Pendant 60 mois TEG 21,75 coût total à crédit 22.382 F avec versement comptant 950 F.

paul beucher pianos

15-17, boulevard Beaumarchais, 75004 Paris
272.05.41

Garantie 5 ans
Livraison gratuite (Paris et Région Parisienne, zones non taxes)
Facilité de paiement
Etude personnalisée sur demande

Faits divers

Le singulier destin de trois victimes

Ce procès de Daniel Guimier, qui continue à son rythme devant la cour d'assises du Val-de-Marne (le Monde du 10 octobre), ce n'est pas seulement une affaire de viol, de sodomie et autres atrocités aussi compliquées qu'helléniques. Ce n'est pas seulement un débat psychiatrique engagé sur un homme qui, après cinq ans de prison et une première condamnation annulée par la Cour de cassation, tente d'expliquer qu'il commence à voir clair, désormais, en lui-même et prend en horreur ce qu'il a pu accomplir.

C'est aussi le singulier destin de trois victimes qui, après avoir échappé au sadisme assouvi, n'étaient pas au bout de leurs épreuves. Qu'arrive-t-il à Emile L., le 14 novembre 1977? Guimier l'a ébroué, nu, dans une fosse. Quand elle appelle, une voiture s'arrête. L'homme qui la conduit la prend à son bord. C'est pour la violer encore une fois. Le destin, pour être moins cruel, avait été aussi contraire à Jeanne B. Le 3 mai 1977, elle aussi se retrouvait nue, mais bâillonnée, ligotée, sur un chemin de campagne. Elle appelle. Une femme passait, mais qui refusa d'intervenir, se contentant de dire : « Il y a un hôpital à 500 mètres, débrouillez-vous. » Elle s'est débrouillée, a réussi à se débarrasser de ses liens et, marchant finalement sur une autoroute, a été recueillie par une patrouille de CRS.

Est-ce fini? Non point. Car ces deux-là, tout comme Michèle F., qui avait alors dix-huit ans, lorsqu'elles se présentèrent, chacune à son tour, à la gendarmerie pour y raconter le menu tout ce qu'elles avaient subi, seront écoutées avec un scepticisme tournant carrément au soupçon. On leur fait comprendre que ce qu'elles racontent est pure invention. On y voit même l'expression de leur propre désir insoufflé. Elles insistent. On leur signale alors que cela pourrait bien être le fait de telle ou telle personne de leur proche entourage. M^{me} B. dira même : « On m'a traitée brutalement, me demandant si, après tout, ce

n'était pas mes propres enfants qui m'avaient fait ça. » Michèle F., froidement, précise dans son récit des exigences par lesquelles Guimier la fit passer, précisera, parlant des gendarmes : « Ils m'ont pris pour une folle. Quand je leur ai dit que j'étais vierge, ils m'ont quasiment ri au nez, ajoutant qu'ils avaient une fiche sur moi et pourraient bien m'envoyer en maison de correction. »

L'innocent

De ces bévues, la cour d'assises n'a pas demandé compte aux gendarmes témoins. L'un de ceux-ci pourtant, lieutenant, redoutant peut-être des reproches qui ne sont pas venus, a semblé vouloir prendre les devants avec cette petite phrase : « Dans notre métier, vous savez, on en voit de toutes les couleurs. » Sous-entendu : il faut savoir être sceptique.

Aussurément. Mais ces mêmes gendarmes ne le furent guère lorsque, après la découverte du corps de la quatrième victime de Guimier, Noëlle M., celle qui mourut ébrouée dans la fosse, qu'il avait enfoncée dans la bouche, ils acceptèrent les aveux d'un jeune homme un peu simplet, qui s'accusait à qui mieux-mieux. Le garçon fut même inculpé et écroué en bonne et due forme. Il ne dut qu'à l'obstination du juge d'instruction, peu convaincu, de recouvrer la liberté et d'obtenir, en bout de course, un non-lieu.

Curieusement, c'est contre Guimier qu'on a tenté d'exploiter cette erreur. On, à peine, juste un de ces petits coups de police dont la justice pénale n'arrive pas à se débarrasser. Le président, M. Jean Sauré, a demandé à l'accusé s'il n'avait pas appris - alors qu'il restait, lui, anonyme et impuni - la détention de ce garçon qu'il savait bien, lui, être un innocent. Guimier a répondu qu'il ignorait tout de cette bévue, ne faisant pas les journaux. Personne n'a insisté. C'est dit, il est vrai, bien déraisonnable.

J.-M. THEOLLEYRE.

EN BREF

Les évêques péruviens appuient Rome « totalement »

Les évêques péruviens soutiennent « totalement et complètement » la position du Saint-Siège à propos de la théologie de la libération, a annoncé, mardi 9 octobre, leur secrétaire général, Mgr Augusto Vargas Alzamora. La conférence épiscopale péruvienne, qui avait eu récemment une série d'entretiens avec le pape sur ce sujet, publiera dans les prochains jours une déclaration officielle, approuvée par l'ensemble de ses membres. - (A.P.)

Les suites de l'inculpation du docteur Fournier. - La chambre d'accusation de la cour d'appel d'Aix-en-Provence a confirmé, le mardi 9 octobre, l'interdiction temporaire d'exercer sa profession au docteur Jean-Claude Fournier, généraliste à Tourrettes-sur-Loup (Alpes-Maritimes). Cette interdiction avait été notifiée au médecin le 2 septembre par un magistrat de Grasse. Le médecin avait été inculpé le 9 août d'« infraction à la législation sur les stupéfiants », pour avoir prescrit des doses jugées excessives de médicaments inscrits au tableau « B » - notamment du Palium - à deux malades, une cancéreuse incurable et une toxicomane (le Monde du 3 octobre).

Le docteur Fournier n'a jamais nié les faits qui lui sont reprochés, estimant qu'il est du devoir du médecin de procurer au malade « ce que souhaitent ses souffrances » et qu'« à la sorte n'est, en aucune manière, faillir à la déontologie médicale et au serment d'Hippocrate ».

Un acquittement pour légitime défense. - Un vétérinaire de Montargis (Loiret), qui avait morcellement blessé d'un coup de fusil de chasse un cambrioleur, a été acquitté, mardi 9 octobre, par la cour d'assises. Le docteur Alain Bourrier, quarante-cinq ans, était accusé de « coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner ».

Dans la nuit du 27 au 28 février, le docteur Bourrier, alerté par la présence dans sa maison d'un cambrioleur, s'était armé d'un fusil de chasse et avait fait feu sur l'intrus qui tentait de fuir en escaladant une clôture. Celui-ci était mort quelques instants plus tard.

EDWY PLENEL

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

Cours avec applications en français

Documentation gratuite : ÉDITIONS DISQUES BSCM 8, rue de Bant - 75008 Paris

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE UNE ÉDITION INTERNATIONALE

spécialement destinée à nos lecteurs résidents à l'étranger

Exemplaires spécimens sur demande

Nono et Schreker à Venise

La section musique de la Biennale de Venise a connu de telles difficultés financières cette année qu'elle a dû renoncer à la plupart de ses projets. Mais, comme disait Paolo Grassi lorsqu'il dirigeait la Scala de Milan, quand on est pauvre, on contre-attaque par plus de luxe encore... Une seule manifestation a été préservée : la création mondiale du *Prométhée*, de Luigi Nono, pour laquelle on a construit un lieu scénique de 1 milliard de lires (avec le concours, il est vrai, de la Scala) !

Dans une vaste église du dix-huitième siècle, San Lorenzo, à l'est de la ville, Renzo Piano, l'un des architectes de Beaubourg, a construit un fantastique navire suspendu à 3 mètres du sol comme une arche de Noé voguant dans les airs. L'autel divise en deux parties le public, disposé au centre de la coque, sur de confortables fauteuils de jardin, autour desquels s'élèvent, jusqu'à 10 mètres de haut, trois galeries où sont installés plusieurs petits orchestres et des chœurs, tandis que les chanteurs solistes (deux sopranos, deux contraltos et un ténor), un flûtiste, un clarinetiste et un tromboniste (jouant de toute la famille de leur instrument) se déplacent à maintes reprises au cours de l'œuvre.

A ces multiples sources musicales s'ajoutent encore une installation d'électronique en direct et un dispositif informatique, qui permettent d'intervenir sans cesse pour modifier le son et le projeter à travers l'espace (en diagonales, courbes sinusoïdales ou circulaires, etc.), et des jeux de lumière à vrai dire un peu simplistes.

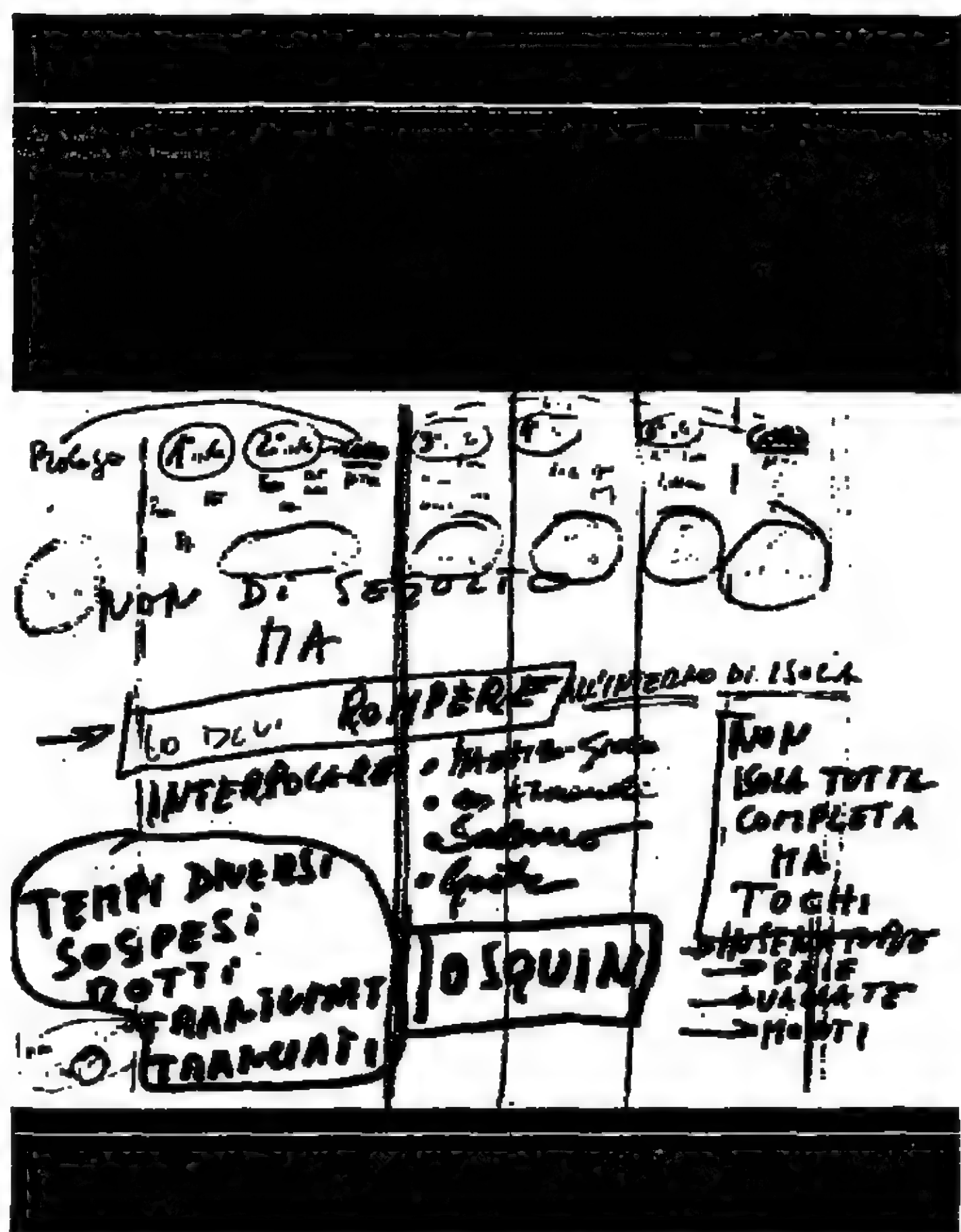
L'auditeur se trouve dans ce merveilleux édifice de bois comme à l'intérieur d'un violon ; sa vue est limitée à une partie de l'« archipel sonore », dont les groupes d'interprètes forment les îles, mais il perçoit la musique qui naît de tous

côtés, comme à Venise, où, dit le compositeur, « les sons des cloches se diffusent dans toutes les directions, transportés par l'eau, transmis par les canaux et mélangés avec les autres signaux de la lagune et de la cité ».

Luigi Nono a ainsi voulu rompre avec l'écoute traditionnelle où la source est déterminée, centrée, saisissable, non pour réaliser un spectacle, mais au contraire pour privilégier entièrement l'intériorité du son, dégage de toute référence visuelle, littéraire ou idéologique. Son but est, en effet, de composer une musique où tout le monde des pensées et des émotions puisse être absorbé. Ainsi, dit-il, « je m'efforce d'écouter les couleurs, les pierres et les clefs de Venise » et même « les différentes sonorités d'un tableau du Tintoret ».

Nous étions donc là, dans le ventre du violon, quand commença *Prométhée*, tragédie (au sens d'action) de l'écoute, sur un texte de Massimo Cacciari. Un texte ? A peine un prétexte ou plutôt un « contenu » primitif, car les mots aussi sont tombés dans les sons et pas un seul n'est perceptible de ce répertoire de pensées et de citations d'Eschyle, d'Euripide, de Hölderlin ou de Nietzsche. *Prométhée* lui-même n'est que « la figure emblématique d'une errance, d'une recherche, des voyageurs de la connaissance ».

Comment décrire ce qui dans son principe se refuse à toute autre référence que le son ? Disons que nous avons entendu un adagio de cent trente minutes dépourvu de tout événement extérieur. A un point d'orgue électronique succèdent de légers frémissements des cordes et des souffles à vide dans la flûte grave ou la clarinette contrebas. Les chœurs s'élèvent sur une note, une cloche en verre de Murano tinte, le ténor psalmodie lentement, les voix de femmes tourment dans les



Luigi Nono : Etude initiale pour Prométhée

haut-parleurs en belles constellations vocales ; puis les chanteurs solistes partent de l'autre côté de l'autel.

Parfois une violente attaque de tons les cuivres surprend par sa fulguration insolite, mais elle meurt très vite en un point d'orgue qui s'effiloche. D'un bord à l'autre du vaisseau, les voix et les instruments effleurent le silence, traversent les espaces sur les ailes de l'électronique, circulent autour de nous, se conjuguent avec les sources vivantes que nous voyons. Des écrans vidéo nous permettent de suivre les mouvements donnés par Claudio Abbado, qui relate un autre chef dans notre esprit.

On cède à une sorte d'extase ou d'hypnose. Mais il est bien difficile de pénétrer réellement à l'intérieur du son comme le voudrait Nono dans un rêve absolu, peut-être chimérique. Ni Bach ni Beethoven ne sont allés aussi loin dans leurs œuvres les plus abstraites, jusqu'à dissoudre le dessin, la polyphonie, le mouvement, pour ne pas parler des échelles sonores. La pensée pure, en effaçant tous les moyens de la communication, se referme sur le mystère d'une mer lumineuse, au bord

de laquelle nous restons, anxieux de ne pas percevoir tant de richesses intérieures qui nous étaient promises.

Si Venise, ouverte sur le grand large aux peintres épris de vibrations infinies, éprouve en Nono les vertiges de la pensée pure, elle subit aussi inévitablement l'attraction de l'art autrichien du début du siècle (1), même dans ce qu'il a de plus bizarre et délectable, et c'est peut-être son autre visage : la ville des intrigues et des masques, aux murs rongés par les eaux mortes.

A la fin d'une saison consacrée en grande partie aux relations entre Venise et Vienne à travers les siècles, le Théâtre de la Fenice vient de ressusciter une œuvre de Franz Schreker, *Der ferne Klang* (le son lointain), un ami de Schoenberg et de Berg, dont les nombreux opéras n'ont jamais été joués hors des pays germaniques. Célébre entre 1912 et 1920, il avait vu sa popularité rapidement décliner et fut oublié après sa mort, en 1934, emporté et recouvert par la vague du nazisme.

Une certaine curiosité s'est réveillée à son égard, surtout depuis son centenaire, en 1978, due sans doute

La mer lumineuse et les eaux mortes

autant à un légitime souci de connaissance historique qu'à la carence de l'opéra contemporain. Quelle aubaine ce serait si les sept ouvrages majeurs de Schreker, notamment *Christophorus* (créé à Fribourg en 1978 seulement), les *Stigmatisés* (repris à Francfort en 1979) ou *Le Forgeron de Gand* (Berlin-Est, 1981) se révélaient des chefs-d'œuvre oubliés !

La renaissance de Schreker fait cependant long feu, et ce n'est pas le son lointain qui devrait la hâter avec ce livret rocambolesque, qu'il a lui-même écrit, où se mêlent les pires poésies d'un romantisme à bout de souffle. Un jeune artiste, Fritz, abandonne Grete, sa fiancée, pour aller chercher « le son mystérieusement lointain du monde » qui semble maître « des harpes touchées par les mains spectrales du vent » ; donnée en gage par son père, ivrogne et joueur de boules invétéré, au patron du bistrot, Grete veut se suicider, mais elle est sauvée par une vision merveilleuse, la nuit dans la forêt.

Là-dessus, au deuxième acte, Grete devient l'étoile « admirée et détestée » de « la Maison des masques » sur une île de la lagune vénitienne où tournoient les musiques des mandolines, les chants des gondoliers et les rythmes rigides. Un tournoi vocal oppose les hommes qui prétendent à sa main. Au dernier moment arrive Fritz, devenu riche et célèbre, qui gagne le concours, mais découvre avec horreur que Grete est une femme de mauvaise vie et l'abandonne.

Au dernier acte, ayant descendu tous les degrés de la prostitution, Grete se trouve mal en écoutant un opéra de Fritz (dont la fin est d'ailleurs ratée, parce qu'il n'a toujours pas découvert « le son lointain »). Elle parvient à rejoindre le compositeur mourant, qui l'attend comme son Isolda et meurt en entendant enfin la musique « des harpes tou-

chées par les mains spectrales du vent ».

Ce mélange de naturalisme et d'idéalisme assez frelaté se retrouve dans la musique, dévorée de fièvre, embrouillée et spasmodique, qui a du mouvement, du souffle parfois, mais ressemble à un invraisemblable mélange de Puccini et de Wagner : ses motifs bouillonnants, ni originaux ni raffinés, restent au ras du texte et de ses pulsions primaires, comme les développements paroxystiques qui jamais ne parviennent à atteindre la souveraineté de forme d'un Alban Berg transcendant l'expressionnisme de ses livrets. Malgré des dons évidents, qui se révèlent en particulier dans l'orchestration, cela reste une musique très décadente, ou, comme l'écrivait Theodor Adorno, en 1959, « une musique de la puberté et d'une incorrigible immaturité » (2).

La Fenice a monté cette œuvre avec beaucoup de soin et de gros moyens dans une production dominée par Sylvia Sass, sous la direction de Gabriele Ferro. Pourtant, les décors, remplis de détails empruntés au Jugendstil et à la Sécession, se marient parfois assez mal avec les lumières nettes et pimpantes, et la mise en scène de Giorgio Marini complique quelque peu la compréhension de cette œuvre surchargée en y ajoutant encore des personnages et des jeux énigmatiques qui pourraient sortir des paraboles de Bob Wilson. Mais aussi, comment rendre acceptable une pièce d'aussi mauvais goût ?

JACQUES LONCHAMPT.

(1) La Biennale de musique de 1980 avait pour thème « La Sécession », et deux expositions, consacrées, l'une aux « Arts de Vienne, de la Sécession à la chute de l'empire des Habsbourg », l'autre à Egon Schiele, se sont achevées au mois de septembre.

(2) *Quasi una fantasia*, Editions Gallimard, 1982.

Voyage en Italie

Génial et confus : Pordenone, l'ennemi de Titien

Rubens prit beaucoup de notes pendant son long séjour en Italie au début du dix-septième siècle. Dans son répertoire, il y a une aquarelle d'après une coupole de Trévise : un groupe animé, vu de bas en haut, formule « dynamique », en somme, bonne à prendre. La chapelle dont il s'agit a été peinte en 1520, mais, chose curieuse, autour d'un tableau d'autel une *Annunciation* due à Titien ; l'auteur, Giovanni Antonio de Sacchi, dit (du nom de son bourg natal) Pordenone, n'est pas un inconnu ; mais on n'a guère su jusqu'à ces dernières années apprécier son importance ni même interpréter son art diffus, robuste, que Berenson se contentait d'appeler péjorativement : provincial. Son heure est venue. Son pays, le Frioul, lui a réservé le cortège de manifestations : expositions multiples, colloques... qui sont de règle pour les « récupérations » culturelles. L'aventure complexe de ce gaillard (mort en 1539) ne manque pas de savoir.

UN provincial, un peintre du *contado*, de la campagne ? C'est ce que disent les historiens. Cela veut dire qu'il faut aller le chercher chez lui, et, de fait, l'œuvre de Pordenone requiert une bonne petite exploration des villages charmants que le tremblement de terre de 1977 a malheureusement trop secoués ; ils s'échelonnent le long du Tagliamento, ce gros torrent sec qui coupe en deux le riche Frioul, pays du jambon et des figues. Dans l'immense villa de Passariano, sur la route d'Udine, due au dernier doge de Venise, on a rassemblé un certain nombre d'ouvrages intéressants : un triptyque avec un saint Michel élégant, presque féminin (Varzo, 1526), la *Trinité* basculante qui a fait penser au Greco (San Daniele, 1535) et surtout des compositions gigantesques très révélatrices : les volets d'orgue de Spilimbergo (1524) et l'*Annunciation* de Marano (vers 1537), où Pordenone, moins exigeant pour les honoraires, remplaça Titien défaillant. Mais cela ne constitue qu'une introduction. Un catalogue nourri s'efforce, comme d'ordinaire, de regrouper et d'illustrer les ouvrages, surtout les fresques, qui ne pouvaient disparaître. Une excellente réunion des dessins dans le bourg même de Pordenone ajoute par bonheur une note décisive : la diversité d'approche et l'énergie désordonnée de Giovan Antonio y sautent aux

yeux, dans des silhouettes mousmées à la sanguine et de petits croquis à la plume qu'on dirait inspirés de Léonard, à côté des dessins fins de présentation.

Malgré les rapprochements qu'on nous propose, ni les origines ni la postérité de Pordenone ne sont bien établies ; et ce n'est d'ailleurs pas la fin de l'histoire. Le fonds lourd, rustique de cet artiste est manifeste ; dans le tableau d'autel dit *Madone de la miséricorde* (cathédrale de Pordenone,

1515/1516), tous les personnages ont des poses bizarres, le saint Joseph qui tient l'enfant de travers a l'air fûté d'un paysan ; mais un ample paysage sombre « à la Giorgione » enveloppe le tout, et on ne sait plus que dire. Des petites scènes anecdotiques, un peu déséquilibrées, y compris quatre curieux panneaux incurvés de la vie de saint Jean-Baptiste, placés autour des fonts (vers 1534), attestent également des contacts continus avec le milieu vénitien.

Le Frioulan contre le Cadorin

Quand et comment ont-ils commencé ? On ne sait. D'ailleurs Pordenone n'est pas seulement un satellite des héritiers de Giorgione. Son développement comporte une information précieuse : l'adoption des styles romains : Raphaël, Michel-Ange. L'érudition italienne s'efforce à élucider à coups d'hypothèses hasardeuses et de voyages supposés une relation qui tient beaucoup à la circulation accélérée des dessins, des gravures, des modèles. C'est une province est curieusement à la page, mais le fougueux Pordenone ne revient que ce qui lui plaît.

Comme tant d'autres de ses collègues, Romano, Lotto, il bouge tout le temps. S'éloignant du Frioul, Pordenone peignit donc en 1520 à Trévise le décor qui devait intéresser Rubens. Deux ans plus

tard, il travaille en Emilie, à l'église Santa-Maria di Campagna et à la cathédrale de Crémone, où le contrat le qualifie de *pictor modernus*. Terme intéressant : Pordenone est accueilli comme porteur d'une « modernité », et celle-ci se marque par une incroyable turbulence des scènes, un enchevêtrement de gestes et de tons beurrés ; l'énorme *Crucifixion* de Crémone (pas à l'exposition) est le chef-d'œuvre de ce « brutalisme » que le terme accredité maintenant de maniérisme a peine à contenir. C'est cet art-là, ce style violent, fondé sur des « raccourcis terribles » (l'expression est de l'historien Vasari, dès 1550), que Pordenone va apporter à Venise, où, présent dès 1528-1530, il va tout simplement concurrencer Titien dans son propre fief.

Périphérie passionnante, autour de laquelle on pourrait regrouper bien des choses : le Frioulan contre le Cadorin (Titien vient de la vallée alpine du Cadore). Dans ce qui reste du décor de l'église Saint-Roch à Venise (pas à l'exposition) : le cavalier *Saint-Martin* et le géant *Christophe*, cher au peintre, semblent se jeter sur le spectateur. Plus explicites encore les grands panneaux de Spilimbergo - signalés plus haut - où l'*Assomption* de Marie fustant vers le ciel est astucieusement encadrée de deux chutes : Simon le Mage à gauche, saint Paul à droite, comme si le peintre voulait exaspérer jusqu'au déséquilibre notre sentiment des mouvements dans l'espace. Ce n'est pas tout. Dans l'ouvrage, resté inachevé, destiné à la cathédrale de la ville, le peintre s'est engagé dans une composition gesticulante si peu cohérente qu'il n'a manifestement pas pu en sortir. Dans les façades qu'il décorait de fresques - comme c'était alors la mode, hélas ! aventureuse au pays du sel marin, il multipliait les bonds effrayants et les obliques. Peu de peintres avant l'âge baroque ont ainsi torturé l'espace et jeté au spectateur le défi du trompe-l'œil.

Après 1535, Pordenone, jouissant de protections officielles, occupait peu à peu, à Venise même, des positions enlevées à Titien. Quand il mourut soudain, à Ferrare, en 1539, au cours d'une mission de travail, il y eut dans un certain clan un soupir de soulage-

ment, et les bonnes langues laissèrent entendre qu'il y a des empoisonnements opportuns. Mais Pordenone n'a pas seulement représenté une tentation de violence dans les couleurs comme dans les formes, dont d'ailleurs Titien lui-même a été amené à tenir compte. C'est plus compliqué. Il y a aussi chez le Frioulan des phrases d'adoucissement ou du moins de sobriété grave, dont la *Déposition* sur toile (Cortemaggiore, vers 1525) serait le meilleur exemple, si l'ouvrage, trop repeint, n'était une ruine. La *pala* (ou tableau d'autel) du bienheureux Giustiniani, simple et calme, un peu grise (à l'Académie de Venise, 1532, pas à l'exposition) illustre cette orientation, que l'érudition italienne semble accueillir avec prédilection. En fait, Pordenone tenait probablement le plus grand compte dans certains cas des souhaits de sa clientèle. Mais quand il avait le champ libre, c'est une sorte d'agressivité formelle effrénée qu'il aimait déployer. A quoi Rubens, de passage à Trévise, ne s'est pas trompé.

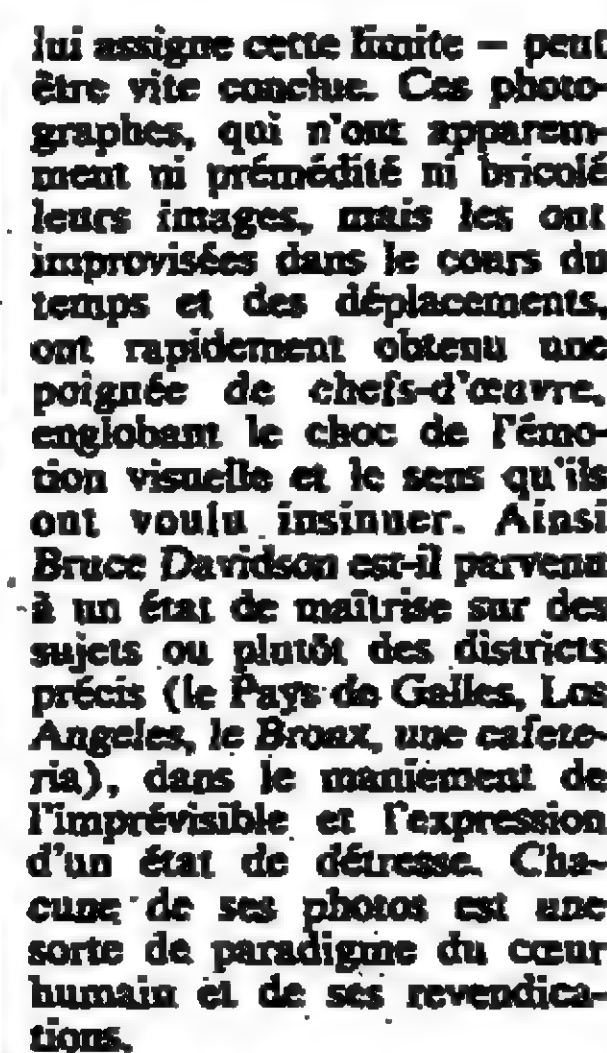
ANDRÉ CHASTEL.

(1) Il Pordenone, catalogue des peintures (Villa Manin) et des dessins (ex-couvent de Saint-François, Pordenone), avec des études de R. Pallucchini, A. Rizzi, etc., sous la direction de Catherine Furlan, avec le catalogue des dessins par Charles Cohen.

Londres

Le ministre français était justement à Londres, lundi 8 octobre, invité à déjeuner par son homologue anglais, lord Gowrie, avec tout ce que les arts anglais comptent de directeurs et d'organisateurs. Lord Gowrie est une intéressante incarnation de ce que la tradition anglaise peut produire comme originaux — originaux pour des yeux

Districts du cœur



Le film de Bruce Davidson n'a pu se réaliser et, pour continuer à vivre, il lui a bien fallu faire quelque chose, mais pas la même chose. Lui, qui était si sensible dans la manipulation de la gamme noire et blanche dans ces images colossales et lancées dans les rues, les stations et les couloirs du métro new-yorkais. Courage du photographe dans l'affrontement physique. Le résultat est si déchirant, si agressant, si harassant et - coup de poing - qu'il n'est déjà presque pas possible d'aller plus loin : en fait, ça écrase, plutôt des coups de vidéo, des concentrés stables. On voit des solitudes, au sens où Diane Arbus en a caractérisé ou spécifiée quelques-unes, mais là elles ne sont pas des solitudes, elles sont des phénomènes ; leur modernité leur laisse encore un peu de temps avant de devenir inoubliables, spécifiques. Derrière la vitre, on aperçoit la ville des cimetières, de fausses mers. Des cris-bleus parfois clairsemés d'arabes.

La dernière fois que Bruce Davidson est venu à Paris, pour le lancement de son livre, ses expositions chez Robert Delpire et à la FNAC, il voulait faire un film. Comme d'autres, il disait qu'il voulait arrêter la photo pour faire autre chose. La photo, sans doute, permet très vite d'aller très loin. On l'a constaté avec Cartier-Bresson et Robert Frank : une œuvre photographique — peut-être est-ce son moyen lui-même —

HERVÉ GUIBERT.
★ Centre national de la photographie. Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, Paris-16°. Jusqu'au 12 novembre.


POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

LA QUALITÉ ET L'ÉLÉGANCE

PIERRE RICHARD et PIERRE RICHARD

LE JUMENT

Un film de
YVES ROBERT



Jean-Pierre KALFON • Camilla MORE • Carey MORE • Andrée FERREOL

Musique: Wolfgang COHEN

444

هكذا من الأصل

et Londres

et des orailles français en tout cas. Il partage avec M. Lang certains points communs : une allure jeune, des cheveux de longueur pré-beasties, ni tout à fait courts, ni tout à fait longs, et des fonctions de contenu similaires. Ils ont en revanche d'assez nettes différences en matière d'habillement puisque lord Gowrie laisse assurément penser qu'il fait quelque temps porter ses vêtements de flanelle par un domestique à peine plus grand que lui. Et tandis que M. Lang donne à ses discours une flamme supra-ministérielle, un discours de lord Gowrie est si bien émaillé de cette spécialité britannique qu'est l'humour qu'une réception à Lancaster House vaut, en plus respectueux des usages, trois minutes de Benny Hill. La veille, M. Jack Lang s'était rendu à Dublin pour rencontrer l'homologue irlandais de lord Gowrie, M. Ted Nealon. Car M. Nealon succède à M. Jack Lang, et, pour six mois, à la présidence de la conférence des « homologues » européens, ministres, secrétaires d'Etat ou responsables des arts et de la culture.

A Londres, le ministre français, accompagné

de M. André Miquel, directeur de la Bibliothèque nationale, et de M. Jean Gattegno, directeur du livre et de la lecture, avait visité dans la matinée de lundi la British Library. La British Library est un ensemble créé en 1973 de la fusion des différentes bibliothèques du British Museum, où elle se trouve encore, et de plusieurs autres bibliothèques d'importance nationale. Dirigée par M. Kenneth Cooper, elle comprend maintenant trois grands services : la bibliothèque de référence, le service de prêt (entre bibliothèques) et le service bibliographique, auxquels s'ajoutent un service de recherche et de développement, la sonothèque nationale et l'administration centrale. L'ensemble pourrait, en plus simple, faire songer à la Bibliothèque nationale française, si la British Library ne bénéficiait de crédits de fonctionnement deux fois plus élevés, et cela malgré les efforts sensibles faits récemment par le gouvernement français. Avec des collections de valeur égale, l'une est l'image de la richesse, l'autre de la pauvreté, et cela se voit physiquement lorsqu'on visite l'une et l'autre.

FREDERIC EDELMANN.

English contrasts

Typiquement international



Edward Burra : *The Rest in the Wilderness*, 1951.

La galerie Artcurial fait, depuis deux ou trois ans, d'assez sensibles efforts pour faire oublier l'image de supermarché de la peinture qu'elle s'était donnée, de grand magasin de l'art où s'élaborent par exemple les salles d'attente des médecins ou des dentistes. Elle propose maintenant des expositions thématiques de bon niveau, auxquelles ne répugnent pas à mettre leur main les meilleurs de nos spécialistes nationaux, généralement mal payés, il est vrai, par les musées ou les centres qui les emploient.

Au printemps, ainsi, nous avons pu voir « Un art autre, un autre art », sous-titré « Les Années 50 » et consacré aux choix esthétiques des critiques Léon Degand et Michel Tapié. A l'automne, Artcurial récidive, et récidive dans les années 50, ce qui confirme que le mouvement de repli et de mode vers cette époque ne concerne pas seulement les vêtements et leurs porteurs new wave (hard).

Récidivant, la galerie s'est cependant spécialisée pour s'intéresser à notre voisin d'outre-Manche : « English contrasts », titre-t-elle (ce qui est d'ailleurs possible de la loi), sous-titrant toutefois « Peintres et

sculpteurs anglais » (1950-1960). Quarante-deux artistes sont donc présentés par Bryan Robertson, ancien directeur de la Whitechapel Gallery à Londres. Son texte dans le catalogue serait excellent s'il n'avait cette faiblesse finale d'appliquer le même mépris aux nouvelles générations d'artistes que celui dont furent taxés parfois les peintres qu'il défendait. Comme si c'était décidément une particularité des critiques de devoir se figer sur la décennie ou sur les deux décennies, dans les meilleurs cas, qui les virent eux-mêmes naître au métier de critique.

Cela dit, sans vouloir critiquer, car l'exposition donne un bon panorama de ce que produisirent les artistes anglais après qu'ils se furent davantage ouverts au courant du reste du monde, quand ils se furent éloignés d'un « art pérorant » assez insulaire, mais intense, représenté par la peinture de Colquhoun et qui s'était imposé pendant la guerre. A dire vrai, les peintres et sculpteurs présentés à Artcurial travaillent depuis déjà longtemps. La plupart sont nés entre 1900 et 1920. La décennie 50, ou 1948-58, pour s'en tenir à la définition préférée par le préfacier, apparaît plutôt comme

un aboutissement, parfois une maturité, de leur démarche. Et, à dire plus vrai encore, c'est davantage peut-être une reconnaissance du public qui définit cette époque plutôt qu'une étape commune à un groupe d'artistes qui suivaient depuis belle lurette et chacun à part soi leur propre évolution.

On en connaît fort bien plusieurs en France. Des sculpteurs comme Kenneth Armitage, Henry Moore ou Barbara Hepworth. Des peintres comme Francis Bacon, Le Brocq (qui vit d'ailleurs en France), Ben Nicholson bien sûr (dont la toile *Péripétie* était déjà dans l'exposition « Un art autre »), William Roberts ou Graham Sutherland. D'autres méritent d'être mieux connus, tel Peter Lanyon, né en 1918, mort prématurément en 1964 au cours d'un accident de planeur et qui, dans sa passion du vol à voile, avait curieusement trouvé les motifs de son inspiration, un expressionnisme abstrait fondé sur « le déséquilibre et la spirale ».

Ou encore et surtout Edward Burra (1905-1976). Burra, de santé si mauvaise qu'il devait préférer à l'huile l'aquarelle, « médium qui convenait mieux », à ses malins à demi paralytiques, a été inspiré par les bordels et les cabarets, il devait ensuite se tourner vers le sujet religieux, évolution sans doute classique, mais, dans son cas, avec une propension constante au macabre, au cauchemardesque. La figuration de Burra se trouve parfaitement en accord avec les goûts et les mouvements actuels.

Maintenant, au sortir de l'exposition d'Artcurial, on se demande ce qu'ont de spécifiquement anglais les œuvres de ces peintres et sculpteurs. Burra, sans doute, par son côté « Hell fire club », Lanyon, peut-être, par le caractère britannique de sa réflexion entre ciel et terre. Mais à ces anecdotes près, les styles et variétés de style représentés sont, comme l'architecture du même temps, proprement internationaux. Seules les nationalités sont anglaises, et, ici et là, un titre dont l'humour vaguement flegmatique nous rappelle quelque chose. — F. E.

Photographies d'Hervé Guibert inédites de Marcel Proust

L'acuité de l'absence



Les Lettres de Mathieu, Hervé Guibert.

Ce jour-là, le hasard place tout près l'un de l'autre deux événements dont il me fallait rendre compte ici par deux articles distincts, mais qui se confondent si intimement en moi que je ne peux plus les séparer.

La nuit va tomber bientôt lorsque je regarde, sur les murs blancs de la galerie Agathe Gaillard, rue du Pont-Louis-Philippe, les photographies de mon ami Hervé Guibert, qui travaille avec nous à la rédaction du *Monde*.

Je suis à l'instant troublé, et presque même incommodé, par l'acuité coupante de ces images. La moindre plissure de drap ou le moindre bord d'une feuille de papier ont une netteté, un éclat, d'arête d'acier.

Me vient assez vite le sentiment que cette découpe optique, plus rigoureuse que la vision normale, n'est pas affaire de diaphragme de l'objectif, ou d'ajustement focal, mais tient à un phénomène qui est du domaine de l'esprit.

Les murs, les lits, les tables, les fenêtres, ont été saisis par Hervé Guibert juste à l'instant où ils sont apparus avec cette force, parce qu'il y avait à cela une raison définie.

Imaginons une raison. Je me rends chez quelqu'un. Pour un peu, j'y cours. Ce quelqu'un m'est très proche, je veux dire que sa présence m'est obligatoire. Je pousse la porte de sa chambre. Il n'est pas là. Il est parti pour longtemps. Il vient juste de partir, c'est évident. Mes yeux ne quittant pas la table, le stylo à bille, le bloc de papier blanc. Toutes les lignes de l'image sont saignées, comme tranchées par le fil d'une lame de lumière. Si ce quelqu'un eût été là, l'image eût été plus tremblée. Hervé Guibert saisis l'image d'une émotion qui n'a pas lieu. D'un passage de vie déjà rédi par l'absence.

Ce n'est pas la peine déterminée par le départ de ce quelqu'un à quoi Hervé Guibert a affaire. Car la peine, comme la joie, brouillera un petit peu les objets, sans doute. Non, c'est que ce fragment d'espace et de temps s'est figé, s'est fixé, hors de l'espace et du temps, hors de

mémoire. Mon quelqu'un n'est plus là, ce n'est plus là à été photographié tel quel, c'est la table à écrire, mais aussi c'est la photographie, criante, de mon quelqu'un. Plus criante que s'il était là.

Emu par la force de ces photographies, de ces « portraits par contumace » dont je garde l'empreinte dans l'orbite, je prends à la station Châtelet le RER, direction Chevreuse, et trois quarts d'heure plus tard, dans la Maison des jeunes et de la culture de Gif-sur-Yvette, l'un des acteurs qui me touchent le plus, Serge Maggiani, dit, avec son camarade Daniel Berlioux, des pages du livre de Marcel Proust, *Matinée chez la Princesse de Guermantes*, publié en 1982 par Gallimard — des fragments jusque-là inédits du Temps retrouvé.

A travers une longue verrière située derrière l'espace scénique, nous apercevons une ligne de peupliers, dehors, éclairés par des projecteurs, dans la nuit. Maggiani dit justement une page dans laquelle Marcel Proust raconte qu'il n'a pas été capable de décrire une ligne d'arbres qu'il avait en face de lui parce que l'image ne lui était pas nette.

Marcel Proust se trouve dans un compartiment de chemin de fer. Le train vient de stopper, en pleine campagne. Par la portière ouverte, Proust contemple un rideau de peupliers. Il fait beau. L'air est calme. Proust distingue des contrastes d'ombres et de lumières, des taches de fleurs plus bas, mais il n'arrive pas à « faire le point » sur ces arbres, ces fleurs.

Ces lignes m'avaient beaucoup troublé. Il y a deux ans, à la lecture du livre, parce que les arrêts de train en pleine campagne sont parmi mes « souvenirs privilégiés », accompagnés d'une perception on ne peut plus nette, au contraire, des champs, des bois, des odeurs, des sons de vent ou d'oiseaux à peine obliés par ceux de la locomotive à vapeur (du temps de ces machines).

Précisons, pour retomber les pieds par terre, que le spectacle joué par Maggiani et Berlioux, mis en scène par Claude Malin, et intitulé « L'Adoration perpétuelle » (titre d'un chapitre du livre de Proust) est passionnant, et que l'exposition des photographies d'Hervé Guibert est très bien présentée. Ces photos sont réunies d'autre part dans un petit livre publié par les Editions de Minuit, intitulé *Le Seul Visage*, mais dans ce livre la netteté si frappante des photos de l'exposition est atténuée.

Mais, quelques semaines plus tard, parce que pendant un pique-nique en forêt une fourchette a heurté le bord d'une assiette, Marcel Proust a enfin une vision incroyablement nette, coupante, du rideau d'arbres (aussi coupante qu'aujourd'hui, pour moi, celle des photographies d'Hervé Guibert). Proust se rappelle alors que, pendant l'arrêt du train, un mécanicien vérifiait l'état des roues des wagons en cognant sur les essieux avec un marteau à long manche, provoquant un son cristallin semblable à celui de la fourchette sur l'assiette. Pendant l'arrêt du train, il n'avait pas pris garde à ce bruit.

L'image de la ligne d'arbres n'est devenue nette à Proust qu'après qu'elle eut disparu. Mais après la contemplation des photographies d'Hervé Guibert, qui semble constamment saisir des absences d'arbres proches, de parents, d'amis, plutôt que des absences d'arbres, je me dis que Proust ne nous dit pas un mot du « quelqu'un » qui, peut-être, ou probablement, voyageait ou ne voyageait pas en sa compagnie dans ce compartiment de chemin de fer, pas plus qu'il ne dit un mot du mécanicien qui dut passer juste sous ses yeux en cognant sur les roues du train, et qu'à coup sûr il regarda.

Précisons, pour retomber les pieds par terre, que le spectacle joué par Maggiani et Berlioux, mis en scène par Claude Malin, et intitulé « L'Adoration perpétuelle » (titre d'un chapitre du livre de Proust) est passionnant, et que l'exposition des photographies d'Hervé Guibert est très bien présentée. Ces photos sont réunies d'autre part dans un petit livre publié par les Editions de Minuit, intitulé *Le Seul Visage*, mais dans ce livre la netteté si frappante des photos de l'exposition est atténuée.

MICHEL COURNOT.

★ « L'Adoration perpétuelle » d'après Marcel Proust, Maison des jeunes et de la culture de Gif-sur-Yvette.

★ Photographies d'Hervé Guibert, Galerie Agathe Gaillard, jusqu'au 3 novembre.

Galerie Tendances
105, rue Quincampoix, 75003 Paris
Tél. : 278-61-78

FAUTRIER
SCULPTURES

Ouvres sur papier
Ouvert tous les jours
sauf le dimanche de 14 h à 19 h
11 octobre - 15 décembre

Léon ZACK

(peintures 1947-1979)
4 octobre - 4 novembre
GALERIE PROTÉE
38, rue de Seine - 75006 Paris
325-21-95

« LA RUE SAINT-DOMINIQUE »
Hôtels et Amateurs
du 12 octobre au 20 décembre

MUSÉE RODIN
77, rue de Varenne, 75007 - M^e Varenne
ouv. t.j. (sauf mardi)
10 h / 11 h 30, 14 h / 16 h 45
visites-conférences le lundi à 15 h

GALERIE ESQUISSE

3, rue des Beaux-Arts,
75006 Paris
David Angel RANZ GUIMERA
« KABELA »
présente
Hors du temps l'écondrome
Du Rianenco à la recherche des signes
universels.
Du 15 au 31 octobre, sauf le dimanche,
de 10 h 30 à 13 h 30
et de 14 h 30 à 20 h 30.

GALERIE SPIESS
4, avenue de Messine (9^e) - 258.06.41

LA FORME
t.j. et dim. de 10 h à 19 h
DU 9 OCTOBRE AU 15 DÉCEMBRE 1984

SAGOT-LE GARREC
24, rue du Four, V^e - 328.43.38

MATISSE
Gravures
4 octobre - 31 octobre

Galerie
JEAN-PIERRE JOUBERT

38, avenue Matignon
75008 PARIS - 562-07-15
RAVEL
10 octobre-17 novembre

galérie des orfèvres
georges yoldjoglou
peintures
9 octobre au 27 octobre 1984

NOTES

Rêves chiffonnés dans une salle obscure

Dans une salle de cinéma de province, le Lézard, ils sont deux et l'ouvrière à regarder un vieux film en noir et blanc. France Lécot enlève son lunettes. Actrice ratée, actrice oubliée, c'est elle le deuxième rôle de *Paradis des damnés*. Et cette scène d'amour que les autres suivent sans frisson, c'est pour elle le souvenir d'une nuit. Amour fugace, qui éveillait encore tant de douleurs et de regrets. De l'autre côté de l'allée, deux jeunes gens se tiennent par la main. La mort, au fil des séquences, dessine de vilaines hiéroglyphes sur leur corps. Ils ont décidé de se tuer dans ce cinéma, pour fuir, s'aimer en paix. Les rêves de l'ouvrière sont chiffonnés. Elle les repense tant bien que mal, avec coquetterie et tendresse. Sainte Vierge des salles obscures, son âme est fleur bleue. Quant au fils Tardieu, son amertume est celle des gens qui n'ont rien vécu, qui n'ont même pas de regrets.

Ces personnages vont se frôler dans le noir, se rapprocher d'autres existences aussi vides que la leur. Celle de ces hommes endormis, par exemple, sur lequel vont se polariser trop brutalement les fantasmes de France Lécot.

Salle obscure, c'est l'expression de quelques pensées. Médiocrité, tristesse, écho. Une addition de nostalgie, de désespoir, qu'on vole au hasard d'un film invisible qui suit les conditions sans face au public. Une pièce touchante grâce à la mise en scène de l'auteur, qui utilise davantage l'imagination que l'action : grâce aussi à des monologues qui parlent de choses simples sans sentimentalité superflue.

C. DE BARONCELLI
* *Salle obscure*, Petit Rond-Point, 20 h 30.

Quarante ans dans trois jours

Un film qui nous arrive de Kiev, d'un jeune réalisateur, Roman Balach. Un homme qui va avoir quarante ans dans trois jours. Une errance, des *Volts* entre rêves et réalité, comme l'indique le titre.

La réalité de cet homme, c'est son travail dans un bureau d'architecte, une femme et une petite fille, et puis d'autres femmes, des rencontres, et sa voiture. Le rêve, ce sont des émois dispersés, une disponibilité au monde, une clownerie audacieuse, un fantasme adolescent d'échapper aux lois de la pesanteur.

Il n'y a pas d'histoire. Il n'y a pas de suspense. La relation de cet homme à ses proches, même s'il est en situation de rupture, est la plus souvent vidée d'émotion. C'est un film très étrange, car sans l'insérer le monde du monde à ce qui arrive à cet individu, tendre et menteur, vil et charmant, tout à son amour et rejeté de son entourage, on s'attache à lui.

Il est interprété par Oleg Yankovskiy, que l'on a vu dans *Le Miraculé* et *Moscou*, de Tarkovski. Il résume ce que peut d'émouvoir un être au cinéma. Au-delà de la psychologie, par son comportement, il exprime une maladresse de jeune homme attiré, une grâce d'adulte juvénile, éperdu de nostalgie pour la souplesse de ses cadets, cette souplesse qu'il garde encore.

CLAIRE DEVARIEUX
* Voir les films nouveaux.

Le monde ondoyant d'Elliott Carter

Les occasions d'entendre la musique d'Elliott Carter (né à New York en 1898) sont trop peu nombreuses - compte tenu de la place éminente qu'il occupe depuis longtemps parmi les compositeurs de sa génération - pour que le concert organisé au centre Reid Hall (rue de Charente), par la Fondation Sterling Corcoran de l'université de Columbia, ne fasse pas figure d'événement, en dépit de son caractère relativement confidentiel.

Le programme de la soirée comportait en effet quelques-unes de ses œuvres de musique de chambre parmi les plus marquantes : le *Duo* pour violon et piano (1974), le *Quatuor* n° 2 (1959), le *Quintette de cuivres* (1974) et un *Hommage à Goffredo Petrassi* pour violon seul, composé cette année à l'occasion du quatre-vingt-cinquième anniversaire du compositeur italien. La qualité des interprètes réunis pour la circonstance : Maryvonne Le Dizié (violin), Jean-Claude Henricot (piano), le quintette de cuivres de l'Ensemble intercontemporain, le Kronos String Quartet de San Francisco, offraient en outre toutes les garanties de fidélité, compte tenu des difficultés redoutables rencontrées dans ces œuvres comme dans toutes celles d'Elliott Carter.

Loin d'être gratuites, ces difficultés sont inhérentes à l'esthétique du compositeur, qui a repris, en la poussant plus loin encore, la tendance de son grand aïeul, Charles Ives (1874-1954), à individualiser les musiciens, qui, non seulement restent toujours indépendants les uns par rapport aux autres sur le plan rythmique, mais ont des humeurs changeantes à l'image de *« l'homme ondoyant et divers »*, selon l'expression de Montaigne qu'Elliott Carter aime à rappeler. Au début du *Duo*, le violon se montre fantasque, irritable, tandis que le piano laisse se prolonger ses larges accords très doux, imperturbable. Jusqu'au moment où il s'insubordonne à son tour, sans crier gare. L'auteur décrit lui-même son *Quintette de cuivres* comme l'assemblée de cinq personnes décidées à jouer une musique que l'une d'elles ne dérange par une interruption bruyante du cor, amenant discussion, discord, etc. Le *Quatuor* n° 2 est une conversation où les individus réagissent en « disciples », en « compagnons » et en « adversaires ».

Il s'agit en quelque sorte d'une forme de théâtre instrumental qui ne refuse pas l'anecdote, lorsque celle-ci propose des modèles musicaux inédits et intelligibles cependant, sans qu'il soit besoin de donner des explications techniques.

Par rapport à la musique de l'époque classique où la conversation et les formes de la rhétorique occupent une place importante, on doit convenir qu'ici les « modèles » sont moins polis, ont le verbe plus haut et sont parfois séparés par un mur d'incompréhension. Mais c'est toute l'histoire de l'évolution du langage depuis Beethoven qui, le premier, a introduit dans le salon de la musique de chambre les mœurs un peu triviales des cuisines... Le sentiment de la polyphonie est d'autant plus net qu'on peut suivre des yeux le jeu des interprètes ; cela donne aux exécutions publiques un réel avantage sur les disques. Néanmoins, il en existe quelques-uns, irrécusablement imprimés en France : ils permettent de se familiariser avec l'univers déroutant d'Elliott Carter, qui ne se montre pas ingrat envers ceux qui prennent la peine de le pénétrer.

GÉRARD CONDÉ.

Saccades et cisaillements de Claude Brumachon

Claude Brumachon, ex-étudiant aux Beaux-Arts, présente le profil parfait de ces jeunes chorégraphes que le Théâtre contemporain de la danse est appelé à promouvoir.

Pris à Bagdad en mars dernier pour un aéroport *« déviant »* de l'Est, il a fondé son écriture dans une nouvelle pièce assez acrobatique, *Nyctox furie*. Sa danse, de caractère abstrait, part presque toujours des mains ; poignet cassé, bras anguleux, elle se transmet à travers le corps par saccades, cisaillements, et autres motifs nerveusement évolutifs latéraux ou obliques (soulignés par les éclairages doux de Nino Ramon) qui créent un pseudo-orientalisme un peu kitsch.

Brumachon utilise ses six danseurs (dont l'excellent Benjamin Lamarche) au gré d'une composition fluide qui explore un type de mouvement déterminé. En une demi-heure, il en a épuisé les possibilités, et le spectacle tourne un peu court.

MARCELLE MICHEL.

* Une autre pièce de Claude Brumachon, le *Stirli de Bejate*, sera créée par le Jeune Ballet de France dans la soirée d'ouverture de l'Automne chorégraphique d'Angers, le 12 octobre, à 20 h 30.

CINÉMA

Rétrospective Wim Wenders

Au moment où Paris, Texas tient ses promesses au box-office, voici une bonne idée : redécouvrir l'ensemble de l'œuvre, depuis les courts métrages et des premiers films (inédits). La Lanterne (Courbevoie) du 10 au 23 octobre ; les Gémeaux (Sceaux), et le Studio (Aubervilliers) du 17 au 30 octobre.

ET AUSSI : *Broadway Danny Rose*, de Woody Allen (en noir et blanc, et endiablé). *Les Fiançailles*, de Daniel Moosman (Marivaux est un grand scénariste). *Greystoke*, de Hugh Hudson (Tarzan, le seul, le vrai). *Amerika-Rapports de classes*, de J.-M. Straub et D. Huillet (Kafka représenté). *Indiana Jones et le Temple maudit*, de Steven Spielberg (la grande aventure). *L'Intrus*, d'Irène Jouannet (une grande aventure, mais en chambre).

THÉÂTRE

« Dom Juan » aux Bouffes-du-Nord

Retour du dom Juan de Nils Arestrup. Joueur, matérialiste buté, qui refuse l'angoisse existentielle, et comptabilise ses plaisirs comme il compterait ses sous, dans la mise en scène de Maurice Benichou, avec le Sganarelle de Claude Evrard qui semble dire : « Nous sommes tous des beaufs ».

« De si tendres liens » au Studio des Champs-Élysées

Lolch Bellon exprime à la perfection les rapports souvent passionnels, parfois déchirants qui lient une mère et sa fille. Amour de chair et de sang. Pièce charnelle, merveilleux instant de théâtre.

MUSIQUE

Le Festival de l'Île-de-France

Un festival discret, mais qui intéresse des publics très divers dans toute une région, peu favorisée malgré les apparences, c'est le Festival de l'Île-de-France, qui offre, dans cinquante-quatre lieux différents, soixante-dix-huit concerts d'ici au 15 décembre. Le thème en est cette année séduisant entre tous : *Voies de la Renaissance* A sei voci, Audite Nova, The Sixteen, les Arts florissants, la Grande Ecurie, les orchestres Paillard et Thomas, les Solisti Veneti, l'Orchestre de l'Île-de-France, le Groupe Intervalles, le Quintette Nielsen, et la Fenice-Opéra (sur le canal de Saint-Martin et le canal de l'Ourcq, transformés en lague).

Le Festival sera ces jours-ci à Issy-les-Moulineaux (le 11), Elancourt et Chaudonville (le 12), Maisons-Alfort (le 13), Evry, Rochefort, Morangis et Savigny (le 14), Le Vésinet (le 16), Versailles (le 17), etc. (Renseignements 15, avenue Montaigne, Paris ; téléphone 723-40-84 ou 79-16).

Boulez-Berio

La musique contemporaine continue à tenir le haut du pavé à Paris, avec la nouvelle version de *Requiem* de Pierre Boulez (Centre Pompidou, le 13 et du 15 au 19). Xénakis par le Quatuor Arditti et Cl. Helffer (le 10), Ligeti par les mêmes Arditti et J.-Cl. Pennetier (le 11), toujours à Beaubourg. Berio avec le spectacle *Passaggio-A-Roma* (TNP-Châtelet, du 10 au 13, 18 h 30).

ET AUSSI : *Hommage à Antoine Golea* (Radio-France, le 12) ; *Concerts internationaux de guitare* (Radio-France, du 15 au 19) ; *Fécherpes rouges d'Aperghis* (TNP, à partir du 16) ; *La Damnation de Faust*, par l'Orchestre de Paris (Pleyel, le 17).

JAZZ

Nancy Pulsations

L'une des plus anciennes institutions parmi les festivals de jazz, l'une des plus dynamiques et ouvertes, la *Nancy Jazz Pulsations* se tient du 11 au 21 octobre. All-

gre et varié, le programme - trois groupes par jour - est une revue séduisante des musiques actuelles : rock, jazz, Afrique, Antilles, blues, funk, salsa, swing napolitain, etc. Vedettes : Ornette Coleman, Toure Kunda, Dédé St Prix, Bobby McFerrin, Humair, Petruccianni, Ray Charles, Johnny Copeland, Monty Alexander, Pino Daniele, etc. Comme d'habitude, Nancy accueille des expositions, des festivals de films, des animations, etc. Renseignements : (8) 321-21-21.

VARIETES-ROCK

Super Diamano de Dakar

Après Toure Kunda et Xalam, voici, toujours en provenance du Sénégal, Super Diamano de Dakar, un groupe de dix musiciens qui a basé sa rythmique sur une section de cuivre et dégage un parfum rock qui devrait rendre sa musique accessible au public du Phil'One les 14 et 15 octobre à partir de 22 heures.

ET AUSSI : *Eddy Mitchell* au Palais des Sports ; *Léo Ferré* à l'Olympia ; *Francis Lelanne* au Palais des Congrès ; *Bernard Lavilliers* à Toulouse (Palais des Sports) le 11 octobre, à Montpellier (Palais des Sports), le 12, à Marseille (chapiteau) le 13, à Vézère (Le Grand Angle) le 16, à Dijon (Palais des Sports) le 17 ; *Eartha Kitt* le 11 octobre à Nice (Théâtre de verdure), le 12 à Aix (Rex), le 13 à Montpellier (Grand Odéon) ; *Eva-Maria Hagen* le 11 à Colmar, le 12 à Mulhouse, le 16 à Belfort ; *Tom Verlaine* le 13 à Lyon, le 15 à Paris (Casino de Paris) ; *Patrick Font* au Théâtre des Dix-Heures ; *Telephone* au Zeuch jusqu'au 14 octobre ; *Lords of the New Church* à Nancy le 11 ; *Orchestral Maneuvres in the Dark* au Casino de Paris le 14 octobre ; *John Cale* le 15 au Casino de Paris.

DANSE

« Hymen » de Maguy Marin

Après *Babel*, *Babel* qui parlait de l'innocence perdue, Maguy Marin resserre son champ de vision sur le désir, sa dépravation, son inassouvissement. Un thème voisin de *Prudence ou les émotions subtiles* de

Josette Belf, mais traité d'une manière plus démonstrative. D'une théâtralité très béjartienne. Beaucoup de plumes et de fesses, gadget et corps à corps, un succès garanti (Maison des arts à Créteil).

Le Jeune Ballet de France

Rosella Hightower, directrice artistique du Jeune Ballet, se lance carrément dans la voie contemporaine avec des créations de D. Larriva, J. Bouvier-R. Ohadia, D. Boivin, C. Brumachon, E. Cook. (Automne chorégraphique, le 12 octobre).

ET AUSSI : *Episode pour Solomé de Yano*, à la Maison de la danse de Lyon (la vie et la mort de saint Jean, ballet puzzle sur le thème du mimétisme), du 16 au 20 octobre.

EXPOSITIONS

Autour de Michel Ragon au Paris Art Center

Les choix et la réflexion d'un critique qui a loyalement contribué à l'histoire de l'art et de l'architecture « modernes » quand le mot signifiait encore « contemporain » et poursuit son travail sur l'art et l'architecture de nos contemporains. On traverse au passage la notion d'avant-garde.

Diderot et l'art de Boucher à la Monnaie de Paris

Les choix et la réflexion d'un philosophe qui a largement contribué à la naissance de la critique dite « moderne ». On accompagne ainsi la lecture des *Salons* de Diderot, de 1759 à 1781, avec les peintures qui y furent exposées.

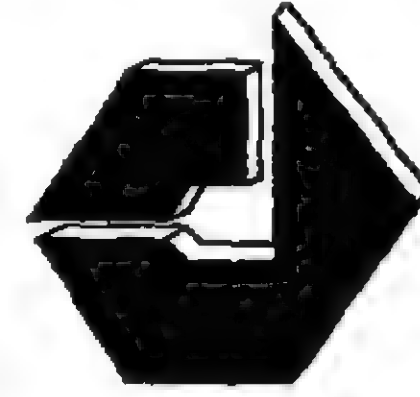
Le Douanier Rousseau au Grand Palais

Il était inévitable qu'on en fit un précurseur. La première rétrospective du peintre dit « naïf », et la première occasion d'évaluer l'œuvre dans son ensemble, ses richesses et ses faiblesses.

GALERIE JAN KRUGIER

zao wou-ki

Encre de Chine
EXPOSITION jusqu'au 27 OCTOBRE
GRAND RUE 3 - Grand Métal 3-1204 GENEVE - TÉLÉPHONE 022 28 57 19



SUP DE CO NANTES vous invite

à un débat à propos de...
L'ART

Jean-Jacques BEINEIX
réalisateur de cinéma (auteur de « Diva »...)

Jean-Pierre MIQUEL
directeur du Conservatoire de Paris

Jean-Bernard POMMIER
pianiste

Jean-Marc ROBERTS
écrivain. Prix Renaudot 1979

et le concours de
Régis HANRIOT et Gérard RUDENT
professeurs en classe préparatoire H.E.C.

Jeudi 18 octobre 1984 à 19 h 45
PARIS - Hôtel Hilton-Suffren
18 avenue de Suffren (15^e)

4 octobre - 15 novembre
Matisse
Gravures
Galerie Maeght Lelong, Paris
13, rue de Téhéran, 75008 Paris - 563 13 19

du 25 septembre au 25 octobre 1984
La Maison de la Lithographie
B. PELTRIAUX
Lithographies - Peintures - Sanguines
110, boulevard de Courcelles - 75017 PARIS
Tél. 222.20.16 - Métro : Tolbiac, Courcelles
Ouvert du lundi au samedi inclus de 11 h à 19 h sans interruption.

4 octobre - 15 novembre
Titus-Carmel
Le Casque de Nikko
Galerie Maeght Lelong, Paris
14, rue de Téhéran, 75008 Paris - 563 13 19

GALERIE MUNICIPALE
59, av. Guy Môquet - VITRY, tél. 680-71-72
Peintures
ASPIROZ - BARBU - DE CORSE
PERLIN - PETIT - REAULT
DU 6 AU 17 OCTOBRE DE 15 H À 19 H

THEATRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de première sont indiqués entre parenthèses.

EMATEJ : Qui di la Garo (585-88-88), 20 h 30 (10).

LA CONDITION DES SOIES : Bobigny, Maison de la culture (831-11-45), 20 h 30 (10).

GOETHE : TAI (278-10-79), mer., 20 h 30, jeu., ven., sam., 22 h, dim., 17 h.

L'ISSUE : Juvigny-sur-Orge, Ecipies (921-60-34), 21 h (10).

LA VILLE MARINE : Athénaïs (379-06-18), 20 h 30 (12), dim., 16 h 30.

LA CARTE DU TENDRE : Petit Montparnasse (320-89-90), 21 h (12), dim., 16 h.

ON MAPPELLE EMILIE : St Georges (878-63-47), 20 h 45 (12), sam., 18 h.

LA FEMME DE PAILLE : Montferrand (329-21-75), 20 h 45 (13), dim., 15 h 30.

LE MAL DU PAYS : Petit Odéon (Théâtre de l'Europe) (325-70-32), 18 h 30 (16).

LUCRÈCE BORGIA : Cité internationale, Resserre (589-38-69), 20 h 30 (16).

DES A LA LUNE : Union (246-20-83), 20 h 45 (16).

LES SURPRISES DE L'AMOUR : Cartoucherie de la Tapisserie (328-36-36), 21 h (16).

HORS PARIS

RENNES : Les Enfants du Soleil, de Gorki, adaptation et mise en scène de Dominique Quebec, avec la Compagnie de Rennes, Théâtre de la Paroisse, à partir du 10.

LE HAVRE : L'Enfant, d'après Jules Vallès, adaptation et mise en scène de Catherine Delattre, coproduction Théâtre Maxime Gorki et Compagnie Bazilliers, à la maison de la culture du 11 au 23 (35) 21-21-10.

ÉPINAL : Don Juan, par la Compagnie Dominique Houdart, au Théâtre municipal, à partir du 12.

Les salles subventionnées

Les jours de répétition sont indiqués entre parenthèses.

OPERA (742-57-50), les 11, 13, 14 à 19 h 30 : Macbeth.

SALLE FAVART (296-06-11), les 11, 13 à 19 h 30 : l'Éclair.

COMÉDIE FRANÇAISE (296-10-20), les 10, 13 à 14 h 30 et 14 à 20 h 30 : le Misanthrope ; les 10, 12, 16 à 20 h 30 et 14 à 16 h : l'Amour ; les 11, 13, 15 à 20 h 30 : la Critique de l'École des Femmes/l'École des Femmes.

CHAILLOT (727-81-15) : Grand Foyer, les 10, 12, 13 à 18 h 30 et 20 h 30, le 14 à 15 h et 18 h 30 (dernières) : voir Festival d'automne.

Théâtre Gémier : les 11, 12, 13, 16 à 20 h 30 et 14 à 15 h : Comète si vous plaise.

TEF (364-80-80), Théâtre : les 10, 11, 12, 13 (dernière) à 20 h 30 : King Lear ; le 16 à 20 h : le Garçon aux cheveux verts, de J. Lacey ; Soeurs froides, de A. Hicchebouch.

BEAUBOURG (277-13-33), Débats : les 10, 11, de 14 h 30 à 22 h : Viens 1980-1998 - Fin de siècle et modernité ; le 11, à 15 h 30 : Les enfants rencontrent les Indes ; le 12, à 18 h 30, 20 h 30 et 21 h : Quand même un monde ; à 18 h 30 : les Indes des Amériques - Laus paucos et revendications présentes ; le 15, à 21 h : Autour de F.T. Marinetti - Césaire/Vidiot ; les 10, 11, 12, 13, 14, 15 : Nouveaux films Bpi, à 15 h : Fata Morgana, de F. Confalonieri ; 16 h : Mémoires de la mine (la mémoire) ; 19 h (le Cœur), de J. Renard ; le 10, à 14 h 30 : Prusse des bois, de M. Lobet ; les 10, 11, 12, 13, 14, 15 à 15 h : Peter Pantheboom (la Normandie/le Polder/les gorges du Verdon, etc.) ; les 10, 11, 12, 13, 14 à 18 h : Collections de Mamm ; le 15, à 18 h : Joseph Morier (Journal filmé) - Concert/Autismes : à 20 h 30, les 10, 11, 13, 15, 16 ; les 13 et 14 à 18 h 30 : cf. Festival d'Automne.

Théâtre/Dance : les 10, 11, 12, 13, 14, 15 à 22 h : Rêves de F. Kallia.

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), Opéra : les 10, 11, 12, 13 à 18 h 30 : Passaggio/A. Rome ; le 16 à 20 h 30 : Antologia de la Zarzuela.

Dance : les 10, 11 à 20 h 30 : voir Festival d'automne. Concerts : le 15, à 20 h 30 : Hermann Frey/Hockmann.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) : les 13, 15, 16 à 20 h 15 et 14 à 14 h 30 : les Nègres.

CARRÉ SILVIA MONFORT (531-28-34) : les 10, 11, 12, 13, 16 à 20 h 30 et 14 à 16 h : la Panna.

15 h et 18 h 30 (dernières) : voir Festival d'automne.

Théâtre Gémier : les 11, 12, 13, 16 à 20 h 30 et 14 à 15 h : Comète si vous plaise.

TEF (364-80-80), Théâtre : les 10, 11, 12, 13 (dernière) à 20 h 30 : King Lear ; le 16 à 20 h : le Garçon aux cheveux verts, de J. Lacey ; Soeurs froides, de A. Hicchebouch.

BEAUBOURG (277-13-33), Débats : les 10, 11, de 14 h 30 à 22 h : Viens 1980-1998 - Fin de siècle et modernité ; le 11, à 15 h 30 : Les enfants rencontrent les Indes ; le 12, à 18 h 30, 20 h 30 et 21 h : Quand même un monde ; à 18 h 30 : les Indes des Amériques - Laus paucos et revendications présentes ; le 15, à 21 h : Autour de F.T. Marinetti - Césaire/Vidiot ; les 10, 11, 12, 13, 14, 15 : Nouveaux films Bpi, à 15 h : Fata Morgana, de F. Confalonieri ; 16 h : Mémoires de la mine (la mémoire) ; 19 h (le Cœur), de J. Renard ; le 10, à 14 h 30 : Prusse des bois, de M. Lobet ; les 10, 11, 12, 13, 14, 15 à 15 h : Peter Pantheboom (la Normandie/le Polder/les gorges du Verdon, etc.) ; les 10, 11, 12, 13, 14 à 18 h : Collections de Mamm ; le 15, à 18 h : Joseph Morier (Journal filmé) - Concert/Autismes : à 20 h 30, les 10, 11, 13, 15, 16 ; les 13 et 14 à 18 h 30 : cf. Festival d'Automne.

Théâtre/Dance : les 10, 11, 12, 13, 14, 15 à 22 h : Rêves de F. Kallia.

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), Opéra : les 10, 11, 12, 13 à 18 h 30 : Passaggio/A. Rome ; le 16 à 20 h 30 : Antologia de la Zarzuela.

Dance : les 10, 11 à 20 h 30 : voir Festival d'automne. Concerts : le 15, à 20 h 30 : Hermann Frey/Hockmann.

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) : les 13, 15, 16 à 20 h 15 et 14 à 14 h 30 : les Nègres.

CARRÉ SILVIA MONFORT (531-28-34) : les 10, 11, 12, 13, 16 à 20 h 30 et 14 à 16 h : la Panna.

Les autres salles

ARCANE (338-19-70) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 18 h : Michel-Ange.

ARTS-HÉBERTOT (387-23-23) (J. D. soir, L.), 21 h, mer., dim. 15 h : le Mariage de Figaro.

ATELIER (606-49-24) (D. soir, L.), 21 h, dim. 15 h : la Danse de mort.

BASTILLE (357-42-14) (D. soir, L.), 21 h, dim. 17 h : Folie ordinaire d'une fille de Chant.

CAFÉ DE LA GARE (278-52-51) (D.), 20 h 30 : l'Apologie.

CALYPSO (227-25-95) (D., L.), 22 h : Lazare ou l'Équation F.

CARTOUCHERIE, Th. de la Tempête (328-36-36), l'Orchestre : jeu., mar. 20 h : Agamemnon ; mer., ven. 20 h : Les Chœurs et les Éuménides ; sam. 17 h, dim. 15 h : Intégrité. - Épée de Bois (806-39-74), mer., lun., mar. 20 h : Parole sur le comédien ; jeu., ven., sam. 20 h : sam., dim. 15 h 30 : le Prince travesti.

CC DU XVII (227-68-81), mer., jeu.,

sam. 20 h 45, dim. 17 h : Guerre au troisième étage (dern. le 14).

CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), Grand Théâtre (D., L., Mar.), 20 h 30 : Cornélie. Galerie (D., L.), 20 h 30 : la Galerie du Palais.

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41) (mer., D. soir), 21 h, sam. 17 h 30, dim. 15 h 30 : Rêves dormir à l'Élysée.

COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), (D., L.), 20 h 30 : les Aventures de la villeggiature.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-37-21) (D. soir, L.), 20 h 45, sam. 17 h et 20 h 45, dim. 15 h 30 : L'éducation.

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 15 h 30 : Mesdames les ronds-de-cuir (D. soir, L.), 22 h 30, dim. 17 h 30 : le Journal de Jules Renard.

DÉCHARGEURS (236-00-02) (D.), 19 h : la Prophète ; 21 h : la Mer blanche.

DIX-HEURES (606-07-48) (D.), 22 h : la Mouche et le Pâtin.

EDOUARD-VII (742-57-49) (D. soir, L.), 20 h 30, sam. 18 h et 21 h 30, dim. 15 h : Désir.

ESPACE MARAIS (584-09-31) (L.), 18 h : Piques.

ESSAI (246-46-42) (L. D., L.), 12 h 30 et 21 h : Pour trancher de comtes ; 19 h : Mary contre Mary ; le 15 à 19 h : il y en aura pour tout le monde ; 22 h 15 : On n'a causé l'heure, II. (D., L.), 21 h : le Journal de Marie Behakirueff.

FONTAINE (874-74-40) (D.), 20 h 15 : les Trois Jeanne ; (D.) 22 h, sam. 17 h 30 : Rôles-Poussins.

GAITE-MONTPARNASSE (322-16-18) (D. soir, L.), 20 h 45, dim. 14 h 30 et 18 h 30 : Grand-Père.

GALERIE 55 (326-63-51) (D., L.), 20 h 30 : Educating Rita (version anglaise).

GYMNASIE (246-79-79) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 15 h 30 : le Sixième Jour.

HUCHETTE (326-38-99) (D.), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : le Léopard ; 21 h 30 : Offenbach, tu connais ?

JARDIN D'HIVER (255-74-40) (D., L.), 21 h, sam. 16 h : Noies.

LA BRUYÈRE (874-76-99) (D. soir, L.), 21 h, dim. 15 h : Il pleut sur le bitume.

LUCERNAIRE (544-57-54) (D.), 18 h 30 : Pas ; 20 h 15 : l'Ubu roi ; 22 h : Hiroshima mon amour ; II. 20 h 15 : Pour Thomas ; 22 h 15 : Du côté de chez Collette. Petite salle, 18 h 15 : le Sang des fleurs ; 22 h 30 : la Seconde rendez-vous.

LVS-MONTPARNASSE (327-88-61) (J., D. soir), 20 h, dim. 17 h : l'École des filles ; (J. D.), 22 h 30 : Waiting for the Sun ou le Nef des fous.

MADELINE (265-07-09) (D. soir, L.), 20 h 45, sam. 17 h, dim. 15 h : Un otage.

MARIE-STUART (508-17-80) (D., L.), 20 h 30 : Savage Love ; 22 h : Artois.

MARIGNY (256-04-41) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 14 h 15 et 18 h 30 : Napoléon. Salle Gabriel (225-20-74) (D. soir, L.), 21 h, sam. 18 h 30 et 21 h 45, dim. 15 h : le Don d'Adèle.

MAISON DES AMANDIERS (366-42-17) (D., L.) 20 h 45 : Persone.

MATHURINS (265-90-00) (D. soir, J.), 20 h 45, sam. 18 h, dim. 15 h 30 : la Dernière Classe. Petite salle (D. soir, J.), 21 h, dim. 15 h 45 : Attention à la p'tite marche.

MICHEL (265-35-02) (D., L.), 21 h 15, sam. 18 h 30 et 21 h 30 : On dînera au lit.

MICHOÏDIÈRE (742-95-22) (D. soir, L.), 21 h, dim. 15 h 30 : J'ai deux mots à vous dire.

MOCADOR (285-28-80) (D. soir, L.), 20 h 30, sam. 21 h, sam. et dim. 16 h 30 : Cyrano de Bergerac.

MONTPARNASSE (320-89-90), Grande salle, (D. soir, L.), 21 h, sam. 18 h, dim. 16 h : Duo pour une soliste.

MUSÉE GREVIN (608-04-32) (D.), 20 h 30 : les Enfants terribles.

NOUVEAUTÉS (770-52-76) (D. soir, J.), 20 h 30, dim. 15 h 30 : l'Entourloüpe.

ŒUVRE (874-42-52) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 15 h : Sarah et le cri de la langouste.

PALAIS DES GLACES (607-49-93) (D. soir, L.), 20 h 30, sam. 16 h, dim. 17 h : les Argileux.

PALAIS-ROYAL (297-59-81) (D. soir, L.), 20 h 45, sam. 18 h 45 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : le Dindon.

PENICHE-THÉÂTRE (245-18-20) (D.), 21 h : le Principe de solitude.

POCHE (548-92-97) (D. soir, L.), 20 h, dim. 17 h : Gertrude marie est apprentie ; 21 h, dim. 15 h : le Plaisir de l'amour.

POINT VIRGULE (278-67-03) (D.), 18 h : Nicomède.

PORT-ST-MARTIN (607-37-53) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 14 h 30 : la Mégère apprivoisée (dern. le 4).

PRÉSENT (203-02-55) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 17 h : les Fantastiques Aventures du comte de Saint-Germain.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-36-82) (D. soir, L.), 20 h 45, dim. 15 h 30 : De si tendres liens.

TEMPLE (303-76-49) (D., L.), 20 h 30 : la Balade de Monsieur Tadeuz.

TAI TH. DISSAI (278-10-79), L. Jeu., ven., sam. 20 h 30, dim. 15 h : Victimes du devoir ; sam., dim. 18 h 30, lun., mar. 20 h 30 : l'Écume des jours. II. Mer., ven., sam. 20 h 30 : Huis clos.

TH. D'EDGAR (322-11-02) (D.), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h, sam. 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.

TH. NOIR (346-91-93) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 17 h : 8 heures, c'est trop tôt quand on a boxé la veille.

TH. DE LA PLAINE (842-32-25) (D. soir, L., mar.), 20 h 30, dim. 17 h : C'est quoi l'amour.

TH. DE LA PORTE DE GENTILLY (580-20-20) (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 16 h : Chimères.

TH. 13 (588-16-30) (D. soir, L. mar.), 20 h 30, dim. 15 h : Guérison américaine.

TH. DU BOND-POINT (256-70-80), Grande salle, les 10, 11 à 20 h 30 : An-

gelo, tyran de Padoue ; les 12, 13, 16 à 20 h 30, le 14 à 15 h : Savannah Bay. Petite salle (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 15 h : Salle obscure.

TOURTOUR (887-82-48) (D.), 20 h 45 : Vie et mort de P.P. Pasolini.

TRISTAN BERNARD (522-08-40) (L.), 21 h, dim. 15 h et 19 h : Fando et Lis, la Pone.

VARIÉTÉS (233-09-92) (D. soir, L.), 20 h 30, sam. 17 h 30 et 21 h 15, dim. 15 h 30 : les Temps difficiles.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35) (D.), 20 h 15 : Rhinocéros ; 21 h 30 : Baby or not baby ; 22 h 45 : le Président.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) (D.), 1. 20 h 15 : Arech - MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 + sam., 24 h : les Sacres Monstres ; II. 20 h 15 : Super Lucrèce ; 21 h 30 : Deux pour le prix d'un ; 22 h 30 : Limite !

BOURVIL (373-47-84) (D.), 20 h : Et si le bon Dieu en était une bonne ? (D., L.), 21 h 15 : Y'en a mar... ez vous ?

CAFÉ DE LA GARE (278-52-51) (D.), 21 h : l'Impasse des morts.

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02) (D.) 1. 20 h 15 + sam., 23 h 45 : Tiers voilà deux boulines ; 21 h 30 : Mangesous d'hommes ; 22 h 30 : Orlès de secours ; II. 20 h 15 : l'Impérative pour un privé ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

L'ÉCUME (542-71-16) (D., L.), 20 h 30 : Polar-oid.

PATACHON (606-90-20) (mer., mar.), 20 h, dim., 15 h : F. Godard ; (lun.), 23 h : Patachaton.

PETIT CASINO (278-36-50) (D.), 21 h : il n'y a pas d'avion à Orly ; 22 h 15 : Attention, belles-mères méchantes.

POINT VIRGULE (278-67-03) (D.), 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent.

SAN PIERU CORSU (mer., jeu., ven.), 21 h 15 : Ch. Bruni.

SEPTIER DES HALLES (236-37-27) (D., L.), 20 h 15 : Les dames de cœur qui piquent.

TH. 3 sur 4 (327-09-16) (D.), 20 h 30 : Pay cause toujours ; 22 h : J'ai fini plus, c'est promis.

TINTAMARRE (887-33-82) (D., L.), 20 h 15 : Phobie ; 21 h 30 : Le cave habite au rez-de-sous-sous ; 22 h 30 : le roi d'Hermeland.

VIEILLE GRILLE (707-60-93) (D., L.), 20 h : Tania, P. Favre.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h, dim. 15 h 30 : On perd les pétales.

DEUX ANES (606-10-26) (mer.), 21 h, dim. 15 h 30 : Les zéros sont fatigués.

En région parisienne

ARGENTEUIL, salle Jean-Vilar (961-25-29), le 12 à 19 h 30 : Cabaret.

BOULOGNE-BILLANCOURT, TBB (603-60-49) (D. soir, L.), Dim. 15 h 30 : Yéti ceux qui sont nus.

BREITIGNY-SUR-ORGE, CCC (084-38-68), le 16 à 21 h : Contes pour piano.

CHAILLOT, CCC (657-22-11), le 12 à 21 h : J. Villere.

CHELLES, CAC (421-20-36), le 12 à 20 h 45 : Six heures au plus tard.

CHOISY, Théâtre Paul-Éluard (890-89-79), le 13 à 20 h 30 : C. Traffic Danc.

CLAMART, CC J.-Arp. (645-11-87), le 15 à 20 h 30 : L. Ferre.

CLICHY-ARC (270-03-18), les 12, 13, 15, 16 à 20 h 30, le 4 à 18 h : les Maux pour le dire.

CONFLANS-SAINT-HONORINE, MJC (919-20-09), le 13 à 21 h : Castelbenis.

CRETEIL, Maison des Arts (899-94-50) (J. D. soir, L.), 20 h 30, dim. 15 h 30 : Hy-men.

ELANCOURT, APASC (062-82-81), les 10, 11, 12, 13 à 21 h, le 14 à 17 h : le Journal d'un homme de trop ; le 16 à 14 h 30 et 21 h : le Sonomètre.

GARCHES, CCM (741-39-32), le 10 à 21 h : Orchestre de chambre de B. Thomas ; le 11 à 21 h : Mama Bea ; le 12 à 21 h : H. Aufray ; le 13 à 21 h : M. Laferrère et le Transatlantique Swing Band ; le 14 à 15 h : M. Rongier.

GARGENVILLE, Auditorium d'Henricourt (093-52-22), le 13 à 16 h : J. Franc-cis, M. Gendron (Fauré, Stravinsky, Boulianger).

MALAKOFF, théâtre 71 (655-43-45), Mer., Jeu., Ven., Sam. 20 h 30, Dim. 18 h : l'Essai mains des pieds.

MARLY, Maison J.-Vilar (958-74-87), le 13 à 21 h : Odon.

NANTERRE, Théâtre des Amateurs (721-81-81), le 13 à 15 h : Goldoni ; à 19 h 30 : l'Astier.

RIS-ORANGIS, MJC (906-30-95), le 13 à 20 h 30 : E. Kristy, M. Haumont, V. Weber, F. Bely, F. Paris.

SAINT-CYR, CAC (058-45-75), le 14 à 16 h : le Conte du sabotier.

SAINT-DENIS, Théâtre Gérard-Philipe (243-00-59), les 10, 11, 12, 13 à 21 h : la Loi de Luisman.

SARTROUVILLE, Théâtre (914-23-77), les 12, 13 à 21 h : Tote la Monoposia.

SCEAUX, les Gémoux (660-05-64), le 16 à 21 h : M. Petrucci.

SURESNES, Théâtre J.-Vilar (772-38-80), le 12 à 21 h : le Journal d'une femme de chambre.

VERSAILLES, Théâtre Montcastr (950-71-81), le 16 à 21 h : Les Calchakis.

VILLEJUIF, Th. R.-Rolland (726-15-02), le 10 à 21 h : C. In Pulverer Reveret ; le 11 à 20 h : C. A. Dars-Alerte ; le 12 à 21 h : C. La Rumeur P. Bigni ; le 15 à 21 h : C. Force 7.

VILLEPARISIS, Maison pour tous (427-33-33), le 16 à 20 h 30 : l'Veux du bonheur.

INGENIEURS, CHERCHEZ MENEZ VOS PROJETS

Tranquillité d'esprit, performances, cohérence, sécurité... voilà de bonnes raisons de choisir IBM pour équiper un bureau d'études, un laboratoire industriel ou un centre de recherche.

IBM. L'acquis scientifique et technique.
Avec notre expérience, nous mettons à votre disposition des produits puissants et faciles à utiliser dans les domaines scientifique et technique : calculs, simulation, statistiques, exploitation de menus, création graphique, dessin, maillage, calcul de structure, etc.

IBM. Un ensemble cohérent.
Nous vous proposons :
- une ligne d'ordinateurs universels, des plus puissants aux superminis, tous compatibles ;
- des postes de travail ou micro-ordinateurs adaptés à votre environnement ;
- des logiciels d'application nombreux et souvent développés en collaboration avec nos clients.

Et ces trois composantes de l'offre IBM s'enrichissent, à tout moment, de nouveaux produits s'intégrant aisément dans l'ensemble existant.

IBM. Le service.
Avec nous, vous disposez d'une gamme de services, et notamment du Service Bureau pour la prise en charge partielle ou complète de votre informatique (CAO, gestion de projet, aide à la décision, assistance aux informaticiens).

IBM. La sécurité.
La fiabilité des matériels et logiciels IBM ainsi que l'efficacité reconnue du Service Inspection chargé de leur maintenance, vous assurent une disponibilité maximum de vos applications.

Mettez le cap sur la tranquillité en choisissant IBM et menez vos projets à bon port.

Pour en savoir plus, appelez :
NUMERO VERT 16.05.27.11.87

ou retournez ce coupon-réponse à :
Sylvie Dufrene - ACTEL 40, rue des Vignobles, 78400 Chatou, en indiquant :

Nom : _____
Activité : _____ Société : _____
Adresse : _____
Tél. : _____

IBM

CAP SUR LA TRANQUILLITÉ.

مكتبة الشامل

ET DES SPECTACLES

EXPOSITIONS

... LE MONDE - Jeudi 11 octobre 1984 - Page 19

Centre Pompidou

Entrée principale : rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.
Sauf mardi, de 12 h à 22 h ; sam. et dim. de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche.

MIAM

Ventes initiales régulières, sauf mardi et dimanche, de 16 h à 19 h ; le samedi, de 11 h à 19 h. Entrée libre le dimanche.

ENRICHISSEMENTS DU CABINET D'ART GRAPHIQUE de M. de la Roche. Jusqu'au 7 janvier.

IAN PATTERSON. Salons photo. Jusqu'au 14 octobre.

UN APERÇU DES COLLECTIONS DE PHOTOGRAPHES du Musée national d'art moderne. Jusqu'au 11 novembre.

VIENNE 1890-1938. Fil de soie et modernité. Jusqu'au 15 octobre.

IMAGES ET SONS. Bibliothèque des enfants, place. Jusqu'au 17 décembre.

INITIATIVES CULTURELLES DE FEMMES. Jusqu'au 30 novembre.

Musées

LE DOUANIER ROUSSEAU. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi jusqu'à 12 h. Entrée : 16 F. Samedi : 12 F (gratuite le 3 décembre). Jusqu'au 7 janvier.

JACQUES-HENRI LARTIGUE. Pages d'album. Grand Palais, avenue Winston-Churchill (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 5 janvier.

SYMBOLISME ET RÉALITÉ. La peinture allemande 1845-1905. Petit Palais, avenue Winston-Churchill (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 13 janvier.

AMÉNAGEMENT DU GRAND LOUVRE. État actuel du projet. Orangerie des Tuileries, entrée côté Seine (265-99-48). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15.

LE PRINCE EN TERRE D'ISLANE. CHAPITRAUX ROMAINS. Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (273-36-33). Sauf mardi, de 9 h à 17 h 15. Entrée : 9 F. Jusqu'au 13 octobre.

OLIVIER DEBRE. Grand format, 1952-1964. Pavillon des Arts, 101, rue de Valenciennes (233-62-50). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 14 octobre.

RETROSPECTIVE DE L'ŒUVRE GRAVE DE PICASSO (1899-1972). Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf mardi, de 12 h à 18 h ; sam. et dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 29 octobre.

DICTION ET L'ART DE BOUCHER. A. DAVID : les Salons 1789-1791. Hôtel de la Monnaie, 117, rue de la Monnaie (322-12-48). Sauf mardi, de 11 h à 18 h. Jusqu'au 7 janvier.

LA FÊTE DES MORTS AU MEXIQUE. Musée des enfants au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 12, avenue de New-York (723-61-27). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi jusqu'à 20 h 30. Du 11 octobre au 16 décembre.

L'ART DU LIVRE À L'IMPRIMERIE NATIONALE. 150 ans d'art typographique en France. Musée de la Culture, Musée de la Bibliothèque, 19, rue de Valenciennes (234-25-95). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Entrée libre. Jusqu'au 28 octobre.

LUTECIE-PARIS DE CÉSAR. A. CLOVIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-21-13). Sauf mardi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Du 11 octobre au 15 mars 1985.

LA RUE SAINT-DOMINIQUE : Hôtels et restaurants. Musée Rodin, 77, rue de Valenciennes (705-01-34). Sauf mardi, de 10 h à 18 h 30 et de 14 heures à 16 h 45. Du 12 octobre au 30 décembre.

L'AUTOMOBILE ET LA PUBLICITÉ. Musée de la publicité, 18, rue de Valenciennes (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 15 octobre.

MONTMARTRE. Des origines à nos jours. Musée de Montmartre, 12, rue Corot (606-61-11). De 14 h 30 à 17 h 30 ; dim. de 11 h à 17 h 30. Entrée : 10 F. Jusqu'au 31 octobre.

L'IMPRIMERIE DANS LA MODE. Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-I-de-Scie (220-85-46). Sauf mardi, de 14 h à 17 h 40. Entrée : 9 F. Jusqu'au 25 octobre.

ART ET CIVILISATIONS DES CHASSEURS DE LA PRÉHISTOIRE. Musée de l'Homme, palais de Chaillot (553-10-60). Sauf mardi, de 10 h à 17 h. Jusqu'au 31 juillet 1985.

L'ARCHITECTURE ET L'EAU. Musée des monuments français, palais de Chaillot, place du Trocadéro (727-35-74). Sauf mardi, de 9 h à 12 h 30 et de 14 h à 17 h 15. Entrée : 9 F. Jusqu'au 30 décembre.

LA FRANCE ET LES FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION (1944-1945). Vers une France nouvelle. Musée des deux guerres mondiales. Hôtel national des Invalides (551-82-02). Sauf mardi, de 10 h à 15 h et de 14 h à 18 h. Dim. de 14 h 30 à 18 h. Entrée 10 F. Jusqu'au 31 décembre.

Centres culturels

BERTINI. Retrospective. Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue Berryer (563-90-55). Sauf mardi, de 12 h à 19 h. Entrée : 9 F. Jusqu'au 10 novembre.

SALON DE LA JEUNE SCULPTURE. Dimensions : 2-3/3-2. Port d'Austerlitz, accès face à la cour d'été de la gare (535-25-77). Sauf mardi, de 12 h à 19 h. Jusqu'au 14 octobre.

JEUNE PEINTURE - JEUNE EXPRESSION. Centre international d'art Rive Gauche, 8, rue de Nîmes (325-25-41). Jusqu'au 23 octobre.

COTÉ JARDIN. L'art des jardins dans les collections de la Bibliothèque Forney. 13, rue de Valenciennes, 1, rue de Valenciennes (14-60). Sauf mardi, de 13 h à 20 h. Entrée libre. Jusqu'au 10 novembre.

DOMINIQUE BLAIN. Assemblages et collages. Centre culturel canadien, 5, rue des Capucines (551-35-75). Sauf mardi, de 10 h à 19 h. Jusqu'au 28 octobre.

EXPRESSIONS/NEW YORK. Françoise, Hervé, Michel, Gilles. American Center, 261, boulevard Raspail (335-21-80). Sauf mardi, de 12 h à 19 h ; sam. et dim. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 6 novembre.

JOY LAVILLE. Peintures, gouaches, pastels. Centre culturel du Mexique, 28, boulevard Raspail (549-16-26). Jusqu'au 25 octobre.

ARMANDO. Mises en scène et art des objets. HERNANDEZ. Dessins. OLIVIERO. Intégrations de paysage. Ambassade du Venezuela, 11, rue de Valenciennes (273-36-33). Sauf mardi, de 10 h à 14 h. Jusqu'au 7 novembre.

LE LIVRE FUTURISTE. Institut culturel italien, 50, rue de Valenciennes (222-12-78). Jusqu'au 20 octobre.

GARCIA ROSSI. Couleurs lumineuses. Espace latino-américain, 44, rue du Roi-de-Sicile (278-25-49). Jusqu'au 31 octobre.

A. PIERRE ET MARIE. Une exposition en France. 34, rue de Valenciennes (273-36-33). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 21 octobre.

DAUDELIN. Paris aller et retour 1848-1984. Services culturels du Québec, 117, rue de la Basse (222-30-60). Jusqu'au 2 novembre.

AUTOUE DE MICHEL RAGON. Paris Art Center, 36, rue Falguère (322-39-47). Sauf dimanche et lundi, de 14 h à 19 h. Jusqu'au 17 novembre.

TROIS ASPECTS DU RÉALISME EN ARGENTINE. Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain (222-97-40). Jusqu'au 19 octobre.

VIVET/ENFANT. Centre culturel gallois, hôtel de la Made, 11, rue Payenne (271-32-20). De 12 h à 18 h ; les samedi et dimanche de 14 h à 18 h. Jusqu'au 8 novembre.

1914. PARTIS POUR UN SEUL. ÉTÉ. Gare de l'Est. Jusqu'au 12 novembre.

CHARLES SCHNEIDER. Verrières Saint-François de 1913 à 1918. Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal (297-27-00). Sauf mardi, de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 21 octobre.

Galeries

OLIVIER DEBRE - RICHARD SERRA. Galerie D. Thompson, 30, rue Beauregard (272-14-10). Jusqu'au 20 octobre.

CADREUX, DUBLE, HESS, KENNY, PORTEREAU, ROGGE. Site art présent, 10, rue Coquillière (505-33-96). Jusqu'au 31 octobre.

GIAL-GISCHIA. Peintures. Galerie Kist-Raymond, 50, rue Mazurine (328-32-37). Jusqu'au 19 octobre.

ENGLISH CONTRASTS. Peintures et sculptures anglaises 1945-1960 - 3 novembre.

UMBERTO MASTROIANI. Sculptures 1956-1984. Artcurial, 9, avenue Matignon (209-16-16). Jusqu'au 24 novembre.

MATISSE. Gravures - TITUS CARMEL. Dessins encreux, gouaches, pastels. Galerie Maeght, Lezage, 13-14, rue de Tolbiac (563-13-19). Jusqu'au 15 novembre.

A UN ŒIL ET DEUX. Galerie Franck Bonard, 11, rue de l'Écluse (325-52-73). Jusqu'au 5 décembre.

THÉÂTRES : Robert, Buzan, Brand, Cocteau, etc. Galerie Procrustes, 35, rue de Seine (354-92-01). Jusqu'au 20 octobre.

AFFICHES DU MONDE ENTIER POUR LA PAIX. Galerie l'Art et la Paix, 35, rue de l'Écluse (874-35-86). Jusqu'au 10 novembre.

ALEXANDRE GABRIEL. Histoires sur papier - FRANCISCO BORGES. Gouaches, 3, rue de Valenciennes (260-74-77). Jusqu'au 31 octobre.

LA FORME. Galerie Spies, 4, avenue de Massena (256-06-41). Jusqu'au 15 décembre.

MICHAEL FRONTI. Sculptures - J.P. BERTAL. Galerie Valmy, 22, rue de Seine (356-55-82). Jusqu'au 30 octobre.

APPEL. Galerie Arie, 140, boulevard Haussmann (562-08-62). Jusqu'au 31 octobre.

BARBARIE. Peintures et dessins. Galerie Bergmann, 70, rue de l'Université (222-02-12). Jusqu'au 1^{er} décembre.

PETER BLAKE. Peintures, Aquarelles, Dessins et Gouaches. Galerie Claude Bernard, 9, rue des Beaux-Arts (326-97-07). Jusqu'au 10 novembre.

MARK RUSSELL. Collages. Galerie Yoshii, 8, avenue Matignon - Objets en bois. J.C. Ridel, 12, rue Guisard (633-25-73). Octobre.

TONY CRAIG. Galerie Crouzet-Hussot, 80, rue Quincampoix (887-60-81). Jusqu'au 24 octobre.

ERIK DIETMAN. Sculptures. Galerie Berna, 40, rue Quincampoix (976-32-75). Jusqu'au 28 octobre.

TOM DRAHOS. Au fond de la cour, 40, rue du Dragon (544-68-34). Jusqu'au 28 octobre.

FRANÇOISE GILLOT. Peintures et aquarelles. Galerie G. Lévry, 42, rue Beauregard (272-71-19). Jusqu'au 1^{er} novembre.

LEON GOLUB. Galerie Darthea Speyer, 6, rue Jacques-Cadot (354-78-41). Jusqu'au 10 novembre.

GROMO. Galerie A. Péclet, 174, rue du Faubourg-Saint-Honoré (563-75-30). Jusqu'au 31 octobre.

HERVE GUINERT. Photographies 1976-1984. Galerie Agathe Gaillard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe (277-38-24). Jusqu'au 3 novembre.

HUFTIER. Peintures récentes. Galerie Stadler, 51, rue de Seine (326-91-10). Du 11 octobre au 10 novembre.

CHRISTIAN JACCARD. Plâtres - blanches - brunes. Galerie G. Brownson, 17, rue Saint-Gilles. À partir du 12 octobre.

KOHN-FISZEL. Galerie Peinture fraîche, 29, rue de Bourgogne (551-08-85). Jusqu'au 27 octobre.

CLAUDE LAGOUTTE. Galerie Charles Sablon, 21, avenue du Maine (548-10-48). Jusqu'au 24 octobre.

CLAUDE LAZAR. Galerie du Centre, 5, rue Pierre-au-Lard (277-37-92). Jusqu'au 17 novembre.

MICHAEL LECHNER. Galerie L. Dorand, 19, rue Marmite (326-25-35). Du 12 octobre au 10 novembre.

JEAN-CLAUDE LE FLOCH. Galerie La Hune, 14, rue de l'Abbaye (325-54-06). Jusqu'au 29 octobre.

SOL LEVIT. Galerie Yves Lambert, 5, rue du Grand-Saint-Lazare (271-09-33). Jusqu'au 29 octobre.

MATTHIOT. Peintures. Galerie Weiler, 5, rue Gît-le-Cœur (326-47-68). Du 11 octobre au 10 novembre.

HENRI MATISSE. Œuvres récentes et peintures récentes, photographies, gravures. Galerie Sagot-Le Goff, 24, rue du Four (326-43-38). Jusqu'au 31 octobre.

DANIEL PANDINI. Œuvres récentes. Galerie P. Péclet, 80, rue Quincampoix (271-84-15). Jusqu'au 19 octobre.

FREDERIC PARDO. Galerie J.P. Lavigne, 15, rue Saint-Louis-en-l'Île (633-56-02). Jusqu'au 10 novembre.

CHANTAL PETIT. Galerie Jean Briance, 23-25, rue Guisard (326-85-11). Jusqu'au 1^{er} novembre.

J.-M. QUENEAU. Peintures. Galerie J. Payrolle, 14, rue de Sévigné (277-64-59). Jusqu'au 28 octobre.

ALBERT RAFOLOS-CASAMADA. Galerie Cingra, 46, rue de l'Université (256-69-57). Jusqu'au 10 novembre.

NATALLI RAKUZIN. Œuvres sur papier. Galerie James Mayor, 34, rue Mazurine (326-60-34). Du 12 octobre au 3 novembre.

LEZA SANTOS SILVA. Galerie Icy Bonchot, 35, rue Guisard (354-22-40). Jusqu'au 20 octobre.

SCHLOSSER. Galerie Beauregard, 23, rue de la Harpe (271-20-50). Jusqu'au 31 octobre.

SEGERAL. Galerie Jacob, 28, rue Jacob (633-90-66). Jusqu'au 9 novembre.

CHRISTIAN SORG. Galerie Regard, 11, rue des Blancs-Manteaux (277-19-61). Jusqu'au 23 octobre.

GERARD THALMANN. Peintures 1980-1984. Galerie Karl Plink, 25, rue de Tournon (325-18-73). Jusqu'au 30 novembre.

ARTHUR UNGER. Œuvres récentes. Galerie d'art international, 12, rue Jean-Ferrandi (548-84-28). Jusqu'au 20 octobre.

CLAUDE VIVET. Peintures 1980-1984. Galerie A. Blondel, 4, rue Aubry-le-Boucher (278-66-67). Jusqu'au 10 janvier.

LEON ZACK. Œuvres récentes 1947-1978. Galerie Prode, 38, rue de Seine (325-21-95). Jusqu'au 4 novembre.

LUIS ZILVEY. Œuvres récentes. Galerie Nischio, 61, rue du Faubourg-Saint-Honoré (266-62-66). Jusqu'au 27 octobre.

En région parisienne

BREITIGNY. Joël Kersarrec. Dessins. Centre culturel Gérard-Philippe, rue Henri-Doreau (864-38-68). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 17 novembre.

CHAMBOURCY. Le « Satiricon » d'André Derain. Maison André-Derain, 64, Grande-Rue. Tj. de 14 h 30 à 18 h 30. Entrée libre. Du 13 au 21 octobre.

CHARNY. Œuvres récentes. Paul Eluard, 4, avenue de Villeneuve-Saint-Georges (890-89-79). Jusqu'au 5 novembre.

MELUN. Edith Coullier, sculpture. Musée, Maison de la Vierge, 4, quai de la Courtille (459-17-91). Sauf le mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30 ; dim. de 15 h à 18 h 30. Jusqu'au 21 octobre.

MONTGERON. Il y a dix ans... Elvaya, Jarkh, Masterhouse, Rabine, etc.

Château du moulin de Senlis. Sam. et dim. de 14 h à 18 h. Jusqu'au 4 novembre.

PONTOISE. Carlos Calvo. Sculptures - Aurélie Nemours. Peintures. Musée Taven-Delaunay, 4, rue Leconteur (038-02-40). Sauf mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 28 octobre.

ROSNY-SUR-SEINE. L'ancien hôpital. Musée de la Culture, 30, rue Nationale (024-91-55). Jusqu'au 30 octobre.

SAINT-CYR-LE-VAL. Éloge de la chair. C.C. Elie Ridel, 11 bis, avenue Jean-Jarvis (058-45-75). Jusqu'au 7 novembre.

LE VESINET. De la pierre au bijou. C.A.L., 99, boulevard Carnot (976-32-75). Tj. de 10 h à 12 h et de 14 h à 19 h.

VILLEPARIS. Tchou Yu-Yong. Peintures. CAC Jacques-Pérot, place de Picassot, 427-94-99. Mer., sam. et dim. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 18 novembre.

En province

AMIENS. Chemin faisant : Delfino, Haber, Karwan, Kowalski, François-Lefebvre, Pierre-Marie Ziegler. Maison de la culture, 2, place Léon-Gonier (91-83-60). Jusqu'au 10 novembre.

ANGERS. Œuvres contemporaines américaines. Musée des beaux-arts, 10, rue de la Madeleine (48-64-65). Jusqu'au 25 novembre.

BAR-LE-DUC. Traces et empreintes. Musée, capitale du château (74-14-77). Octobre, novembre.

BEAUVAIS. Jacques Gruber maître verrier, 1870-1936. Musée départemental de l'Orfèbre, ancien palais épiscopal (443-60-60). Jusqu'au 2 décembre.

BORDEAUX. Alex Sud-Ouest. Alexandre Delay. Peintures 1981-1984. Caléidoscope Sculpture Show. Cape, entrepôt (44-16-35). Jusqu'au 18 novembre.

BOURGEOIS. En Berry, le temps de vivre. Musée du Berry, 4, rue des Arènes (70-41-92).

BOURBON-EN-BRESSE. La peinture religieuse en Bresse au XVII^e siècle. Musée de Brou (22-22-31). Jusqu'au 4 novembre.

CAHORS. Gérard Tison-Carnal. (Fragments de 1968 à 1984). Galerie de l'Association des Peintres, 13, boulevard Gambetta. Jusqu'au 4 novembre.

CLERMONT-FERRAND. Première Biennale internationale du dessin : Arts plastiques / Architecture / Mémoire. Ancienne École de l'Hôtel de Clugnot : Maison de l'éléphant (Monferrand) : École des Beaux-Arts. Jusqu'au 30 octobre.

COLMAR. La donation Kaufmann et Schlegel au musée du Louvre. Musée d'Unterlinden (41-89-23). Jusqu'au 28 octobre.

DIEPPE. Dorey : Idéogrammes. Château-musée, rue des Châsses (84-19-76). Jusqu'au 31 décembre.

DUNKERQUE. Bernard Turlet. Musée d'art contemporain, avenue des Bains (65-21-65). Du 12 octobre au 19 novembre.

GENAS. Une Libé. Œuvres récentes. Maison des expositions. Jusqu'au 31 octobre.

GRENOBLE. Tadeusz Kantor. Dessins, Peintures, Objets, Maria Stangret. Peintures. Maison de la Culture. Jusqu'au 20 octobre.

LA ROCHE-SUR-YON. B. et M. Lefebvre : Licht für Turner. Musée municipal, rue G. Clemenceau (05-54-23). Jusqu'au 29 octobre.

LA ROCHELLE. La Renaissance et le Nouveau Monde, 1503-1606. Musée du Nouveau Monde, 10, rue de Fleury (41-46-50). Jusqu'au 15 novembre. Antonio Segal. Peintures. Maison de la Culture, 4, rue Saint-Jean-du-Pérot (41-37-79). Jusqu'au 21 octobre.

LILLE. 700 000 ans de Préhistoire dans le nord de la France. Musée de l'histoire de l'homme, 22, rue de la Monnaie (051-02-62). Jusqu'au 1^{er} décembre.

LYON. Œuvres des arts. Renseignements au 842-25-75. - Réves d'empire : Le Canada avant 1700. Bibliothèque de la Part-Dieu (46-26-37). Jusqu'au 9 décembre.

MARCO-EN-BARCEL. Jean Cocteau, poète du spectacle. Fondation Septentrion (46-26-37). Jusqu'au 9 décembre.

MARSEILLE. Les peintures italiennes du musée. Musée des beaux-arts, palais Longuechamps (62-21-17). Jusqu'en janvier 1985. - Daniel Buren. Travaux. Arca, 61, cours Julien (42-18-01). Jusqu'au 21 octobre.

METZ. Paul Kallós. Peintures, 1954-1984. Musée d'art et d'histoire, 2, rue du

Haut-Poirier (775-10-18). Jusqu'au 5 novembre.

MONTPELLIER. Joseph Gino. Peintures et gravures. Salle Saint-Ravy-Demangel. Jusqu'au 26 octobre.

MULHOUSE. Fonds régional d'art contemporain (1981-1983). Musée de l'impression sur étoffe, 3, rue des Bonnes Gens (92-22-52). Jusqu'au 27 octobre.

NANTES. Joseph Stany Gauthier (1883-1969), créateur des années du château. Musée de château, 1, place Maréchal (4718-15). Jusqu'au 28 octobre.

NICE. Murs blancs pour chambre noire. Photographies. Arlet, 4, rue Fodéré (26-00-81). Jusqu'au 23 octobre.

RIOM. Donatien Prelle et peintures contemporaines. Musée F. Mandel, 14, rue de l'Hôtel-de-Ville (38-18-33). Jusqu'au 21 octobre.

ROMILLY-SUR-SEINE. Containère Gaston Bachelard. Créer la terre : Céramique, Sculpture, Ciment. Éden, rue Gambetta. Jusqu'au 20 octobre. Installation d'artistes. Ancienne filature Clavier, rue de la Liberté. Jusqu'au 20 octobre. Ancienne filature Clavier, rue de la Liberté. Maison de l'enfance, boulevard Robespierre. Jusqu'au 20 octobre.

SAINT-DIE. Delft, capitale de la faïence. Jusqu'au 18 novembre. - Le bon d'été dans les Vosges. Jusqu'en juillet 1985. Musée municipal, place Georges-Trimouille (55-21-56).

STRASBOURG. Art espagnol actuel. Jusqu'au 18 novembre. - Michel Krieger. Le silence des choses. Jusqu'au 4 novembre. - La figure humaine et sa mise en scène. Jusqu'au 4 janvier 1985. Musée d'art moderne, 1, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons (32-46-07).

TARBES. Fanny Otard, sculptures. Serre du jardin Massey. Jusqu'au 31 octobre.

TOULON. Louis Pons. Musée, boulevard Général-Lescure (93-15-54). Jusqu'au 2 décembre.

TOULOUSE. Le musée des Augustins, 1969-1984. Nouvelles acquisitions. Musée des Augustins, 21, rue de Metz (23-55-07). Jusqu'au 30 octobre. Bourse de la Sculpture nationale de l'aviation civile, 7, avenue Edouard-Belin (55-79-99). Jusqu'au 25 octobre.

TROYES. Jélio Gouzes, 1876-1942. Sculptures et dessins. Musée d'art moderne, place Saint-Pierre (80-57-30). Jusqu'au 2 décembre.

VILLEURBANNE. Jenny Holzer. Le Nouveau Monde, 11, rue du Docteur-Delard (884-55-10). Jusqu'au 16 décembre. Jacques Vieille. Galerie de l'Hôtel-de-Ville (868-81-11). Jusqu'au 27 octobre.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J. H. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS

RIVE DROITE

LE POTAGER DES HALLES 296-83-30
15, rue du Cygne, 1^{er}

INDRA 359-26-72/359-56-40
16, Rue du Commandant-Rivière, 8^e

CHEZ DIEP 256-23-96
22, rue de Ponthieu, 8^e F. sam. midi

LES TROIS MOUTONS 225-26-95
63, av. Fr.-Roosevelt, 8^e T.L.J.

AUR. DE RIQUENHOF 770-62-39
12, rue du Fbg-Montmartre, 9^e T.L.Jrs

AU PETIT RICHE 770-68-68, 770-86-50
25, rue de la Paix, 9^e F. dim.

LE LOUIS XIV 208-56-56/200-19-80
8, bd St-Denis, 10^e F/hundi, mardi

NICOLAS F. hundi soir et sam. ouv. dim.
12, rue de la Folie, 10^e 246-84-74/770-10-72

PAISAS DU TROCADERO 727-05-02
7, avenue d'Eylan, 16^e Tous les jours

LE GUILLAUME TELL 622-28-72
111, av. de Villiers, 17^e F. sam. et dim.

EL PICADOR 387-28-87
80, bd des Batignolles, 17^e F. hundi, mardi

LE SAINT-SIMON 380-88-68
116, bd. Perrier, 17^e F. sam. midi, dim.

CHEZ GEORGES 574-31-80
273, bd Perrier Porte Maillot

RIVE GAUCHE

AUVERGNE DES DEUX SIGNES F. dim.
46, rue Galiote, 9^e 325-46-56/325-00-46

LE MAHARAJAH 325-12-84
15, rue J.-Chaplain, 6^e F. hundi

TAN DINH F. dimanche
544-04-84

CHEZ FRANÇOISE 705-49-03
Aérogas des Invalides, 7^e F. dim. soir et midi

Dîner au décor 1930. Cuisine traditionnelle. Carte : déj., diners et soupers jusqu'à 1 h du matin. Suggestions du POTAGER - LES PETITS MIDIS - de 12 h à 17 h. Entrées : 18 F. Plats : 38 F. Desserts : 12 F. Vins : 18 F. S.a.c. Bar : terrasse - ambiance musicale.

GASTRONOMIE INDIENNE. La cuisine des Maharadjahs à Paris dans un décor authentique. AGREE par le MINISTRE DU TOURISME INDIEN. P.M.R. 120 F. Salle pour réception, cocktail, mariage. Fermé samedi midi et dimanche.

Nouvelles spécialités thaïlandaises, dans le quartier des Champs-Élysées. Gastronomie chinoise, vietnamienne. P.M.R. : 90 F.

OUVERT APRÈS LE SPECTACLE. Derv. compris. 23 h 30. Grillades d'AGNEAU et de BŒUF. CLIMATISÉE. MENUS/CARTE 150/225 F. (serv. bois. comp.).

Déjeuners, diners, soupers. De 12 h à 2 h du matin. SPÉCIALITÉS ALSACIENNES. Vins d'Alsace. SE CARTE DES DESSERTS. Salons de 20 à 80 couverts. BANC D'HUITRES.

Sea food menu MENU à 90 F service compris. Vins de Loire. Décor contemporain. Salons de 6 à 30 personnes. Déjeuners, diners, soupers de 19 h 30 à 0 h 15. Parking Dyonot.

Déjeuners, Diners, SOUPERS APRÈS MINUIT. Huîtres, Fruits de mer, Crustacés, Rôtisserie, Glaciers. Salons. Parking privé assuré par valetier.

Pâtisseries et grillades au feu de bois. NOUVEAU : menu suggestion du marché, 130 F. et au carte de spécialités, plus du cher. CANARD DE CHALLANS. SANDRE au beurre blanc.

Gastronomie chinoise raffinée et traditionnelle, dans un décor feutré. Cuisine faite par le patron. Air conditionné. Service et livraison à domicile. Place à emporter.

BANC D'HUITRES. Spéc. POISSONS, CRUSTACÉS, BOUTILLABASSE et BOURRIÈRE. Carte crédit. Parking assuré, 210, rue de Courcelles.

Déj., dîner j. 22 h 30. SPÉC. ESPAGNOLES et FRANÇAISES : zarzuela, gambas, bacalao, calamars tinta. P.M.R. : 130 F. Formule à 75 F. s.a.c. avec spéc.

Spécialités de poissons. MENU à 110 F. l.l.c. et CARTE. Propriétaire et chef de cuisine B. FERRAGUT. Parking, 210, rue de Courcelles.

Maison gastronomique. Accueil jusqu'à 23 h 30. Ses plats cuisinés à l'ancienne, tranchés et servis devant vous. Gigot, traité de côtes et ses vins de propriété. OUVERT TOUTS LES JOURS, MÊME LE SAMEDI.

Vous trouverez : le pigeon ogyal (15^e siècle) de l'ancienne chapelle Ste-Blaise, le saucisson en volute d'arêtes (13^e siècle). Carte AUVERGNATE. Salons 15 à 100 pers. Parking Lagrange.

Jusqu'à 23 h 30. CARREFOUR MONTPARNASSE-RASPAIL-BREA. Déjeuners les jours de TANDOR. Egal. 72, bd St-Germain, 354-26-07 F. hundi. Spéc. BIRJIANI.

Restaurant vietnamien. PRIX MARCO POLO 1970 : 600 grands crus, dont 160 Pomerol. Service assuré jusqu'à 23 h 15. Parking : Bae-Montparnasse.

C'est votre fête, aujourd'hui, Madame, on vous, Monsieur ? FRANÇOISE vous offre gracieusement, pour commémorer votre repas, son feu grégaire. Menu à 90 F. s.a.c. Parking privé : face au n° 2, rue Faber. EXPO DE PEINTURES sur son de NADIA.

SOUPERS APRÈS MINUIT

LA TOUR D'ARGENT
6, place de la Bastille, 344-32-19
Cadre élég. et confort. - Tous les jours
de 12 h à 1 h 15 mat. Grill., poissons
BANC D'HUITRES.

CHARLOT - ROI DES COQUILLAGES -
12, place Cléty (San Wopier)
Accueil j. 2 h du matin - 874-49-64
Goûtez l'air du large toute l'année
BOULLABASSE - VIVIER D'EAU DE MER

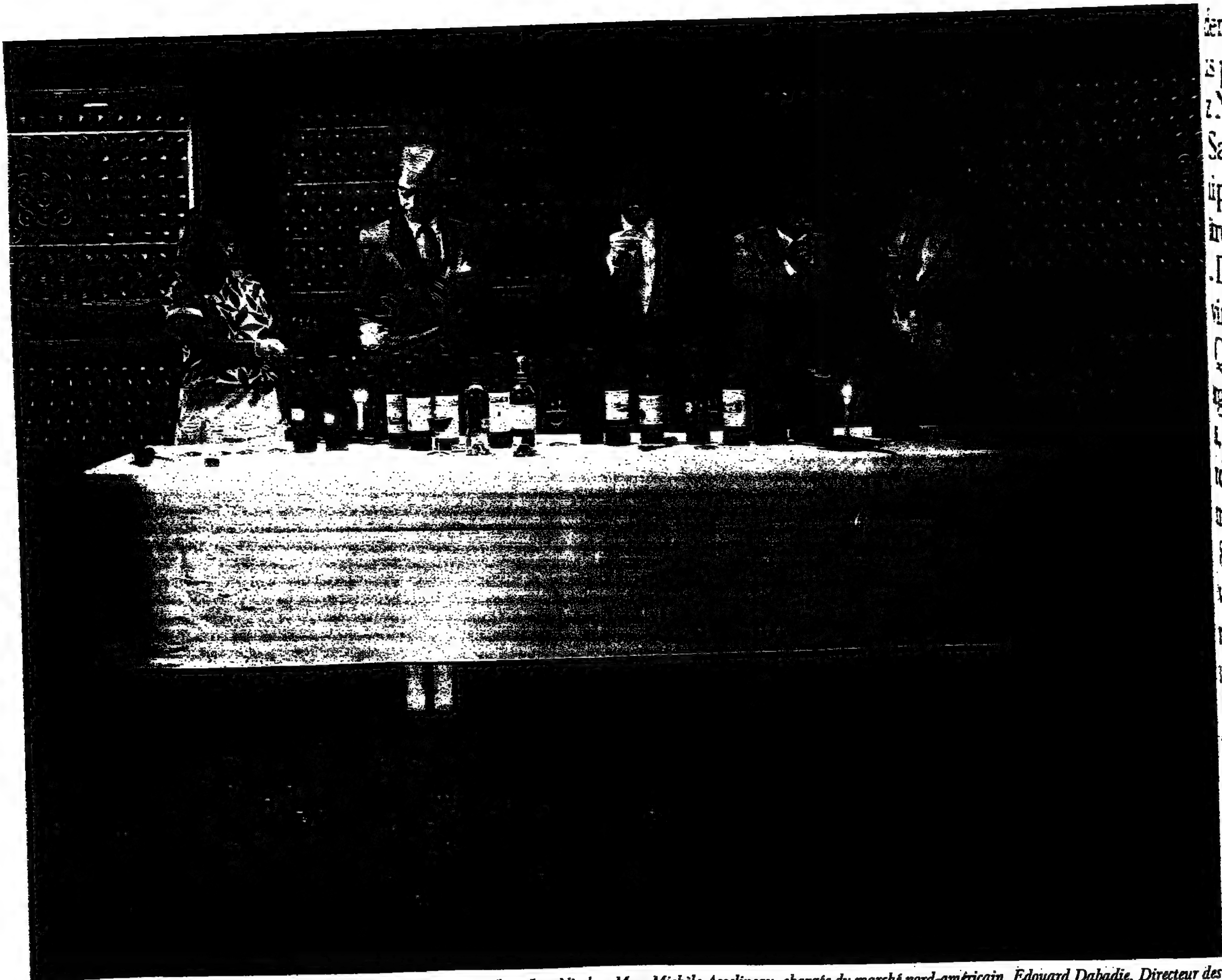
OUVERT JOUR ET NUIT

LA MAISON D'ALSACE
LA MAISON DES CHOCROUTES
Sa boutique de comestibles
39, Champs-Élysées - 359-44-24

AU PIED DE COCHON
« Le fameux restaurant des Halles »
Fruits de mer - Grillades
6, rue Coquillière - 236-11-75 +

LE GRAND CAFÉ
BANC D'HUITRES
POISSONS - GRILLADES
4, bd des Capucines - 742-75-77

Si nos crus sont si grands, c'est que nous passons notre vie à les élever.



Lors d'une séance de dégustation dans les caves Nicolas, MM. Thierry et Jean-Lou Nicolas, Mme Michèle Asselineau, chargée du marché nord-américain, Edouard Dabadie, Directeur des achats et Frank Roussel, Directeur de la publicité apprécient l'évolution de quelques grands Bordeaux, dont un Château d'Yquem 1969 et un Château Haut-Brion 1953.

amateur de vin
une cave. A co
vin pour tous l
se voir quelque
plus tard votre
Au fait, vous en
de cette cave? C
réature d'une cav
ation. La pénomb
Et vos bouteilles?
elle. Le vin y vit, il
ma il y meurt. Ce
rapidement pour
lentement pour t
Et bien que la plu
moyen de savoir c
érogée ou à son c
er. Le plus souven
Chose que voi
lemment vous pen
s pratiquons syst
Nicolas
Sachez que chez
l'ipe - oenologue
ires de chai - es
Des hommes qu
vin.
Quoi de plus nom
ge d'élever 8 mi
des plus prestigie
délais aux plus
maines. Hospice
8 millions de gr
vés selon leur s
origine. dans nos c
conditions idéale
Nos dégustateurs
les bouteilles p
de savoir si le
tiennent sont au s
mouissement. Ex
sur nos rayon
Absolument tou
merveilleuses inspect

En amateur de vin, vous possédez une cave. A côté d'un joli petit vin pour tous les jours, vous y laissez vieillir quelques bouteilles qui feront plus tard votre orgueil.

Au fait, vous en êtes vraiment sûr, de cette cave ? C'est important la température d'une cave, l'hygrométrie, l'aération, la pénombre...

Et vos bouteilles ? Ça évolue, une bouteille. Le vin y vit, il y vieillit. Parfois même, il y meurt. Ce vieillissement se fera rapidement pour tel millésime, ou plus lentement pour tel autre.

Si bien que la plupart du temps, le seul moyen de savoir où en est le vin, à son apogée ou à son déclin, c'est de le goûter. Le plus souvent possible.

Chose que vous ne pouvez évidemment vous permettre, mais que nous pratiquons systématiquement chez Nicolas.

Sachez que chez nous, toute une équipe - œnologues, techniciens, maîtres de chai - est au service du vin. Des hommes qui ont la passion du vin.

Quoi de plus normal quand on a la charge d'élever 8 millions de grands crus, des plus prestigieux Châteaux du Bordelais aux plus fameux Clos, Domaines et Hospices de Bourgogne.

8 millions de grands crus tous élevés selon leur stricte tradition d'origine, dans nos caves où règnent des conditions idéales.

Nos dégustateurs sacrifient jusqu'à 1.000 bouteilles par an à seule fin de savoir si les vins qu'elles contiennent sont au summum de leur épanouissement. Et donc dignes de figurer sur nos rayons.

Absolument tous nos vins sont ainsi surveillés, inspectés, soignés. Même

les plus modestes, qui subissent de 5 à 6 dégustations par an.

Non seulement ces spécialistes peuvent parfois déguster plus de 100 crus différents par jour mais leur nez, leur palais sont tels qu'ils leur permettent souvent de reconnaître le mystérieux "goût du tonnelier".

C'est ainsi qu'ils sont capables, à la seule dégustation, de découvrir le bois d'origine et le style de fabrication de la barrique qui a contenu le vin soumis à leur jugement.

Ils peuvent également reconnaître la technique de vinification de tel ou tel producteur, le terroir d'où sont issues certaines cuvées ainsi que les cépages qui sont entrés dans la composition de certains assemblages.

Quant à nos maîtres de chai, ce sont eux qui, entre autres multiples tâches, ont pour mission de changer, tous les trente ans, sur nos grandissimes bouteilles, les bouchons.

Bouchons qui, sans cette opération délicate, risqueraient d'altérer un jour le précieux liquide...

Voilà comment nous élevons nos vins chez Nicolas. Jusqu'au sommet.

Si vous changiez de cave ?

NICOLAS

LES CAVES LES PLUS RICHES DU MONDE

مكتبة الفضل

ET DES SPECTACLES

CINEMA

musicals, 14 (322-83-11); PLM Saint-Jacques, 14 (309-58-22); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (375-79-79); Mayfield, 16 (325-27-06); - V.F.: Rex, 2 (286-83-93); UGC Montparnasse, 6 (375-94-94); Naxos, 12 (343-04-67); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); UGC Convention, 15 (374-93-40); Images, 18 (322-47-94).

FINOT SIMPLE FILM (Fr.): UGC Opéra, 2 (374-93-50).

POLICE ACADEMY (A. v.a.): George V, 8 (362-41-46); Marignan, 9 (359-92-82); - V.F.: France, 9 (770-33-88); Mayfield, 9 (770-32-80); Métrol, 14 (339-52-43); Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06).

PRÉMON CARMEN (Fr.): Grand Paris, 14 (322-41-46); Marignan, 9 (359-92-82); - V.F.: France, 9 (770-33-88); Mayfield, 9 (770-32-80); Métrol, 14 (339-52-43); Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06).

LES RIZOUX (Fr.): Gaumont Hall, 14 (297-49-70); Rex, 2 (286-83-93); Bess, 2 (742-60-33); UGC Danton, 6 (225-10-30); UGC Montparnasse, 6 (375-94-94); UGC Blarney, 9 (725-69-23); Le Paris, 9 (359-92-82); UGC Boulevard, 9 (374-93-40); Bastille, 11 (307-54-40); Arden, 12 (343-04-67); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); Métrol, 14 (339-52-43); Montparnasse, 14 (322-47-94); Gaumont Convention, 15 (828-42-27); Muz, 16 (651-99-75); Pathé Clichy, 18 (322-46-01); Secrétan, 19 (241-77-99).

LA SMALA (Fr.): UGC Montparnasse, 6 (374-94-94); UGC Normandie, 8 (363-16-16); UGC Boulevard, 9 (374-95-40).

SOUVENIRS SOUVENIRS (Fr.): Gaumont Hall, 14 (297-49-70); Gaumont Bess, 2 (742-60-33); Gaumont Richelieu, 2 (233-56-70); Champs Palace, 3 (354-07-75); UGC Odéon, 6 (287-10-30); St-Lazare Paquebot, 6 (387-35-43); UGC Normandie, 8 (363-16-16); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); Métrol, 14 (339-52-43); Gaumont Convention, 15 (828-42-27); 14-Juillet Beaugrenelle, 15 (375-79-79); Paramount Média, 17 (758-24-24); Pathé Clichy, 18 (322-46-01); Gaumont Gambetta, 20 (636-10-96).

STAR WAR LA SAGA (A. v.a.): LA GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR DU JEDI. Eclair, 13 (707-28-04).

STRESS (Fr.): Quinquette, 5 (633-79-38); George V, 8 (362-41-46); - V.F.: France, 9 (770-33-88); Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06).

SUDDEN IMPACT (A. v.a.): George V, 8 (362-41-46); V.F.: Opéra Night, 2 (396-62-56).

LE TARTUFFE (Fr.): Studio de la Harpe, 5 (634-25-32).

TIR A VUE (Fr.): Paramount Montparnasse, 14 (320-12-06).

TOP SECRET (A. v.a.): Forum, 11 (297-52-74); Clichy Palace, 2 (271-52-36); St-Michel, 3 (325-79-77); Paramount Odéon, 6 (325-59-83); UGC Émirats, 6 (363-16-16); Paramount City Triplex, 6 (362-44-24); Paramount Montparnasse, 14 (320-12-06); - V.F.: Rex, 2 (286-83-93); Paramount Marivaux, 2 (296-80-40); UGC Opéra, 2 (374-93-50); UGC Montparnasse, 6 (375-94-94); Gaumont Opéra, 2 (742-56-31); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); Paramount Galeries, 13 (380-18-03); Paramount Orly, 14 (340-45-91); Convention St-Charles, 15 (379-33-00); UGC Convention, 15 (374-93-40); Muz, 16 (651-99-75); Paramount Média, 17 (758-24-24); Images, 18 (322-47-94); Secrétan, 19 (241-77-99).

LA TRICHE (Fr.): Paramount, 14 (322-83-11).

LA ULTIMA CENA (Cub.): Denfert, 14 (321-41-46).

UN AMOUR DE SWANN (Fr.): Calypso, 17 (380-03-11).

UN BON PETIT DIABLE (Fr.): Calypso, 17 (380-03-11).

UNDER FIRE (A. v.a.): UGC Marbœuf, 8 (361-94-95).

UN DÉMARCHÉ À LA CAMPAGNE (Fr.): UGC Marbœuf, 8 (361-94-95).

UN HOMME PARMI LES LOUPS (A. v.a.): Napoléon, 17 (380-03-11).

LE VOL DU SPYGLASS (Fr.): Forum Orient Express, 14 (233-42-25); Quintette, 5 (633-79-38); Paramount Odéon, 6 (325-59-83); Marignan, 9 (359-92-82); Paramount Mercury, 9 (362-75-90); St-Lazare Paquebot, 6 (387-35-43); Paramount Opéra, 2 (742-56-31); Maxville, 9 (770-72-90); Favette, 13 (331-56-86); Métrol, 14 (339-52-43); Paramount Média, 17 (758-24-24).

parnas, 14 (329-90-10); Convention St-Charles, 15 (379-33-00); UGC Convention, 15 (374-93-40); Pathé Clichy, 18 (322-46-01).

Les grandes reprises

AFRICAN QUEEN (A. v.a.): Épis de la, 5 (337-57-47).

ALEXANDRE NEWSKY (Sov. v.a.): Olympia Luxembourg (Nap.), 6 (633-97-77).

ALIEN (A. v.a.): Châtelet Victoria, 14 (308-94-14); République cinéma, 11 (805-51-34); Espace Galie, 14 (327-95-94).

L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS (Amér. v.a.): Boite à films, 17 (622-44-21).

L'ARNAQUE (A. v.a.): Boite à films, 17 (622-44-21).

LES ARISTOCRATES (A. v.a.): Napoléon, 17 (380-03-11).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHÉ (A. v.a.): Clichy Palace, 2 (271-52-36); George V, 8 (362-41-46); - V.F.: Capri, 2 (508-11-69); Paramount, 14 (320-12-06).

MARBRÉES (A. v.a.): Saint-Lambert, 15 (532-91-68).

BARRY LYNDON (Angl. v.a.): Grand Paris, 15 (354-46-85); Boite à films, 17 (622-44-21).

BLADE RUNNER (A. v.a.): Studio Galand, 5 (354-72-71).

BLANCHE-NEIGE (A. v.a.): Napoléon, 17 (380-03-11).

LA CROIXÉE COLONNE (A. v.a.): Action Rive Gauche, 5 (329-44-40); Mac Mahon, 17 (380-24-81).

CITIZEN KANE (A. v.a.): Calypso, 17 (380-03-11).

CONJURE ÉROTIQUE D'UNE NUIT D'ÉTÉ (A. v.a.): Tapis (Nap.), 3 (273-94-56).

LE CRI (It. v.a.): Studio Bertrand, 7 (783-64-66).

CUL DE SAC (A. v.a.): Action Christian, 6 (329-11-30).

DELIVANCE (A. v.a.): Boite à films, 17 (622-44-21).

LE DERNIER TANGO À PARIS (It. v.a.): Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LES DIABLES (Ang. v.a.): Lucern, 6 (344-57-54).

LES DEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (It. v.a.): Clichy, 18 (322-46-01); - V.F.: Capri, 2 (508-11-69).

DON GIOVANNI (It. v.a.): UGC Opéra, 2 (374-93-50); Clichy Palace, 2 (271-52-36); Gaumont Convention, 15 (828-42-27).

EMMANUELLE (Fr.): Paramount City, 6 (362-41-46).

L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE (A. v.a.): Eclair, 13 (707-28-04).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.): Ramol, 16 (284-64-44).

LES ENFANTS DU N° 67 (A. v.a.): République cinéma, 11 (805-51-33).

L'ENIGME DE KASPAR HAUSER (A. v.a.): Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

ERENDERA (A. v.a.): Calypso, 17 (380-03-11).

EXCALIBUR (A. v.a.): Champs, 2 (354-51-60); - V.F.: Opéra Night, 2 (396-62-56).

LA FEMME FLAMBEAU (A. v.a.): Urmol, 5 (354-39-19).

FITZCARRALDO (A. v.a.): Clichy Palace, 2 (271-52-36).

FRANKENSTEIN JUNIOR (A. v.a.): Studio Bertrand, 7 (783-64-66).

GEORGIA (A. v.a.): Studio Bertrand, 7 (783-64-66).

LA GUERRE DES ÉTOILES (A. v.a.): Eclair, 13 (707-28-04); - V.F.: Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

HAIR (A. v.a.): Boite à films, 17 (622-44-21).

LES HAUTES DE HURLEVENT (A. v.a.): Châtelet Victoria (Nap.), 14 (308-94-14); Grand Paris, 15 (354-46-85).

L'HÉRITIER (A. v.a.): Reflet Quartier latin, 5 (329-11-30).

HEROISMA MON AMOUR (Fr.): Saint-Sébastien, 9 (354-50-91).

HISTOIRE DE PIERRE (It. v.a.): Latine, 4 (278-47-86) (ex-Maria).

L'HOMME AU COMPLET BLANC (A. v.a.): Action Écoles, 5 (325-79-77).

HONEY TUNEMAN (A. v.a.): Clichy Palace, 2 (271-52-36); Première (Nap.), 19 (259-62-75).

L'IMPORTEANT C'EST D'AIMER (Fr.): (Amér.) Grand Paris, 15 (354-46-85); Boite à films (Nap.), 17 (622-44-21).

IVAN LE TERRIBLE (Sov.): Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77).

JESUS DE NAZARETH (It.): Grand Paris, 15 (354-46-85).

LAWRENCE D'ARABIE (A. v.a.): Ramol, 16 (284-64-44).

LIQUID SKY (A. v.a.): Clichy, 18 (322-46-01).

LA LÉGENDE DU GRAND JUDO (Jap. v.a.): République cinéma, 11 (805-51-33).

LILI MARLEEN (A. v.a.): Rivoli, 4 (272-63-32).

LA MAIN AU COLLET (A. v.a.): Saint-Michel, 3 (325-79-77); Action Lafayette, 9 (329-79-89).

LA MALE DE SINGAPOUR (A. v.a.): André Bess, 13 (337-74-39).

LA MARQUISE D'O (Fr.-Ail.): Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77).

MEAN STREETS (A. v.a.): Boite à films, 17 (622-44-21).

MERLIN L'ENCHANTEUR (A. v.a.): Napoléon, 17 (380-03-11).

METROPOLIS (Ail.): Saint-Germain Huchette, 5 (633-63-20); Breugnot, 6 (222-57-97); Élysée Lincoln, 6 (339-36-14).

MEURTRE D'UN BOULANGER CHINOIS (ex-LAL DES VAU-RIENS) (A. v.a.): Épis de Bois, 5 (325-79-89).

MIDNIGHT EXPRESS (A. v.a.): Capri, 2 (508-11-69).

LA MORT EN CE JARDIN (Fr.): Logos II, 5 (354-42-34).

NOBLESSE OBLIGE (A. v.a.): Reflet Quartier latin, 5 (329-11-30).

LES NUITS DE CABA (It. v.a.): Champs, 2 (354-51-60).

OEIL POUR OEIL (A. v.a.): Paramount City, 6 (362-41-46).

L'OMME D'UN DOUTE (A. v.a.): Action Christian, 6 (329-11-30).

ORANGE MÉCANIQUE (A. v.a.): Galand, 5 (354-72-71); Balzac, 6 (361-10-60); - V.F.: Lucerne, 6 (344-57-54).

PARIS (A. v.a.): Calypso, 17 (380-03-11).

PHANTOM OF THE PARADES (A. v.a.): Châtelet Victoria (Nap.), 14 (308-94-14); Club de l'étoile, 17 (380-03-11).

PINK FLOYD THE WALL (A. v.a.): Club de l'étoile, 17 (380-03-11).

PROVA D'ORCHESTRA (It. v.a.): Latine, 4 (278-47-86).

RASHOMON (Jap. v.a.): Saint-Lambert, 15 (532-91-68).

RENCOUNTER WITH URRE ET HARDY (A. v.a.): Contraste, 5 (325-79-89).

LE RETOUR DU JEDI (A. v.a.): Eclair, 13 (707-28-04).

RUE CASES-NEIGES (Fr.): Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

SAINT-GERMAIN (A. v.a.): Grand Paris, 15 (354-46-85); Club, 5 (325-79-89).

LE SALON DE MUSIQUE (It. v.a.): Clichy, 18 (322-46-01).

SCIENCE (It. v.a.): Logos I, 5 (354-42-34).

TAXI DRIVER (A. v.a.): Saint-Germain Studio, 5 (633-63-20); Boite à films, 17 (622-44-21).

THE BLUES BROTHERS (A. v.a.): Épis de Bois, 5 (325-79-89).

THE ROSE (A. v.a.): Châtelet Victoria, 14 (308-94-14).

TRISTANA (Fr.-Esp. v.a.): Épis de Bois, 5 (325-79-89).

VIVRE ET LAISSER MOURIR (Ang. v.a.): Marbœuf, 8 (361-94-95); - V.F.: Galie Rochecourt, 9 (878-81-77).

WEST SIDE STORY (A. v.a.): Balzac, 6 (361-10-60).

ZARIBOIS POINT (A. v.a.): Studio Média, 5 (633-25-97).

ZELIG (A. v.a.): Galand, 5 (354-72-71).

En V.O.: MONTE-CARLO - GEORGE V - PARAMOUNT ODÉON - STUDIO ALPHA - PARAMOUNT MONTPARNASSE - FORUM HALLES MOVIES HALLES - CONVENTION SAINT-CHARLES

En V.F.: PARAMOUNT OPÉRA - PARAMOUNT MARIVAUX - PARAMOUNT BASTILLE - CLICHY-PATHÉ - PARAMOUNT MONTPARNASSE

PARAMOUNT ORLÉANS - PARAMOUNT Gobelins - PARAMOUNT GALAXIE - PASSY - PARAMOUNT MAILLOT

LA VARENNE PARAMOUNT - CRÉTEL ARTEL - BOULOGNE GAUMONT OUEST - VERSAILLES CYRANO - LA DÉFENSE 4 TEMPS

VITRY ROBESPIERRE - ARGENTEUIL ALPHA GAMMA - CERGY PONTOISE

LE NOUVEAU WOODY ALLEN

BROADWAY DANNY ROSE

Woody Allen Mia Farrow

ORION

LA PRESSE UNANIME

- A VOIR ABSOLUMENT LE POINT
- QUELLE FÊTE LE FIGARO
- DU GRAND BURLESQUE AMÉRICAIN LE MONDE
- UN PETIT CHEF D'ŒUVRE FRANCE-SOIR
- GÉNIAL L'HUMANITÉ
- UNE PETITE MERVEILLE PREMIERE

COMMUNICATION

M. Fabius chaque mois sur TF 1

(Suite de la première page.)

La forme même de l'émission, en effet, ne peut s'apparenter à une communication du gouvernement telle que la définit l'article 33 (2), et pour laquelle est prévue un véritable « droit de réplique » (article 14). La Haute Autorité devra donc déterminer la forme que prendra le droit de réponse envisagé.

La pratique de la censure régulière du président ou du premier ministre n'est pas une nouveauté. Après Roosevelt aux États-Unis, Pierre Mendès France l'avait inaugurée à la radio d'Etat le 26 juin 1954. M. Valéry Giscard d'Estaing fut sept fois la vedette d'« Une heure avec le président », du 18 avril 1979 au 27 janvier 1981 sur les trois chaînes de télévision.

En renouant avec ce style d'émission, M. Fabius et TF 1 mettent en commun des intérêts différents. Pour le premier ministre, ces rendez-vous répondent à un impératif de communication de la part du gouvernement, qui a mesuré ses faiblesses dans ce domaine (3). « Quand on prend des engagements vis-à-vis du pays, on doit en rendre compte aux Français, leur expliquer les décisions qui les concernent », a déclaré M. Fabius.

La proposition de TF 1 rencontre en fait un souci majeur de ce gouvernement, qui s'est fixé comme l'un de ses tâches principales de mieux « faire passer » son message, et en particulier les réformes faites par la gauche depuis 1981. Les services de presse de Matignon et des ministères ont été renforcés, on fait davantage appel à des « hommes de communication », on cherche des méthodes nouvelles. Dès l'été, des réunions ont eu lieu à l'insinuation du premier ministre pour aligner l'ensemble du gouvernement dans ce sens.

Faire monter en première ligne M. Fabius, après sa prestation jugée excellente à « l'Heure de vérité » (Antenne 2) le 5 septembre, peut être payant. Tout a été dit sur « l'effet Fabius », sa jeunesse, l'image de modernité qu'il incarne. Et là, il rejoint la stratégie de la première chaîne, qui opère depuis la rentrée un spectaculaire redressement de

(1) Le gouvernement peut, à tout moment, faire programmer et diffuser toutes déclarations ou communications qu'il juge nécessaires. Les émissions sont annoncées comme émanant du gouvernement.

(2) Lire notamment « Le pouvoir à la rencontre de l'opinion publique », dans Le Monde des 21, 22 et 23 juin.

(3) Derniers chiffres connus, pour le premier trimestre 1984 : 3 h 48'34" pour la présidence de la République, 11 h 23'45" pour le gouvernement, 8 h 9'37" pour les partis de la majorité (PS, PCF, MRG) 10 h 46'36" pour l'opposition (RPR, UDF). Ils faisaient apparaître une progression de l'opposition par rapport aux précédents décomptes (Le Monde du 14 juin).

La nouvelle grille de France-Culture

Une réforme, pas une révolution. Annoncée depuis longtemps, attendue avec impatience ou inquiétude (par des producteurs peu habitués aux remises en cause et aux changements), la nouvelle grille de France-Culture, présentée lundi 8 octobre par le PDG de Radio-France, M. Jean-Noël Jeanneney, et le nouveau directeur de la chaîne, M. Jean-Marie Borzeix, et qui entrera en vigueur à partir du 15 octobre, ne bouleverse pas les plates-bandes, ne fait pas table rase du passé.

Les principales émissions sont maintenues (même si elles ont changé d'heure) mais, on trouve beaucoup plus de magazines, davantage de direct, d'émissions courtes. Le rythme et le ton changent.

Un peu d'air. C'était nécessaire. La radio la plus culturelle de France était la seule parmi tous les médias à ne pas avoir changé depuis plus de dix ans. Pour quoi ? Une chaîne culturelle serait-elle obligatoirement empaquetée, solennelle, désuète, hautaine, hiératique ? a demandé Jean-Marie Borzeix (et toc pour le prédécesseur, M. Yves Jaigu), tout en reconnaissant le haut niveau de la chaîne et la nécessité de faire un « changement prudent ».

Le nouveau directeur de France-Culture a exclu le changement radical pour deux raisons : « D'abord parce que le public de France-Culture est l'un des plus fidèles qui soit ; ensuite parce que plusieurs émissions de l'ancienne grille étaient excellentes ».

Le changement est l'aboutissement de consultations diverses et du travail de réflexion d'un petit groupe. Il était réclamé depuis longtemps à l'intérieur par un certain nombre de producteurs (des jeunes, surtout) lassés de la structure féodale de France-Culture. Philippe Nemo, philosophe, giscardien, un des producteurs récemment « limogés », a parlé de « chasse aux sorcières » et de reprise en main politique. Le terme semble largement exagéré quand on sait que certains postes de producteurs s'apparentent à des rentes à vie, et qu'à France-Culture le corporatisme exagéré s'ajoute à l'absence totale de sens antiautoritaire.

Sur quatre-vingts producteurs réguliers, cinq ou six ont été éliminés. C'est du moins le chiffre donné par M. Jean-Noël Jeanneney, expliquant les raisons pour lesquelles Philippe Nemo ne lui avait plus semblé être « l'homme de la situation ». M. Nemo, a-t-il déclaré, était producteur, en alternance avec Claude Mettra, de « L'autre scène, les vivants et les dieux ». Progressivement, ses émissions se sont orientées dans un sens qui ne correspondait plus à l'identité de l'émission, à ses bases. Il y a donc eu dérive par rapport au projet original. Mais dans le cadre de la réforme de France-Culture, on trouvera d'autres émissions traitant de philosophie, parmi lesquelles « Un homme, une vie », de Claude Mettra. M. Jean-Noël Jeanneney, qui a récemment envoyé une lettre à Philippe Nemo, a refusé de s'expliquer sur le « procès politique » : « un procès d'intention », a-t-il dit. Quant à la « radio-punk d'Etat », il a invité les auditeurs à écouter la nouvelle grille et à en juger...

M. Jean-Noël Jeanneney s'est félicité de son image, avec de nombreuses émissions nouvelles, un autre présentateur au journal de 20 heures, une rénovation de ses magazines d'information.

Pourtant, l'arme est à double tranchant pour les deux partenaires. TF 1 peut, certes, profiter de l'« effet Fabius » - dynamisme et modernité - mais ancrer aussi davantage l'image de « chaîne du pouvoir » que l'on continue à lui reprocher. Pour le gouvernement et la majorité, le risque est d'être accusés par l'opposition (qui dispose de relais efficaces, notamment dans la presse écrite) de « propagande » et de « reprise en main ». On a encore de produire l'effet inverse de celui recherché, et qui avait nui au prédécesseur de M. François Mitterrand à l'Élysée : agacés l'opinion par des interventions trop fréquentes.

Autres questions : comment sera organisée la « réponse » et qui en bénéficiera ? Les temps de parole politiques à la télévision seront-ils modifiés et dans quel sens ? (4). La Haute Autorité pourra-t-elle, dans la période de communication politique qui s'annonce chaude d'ici à 1986, faire « respecter les équilibres » et, en même temps, la liberté d'information des rédactions des chaînes ? Le débat démocratique aurait tout à gagner de règles du jeu claires et clairement acceptées. Le projet de rendez-vous avec M. Fabius sera, à cet égard, un test instructif.

YVES AGNÈS.

(4) Derniers chiffres connus, pour le premier trimestre 1984 : 3 h 48'34" pour la présidence de la République, 11 h 23'45" pour le gouvernement, 8 h 9'37" pour les partis de la majorité (PS, PCF, MRG) 10 h 46'36" pour l'opposition (RPR, UDF). Ils faisaient apparaître une progression de l'opposition par rapport aux précédents décomptes (Le Monde du 14 juin).

COMMUNICATION

LA NOMINATION DE M. HÉBERLÉ A ANTENNE 2

Les membres de la Haute Autorité : « complète harmonie »

Présentant devant la presse le deuxième rapport annuel de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, Mme Michèle Cotta, présidente de cette institution, a éclairé le choix fait récemment du successeur de M. Pierre Desgraupes à la direction d'Antenne 2. « Nous avons réellement tenté de rechercher un consensus », a déclaré notamment Mme Cotta. « Au demeurant, si la plupart des décisions que prend la Haute Autorité depuis deux ans sont prises à la quasi-unanimité, il est arrivé, à quelques reprises, qu'elles le soient à la majorité simple (...). C'est la règle du jeu dans une instance collégiale. La Haute Autorité n'aurait pas survécu si ses membres s'étaient, à chaque fois, déterminés selon des clivages politiques. Mais nous ne sommes pas non plus neuf personnes en tous points identiques, donc le comportement au fil des jours se serait totalement nivelé. »

En écho à cette déclaration, les membres de la Haute Autorité ont fait connaître leur totale solidarité avec leur présidente. M. Jean Aurin a notamment déclaré : « Nous travaillons tous les neuf ensemble et en complète harmonie, même si nous ne sommes pas toujours d'accord. Nous sommes en deux ans devenus

des amis. » M. Marc Paillet : « Pour nous, qui travaillons tous les jours, il importe de ne pas laisser se développer le sentiment qu'un seul acte vient obscurcir tout notre travail depuis deux ans. » Pour M. Daniel Karlin, « dans cette histoire, la presse a raconté tout et son contraire ». Certains membres, notamment MM. Paul Guimard et Gabriel de Broglie, ont démenti certaines assertions des médias.

Il a été précisé, d'autre part, qu'un seul vote avait eu lieu pour la nomination de M. Jean-Claude Héberlé. Enfin, Mme Cotta a expliqué sa position dans le vote : « Je me

suis abstenue non pour manifester une quelconque hostilité, ni même une irritation à l'égard de quiconque, et naturellement pas à l'égard du président de la République, mais uniquement parce que j'avais soutenu - sans succès - une autre candidature, que j'estimais plus adéquate, qui d'ailleurs n'avait rien de provocateur, et que je n'ai pas voulu changer d'avis quelle que soit ma sympathie personnelle pour Jean-Claude Héberlé. »

(Lire pages 1 et 22 : « Une autorité à préserver. »)

La présidence de TF 1 précise les fonctions de M. Lallier

Après l'annonce de la création d'un comité de programme (le 7-8 octobre), la présidence de TF 1 a précisé les fonctions de M. Jean Lallier, délégué de M. Hervé Bourges, PDG de la chaîne, pour les programmes. M. Lallier est chargé d'une action de recherche de nouveaux projets d'émissions. A ce titre, il s'occupera plus particulièrement des coproductions internationales et de la politique cinématographique de TF 1

dans le cadre de sa filiale TF 1-films production. M. Lallier siège au comité de programmes qu'il présidera en l'absence de M. Hervé Bourges. La présidence de TF 1 indique que ce comité, constitué il y a trois semaines, s'est déjà réuni quatre fois et témoigne de la volonté de M. Bourges de « coordonner lui-même la politique de programme de la chaîne, sans remettre en question le principe des unités de programmes ».

SPORTS

AUTOMOBILISME

Le Grand Prix de Monaco ne figure plus au calendrier du championnat du monde

La Fédération internationale de sport automobile (FISA), qui a réuni à sa tête M. Jean-Marie Balestre, a, mardi 9 octobre, annoncé la suppression de son comité exécutif, retiré le Grand Prix de Monaco du calendrier du championnat du monde 1985, non pour des raisons de sécurité, mais pour des motifs financiers.

En prenant cette décision, la FISA franchit une nouvelle étape dans le conflit qui l'oppose au président de l'Automobile Club de Monaco (ACM), M. Michel Boeri, organisateur du Grand Prix de Monaco. Le différend est né au lendemain de la reconduction du contrat qui lie l'ACM à la chaîne de télévision américaine ABC. La FISA est propriétaire des droits de télévision sur tous les circuits de formule 1. Le montant de ces droits est géré par M. Bernie Ecclestone, président de l'Association des constructeurs de formule 1 (ROCA), qui perçoit 33 % aux termes des accords de la Concordat.

M. Boeri a refusé la règle du jeu. M. Balestre a enlevé à Monaco le label du championnat du monde. Cela ne veut pas dire que le Grand Prix, inscrit trente et une fois au calendrier du championnat depuis la création de cette épreuve en 1950, ne pourra pas avoir lieu : la date initialement prévue pour la course, le 19 mai, reste libre. Toutefois, en n'étant plus attributive de points pour le classement mondial, cette épreuve, suivie par cent mille spectateurs et diffusée dans cinquante-quatre pays, risque de perdre de son impact. Cela inquiète les commanditaires de la F1 mais aussi les responsables du tourisme de la Côte d'Azur.

Le Rallye de Monte-Carlo menacé

Rien n'indique, pourtant, que le conflit ne trouvera pas de solution. M. Balestre a déclaré que « si l'ACM réglait les droits payés en 1984, le Grand Prix de Monaco pourrait, après étude du dossier, réintégrer le championnat du monde ». M. Boeri a estimé, pour sa

part, que, « avec de la bonne volonté, les difficultés pouvaient être apaisées ».

Ce différend n'est toutefois qu'un des aspects du conflit. Le président de la FISA est aussi celui de la Fédération française de sport automobile (FFSA). Il a également critiqué l'ACM à propos de l'organisation du Rallye de Monte-Carlo qui, depuis 1911, le réunit aux côtés du championnat du monde. M. Balestre a, en effet, estimé que « lorsque des épreuves sportives automobiles étrangères utilisent le territoire français, elles mettent à contribution des dizaines d'associations et plusieurs ligues, exploitent les meilleures infrastructures nationales et tirent un grand profit du capital sportif, humain et matériel du sport automobile français. Certaines de ces compétitions, à caractère commercial, disposent de budgets considérables et menacent l'existence d'épreuves françaises ».

Le Rallye de Monte-Carlo ne devrait donc pas recevoir, en 1985, l'autorisation de la FFSA si l'ACM ne verse pas une contribution de 1 million de francs.

Compte tenu des intérêts en jeu, il est improbable, à en croire, que la Fédération française et les organisateurs du Rallye ne trouvent pas un terrain d'entente.

GILLES MARTINEAU.

PROST A 3,5 POINTS DU TITRE

Alain Prost n'a plus que 3,5 points de retard sur Niki Lauda au classement provisoire du championnat du monde de Formule 1, dont la dernière épreuve aura lieu le 21 octobre prochain à Estoril (Portugal).

Après l'exclusion pour tricherie de l'écurie britannique Tyrrell du championnat du monde, la FISA a décidé de redistribuer les points acquis par cette dernière. La Britannique David Brundie, deuxième du Grand Prix de Detroit (États-Unis), ayant été déclassé, Prost, qui avait terminé à la cinquième place, s'est retrouvé quatrième sur le tapis vert et a récupéré un point supplémentaire.

● **BASKET-BALL** : Villeurbanne en Coupe d'Europe. - L'ASVEL s'est facilement qualifié pour le deuxième tour de la Coupe d'Europe des clubs vainqueurs de Coupe au détriment du Maccabi de Bruxelles. Déjà gagnants du match aller, l'équipe d'Alain Gilles s'est imposée, sur son terrain le 9 octobre, par 85 à 73.

● **FOOTBALL** : Laval gagne la Coupe de la Ligue. - Mardi soir 9 octobre, au stade Auguste-Delaune, à Reims, le Stade lavallois a gagné la première édition de la Coupe de la Ligue professionnelle face à l'AS Monaco, par 3 buts à 1.

CYCLISME

Parcours original pour le Tour de France 1985

Le Tour de France 1985, présenté à la presse, mardi 9 octobre, aura lieu du 26 juin au 28 juillet. Il partira de Vannes pour se terminer sur les Champs-Élysées, soit 4 000 kilomètres, après avoir traversé la Normandie, le Nord, les Vosges, le Jura, les Alpes, le Massif Central et les Pyrénées. Escaladées au cours de la dernière semaine, celles-ci joueront un rôle déterminant. Alors que dans le Tour 1984 elles avaient été pratiquement écartées au profit des Alpes, elles seront valorisées, cette fois, par deux arrivées en altitude inédites : l'une au cœur de la station de sports d'hiver de Luz-Ardiden (1 780 mètres et 13 kilomètres d'ascension), l'autre au sommet de l'Anibique (1 709 mètres), que les coureurs franchiront à deux reprises en deux jours. Aspin et Tourmalet figurent aussi au programme.

Dans les Alpes, en revanche, le Tour 1985 évitera les grands obstacles traditionnels, tels que le Galibier ou Joux-Plane. Il y aura néanmoins une arrivée en altitude à Avoriaz (1 800 mètres), puis cinq cols entre Morzine et Grenoble. Enfin, et ce sera peut-être la plus sélective des étapes alpestres, les rouleurs-grimpeurs s'affronteront au cours d'une épreuve contre le montre de 35 kilomètres sur les pentes du Vercors, en direction de Villard-de-Lans.

Indépendamment du prologue de 6,5 kilomètres, le 28 juin, à Plumelec et de l'exercice collectif Vitre-Fougères (75 kilomètres), les spécialistes du chronomètre disposeront de deux étapes individuelles contre la montre relativement longues pour se départager : Sarrebourg-Sarrebourg (75 kilomètres) et le cir-

cuit du lac de Vassivière, en Limousin (48 kilomètres), la veille du retour à Paris.

A priori, ce parcours assez original semble moins exigeant que ceux des années précédentes, mais il faut se garder d'anticiper et ne pas sous-estimer la valeur stratégique de certaines étapes dites de transition, en particulier Saint-Étienne-Aurillac, qui comporte la montée du Puy-Mary.

Le tracé du deuxième Tour féminin suivra la même orientation. En trois semaines, du 29 juin au 21 juillet, les concurrentes effectueront 1 150 kilomètres, grimperont dix cols, dont le Tourmalet, et auront droit à quatre jours de repos. L'Américaine Marianno Martin, victorieuse cette année, a confirmé sa participation pour l'an prochain.

J. A.

● **ATHLÉTISME** : nouveau record des 100 km marche. - A l'occasion du championnat de France des 100 km marche, disputé le 7 octobre à Laval, Gérard Lelièvre, du Grand-Quevilly, a établi une nouvelle meilleure performance mondiale en couvrant la distance en 8 h 58 mn 12 s (moyenne horaire de 11,148 km). Le précédent record était détenu par l'Allemand de l'Est Christophe Hoehne qui avait réalisé 9 h 15 mn 46 s en 1970. Lelièvre, qui a remporté son trente-quatrième titre, a précédé Jean-Claude Corre (9 h 24 mn 05 s) et Matthieu (9 h 36 mn 17 s).

Mercredi 10 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

SINGER

SÉRIE LIMITÉE
SINGER Magic

Exemple : MACHINE A COUDRE MAGIC 9

2.150 F

Super abaisse

20 h 35 Série : Dantes. Réactions mitigées après l'annonce des fiançailles de Clément et Elise. R. et J. furieux.

21 h 25 Chronique d'une famille française. Série de Hervé Basle. N° 1 : Au temps du père Bernard. Teillé-Saint-Marceau, dans la Sarthe. Un village effrayé comme tous d'autres, plein du charme de ses murailles grises. Une famille française, un document-récit qui permet à un auteur de révéler, de lire entre les lignes comme un remake de sa propre histoire.

22 h 25 Fréquence vidéo. Émission d'I. Coppen et R. Adarid. L'actualité de la vidéocassette ; le gag du mois, Vidéous.

23 h 10 Journal.

23 h 25 C'est à lire.

23 h 30 Chagnotant. Alain Chamfort ; Confusion.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Téléfilm : Meignot à Vichy. De G. Simonon. Réalisation A. Levant, avec J. Richard. Meignot a beau suivre le plus tranquillement du monde une cure à Vichy avec sa femme, il n'en reste pas moins un policier qui ne peut s'empêcher d'écouter son flair légendaire. Une petite femme en mesure est assassinée. Meignot enquête.

21 h 20 TF 1 Vision plus.

21 h 50 La une chez vous.

22 h Feuilleton : Nans le berger.

22 h 30 Variétés : La bouteille à la mer.

23 h Journal.

23 h 45 A pleine voix. 13-50 Série : France, chasseur de fauves (redif) : 14.45 Portes ouvertes, magazine des handicaps ; 15.00 Images d'hiver (des techniques et des hommes) ; 15.30 Quatre : en direct d'Evry ; 16.00 Santé sans images, magazine de M. Morance ; 17.05 La chance aux basses.

23 h 55 Mini Journal pour les jeunes.

23 h 10 Le village dans les images.

23 h 30 Magic Hall, de Gérard Majar.

23 h 15 Émissions régionales.

23 h 40 Cocorococoboy.

23 h Journal.

23 h 35 Feuilleton : Billet doux. Réal. M. Berry. Avec P. Mondy, D. Boccardo... Les aventures de Philippe, à la recherche d'un billet de 500 francs qui peut, peut-être, lui permettre de se disculper du crime dont on l'accuse. Suspense, rire, tendresse.

23 h 10 L'Enjeu. Magazine économique et social de F. de Closets, E. de La Taille et A. Weiller.

23 h 15 Les séries : L'inspecteur. Le choc du retour : Les séries de la flex française ; CFM 56 : histoire d'un moteur.

23 h 45 Journal.

23 h C'est à lire.

23 h 5 Étoiles à la une. Cinéma : La nuit américaine. Film américain de F. Truffaut (1973), avec J. Basset, V. Cortese, A. Stewart, J.-P. Améon, J.-P. Léaud, F. Truffaut (Rediffusion). Un metteur en scène, interprété par Truffaut lui-même, tourne un film aux studios de la Victoria à Nice. La vie privée des acteurs et des techniciens influent sur cette fiction. Une œuvre admirable, où passent toute la sensibilité, tout l'amour du cinéma et des comédiens, toute la chaleur humaine propres à Truffaut.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 30 Journal.

20 h 10 Antiope et météo.

20 h 10 Jeu : l'Académie des neufs.

20 h 45 Journal.

20 h 30 Feuilleton : Les amours des années 60.

20 h 45 Aujourd'hui la vie.

20 h 50 Cinéma : Les cols brillent au soleil. Film italien de S. Merello (1970), avec R. Pellegrin, J. Ireland, A. Giordano, B. Bell, M. Granelli. Un hors-la-loi, qui a demandé l'hospitalité à un ancien ami devenu shérif, veut, avec sa bande, mettre la main sur tout un village. Raymond Pellegrin perdu dans un sous-produit de western italien.

20 h 20 Magazine : Un temps pour tout. De M. Cam et A. Valentini.

20 h 15 La recherche d'une âme sœur.

20 h 45 Récit A 2. Les destinées d'Épinal : Mes mains ont la parole ; La princesse insensible ; Les légendes du monde.

20 h 30 C'est la vie.

20 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

20 h 10 D'accord, pas d'accord (INC).

20 h 15 Émissions régionales.

20 h 40 Le théâtre de Boulevard.

20 h Journal.

20 h 35 Feuilleton : la Mafia. Réal. D. Damiani. Avec M. Piacido, N. Jamet... Corrado Cattani, policier, rêve de gravir rapidement les échelons qui le mèneront au niveau de la promotion sociale. C'est bien parti. Il remplace sur-le-champ l'un de ses compères qui vient d'être assassiné en Sicile. Mais au même moment, on ne peut plus classique qui colle parfaitement à l'action, s'engageant à une rapidité d'écrit.

20 h 35 Musiques au cœur. D'E. Ruggieri et P. Camus. Teresa Berganza. Des extraits de plusieurs rôles que la cantatrice espagnole a le plus souvent interprétés. Des séquences sur sa vie, tournées au Festival de Vaison-la-Romaine.

22 h 50 Histoires courtes. « Ballades », de C. Corré ; « Le collectionneur », de J. Nichez.

22 h 5 Les jours de notre vie : Avant la naissance. Magazine médical de D. Thibault. Les dernières techniques sur l'enfant avant sa naissance. L'échographie, le diagnostic anté-natal, les maladies infectieuses de la mère. Avec le professeur E. Papinick, chef du service de gynécologie obstétrique de l'hôpital Antoine-Bécère, à Clamart ; les docteurs Cohen et Vial, du même service ; le professeur André Boué et le docteur Joëlle Boué, généticiens du Centre international de l'enfance.

23 h Journal.

23 h 20 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Variétés : Cadence 3. Émission de Guy Lux et Lolo Micic. Avec Enrico Minic, Gilbert Bécaud, Hervé Vilard, Bonnie Tyler, Dalida...

22 h Journal.

22 h 20 Série : Scènes de la vie conjugale. d'I. Bergman. N° 5 : Les Amphibies. Avec L. Ullmann, E. Jeckel, B. Audran... Marianne et Johan se retrouvent pour signer les papiers du divorce. Toutes les rancœurs explosent, toutes les amertumes sont jetées à la figure. L'un des moments les plus violents du drame familial merveilleusement filmé, joué, grave, tendu... le roman de la vie.

23 h 10 Une bonne nouvelle par jour, de Brice Lalonde.

23 h 15 Prélude à la nuit. « Souhaites pour fête et piano » de Dutilleul, par M. Deloet, J. L. et C. Vial, piano.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5 Histoire de France en BD : 17 h 10 Dessin animé : Belle et Sébastien ; 17 h 12 Les OVNIS, qu'on qu'on ? ; 17 h 25 L'art involontaire ; 17 h 40 Mon ami Guignol ; 17 h 50 Série : Les matricules ; 18 h Magazine du rock : Rocking chair ; 18 h 30 Vie régionale ; 18 h 55 Humour ; 19 h Feuilleton : Monsieur Benjamin ; 19 h 15 Informations ; 19 h 50 Atout PIC.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Musique : La musique contemporaine et les médias.

22 h 30 Nuits magiques : Don Juan.

FRANCE-MUSIQUE

20 h Concert (en direct de la cathédrale de Brème) : « Antifony », de Kabele, « A propos d'Orphée », de Darius, « Offrande musicale », de J.-S. Bach, par le chœur de la cathédrale de Brème, les Percussions de Strasbourg et l'ensemble vocal Éluette Calmel ; dir. J.-L. Petit, sol. T. Solier, soprano, G. Guillard, orgue.

22 h Les séries de France-Musique : « Vervain-Scoth » ; à 1 h, Poèmes d'or.

Jeudi 11 octobre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 20 TF 1 Vision plus.

11 h 50 La une chez vous.

12 h Feuilleton : Nans le berger.

12 h 30 Variétés : La bouteille à la mer.

13 h Journal.

13 h 45 A pleine voix. 13-50 Série : France, chasseur de fauves (redif) : 14.45 Portes ouvertes, magazine des handicaps ; 15.00 Images d'hiver (des techniques et des hommes) ; 15.30 Quatre : en direct d'Evry ; 16.00 Santé sans images, magazine de M. Morance ; 17.05 La chance aux basses.

17 h 55 Mini Journal pour les jeunes.

17 h 10 Le village dans les images.

17 h 30 Magic Hall, de Gérard Majar.

17 h 15 Émissions régionales.

17 h 40 Cocorococoboy.

17 h Journal.

17 h 35 Feuilleton : Billet doux. Réal. M. Berry. Avec P. Mondy, D. Boccardo... Les aventures de Philippe, à la recherche d'un billet de 500 francs qui peut, peut-être, lui permettre de se disculper du crime dont on l'accuse. Suspense, rire, tendresse.

17 h 10 L'Enjeu. Magazine économique et social de F. de Closets, E. de La Taille et A. Weiller.

17 h 15 Les séries : L'inspecteur. Le choc du retour : Les séries de la flex française ; CFM 56 : histoire d'un moteur.

17 h 45 Journal.

17 h C'est à lire.

17 h 5 Étoiles à la une. Cinéma : La nuit américaine. Film américain de F. Truffaut (1973), avec J. Basset, V. Cortese, A. Stewart, J.-P. Améon, J.-P. Léaud, F. Truffaut (Rediffusion). Un metteur en scène, interprété par Truffaut lui-même, tourne un film aux studios de la Victoria à Nice. La vie privée des acteurs et des techniciens influent sur cette fiction. Une œuvre admirable, où passent toute la sensibilité, tout l'amour du cinéma et des comédiens, toute la chaleur humaine propres à Truffaut.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 30 Journal.

20 h 10 Antiope et météo.

20 h 10 Jeu : l'Académie des neufs.

20 h 45 Journal.

20 h 30 Feuilleton : Les amours des années 60.

20 h 45 Aujourd'hui la vie.

20 h 50 Cinéma : Les cols brillent au soleil. Film italien de S. Merello (1970), avec R. Pellegrin, J. Ireland, A. Giordano, B. Bell, M. Granelli. Un hors-la-loi, qui a demandé l'hospitalité à un ancien ami devenu shérif, veut, avec sa bande, mettre la main sur tout un village. Raymond Pellegrin perdu dans un sous-produit de western italien.

20 h 20 Magazine : Un temps pour tout. De M. Cam et A. Valentini.

20 h 15 La recherche d'une âme sœur.

20 h 45 Récit A 2. Les destinées d'Épinal : Mes mains ont la parole ; La princesse insensible ; Les légendes du monde.

20 h 30 C'est la vie.

20 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.

20 h 10 D'accord, pas d'accord (INC).

20 h 15 Émissions régionales.

20 h 40 Le théâtre de Boulevard.

20 h Journal.

20 h 35 Feuilleton : la Mafia. Réal. D. Damiani. Avec M. Piacido, N. Jamet... Corrado Cattani, policier, rêve de gravir rapidement les échelons qui le mèneront au niveau de la promotion sociale. C'est bien parti. Il remplace sur-le-champ l'un de ses compères qui vient d'être assassiné en Sicile. Mais au même moment, on ne peut plus classique qui colle parfaitement à l'action, s'engageant à une rapidité d'écrit.

20 h 35 Musiques au cœur. D'E. Ruggieri et P. Camus. Teresa Berganza. Des extraits de plusieurs rôles que la cantatrice espagnole a le plus souvent interprétés. Des séquences sur sa vie, tournées au Festival de Vaison-la-Romaine.

22 h 50 Histoires courtes. « Ballades », de C. Corré ; « Le collectionneur », de J. Nichez.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h 5 Télévision régionale. Programmes autonomes des deux régions.

19 h 55 Dessin animé : l'inspecteur Gadget.

20 h 5 Les jeux.

20 h 35 Cinéma : French Cancan. Film français de J. Renoir (1955), avec J. Gabin, M. Félis, F. Arnaud, P. Clay, J.-R. Cassinon, G. Espinoza, V. Tisser (Rediffusion). Au début du siècle, le directeur d'un cabaret de Montmartre découvre les talents de danseuse d'une petite blanchisseuse. Il va en faire une reine du « Cancan » et fonder le « Moulin-Rouge ». Le monde des spectacles populaires de la Belle Époque, recréé avec une authenticité vécue par Jean Renoir. Images en couleurs dignes de la peinture impressionniste, hommage aux artistes, rapports du métier et de la vie. Très grande composition de Gabin.

22 h 20 Journal.

22 h 45 Une bonne nouvelle par jour, de Brice Lalonde.

22 h 50 Prélude à la nuit. « Octave-Sérénade » : E 375 de Mozart, par l'Octave Varès.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5 Histoire de France en BD : 17 h 10 Les DOM-TOM au quotidien ; 17 h 40 Insolite (la sorcellerie) ; 18 h Court métrage ; 18 h 10 Feuilleton : Dymatis ; 18 h 55 Humour ; 19 h Feuilleton : Monsieur Benjamin ; 19 h 15 Informations ; 19 h 50 Atout PIC.

FRANCE-CULTURE

7 h Mathématiques : Les postérieurs.

7 h 30 Bonne de genre.

8 h Les chemins de la connaissance : Autoportrait d'un poète allemand ; à 8 h 33, La fête hindoue ; à 8 h 50, La cité des songes.

9 h 5 Mathématiques de la statistique.

10 h 30 Le cri du homard.

10 h 50 Musique : Libre parcours jazz (à 14 h 50).

12 h 5 Agora.

12 h 45 Équinoxes.

13 h 30 Peintres et ateliers.

14 h 10 Un livre, des voix : « Métamorphoses de la Reine », de P. Flourens.

16 h 5 Mémoires : Adresses aux vivants ; à 16 h 10, La vie qui change ; à 16 h 20, Paroles ; à 17 h, Médiateur ; à 18 h 22, Intime conviction.

18 h 30 Bonnes nouvelles, grands comédiens : Les jours de vin et de rose.

19 h 25 Jeux à l'ancienne.

19 h 30 Les progrès de la biologie et de la médecine : L'infirmité.

20 h Les enjeux interdisciplinaires.

20 h 30 Nouveaux répertoires dramatiques : « Usage », de Daniel I. Comblat ; avec A. Talay, S. Maréchal, J. Souchon.

22 h 30 Nuits magiques : Don Juan.

FRANCE-MUSIQUE

2 h Les maîtres de France-Musique : Djalal-Od-Din-Rumi.

7 h 10 Actualité du disque.

9 h 5 L'orchestre en concert.

9 h 20 Le musée des sciences : Saint-Pétersbourg.

12 h 5 Concert : œuvres de Rossini, Corneille, Prokofiev, Mendelssohn, Beethoven, Gounod, par l'Ensemble à vent du nouvel orchestre philharmonique.

13 h 32 Opérette-magazine.

14 h 2 Répères contemporains : Musique soviétique contemporaine ; œuvres de Denisov, Erikson.

15 h Musiciens à l'épreuve : György Ligeti.

18 h L'Impromptu.

19 h 15 Le temps du jazz : Le blues-notes ; Interimède ; Enlèves : Les aventures de Sydney Bocher.

20 h Concerts internationaux de guitare : œuvres de Dowland, par J. Jankovic et de Rak, par V. Mikulka.

20 h 30 Concert (donné au théâtre des Champs-Élysées le 8 juin dernier) : « L'affaire Macropoulos » de Janacek, par le Nouvel Orchestre philharmonique et les chœurs de Radio-France, dir. J. Furst ; chef des chœurs, J. Jorin ; chef de chœur, M. Paulbon, premier violon, B. Gardey, sol. J. Gard, J. Bimichof, G. Renard, L. Sabitch, C. Meland, I. Matkiah, M. Egal, J.-P. Fremoux. En complément : « Messe slave », de Janacek, par l'Orchestre de la radio de Byso, dir. B. Bakala.

23 h Les séries de France-Musique : Autour de la Téléorchestre.

L'Aquitaine reçoit le chef de l'Etat

UN ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT DU CONSEIL RÉGIONAL

La force de la tradition, les moyens de l'innovation

Voici le texte de l'entretien que nous a accordé M. Philippe Madrelle, président du conseil régional d'Aquitaine.

« Qu'attendez-vous concrètement de la visite du président de la République en Aquitaine ?

« Sur quels grands dossiers souhaitez-vous qu'il s'engage ?

« En recevant le président de la République, notre région honore d'abord le chef de l'Etat qui a donné aux collectivités territoriales de véritables responsabilités. N'oublions pas qu'il y a encore trois ans nous ressemblions davantage à un cabinet d'étude qu'à un organe de développement. Aujourd'hui, un chef d'entreprise, un directeur de centre de formation, un agriculteur qui s'installe, des maires qui ont un projet économique, peuvent trouver dans le conseil régional un partenaire qui soutiendra leurs initiatives.

« Mais, au-delà de ce rappel, l'Aquitaine a beaucoup à dire au président : et, j'ajouterais, à l'ensemble du pays, qui à cette occasion nous découvriront un peu mieux. Nous sommes une région difficile à saisir. La plupart des Français ne connaissent de nous que nos traditions ; ils ignorent encore nos forces d'innovation. Sait-on par exemple que nous sommes le premier bassin d'emplois aéronautiques d'Europe et que nos entreprises figurent parmi les meilleures en électronique, dans les matériaux nouveaux ou même dans le génie biologique et médical... L'Aquitaine doit pendant cette visite changer son image et montrer à ses hôtes ce qu'elle est, dans ses forces et ses faiblesses.

« Nous sommes une puissante région agricole confrontée désormais aux perspectives de l'élargissement de l'Europe. Nous sommes une région sous-industrialisée, menacée aujourd'hui dans ses rares bassins d'emplois : l'estuaire de la Gironde, Lacq, le Fumelois... Et pourtant, l'Aquitaine, pays de la petite entreprise, dispose sur son territoire d'un capital technologique de premier rang accumulé par la SNIAS, ELF-Aquitaine, Thomson, IBM, la SEP, Dassault, Saint-Gobain...

« Quel paradoxe ! Vous voyez, nous demeurons une terre de contrastes. A travers ces grandes lignes se dessine ce que nous pouvons attendre du président de la République : qu'il conforte nationalement notre compétitivité dans certains secteurs les plus avancés — robotique, micro-électronique, matériaux nouveaux, communication, par exemple — qu'il nous assure des moyens de faire face à la concurrence ouverte par l'élargissement, qu'il mobilise l'Etat contre cette désindustrialisation qui frappe une économie déjà sous-industrialisée. L'Aquitaine est à un tournant : nous pouvons devenir une région motrice d'un nouveau développement, mais nous risquons aussi de voir s'amplifier la désertification industrielle et rurale, qui est en cours depuis la crise.

« Une précision : je n'attends pas du président qu'il nous apporte des miracles, et je n'ai pas à lui dans un esprit de quémanderie. Ce que je souhaite, c'est poursuivre avec lui le dialogue d'un type nouveau que la région a noué avec l'Etat au moment de la négociation du contrat de plan, et bien entendu convaincre...

« Comment depuis trois ans s'est mise en place la décentralisation ? Le rôle de chaque institution (Etat, région, départements, communes) est-il bien défini ? Le bilan est-il positif ?

« Quelques semaines après le transfert des pouvoirs du préfet au président du conseil régional, nous avons fait un choix : nous affirmer comme instance d'animation, refuser de devenir une administration de gestion.

« L'intérêt de la décentralisation n'est pas en effet qu'une nouvelle collectivité se substitue à une autre ou à l'Etat. Le conseil régional ne doit pas tenter d'imiter ce que ce

soit. Il doit apporter dans l'organisation de notre pays un plus, et ce plus, pour ma part, je considère qu'il peut se trouver dans l'animation, la concertation, l'incitation. Je rappellerai à cet égard que notre budget est à 80 % un budget d'investissement.

« Cette réflexion a été d'ailleurs confortée par les travaux de planification. Pour la première fois, les régions ont pu élaborer, adopter, financer un plan régional sans que s'exerce aucune tutelle. Je dois dire que cette innovation a été suivie avec beaucoup d'intérêt, le comité économique et social pourrait en témoigner. En fait, au cours de cette procédure, il nous a fallu inventer la région, donc sa mission, la traduire dans des orientations, l'inscrire dans des budgets.

Décrier

« En outre, nous avons fait le choix de réaliser les priorités du Plan dans une série de contrats : contrat avec l'Etat bien entendu, mais aussi contrats avec un grand groupe technologique, le Commissariat à l'énergie atomique, avec des

départements, avec les deux autres régions du Sud-Ouest, avec un bassin d'emplois, le Fumelois, et même sans doute avec des compagnies consulaires. Cette stratégie contractuelle repose sur une idée : le développement agricole, la formation des hommes, le soutien aux PME, les transferts de technologie, l'aménagement du territoire ne peuvent s'accomplir dans une sorte de solitude institutionnelle. Une région ne peut réussir qu'en rassemblant les différentes forces qui la composent. J'ai dit en rassemblant, c'est-à-dire en faisant naître des consensus au-delà des clivages traditionnels. Pour reprendre une expression à la mode, nous avons choisi de décrire... et ce pour être efficaces.

« Cette méthode nous a permis de dépasser un certain nombre de conflits qui ont pu apparaître au début de la négociation. Ajoutons que chacun s'interrogeait alors sur ce que nous pouvions apporter... et enlever ! Aujourd'hui, nos relations avec l'Etat, les départements et les communes sont fondées sur une reconnaissance mutuelle de nos droits et responsabilités. La loi sur la répartition des compétences a bien entendu contribué à disperser nombre d'équivoques.

« Encore un mot : dans une période où chacun se plaît à mettre en question le « tout-Etat », mais où tout le monde continue de s'adresser à lui, la décentralisation peut à terme constituer une réponse.

« Comme toutes les autres régions (sauf la Corse), l'Aquitaine a signé un contrat de plan. Est-ce le moyen d'arrêter la politique économique régionale d'ici à 1988, et si oui, autour de quelles priorités ?

« Le contrat de plan ne peut être réduit à une simple enveloppe financière, aussi importante soit-elle. Il faut souligner qu'il nous permet d'aller sur quelques points précis au-delà des dispositions de 1982 : nous pouvons aider directement les entreprises à réaliser des investissements productifs ou à exporter, nous bénéficions de la déconcentration de certaines procédures (COFACE, BFCE...), nous allons bonifier les prêts à l'innovation... Le contrat de plan a ainsi mis en œuvre des procédures expérimentales élargissant les textes sur la régionalisation.

Propos recueillis par FRANÇOIS GROSCHARD.

(Lire la suite page 27.)

LE CLIMAT POLITIQUE

Attentisme et grandes manœuvres

par PIERRE CHERRUAU

L'AQUITAINE se complait-elle dans les périodes de transition ? On la dit dans cet état depuis la mise en place du pouvoir régional. C'était vrai du temps de Jacques Chaban-Delmas. Il réussissait d'année en année à contenir l'avance d'une gauche légèrement majoritaire qui ne pouvait faire face à ses propres divisions.

Vrai aussi du temps d'André Labarrère, maître socialiste de Pau, dont on disait qu'il assurait la présidence de l'Aquitaine tant que n'aurait pas été tranchée une délicate question de prééminence sur la Gironde entre Michel Sainte-Marie, président de la communauté urbaine de Bordeaux depuis 1977, et Philippe Madrelle, président du conseil général depuis 1976.

Le premier était un ami de Pierre Mauroy, le second inconditionnel du courant « Mitterrand ». C'est Philippe Madrelle qui l'a emporté en novembre 1981 quand il s'est agi de remplacer André Labarrère, devenu ministre des relations avec le Parlement.

Période de transition encore avec Philippe Madrelle. Maire, sénateur, président du conseil général et du conseil régional, il est l'un des coordonnateurs de France du cumul des mandats. Il s'est toujours déclaré opposé à cette pratique et décidé à l'abandonner au plus tôt, mais n'a jamais pu se résoudre à choisir entre le département et la région. Hésitation qu'il aurait bien voulu faire durer jusqu'à la date des élections régionales au suffrage universel. Il est possible que les électeurs tranchent à sa place en novembre 1985 à l'occasion des cantonales.

On sait que celles-ci seront serrées, notamment en Gironde. Ce département édicté à lui seul la clé de la région. La gauche dispose en Gironde d'une avance de quatre sièges quand l'opposition pense en conquérir six. L'affaire est si serrée que le RPR envisage de relancer dans la bataille, en mars 1985, M. William Lacoste, quatre-vingt-trois ans, conseiller général du troisième canton de Pau. Assuré d'être le doyen d'âge, il pourrait être d'un grand secours en cas d'égalité entre majorité et opposition dans l'assemblée départementale comme au conseil régional.

Cependant, dans l'hypothèse d'un maintien socialiste, beaucoup pensent que le « règne » de Philippe Madrelle, même s'il n'est pas contesté publiquement, risque de prendre fin. Dans la majorité, ses adversaires ou ses contestataires — et ils se cachent de moins en moins

— disent qu'il n'a pas su convaincre la région. Bon maire, bon député, bon conseiller général, Philippe Madrelle a, plus que tout autre, le sens de l'enracinement, mais dans son canton. On lui reproche assez volontiers de ne pas avoir su étendre ses racines sur l'Aquitaine.

Du côté de l'opposition, les critiques sont, naturellement, infiniment plus virulentes : « Le système Madrelle, dit le sénateur Jacques Valade, adjoint de Jacques Chaban-Delmas, est présidentiel à l'extrême et technocratique à outrance. » Il en veut pour preuve le fait que personne n'a délégué de la signature du président. « Quand Madrelle est absent, la région est paralysée. »

Dans l'hypothèse où Philippe Madrelle serait contesté par une gauche qui garderait la majorité, on pourrait, bien entendu, parler à nouveau d'André Labarrère. Celui-ci n'a jamais caché que la région le passionne. Une lutte d'influence entre la Gironde et les Pyrénées-Atlantiques est donc de nouveau parfaitement envisageable, tout comme un arbitrage par Christian Lauristeguy, député de Lot-et-Garonne, ou surtout par Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget.

Est également envisageable un axe Roland Dumas-Catherine Lalumière. Le ministre des affaires européennes et le secrétaire d'Etat à la consommation ont eu, l'un et l'autre, à souffrir du peu de chaleur de Philippe Madrelle à leur égard en 1976 et 1981, et surtout lorsque Roland Dumas, en novembre 1981, a brigué la présidence du conseil régional. Leurs forces réunies pourraient peser fort lourd dans la balance, d'autant que Catherine Lalumière a pris progressivement un fort ascendant sur l'appareil du PS en Gironde, ascendant qui pourrait bien se traduire dans les mois qui viennent par une véritable prise en main.

Hormis cela, il paraît peu probable que l'Aquitaine puisse susciter à gauche d'autres leaders de dimension régionale ou nationale. Et il ne se trouve plus personne pour avancer le nom de Gilbert Mitterrand : le fils du président de la République donne à tous l'impression d'être entré en politique pour accomplir ce qu'il ne sait quel devoir filial et de s'y ennuier morellement. Déjà, il décroche de Libourne, où il avait été battu aux cantonales de 1979 et où la bataille est quotidienne, pour s'installer dans le nord de la Gironde dans le canton de Guîtres, où il briguerait une élection beaucoup moins incertaine aux cantonales de 1985.

La préparation de l'après-Chaban

Confuse à gauche, la situation ne l'est pas moins dans l'opposition, dominée par un élément que tout le monde a à l'esprit et dont personne ne veut parler : la préparation de l'après-Chaban-Delmas.

Tous pensent qu'il n'y aura pas de si tôt d'après-Chaban. Personne ne voit l'ancien premier ministre prendre ses invalides à Ascain, au Pays basque. Lui-même refuse d'envisager la question : « L'après-Chaban, ce n'est pas pour demain. Regardez, je pète de santé. Il n'y a que la mort brutale qui puisse m'arrêter. Mes adversaires le savent parfaitement. »

En fait, l'autorité du maire de Bordeaux n'est jamais contestée, pas même par les éléments les plus chiraquiens du RPR, contrairement à ce qu'on pouvait attendre après les municipales. Et tout le monde, au RPR comme à l'UDF, ne parle que de l'union pour fabriquer la victoire.

La gauche a toujours rêvé qu'un Brutus se jette dans l'entourage de Jacques Chaban-Delmas. Pour ce rôle, on avançait souvent, certains espéraient un Jacques Valade, pre-

mier adjoint au maire de Bordeaux et dauphin désigné. L'amitié de Jacques Valade a tenu avec les années, comme ont tenu les alliances avec les autres partenaires de l'opposition.

Il n'empêche que, sans parler d'après-Chaban, des manœuvres se précisent du côté de l'UDF. Jean François-Poncet, ancien ministre des affaires étrangères de M. Giscard d'Estaing, président du conseil général de Lot-et-Garonne, est sorti de sa réserve. Il est venu cette année en Gironde, en juin, à l'invitation de toute la frange de l'UDF qui n'est pas directement inféodée au maire de Bordeaux. C'était « en voisin », disait-il, en « pauvre paysan de Lot-et-Garonne ». Première visite officielle, suivie, ces jours derniers, par la création d'une Association pour le développement de l'Aquitaine, dont le siège est à Agen et qui rassemble la plupart des élus importants de l'UDF.

Il va de soi que cette association n'est faite que dans un but d'efficacité pour le bien de l'Aquitaine et que personne ne songe, bien sûr, à une quelconque succession politique.

Le Lot-et-Garonne

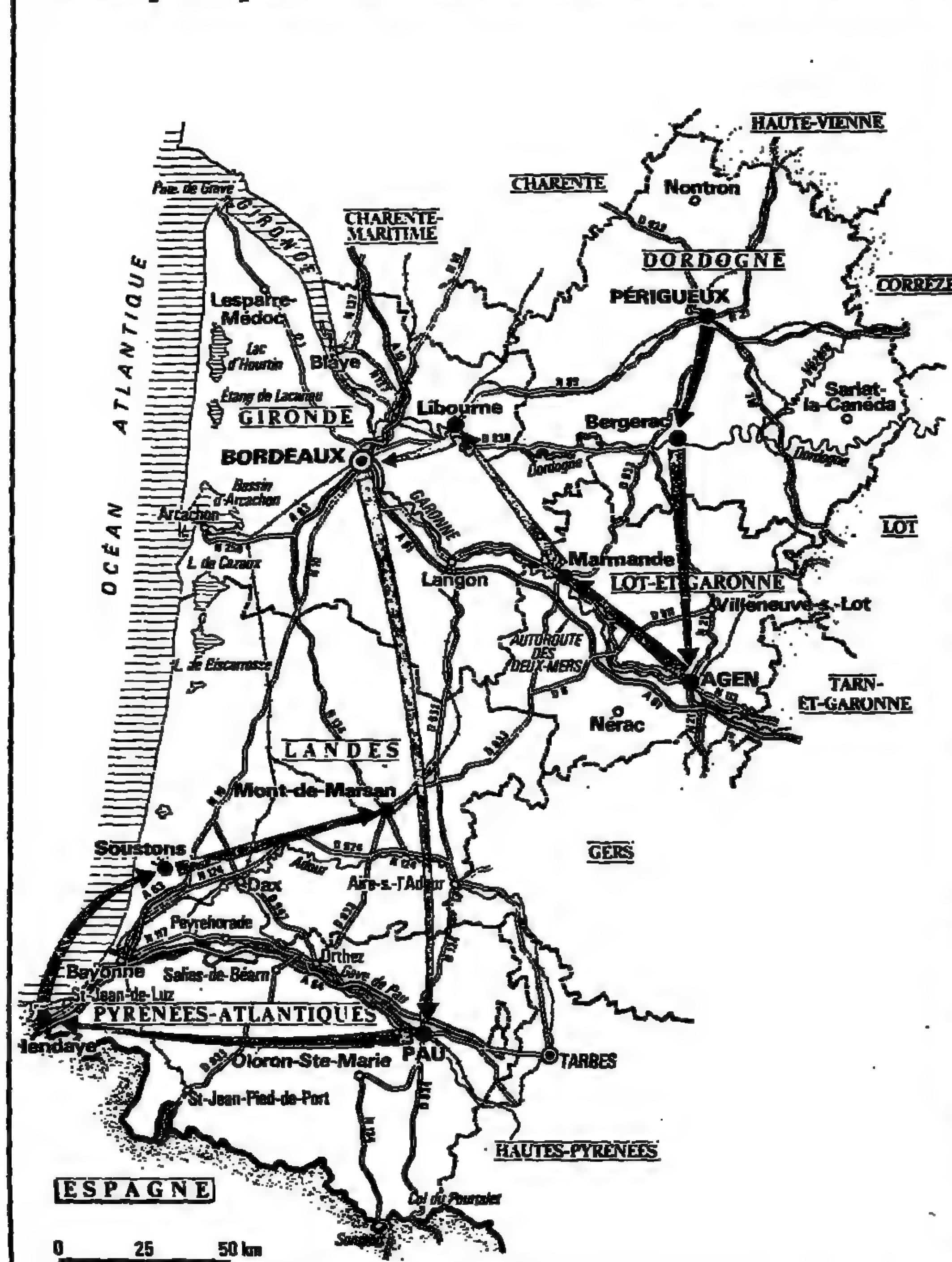
"Un pays aussi beau
que l'Italie"
(STENDHAL)

Le charme de la Toscane
Une Californie de la France
Un pays vivant et accueillant
inventif et déterminé
confiant dans son avenir.

Entreprenez ensemble
en Lot-et-Garonne.

Conseil Général du Lot-et-Garonne
Hôtel du département - rue Etienne Dolet
47016 AGEN CEDEX
tél. : (53) 96.49.47

Cinq départements aux avant-postes pyrénéens



Composée de cinq départements - la Gironde, la Dordogne, les Landes, le Lot-et-Garonne et les Pyrénées-Atlantiques, l'Aquitaine, avec deux millions six cent cinquante-six mille cinq cents habitants, représente 4,9 % de la population française. Riche en personnalités politiques marquantes, de la majorité comme de l'opposition, souvent portée, ces temps-ci, au-devant de la scène à cause de la question basque ou de l'élargissement prochain de la CEE à l'Espagne et au Portugal, l'Aquitaine ne doit pas se résigner aux images les plus communes qu'elle projette au-delà du Sud-Ouest, même si elles sont chatoyantes. Des images qui font référence naturellement aux prestigieux châteaux du Médoc, à l'immense forêt des Landes, aux trésors de la gastronomie.

L'Aquitaine, « terre d'accueil des hommes d'action qui ont gardé le goût de vivre », selon le slogan du comité régional d'expansion, c'est ça mais bien autre chose aussi, et le discours actuel sur la modernité y rencontre des échos concrets. L'Aquitaine, ce n'est pas seulement le savoir-vivre, c'est aussi le savoir-faire. Cette région est une des toutes premières de France (et en Europe) dans les secteurs de l'aéronautique et des matériaux nouveaux, dans les industries de la communication, l'électronique ou l'agro-alimentaire. Elle donne le « la » pour les expériences qui veulent mettre en rapports plus étroits l'Université et les entreprises.

L'agriculture y occupe une place importante (14 % de la population active totale, alors que la moyenne nationale est de 8,2 %), l'industrie 20,4 % (au lieu de 26 %), le bâtiment et les travaux publics 8,9 % au lieu de 8,2 %, et le secteur tertiaire 56,7 % au lieu de 57,6 %.

Nous avons signalé par des flèches les principales étapes du voyage du président de la République.

POINT DE VUE

Ce grand choc qui viendra de l'Espagne

par JEAN FRANÇOIS-PONCET (*)

« Un pays aussi beau que l'Italie », s'exclamaient dans le Rouge et le Noir, Stendhal, qui avait séjourné en Lot-et-Garonne. Ce jugement conserve son actualité. Mais le Lot-et-Garonne d'aujourd'hui ne possède pas seulement le charme de la Toscane ; il a acquis le dynamisme de la péninsule.

Le charme. Un des climats les plus tempérés de l'Hexagone, des horizons harmonieux et doux, une diversité exceptionnelle de paysages, où les coteaux de Guyenne et de Gascogne alternent avec les grandes plaines du Lot et de la Garonne, composent un cadre où la nature et l'homme furent toujours de connivence.

Enjeu de la lutte entre ces deux mondes que furent au Moyen Âge la Guyenne anglaise, à l'ouest, et le Toulousain français, à l'est, le Lot-et-Garonne a déroulé aussi son histoire agitée sur l'axe nord-sud qui oppose longtemps les « Nordistes » aux Gascons. Cerné par des cultures originales et des peuples rivaux, il fut au long de son histoire un carrefour de civilisations, un creuset où se sont fondus d'innombrables influences, une terre d'accueil, d'équilibre et de tolérance où la tradition républicaine a plongé de vieilles et profondes racines.

Le dynamisme. Le Lot-et-Garonne est avec le Vaucluse et le Roussillon une des « Californies de la France ». Les pruneaux d'Agen, les tomates de Marmande, les melons du Néracais, les asperges de Fargues, les fraises, pour lesquelles il est au deuxième rang national, les vins de Buzet, de Durant, de Cournon, de Goulens... en font le premier département français producteur de fruits et de légumes. Mais il est aussi une terre de maïs et de tabac, ainsi que le berceau de la plus belle race française de bétail à viande : la blonde d'Aquitaine.

Dans ce département à vocation agricole, la tradition industrielle est présente, ancienne et vivace. Certes, le Lot-et-Garonne subit le contrecoup

de la crise. Le chômage a augmenté de 60 % depuis 1981 et atteint aujourd'hui 10 %. Certaines activités chancelent. Mais des secteurs nouveaux apparaissent : l'agro-alimentaire, en pleine restructuration, est appelé à un avenir brillant, fondé sur l'exceptionnelle qualité des produits du terroir ; l'aéronautique et l'informatique se développent en sous-traitance des grands pôles bordelais et toulousains ; les services sont attirés par une situation géographique centrale dans le Grand Sud-Ouest et une main-d'œuvre féminine abondante ; l'artisanat est vivant, inventif, constamment à la recherche de procédés et de produits nouveaux ; la tourisme « vert » est en plein essor.

Est-il nécessaire d'ajouter que les municipalités, le conseil général et les chambres consulaires, toujours en éveil, mettent à la disposition des entreprises désireuses de s'installer des terrains, des aides financières, un appui technique et commercial particulièrement efficace.

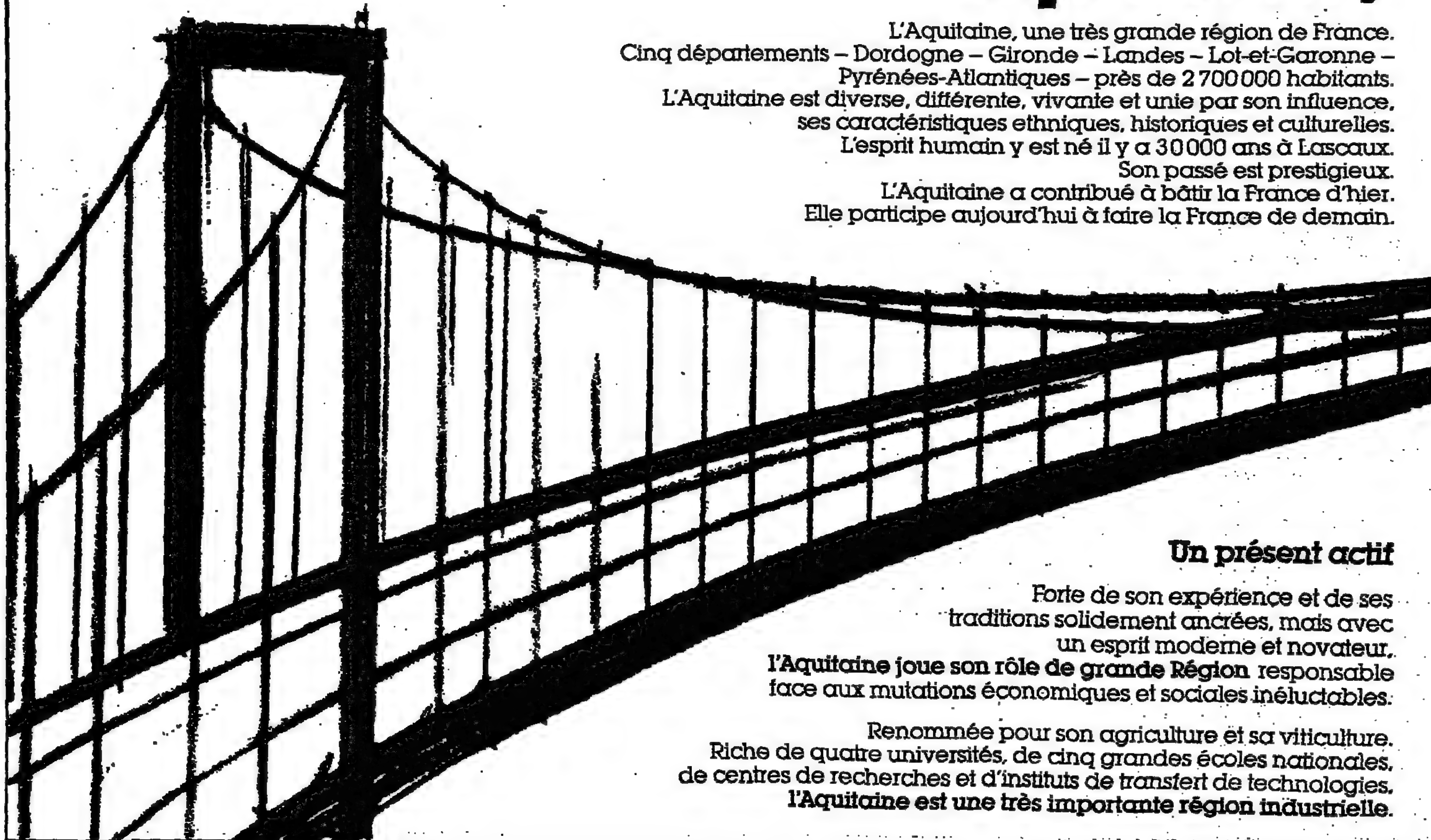
Demain, le grand choc viendra de l'Espagne et du Portugal, dont l'entrée dans le Marché commun a été décidée par le gouvernement. Le deuxième élargissement de la CEE pourrait avoir des effets incalculables pour les producteurs de fruits et de légumes si les protections et les aides nécessaires ne sont pas mises en place. Mais l'extension du Marché commun vers le sud transformera profondément et heureusement l'horizon économique du Lot-et-Garonne : il était le doigt de pied de l'Europe ; il deviendra le cœur d'un nouvel espace économique, géographique et sans doute historique.

Un nouvel avenir se dessine que le Lot-et-Garonne, fidèle à ses traditions et à son art de vivre, mais résolument tourné vers le vingt et unième siècle, aborde avec détermination et confiance.

(*) Sénateur UDF, président du conseil général de Lot-et-Garonne.

LA VOIE Aquitaine,

L'Aquitaine, une très grande région de France.
Cinq départements - Dordogne - Gironde - Landes - Lot-et-Garonne - Pyrénées-Atlantiques - près de 2 700 000 habitants.
L'Aquitaine est diverse, différente, vivante et unie par son influence, ses caractéristiques ethniques, historiques et culturelles.
L'esprit humain y est né il y a 30 000 ans à Lascaux.
Son passé est prestigieux.
L'Aquitaine a contribué à bâtir la France d'hier.
Elle participe aujourd'hui à faire la France de demain.



Un présent actif

Fort de son expérience et de ses traditions solidement ancrées, mais avec un esprit moderne et novateur, l'Aquitaine joue son rôle de grande Région responsable face aux mutations économiques et sociales inéluctables.

Renommée pour son agriculture et sa viticulture, Riche de quatre universités, de cinq grandes écoles nationales, de centres de recherches et d'instituts de transfert de technologies, l'Aquitaine est une très importante région industrielle.

AQ Une vo

Un entretien avec le président du conseil régional

(Suite de la page 25.)

« Peut-on dire que le contrat de plan est le « noyau dur » de la politique régionale ? J'aurais tendance à vous dire : le noyau dur est constitué par les neuf actions prioritaires de notre plan régional. Elles constituent, bien entendu, la trame du contrat de plan avec l'Etat, mais elles ont orienté également notre volonté de nous rapprocher des grands groupes publics, des instituts de recherche ou encore elles nous ont permis de revitaliser la Compagnie d'aménagement rural. Le plan ne peut se réduire au seul contrat signé avec l'Etat. »

« Cela dit, il est évident qu'en termes financiers ce contrat pèse lourd - environ 3 milliards de francs pour cinq ans - et que, pour la première fois, il nous donne une perspective budgétaire pluriannuelle. »

« Je distinguerais trois axes prioritaires : les transferts de technologie, la valorisation de nos productions agricoles et le développement Est-Ouest de la région. Dans une région où se font face des capacités technologiques remarquables et un tissu industriel fragile, il nous apparaît indispensable de jeter un pont entre les grands groupes publics, l'Université et les PMI. Des détachements de cadres, des cessions de brevets inutilisés, le financement de prototypes, des mises à disposition de chercheurs commencent ou vont commencer à être mis en œuvre. De même, nous mettons en place un ensemble de zones d'innovation, rassemblant en un même lieu des services de toute nature aux entreprises qui viennent de se créer. Il s'agit d'une « écologie d'entreprises » du type de celles de Meylan ou d'Evry 2. »

« En dehors du contrat de plan, nous participons également à un projet de « technopole » situé à Bordeaux. Bien évidemment, ces actions de transferts de technologie s'accompagnent en amont de la formation de véritables pôles technologiques et de mécanismes précis de financement de la recherche, en aval d'une attention toute particulière à l'emploi et aux initiatives dans les basses industries et également d'un programme relatif à la formation initiale et continue. L'Aquitaine bénéficiera par exemple de trois nouveaux départements d'IUT. »

« L'importance de l'agriculture s'est concrétisée par des financements qui représentent environ un tiers du contrat. L'hydraulique - vous savez que paradoxalement l'Aquitaine risque de manquer d'eau à la fin du siècle - l'installation des jeunes agriculteurs, le développement des filières de production, celui de l'agro-alimentaire ont fait l'objet d'une négociation que je qualifierais de difficile. L'Etat doit confirmer le sens économique et social des activités agricoles et ne plus considérer ce secteur comme en dehors de la modernité. »

« Enfin l'axe Est-Ouest a fait l'objet d'un programme portant tout à la fois sur la route, qui, de Bordeaux, nous relie au centre de la France et à l'Europe, sur les installations du port de Bordeaux et sur un développement routier et ferroviaire du Verdon qui demeure l'une des zones portuaires encore disponibles. »

« Un nouveau délégué à l'aménagement du territoire, M. Jacques Sadlois, vient d'être nommé. Qu'est-ce qu'un président de conseil régional de province attend aujourd'hui de la DATAR ? »

« La DATAR a joué un grand rôle depuis la décentralisation, et nous devons l'en remercier. Je dois dire toutefois qu'à mon avis elle vit aujourd'hui une crise : est-elle un instrument de l'Etat, est-elle au service des régions, doit-elle poursuivre son rôle de régulation des conflits ? Je me pose toutes ces questions. Je ne crois pas par exemple que nous puissions nous satisfaire d'un certain paternalisme. »

« La DATAR doit par contre assurer sa fonction d'aménagement du territoire. Et, dans cette fonction, il lui appartient de véritablement engager le dialogue. Vous savez, il y a actuellement un débat de fond quant à la politique d'aménagement du territoire : doit-elle se réduire à des interventions d'urgence, là où l'emploi industriel s'effondre, ou doit-elle aussi veiller à développer de nouvelles régions industrielles qui possèdent la maîtrise des technologies sans disposer encore d'un véritable tissu industriel ? La réponse n'est pas simple, car nous sommes tous d'accord pour soutenir les régions du nord-est de la France. »

« Au niveau national, les appels de M. Laurent Fabius à la décentralisation ne rencontrent pas beaucoup d'écho. Mais au niveau régional, dans quel état d'esprit les hommes et les partis politiques exercent-ils leurs mandats ? »

« En Aquitaine, on nous fait la réputation de n'être pas crispés ! Plus sérieusement, le niveau régional voit naître des consensus impossibles nationalement. Les élections nous connaissent trop personnellement pour nous pardonner des divisions artificielles. Il ne faut pas oublier que nous vivons notre mandat « en direct », si j'ose dire, avec l'opinion et que, chaque jour, nous sommes interrogés sur telle ou telle entreprise en difficulté, sur la construction d'un stade à Bordeaux ou sur le montant des impôts. Tout cela se ressent : il nous faut être concret et, dans ce pragmatisme, des convergences apparaissent, même si nous demeurons opposés sur des questions de choix politiques, et parfois durement. Cela dit, l'essentiel n'est pas de rassembler des hommes politiques quels qu'ils soient, mais de rassembler le plus grand nombre de Français autour de la modernisation économique et sociale de notre pays. »

« Faut-il, selon vous, hâter les élections régionales au suffrage universel ? »

« Bien évidemment, je souhaite ces élections régionales. Elles consacreront la décentralisation. Mais ne soyons pas non plus trop pressés, laissons les choses se mettre en place sans y mêler trop d'électoralisme, allons devant les électeurs en leur montrant déjà que la décentralisation est utile. Surtout, je tiens à insister sur ce point : la décentralisation est en route, nous la vivons chaque jour et ce que nous devons faire, c'est de la rendre plus concrète. »

« Vous cumulez de nombreuses fonctions très importantes. N'est-ce pas trop ? »

« Sachez bien que dès qu'une loi sera votée sur le non-cumul des mandats, je serai le premier à montrer l'exemple. Cela dit, n'oublions pas que la carte de visite est imprimée par le suffrage universel. »

Propos recueillis par FRANÇOIS GROSCHARD.

DE MENDÈS A FABIUS

Chaban la nostalgie

Le 24 juillet dernier, assis à son banc de député, M. Jacques Chaban-Delmas a entendu une drôle de petite musique. Devant lui, un peu à droite, le nouveau premier ministre, M. Laurent Fabius, dévidait le fil d'un discours qui lui rappelait quelque chose. Il y a retrouvé comme un écho familier, « l'élan impulsé, voici trente ans, par Pierre Mendès France et qui semble rebondir chaque quinze ans ». »

Chaque quinze ans, parce que, le 18 septembre 1969, à la même tribune de l'Assemblée nationale, le premier ministre de l'époque - M. Chaban-Delmas justement - avait prononcé un discours qui fit date, tracé les contours de la « nouvelle société », dont il avait élaboré l'esquisse avec M. Jacques Delors, alors membre de son cabinet.

Autant dire que l'ancien premier ministre suit d'un œil attentif les efforts de son lointain successeur. « La double souci de compétitivité économique et d'action sociale, l'invitation à relancer la politique contractuelle, l'affirmation que les libertés ne vont pas sans l'équité (...), l'appel au rassemblement des Français présentés comme indispensables », lui ont sonné agréablement à l'oreille. Tout cela l'intéresse, comme l'intéressa « l'engagement de dire la vérité à nos concitoyens ». »

Souvenirs, souvenirs... Entendre et voir venir avant de juger sur la réponse à la question sans cesse posée et qui paraît être, pour M. Chaban-Delmas, le nœud de l'action politique : « Dans quel type de société allons-nous vivre et voir s'épanouir nos enfants ? »

M. Chaban-Delmas attend. Lui qui organise la réponse à sa question de part et d'autre d'une ligne qui passera à quelque part dans le Parti socialiste a déjà pris acte qu'une ligne de fracture sépare aujourd'hui communistes et socialistes. Cette réalité-là, pour lui, est essentielle. C'est du moins ce qu'il disait en mars 1983. Si

les « mandistes » s'en allaient, remarquait-il, il ne se contenterait pas de « surveiller ce qui se passe et d'en souffrir énormément ». Il ferait, ajoutait-il, « tout son possible pour essayer d'aider d'une manière ou d'une autre ». »

Le moment de la « nouvelle société »

On attend donc M. Chaban-Delmas au tournant du septennat de M. François Mitterrand. Ce n'est pas parce qu'il a soixante-neuf ans que les Français en ont terminé avec lui. « Tant qu'un homme politique n'est pas mort, il n'est jamais fini », remarquait-il en décembre dernier lorsque, à la télévision, il a livré sa petite idée sur la cohabitation possible entre une majorité de droite et un président de gauche. Il accepterait, avait-il dit à ce moment-là, d'être le premier ministre de M. François Mitterrand, quitte à conduire une politique, « à bien des égards, contraire à celle du chef de l'Etat ». »

M. Chaban-Delmas se verrait assez bien dans le peau d'un Mendès France « droitiste ». Après tout il a, lui aussi, des racines radicales et un sens de l'« ouverture » qui, s'il a géré le président Pompidou, peut aujourd'hui en servir d'autres.

M. Chaban-Delmas a de l'estime pour M. François Mitterrand, cet homme « hors du commun » qu'il est - héritage des combats de la résistance - l'un des rares à tutoyer. Le chef de l'Etat le lui rend bien, lui qui, après avoir écouté le discours sur la nouvelle société de septembre 1969, donnait au premier ministre de l'époque son sentiment sur l'avenir de l'entreprise : « En vous regardant je ne doute pas de votre sincérité, mais en regardant votre réussite, je doute de votre réussite. » Il est vrai que M. Mitterrand avait tout intérêt à souhaiter l'échec d'une opération

dont le succès lui aurait interdit la mise en œuvre de la stratégie qui l'a porté au pouvoir.

La nouvelle société c'était, aussi, une main tendue aux radicaux et à la SFIO. M. Chaban-Delmas estime que ce geste, s'il lui avait été permis par Georges Pompidou, aurait interdit « l'OPA de M. Mitterrand sur la SFIO ». »

Le maire de Bordeaux a longtemps vécu sur cette nostalgie. Avec la nouvelle société, son image s'écroulait, celle d'un homme d'intuitions, éternellement jeune à tel point qu'en 1969, Pierre Vianson-Ponté écrivait qu'à se fier aux clichés d'usage « à quelque âge qu'il disparaisse, il mourra jeune ». »

M. Jacques Chaban-Delmas, c'était « l'homme qui fait des bonds », buste et mains en avant, coudes qui prennent le large. Il n'avait jamais tout à fait renoncé à la silhouette du trois-quarts de l'équipe de rugby de Bègles ni à l'allure d'un général de brigade de vingt-neuf ans. Qu'on se souvienne d'Alain Delon en Chaban dans Paris brûle-t-il ?

Le coup de vieux, il l'a pris en 1974 lorsque, en campagne présidentielle, il a hésité entre une jeunesse retardée - jus d'orange et jogging - et l'archaïsme. Abattu en 1972 par les conseils de Georges Pompidou, il l'a été de nouveau, cinq ans plus tard par les mêmes dévants conseillers de M. Jacques Chaban. Éliminé dès le premier tour.

M. Jacques Chaban-Delmas a mis du temps à s'en remettre. En est-il jamais vraiment revenu ? M. Michel Poniatowski, qui fut l'un de ses ennemis de l'intérieur, a dit de lui : « Il ne comprend pas la méchanceté chez les autres, n'étant pas méchant lui-même. » Sans doute, pour un homme politique, est-ce là un défaut majeur. Il convient d'en ajouter un autre, qui va de pair. M. Chaban-Delmas juge naturel qu'on l'aime. Mais il en a peut-être un peu trop besoin. Cela ne pardonne pas.

JEAN-YVES LHOMEAU.

AQUITAINE

une volonté novatrice affirmée



1^{er} producteur national d'énergie primaire,
1^{er} bassin d'emploi aéronautique et spatial européen,
3^e pôle électronique français et des références qui comptent dans la plupart des secteurs d'activités,
l'Aquitaine est bien équipée pour préparer l'avenir avec les entreprises de demain.

Avec Bordeaux-le-Verdon, 6^e port de France, d'excellentes liaisons avec les grandes métropoles régionales, un aéroport international, cinq aéroports régionaux ; avec un système routier de haute qualité et demain le TGV, l'Aquitaine est ouverte sur la France, l'Europe et le monde.

Des initiatives et des réalisations pour l'avenir

La Région Aquitaine et ses départements se sont engagés dans la voie du réalisme solide doublé d'une volonté opiniâtre de construire l'avenir.

- Concentrer des activités d'enseignement, de recherche et de production ; associer ces potentiels ;
- favoriser le transfert continu des technologies et des savoir-faire au profit de la modernisation et de la transformation de l'économie de la Région ;
- créer une ville témoin des nouvelles technologies - URBA 2000 - aménager une zone d'innovation pour les entreprises ;

La Région définit ses choix pour forger le fer de lance de son développement. Réunir les hommes, rassembler les connaissances, accueillir les idées, concevoir, produire, exporter ; faire de l'Aquitaine une région pilote.

C'est la voie Aquitaine.



Pour entrer dans la voie Aquitaine :
Conseil Régional d'Aquitaine,
24, rue Esprit des Lois
33077 BORDEAUX CEDEX - Tél. : (56) 44.49.44.

DIVISÉS ET DÉSORIENTÉS

Les Basques dans leur grande famille

On aurait tort de ne retenir du nationalisme basque français que l'action isolée de quelques poseurs de bombes. Pour n'être au nord de la Bidassoa qu'une greffe fragile, le mouvement basque n'en est pas moins, depuis vingt ans, en pleine effervescence. Les résultats électoraux limités - six conseillers municipaux pour toute la côte basque, à peine 5 % des voix à Bayonne aux élections municipales - ne mesurent qu'imparfaitement l'influence de cette avant-garde ; le rejet grandissant des réfugiés du Sud par la population ne dit rien de l'attachement des populations du Labourd, de la Soule et de la Basse-Navarre, les trois provinces du pays basque nord. « Ni la France ni l'Espagne n'ont pu désagréger le groupe basque, notait déjà Victor Hugo en 1843 lors d'un voyage dans les Pyrénées : sous l'histoire nouvelle qu'il y superpose depuis quatre siècles, il est encore parfaitement visible comme un cratère sous un lac (1). »

« La mystérieuse famille basque », évoquée par Victor Hugo, est d'autant plus insaisissable quelquefois qu'elle est divisée. « Nous sommes très petits mais très compliqués », concède M. Ramuncio Camblong, président de ce centre culturel de Bayonne qui est le cado et le seul de la gauche socialiste aux basquins. La tradition basque la plus ancienne est rurale, est catholique. Bardes et gens d'Eglise en ont été l'ossature, et le réflexe basque a joué dans l'histoire contre toute menace des forces anticléricales. « Basque et croyant », affirme l'expression consacrée.

Au régionalisme d'une société traditionnelle s'est opposé depuis 1960,

en le prolongeant, le nationalisme plus urbain du mouvement Eubata. « Euskadi... toi ma mère, se voilà transformée en prostituée, des hommes venus de partout ont souillé ta demeure », lisait-on dans le premier numéro d'Eubata. La première génération d'étudiants basques issue de l'université pressait conscience d'une identité politique et économique. « Ces années-là relèvent en effet la fragilité de la structure industrielle agricole (fermeture des forges de l'Adour, crise de la chaussure) et du secteur agricole, avec l'accélération de l'exode », note le sociologue Pierre Bidart (2). Le mouvement Eubata amplifié par mai 1968 s'est radicalisé au fil des ans, et le clergé avec lui ; la solidarité s'accommode avec les « refus » du Sud. Eubata, interdit en 1974, a été un laboratoire pour une génération âgée aujourd'hui de trente à quarante ans et qui tente de vivre selon ses idées.

Vivre au pays

L'enseignement du basque depuis 1969 dans les « ikastolas » est la manifestation la plus spectaculaire de ce sursaut : huit cents élèves dans une trentaine d'écoles. La langue basque, écrivait déjà Victor Hugo, est « une patrie, j'ai presque dit une religion ». Il y a effectivement de la foi chez ces quatre-vingts milliers réaménagés 4200 F seulement. Il y a de l'attachement chez ces parents qui entreprennent en 1982 une grève de la faim pour obtenir les subventions promises. Près de 5 millions de francs sont versés chaque année depuis la signature d'une convention le 14 octobre 1983 à ces

écoles basques, toujours déficitaires pourtant. L'objectif linguistique se double de préoccupations pédagogiques : l'école parallèle, moribonde à Paris, fait toujours recette à Bayonne. « L'enfant est acteur, sujet, il doit prendre sa classe en charge », entend-on en Pays basque. Le développement depuis 1975 d'un mouvement coopératif, à l'exemple de celui de Mondragon, au sud, témoigne aussi de l'identité basque naissante. Deux cent cinquante salariés actionnaires travaillent désormais entre Hendaye et Bayonne dans huit coopératives industrielles - contre, il est vrai, vingt mille au-delà de la frontière. Jean-Roch Guireux, à la tête depuis sept ans de la SEI, une société d'information de Bayonne, symbolise bien cette jeune génération d'entrepreneurs qui ont voulu « vivre et travailler au pays ». Mais, comme d'autres, il ne veut pas vivre ces choix comme un repli, il s'agit pour lui, bien au contraire, de conjuguer modernité et basquisme, de faire entrer le pays dans l'ère industrielle.

Il y a aussi mille cent quatre-vingts actionnaires désintéressés à cotiser au sein de l'association Herikoa, afin de favoriser les emplois dans la région. 450000 F ont pu ainsi être drainés en trois ans vers l'industrie, et trente-deux entreprises créées. « Avec 0,5 % de l'épargne populaire, affirme M. Noblia, responsable d'Herikoa, nous avons créé 15 % des emplois locaux, simplement parce que nous sommes motivés pour le faire. » Le développement touristique du BAB (Bayonne-Anglet-Biarritz) est vécu, en revanche, comme un danger par les militants basques. « Alors Biarritz, ce village si

agreste, si rustique et si honnête encore, sera pris du mauvais appétit de l'argent, prédisait déjà Victor Hugo. Biarritz mettra des peupliers sur ses mornes, des rampes à ses dunes, des escaliers à ses précipices, des kiosques à ses rochers, des bancs à ses grottes, des pantalons à ses baïonnettes. Biarritz deviendra pudique et rapace. » C'est chose faite, même si Biarritz, belle vitrine trompeuse, n'est pas devenue « ce quelque chose de décoloré et d'abîmé comme Dieppe et Ostende » dont le mensonge l'écrivain. De 1975 à 1982, le nombre de résidences secondaires a augmenté de 44 % dans les douze communes importantes de l'arrière-pays basque contre 16 % seulement pour les maisons principales (3).

Le père tyrannique

Les campagnes antitouristes des groupes Herri Taldeak ou Heka sont les manifestations de rejet les plus spectaculaires. Mais l'action des militants de terrain en faveur de la culture basque, des pastorales traditionnelles aux groupes de rock, a trouvé un écho certain dans l'arrière-pays. Ce temps-là est révolu : les événements de ces derniers mois - attentats du groupe-culte français Iparrizarak et du GAL - ont radicalisé le débat. L'étiquette « basque » est devenue suspecte. Les comités de fête se divisent dans les villages sur la seule organisation de bals folkloriques. « Il est difficile désormais de s'affirmer en tant que tel, explique cet animateur d'une radio locale en basque, on nous prend pour des faiseurs de trouble. » Les événements de l'été ont isolé en effet les abert-

zales (patriotes basques), solidaires malgré tout des réfugiés du Sud. Comment remier en effet la rétrocession à l'Euskadi du Sud ? Comment rompre la filiation, aussi pesante soit-elle quelquefois, le militant du Sud étant quelquefois un père bien tyrannique ? « Sans le Sud, il n'y aurait pas de Nord », affirme M. Camblong, marié à une Basque espagnole de Saint-Sébastien. Il participait encore le 30 septembre avec une centaine d'autres Français à la grande fête du PNV (nationaliste modéré) à Vitoria. Le Sud, après tout, forme aujourd'hui les instituteurs des écoles basques du Nord, édite les livres des auteurs français, travaille en son académie à l'unité de la langue basque, et lui seul rend possible l'utopie d'une Euskadi un jour souveraine.

Isolés désormais au Nord, les militants basques apparaissent sans perspective politique, alors qu'ils avaient cru pouvoir conclure en 1981 une alliance avec la gauche socialiste. La création d'un département basque, une des propositions du candidat Mitterrand, avait été le trait d'union indispensable. Le président en parlait-il le 13 octobre à Bayonne ? Personne n'y croit plus vraiment. Le mouvement basque en France apparaît coupé dans son élan, comme soudain rétracté.

NICOLAS BEAU.

- (1) Victor Hugo, *Les Pyrénées*. Editions La Découverte, 85 F.
- (2) *La Nouvelle Société basque*. Editions L'Harmattan, 90 F, ouvrage collectif dirigé par Pierre Bidart.
- (3) Voir la revue d'Herri Taldeak, Août 1984.

Un douanier sur la Bidassoa

« QU'EST-CE qui sépare la France de l'Espagne ? - La douane, monsieur ! » Cette réponse d'un écolier d'Hendaye à un inspecteur de l'enseignement primaire reflète bien la notion de frontière que peuvent avoir les Basques. Car, en fait de frontière naturelle, les Pyrénées s'abaissent à hauteur de Saint-Jean-Pied-de-Port pour bifurquer vers Sarriena parallèlement à la mer, séparant la Guipuzcoa et la Biscaye, au nord, de la Navarre et de l'Alava, au sud. Quelques concrets servent encore à délimiter les territoires des deux États, mais après le mesage de la Rhune le relief est pris par la Bidassoa, une petite rivière qui se jette dans la mer douze kilomètres plus loin, entre Hendaye et Fontarabie.

C'est surtout le traité des Pyrénées qui, en 1659, confirme le rôle de frontière de la Bidassoa : sur la rive gauche de des Français, un pont de bois abrite la conférence, qui débouchera sur un accord après trois mois de discussions. Limite politique, donc, mais non économique, puisque ce n'est qu'à la Révolution que les douanes françaises, jusqu'alors installées à Bayonne, y seront transférées. Il faudra attendre encore cinquante ans et la défaite des carlistes pour que, en 1841, les douanes espagnoles soient ramenées de l'Ebre, le fleuve qui sépare la Biscaye de la Galice, à la Bidassoa.

Un sanctuaire déjà

Au dix-neuvième siècle, au gré des innombrables prononcements espagnols, les perdants affluèrent vers Bayonne. Les bédouins de Biarritz sont transférés en quartiers généraux : on y organise des gouvernements provinciaux, qui forment les revanches. Le Pays basque français est déjà un « sanctuaire » pour tous les opposants des régimes qui se succèdent à Madrid. En mai 1832, Madrid sollicite en vain de la France l'autorisation d'envoyer sur place des policiers pour s'informer de la réalité de ces dépôts inquiétants. Les chetelains de la région mettent leurs relations et leurs demeures à la disposition des carlistes ; les banquiers de Bayonne les soutiennent ; une couturière locale monte un atelier et leur confectionne deux mille pantalons.

En 1936, la guerre civile éclate en Espagne : alors que Saint-Sébastien et Irun tombent aux mains des franquistes, la France ferme la frontière sous prétexte de respecter les normes du Comité de non-intervention, qui violent ouvertement. Allemands et Italiens. C'est par voie maritime ou aérienne que les Basques encerclés en Biscaye assurent contacts et approvisionnements. Près de cent mille personnes viennent se réfugier au nord de la Bidassoa. Le député de Bayonne, René Delzangues, dénonce alors le danger que leur présence sur la côte basque fait courir au tourisme. Avec l'accord du président Paul Reynaud, plusieurs centaines d'entre eux seront envoyés dans un camp à Gurs, près de Pau, et des milliers devront s'expatrier au nord de la Loire.

Puis vient la guerre mondiale : pour beaucoup d'évadés ou d'éviteurs anglais désirant rejoindre les Alliés, la Bidassoa constitue l'espoir. Les contrebandiers basques assurent l'ultime étape pour les réseaux d'évasion et de renseignements : profitant des complexités séculaires, un véritable pont humain est jeté sur la frontière. A la Libération, avant que les Alliés n'abandonnent le projet de renverser le général Franco, le Pays basque français connaît de nombreux camps d'entraînement pour des bataillons constitués essentiellement de gudaris (soldats basques) ayant combattu au côté de de Gaulle. Sur le modèle de Radio-Londres, un émetteur diffuse depuis Bayonne des informations à l'intention des provinces péninsulaires.

Durant les quarante années du franquisme, la frontière sera fermée pendant quinze ans, ce qui n'empêchera pas les réfugiés de continuer d'affluer, surtout après la naissance d'ETA en 1959. Bien que ne dépassant pas quelques centaines, ils sont plus ou moins tolérés par l'administration française jusqu'à ce que, en janvier 1979, M. Giscard d'Estaing décide de ne plus leur accorder le statut de réfugiés politiques. L'extradition de trois d'entre eux le 23 septembre dernier mettra fin à plusieurs siècles de tradition d'accueil.

Mais, excepté la vieille génération, pour qui les ponts sur la Bidassoa sont restés longtemps fermés, peu de Basques emploient les termes de France et d'Espagne pour différencier les deux rives. Pour beaucoup, y compris les dirigeants politiques ou économiques de la région, la Biscaye, la Guipuzcoa, la Navarre et l'Alava se situent « de l'autre côté », ou encore « outre Bidassoa ».

PHILIPPE ETCHÉVERRY.

Gironde, la preuve des faits. L'avenir, multiplier les plus.

La Gironde en Aquitaine, Bordeaux en Gironde. C'est l'évocation d'un passé prestigieux, historique, politique et culturel, d'une longue tradition "marchande" qui s'est ouverte sur la France, l'Europe, et le monde.

La Gironde, c'est aussi le plus grand vignoble de vins fins du monde, une agriculture performante et diversifiée, la forêt la plus grande d'Europe, bordant la côte océane, l'une des plus belles du monde.

Avec plus de 1130 000 habitants, répartis dans 63 cantons actifs, et une très forte concentration autour de la métropole régionale ;

spécialisés et instituts... pour ne dénombrer que ceux-ci.

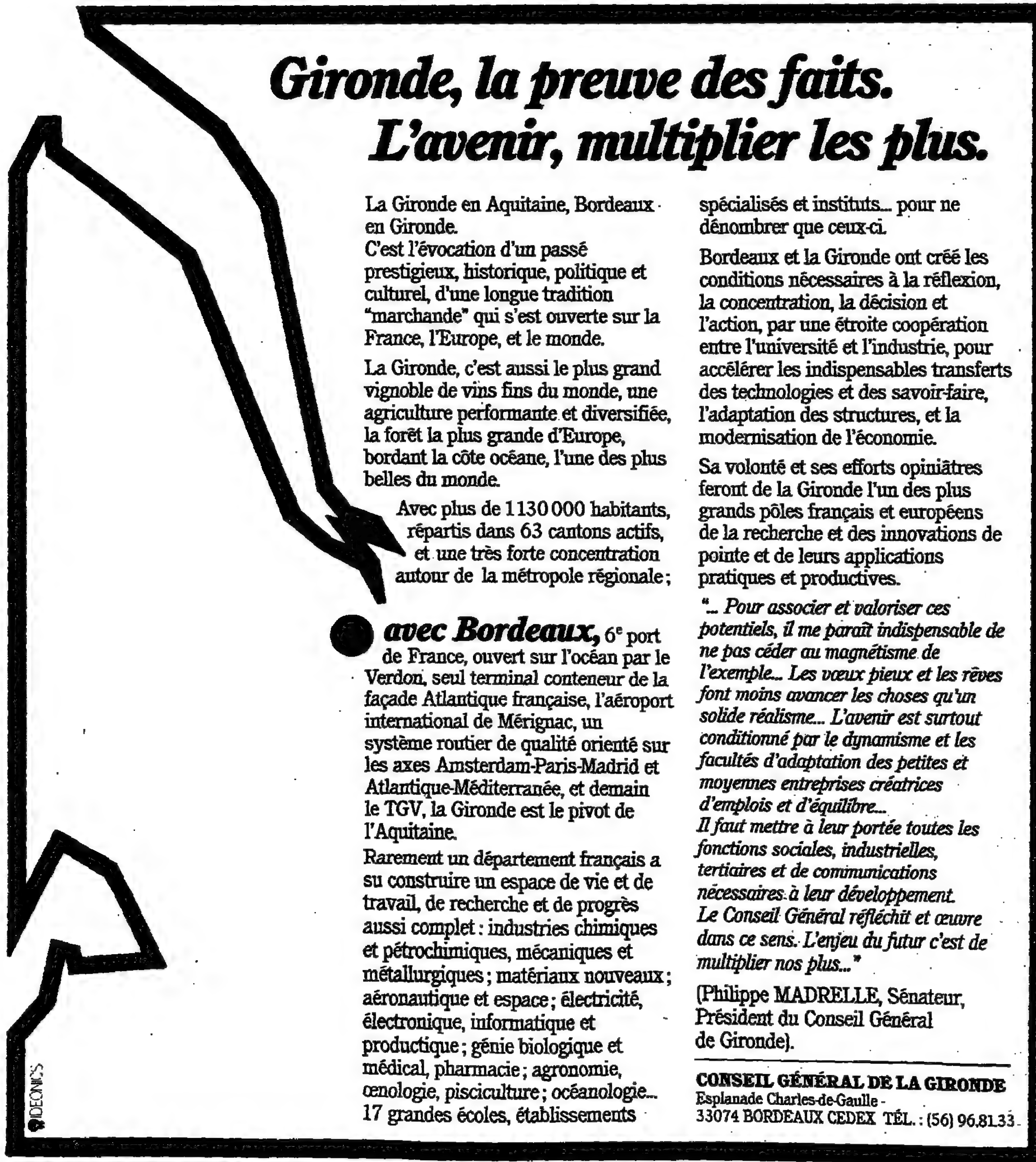
Bordeaux et la Gironde ont créé les conditions nécessaires à la réflexion, la concentration, la décision et l'action, par une étroite coopération entre l'université et l'industrie, pour accélérer les indispensables transferts des technologies et des savoir-faire, l'adaptation des structures, et la modernisation de l'économie.

Sa volonté et ses efforts opiniâtres feront de la Gironde l'un des plus grands pôles français et européens de la recherche et des innovations de pointe et de leurs applications pratiques et productives.

« Pour associer et valoriser ces potentiels, il me paraît indispensable de ne pas céder au magnétisme de l'exemple... Les vœux pieux et les rêves font moins avancer les choses qu'un solide réalisme... L'avenir est surtout conditionné par le dynamisme et les facultés d'adaptation des petites et moyennes entreprises créatrices d'emplois et d'équilibre... Il faut mettre à leur portée toutes les fonctions sociales, industrielles, tertiaires et de communications nécessaires à leur développement. Le Conseil Général réfléchit et œuvre dans ce sens. L'enjeu du futur c'est de multiplier nos plus... »

(Philippe MADRELLE, Sénateur, Président du Conseil Général de Gironde).

CONSEIL GÉNÉRAL DE LA GIRONDE
Esplanade Charles-de-Gaulle -
33074 BORDEAUX CEDEX TEL. : (56) 96.81.33



LES LENTEURS DE L'INDUSTRIALISATION

A petits pas vers l'an 2000

L'AQUITAINE est-elle définitivement condamnée à produire sans jamais pouvoir bénéficier de la valeur ajoutée liée à la transformation des produits ? C'est à ce dilemme que sont confrontés, depuis vingt ans, les responsables de son économie. Ils peuvent, dans ce domaine, ne revendiquer qu'une seule réussite éclatante, celle du vin : encore n'est-elle que le fruit d'un héritage qu'ils ont su conserver et développer.

Les réussites industrielles se comptent sur les doigts de la main quand elles ne dépendent pas de choix extérieurs. Elles reposent, par exemple, sur des données stratégiques dans le cas des industries aéronautiques et spatiales ; sur une décision très politique pour Ford, revenant en 1972 à installer dans la première ville européenne où l'industrie américaine s'était implantée déjà... en 1917.

Il est vrai que l'Aquitaine n'a pas su ou n'a pas osé tirer tout le profit possible d'une production agricole de tout premier plan. Dans l'industrie des conserves, par exemple, les choses commencent tout juste à se mettre en place. Il en va de même pour le maïs doux, alors que cette région est, historiquement et quantitativement, le premier producteur français. Une grande partie des fruits et légumes de la vallée de la Garonne sont traités à l'extérieur. La plus grande forêt d'Europe a-t-elle donné lieu à toute l'exploitation possible ? Les rapports abondent sur la question. Les réalisations tardent.

C'est ainsi, par exemple, que lorsque Prodelis, filiale du groupe Beghin-Say et de Sacre Union, ferme sa raffinerie de Bordeaux, en juillet 1983, et propose une enveloppe de 14 millions de francs pour financer des projets destinés à compenser les pertes d'emplois et à reclasser le personnel, de préférence dans l'agro-alimentaire, il ne se présente aucun « repreneur ». Qu'ils soient de la majorité ou de l'opposition, les responsables politiques s'attachent encore les cheveux.

Pétrole, gaz, électricité, l'Aquitaine est la seule région de France qui soit excédentaire pour ce qui est de l'énergie. A-t-elle tiré tout le bénéfice qu'elle était en droit d'en attendre ? Tout le monde pense que non.

Les fermetures des raffineries d'ELF, puis d'Esso, de la presqu'île d'Amble - ce devait être le grand

pôle de développement de l'industrie lourde de l'agglomération bordelaise - n'ont pas eu une influence spectaculaire : à chaque fois, ces fermetures ont coïncidé avec de grands chambardements dans la sidérurgie lorraine. Infinitement moins sinistrée sur le plan de l'emploi, l'Aquitaine pouvait-elle clamer avec suffisamment de force que l'on comptait les seuls bourgeois susceptibles de lui permettre une industrie fondée sur la chimie ? Elle n'avait aucune chance d'être entendue ; elle ne l'a jamais été.

De même, elle a laissé EDF construire deux fois deux tranches nucléaires de 400 mégawatts au nord de l'estuaire de la Gironde, pour une production qui va en grande partie vers l'Ouest ou le Centre-Ouest. Dans le même temps, l'Aquitaine se trouve confrontée à de graves problèmes dus aux fermetures des centrales thermiques d'Amble et d'Arjuzan.

Une telle attitude de la part d'une région à qui l'on reproche parfois sa mentalité d'assistée est pour le moins paradoxale. A cet égard, la réponse de M. Philippe Madrelle, président du conseil régional, à ceux qui lui reprochent sa passivité face à la fermeture de la raffinerie Esso en août 1983, et le fait que la région - pourtant au-dessus de la moyenne nationale du chômage (10,6 % pour la Gironde, 9,8 % pour les cinq départements) - n'était pas classée pôle de reconversion sont significatifs : « Que pèse notre sinistre face à celui de la Lorraine ? » a-t-il dit en substance, avant de rappeler les principes de la solidarité nationale.

Faux-fuyant ou impuissance

Cette attitude pourrait passer pour un faux-fuyant ou la justification d'une impuissance. Elle repose aussi, sans doute, sur la conscience de plus en plus aiguë qu'a l'Aquitaine de disposer ailleurs de solides atouts et sur sa volonté de ne plus les négliger.

Cela consiste d'abord à dire : « Nous ne sommes pas les lointains cousins des Marches de l'Espagne, des culs-terreux qui regardent passer les palmiers et pousser les figes, des Indiens qui servent du foie gras aux touristes de passage. »

L'Aquitaine ne veut plus de cette image, et c'est peut-être le seul point sur lequel l'unanimité puisse se faire dans la classe politique. Plutôt que

le cliché qualifié de la vie, elle veut en privilégier un autre, celui d'une région prête pour l'an 2000.

D'abord parce que, contrairement à l'image traditionnelle, l'Aquitaine est terre d'innovation. Avec vingt-sept mille salariés dans l'aéronautique, elle revendique le titre de premier bassin d'emplois français dans cette spécialité, avant Midi-Pyrénées, pourtant mieux mis en valeur grâce à la publicité liée au programme Airbus. Electronique, génie biologique et médical, mise en œuvre des matériaux composites, elle revendique le tout premier plan et elle a décidé d'oublier tous ses complexes d'infériorité.

C'est ainsi que la politique industrielle est orientée vers la modernisation de l'appareil productif et surtout, vers un gigantesque effort de technologie des grands de l'aéronautique, de l'électronique, de la

chimie, des universités, du Commissariat à l'énergie atomique, avec lequel un contrat de plan vient d'être signé.

Recherche du consensus

Pour des raisons de préséance ou de susceptibilités politiques, la région a mis deux ans à se doter d'un institut des matériaux composites. Du temps et des bavardages qui ont permis à Rhône-Alpes de faire la même chose. La leçon a porté. Tout dossier économique a aujourd'hui pour préalable la recherche systématique du consensus. On l'a vu l'été dernier lorsque les promoteurs de Sophia-Antipolis ont commencé à planter des jalons pour lancer une « technopole » du même type dans la banlieue bordelaise. Quelques velléités de récupération ont été très

vite étouffées et par M. Philippe Madrelle et par M. Jacques Chaban-Delmas.

Petit geste symbolique. Il montre à l'évidence une volonté commune d'exploiter au mieux toutes les chances qui se présenteront, le souci de sortir d'un discours trop manichéen, même si des divergences demeurent sur les résultats de la réflexion régionale en matière de planification ou sur le retard mis à engager une véritable reconversion de Lacq.

Cette prise de conscience vient peut-être du fait que les Aquitains ont découvert qu'ils pourraient bien être les grands bénéficiaires de l'industrialisation de demain après avoir été les laissés-pour-compte de celle d'hier.

Américains et Japonais ont dit et écrit qu'ils venaient en Aquitaine une terre d'investissement. Ils l'ont

prouvé : Sony à Bayonne et à Dax, Pioneer à Costas, en Gironde, Toray à Lacq. « Peut-être ne savons-nous pas vendre l'Aquitaine », dit Mme Catherine Lalumière. « Peut-être avons-nous trop privilégié l'image des loisirs. En tout cas, le Japon et les USA ne s'y trompent pas quand les grands investisseurs français sont peut-être en retard d'une guerre. Ce que nous avons de plus beau, la qualité de la vie - que nous n'osons plus mettre en avant, - c'est peut-être finalement ce qui nous sauvera. »

L'espoir est partagé par tous les responsables politiques de l'Aquitaine. Ils savent aussi qu'il ne sera concrétisé que si la région, unanime, peut se montrer à la hauteur du défi technocratique.

PIERRE CHERRUAU.

RÉUSSITE

Les raquettes de Soustons

GÉRARD GUILLEMEAU commande sa vie professionnelle à Paris comme ouvrier-ajusteur. Il avait dix-huit ans. A quarante ans, installé à Soustons dans les Landes, il vient de se lancer dans la fabrication de raquettes de tennis en matériaux composites (fibres de carbone, de verre...) au point de souffler à Taiwan, principal fournisseur des revendeurs français, 10 % du marché (1). Un marché sur lequel les Asiatiques règnent grâce à la rapidité qu'ils mettent à répondre à une mode, celle des raquettes plus légères, non plus en bois mais en fibre de carbone.

Le jeune industriel landais est sûr de lui : 22 000 à 50 000 raquettes aussi légères et bon marché que celles venant de Taiwan sortiront au début de l'année prochaine des ateliers de la CMI (2) installés au cœur de la forêt landaise. ELF Compétition, Tennis court, Gauthier ont déjà passé commande.

Le petit ajusteur, tout en acquiesçant à Paris un bon coup de main pour les soudures, suivit pendant cinq ans les cours du Conservatoire national des arts et métiers, ce qui l'amena très vite à quitter l'atelier pour le bureau des méthodes et à devenir chef d'atelier dans l'entreprise qu'il employait.

Paris ne lui convenant pas, il quitta la capitale pour les Landes. Une usine de Soustons, qui fabriquait des machines spéciales pour la transformation du bois, l'engagea. En 1981, il en devint le directeur commercial et technique. Un peu plus tard, il démissionna de son poste, racheta une société parisienne et tira des plans... dans la mezzanine de la maison familiale.

Premier marché pour la SATIM (3), sa SARL au capital de 60 000 F : Bic Marine, un million de francs. Il s'agit de réaliser une presse spéciale pour mouler les planches à voile voulues par le célèbre baron. Étude menée à bien. Le gros œuvre est ensuite effectué à Bordeaux ou dans d'autres villes du Grand Sud-Ouest.

Gérard Guillemeau est ensuite conduit à s'intéresser à des projets de machines à fabriquer des habitacles intérieurs de casques de moto, des pièces pour l'aviation, la photographie, la médecine... Il s'entoure alors d'une petite équipe de trois personnes, puis de sept, puis de neuf.

Arrive la vogue des raquettes de tennis en composite. Gauthier, refusant de se plier aux exigences financières (lourdes avances) de Taiwan, sollicite la SATIM. Gérard

Guillemeau met tout en branle - ses connaissances pratiques, son habitude des analyses technologiques, - et trouve la solution, le « truc » : un procédé de moulage par compression, qui réduit la main-d'œuvre grâce à une extrême automatisation. D'où le prix de revient compétitif.

C'est alors que Gérard Guillemeau pense qu'il est temps de ne plus se contenter de vendre ses procédés mais de s'assurer la maîtrise complète des transformations. Un voyage au Japon au début de 1984 avec le Comité pour le développement des matériaux composites en Aquitaine achève de le convaincre. Quarante directeurs de sociétés nippones rencontrés à cette occasion ont manifesté un tel intérêt pour ses trouvailles qu'il décide de devenir un constructeur à part entière.

A Rion-des-Landes, à une trentaine de kilomètres de la « maison mère », se trouvent maintenant deux ateliers : l'un abrite le hall de montage des machines commandées par la SATIM et dessinées par elle ; l'autre l'unité de transformation des matériaux composites : la CMI d'où sortiront, dès janvier 1985, des raquettes de tennis mais aussi des pagelles, des canots de golf. « Dans trois ans, la SATIM emploiera dix personnes et la

CMI cinquante », assure l'industriel.

Déposé en avril, le dossier a été rondement traité. Le conseil général des Landes, le département, la commune y sont allés de leurs deniers et sans perdre un instant.

Le temps, c'est ce qui semble préoccuper le plus cet homme discret mais jovial, à la carrure imposante, qu'il déplace avec vivacité. Dans son équipe, la cadence est donnée : les dessinateurs viennent souvent à 5 heures du matin, les secrétaires aussi. Sans pour autant être intéressés aux gains : « Pour l'instant, il y a surtout des risques... », avoue Gérard Guillemeau, qui se contente donc dans ces petits matins d'offrir le café, les croissants et une formidable et communicative volonté de gagner.

PATRICIA GANDIN.

(1) Le marché national est d'environ un million de raquettes par an, dont 45 % en matériaux composites : cent soixante mille, tous matériaux confondus, sont fabriqués en France par Head, Donnay, Rossignol, mais leur technique est onéreuse.

(2) Société d'application des techniques industrielles modernes (en mécanique, hydraulique, pneumatique, automatisées).



Les Landes

UN DÉPARTEMENT QUI REGARDE LOIN

Solidement établi dans ses traditions et ses acquis

Les Traditions

L'âme landaise puise ses traditions dans son histoire, sa culture et son bien-être. Sa terre est accueillante et ses côtes couvertes de forêts sont généreusement ouvertes.

Terre et terroir

La terre landaise est depuis longtemps travaillée. La plus boisée de France, elle est aussi la première productrice de maïs et de maïs-semence. La richesse de son terroir qui s'enorgueillit d'associer qualité et quantité a permis le développement d'une industrie très performante. Le foie gras, l'aviculture, l'armagnac et le bois sont les témoins les plus fidèles de cette réussite.

"Toute étape décisive franchie par l'homme vers davantage de conscience est un progrès sur le long chemin de la liberté que le savoir éclaire. Il faut donc oser pour avancer, calculer nos risques certes, mais les prendre".

(Henri Emmanuelli
Président du Conseil Général des Landes).

LES LANDES, L'ESPACE QUI S'OFFRE A L'IMAGINATION DE CEUX QUI VEULENT ENTREPRENDRE.

CONSEIL GÉNÉRAL DES LANDES
rue Victor-Hugo - 40005 MONT-DE-MARSAN CEDEX
TEL. : (58) 46.40.40

Pour de nouveaux progrès et des spécialisations technologiques

L'avenir

Les Landes ont pris le rendez-vous de l'avenir en devenant un département pilote de la micro-informatique à l'école.

L'esprit d'entreprise

Les Landes favorisent l'entreprise. Elles lui apportent toutes les facilités pour se développer et se diversifier. La Société SONY, 1^{re} mondiale dans la production audiovisuelle, a choisi cet espace d'avenir pour y installer une unité de fabrication de cassettes-vidéo, la plus moderne d'Europe.

La Forêt

La forêt est une richesse inestimable mais il faut savoir la protéger. Dans les Landes a été mis au point un système de détection et de surveillance du patrimoine forestier qui utilise le laser à infrarouge et l'informatique : une technique d'intérêt mondial.

Le carburant de l'an 2000

A partir du maïs, grâce à la biotechnologie et avec l'aide des chercheurs, les Landes mènent une opération pilote dans le domaine de l'énergie par la mise en œuvre de processus ultra-modernes.

La transformation de la biomasse produit un carburant de synthèse, le carburul.

DÉVELOPPÉS PAR LA SEP ET L'AÉROSPATIALE

Les composites : nouvelle race de matériaux

LONGTEMPS réservés aux besoins de l'industrie aéronautique et à ceux exprimés par les autorités militaires pour le développement de la force de dissuasion, les matériaux composites de hautes performances sont sur le point de se banaliser. Leur utilisation quotidienne dans le système de freinage des avions, fussent-ils civils ou militaires, témoigne de cet état de fait tout comme l'apparition, lente, dans le domaine de la médecine de prothèses réalisées en carbone-carbone.

Ce ne sont là que des exemples très particuliers ne donnant lieu qu'à des applications relativement limitées de ces produits dont beaucoup estiment pourtant qu'ils seront les « futurs matériaux industriels de l'an 2000 ».

Incontestablement, ces matériaux qui, ces dernières années, n'ont pas connu le développement que l'on espérait, sont porteurs de grands espoirs industriels. Nombre d'experts considèrent en effet qu'en 1990 près de 40 % des

matériaux entrant dans la fabrication des avions seront à base de composites et qu'à cette époque près de la moitié de la production des composites à hautes performances sera consommée par l'industrie automobile qui n'en absorbe aujourd'hui qu'une infime partie.

C'est la raison pour laquelle les industriels de la région Aquitaine, où existe depuis de nombreuses années un important pôle de recherche et de développement font preuve d'un optimisme raisonnable.

Articulée essentiellement autour de la Société européenne de propulsion (SEP) et de l'Aérospatiale (SNIAS) qui disposent, à Saint-Médard-en-Jalles, d'ateliers de fabrication de composites relativement importants, cette branche d'activité tire sa force des programmes spatiaux et militaires (1).

Bien que la vocation « composite » de la région remonte aux années 50, à l'époque où Sud-

Aviation fabriquait des radomes en nid d'abeilles pour des avions de chasse, c'est en 1959 que la SNIAS a réellement renforcé son activité composite. La force de frappe venait de naître et, avec elle, les missiles balistiques français que l'on voulait légers, résistants et bien protégés. Equation difficile à résoudre sans un recours aux matériaux composites.

De cette époque date donc la mise en œuvre de toute une série de technologies qui ont donné lieu à des composites faisant appel à des fibres de verre, de kevlar, de carbone ou de bore, noyées dans une « matrice » généralement constituée de résines synthétiques.

Dans le même temps, la SNIAS développait la technique du bobinage filamentaire qui a fait sa réputation et lui a permis de réaliser des éléments importants des différents étages des missiles stratégiques français. Tout cela a, bien sûr, bénéficié à d'autres secteurs d'activité de la

SNIAS notamment dans le domaine de l'aéronautique (pales d'hélicoptères) des lanceurs (fusée Ariane) et des satellites.

Les freins de Lauda et de Prost

Si les activités composites de l'Aérospatiale sont nées, pourrions-nous dire, de la mise au point des rentrées des bombes dont ils sont porteurs, celles de la SEP prennent leur origine dans le développement du système de propulsion de ces engins.

De ce fait, cette firme s'est plutôt spécialisée dans des composites tenant à haute température comme les carbone-carbone, les composites céramiques et les caoutchoucs thermiques que l'on retrouve parfois sur des programmes plus civils. C'est ainsi que le Sepcarb, en raison de son exceptionnelle tenue mécanique à haute température, fait l'objet d'applications importantes dans le

domaine du freinage des avions mais aussi des voitures de formule 1 de Niki Lauda et d'Alain Prost. Comment ne pas penser dans ces conditions à en équiper le TGV et des engins lourds, comme les chars de combat, utilisés par les forces armées.

De même, la SEP, bien que ce domaine ne représente que 2 % de ces activités, travaille à la promotion de composites en carbone-carbone pour la réalisation de prothèses osseuses. Les caractéristiques mécaniques de ce matériau, liées à ses propriétés de biocompatibilité, en font un bon candidat pour les chirurgiens si l'on en juge par les résultats obtenus sur l'animal. Que dire enfin des recherches menées sur les problèmes cardiovasculaires, en particulier pour ce qui concerne les valves ?

Tout cela procède, pour la SNIAS comme pour la SEP, d'une volonté de diversifier leurs activités composites et de d'autant plus que les programmes militaires ne seront pas éternellement

porteurs. « En 1984, constate un responsable de la SEP, le chiffre d'affaires — grosse propulsion non comprise — des composites représentait 6 à 7 % du chiffre d'affaires de notre division d'Saint-Médard-en-Jalles. Dans deux ans, il devrait être de 10 % ».

Le marché bouge mais il bouge encore lentement. Est-ce une raison pour ne rien tenter ? Ce n'est guère l'avis de la SNIAS, de la SEP et du Commissariat à l'énergie atomique qui, en liaison avec la région, ont tout récemment participé à la création à Pessac, e Gironde, de l'Institut des matériaux composites dans le but d favoriser le développement et la diffusion de ces techniques nouvelles, notamment auprès de PME de la région.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) La Société nationale des poudres et explosifs, ainsi que les Avions Marcel-Dassault et Breguet-Aviation ont une activité composite importante notamment en ce qui concerne Dassault pour des éléments de voiture d'empennage d'avions.

PARIS-BORDEAUX EN MOINS DE TROIS HEURES

Voie libre pour le TGV Atlantique

LE 30 septembre 1990, le premier train à grande vitesse (TGV) entrera en gare de Bordeaux-Saint-Jean après un voyage de trois heures et cinq minutes depuis Paris-Montparnasse. Il conviendrait de mettre au conditionnel la date de cette inauguration, tant il est vrai que le tunnel prévu sous le vignoble de Vouvray (Indre-et-Loire) et les aléas budgétaires peuvent perturber le calendrier prévu.

Reste que les Bretons, les Poitevins, les Girondins, les Béarnais et les Basques profiteront du même TGV que les Juraissiens, les Dauphinois et les Provençaux. Le conseil des ministres du 25 juillet a confirmé que, avant la fin de l'année 1984, les premiers terrains seront achetés pour la construction des infrastructures. Cinq cents millions de francs seront débloqués dans le cadre du fonds spécial de grands travaux.

A 260 km/h, le TGV Atlantique apportera aux usagers des chemins de fer une amélioration évidente. Tours sera alors à 1 h 02 (1 h 33 avec le train classique le plus rapide) ; Poitiers, à 1 h 35 (2 h 12) ; Bordeaux, à 3 h 05 (4 h 03) ; Bayonne, à 5 h 15 (6 h 40) et Lourdes, à 5 h 27 (7 h 01). Le gain de temps sera moins spectaculaire que sur la ligne TGV Sud-Est, parce que les trains classiques qui desservent le Sud-Ouest figurent parmi les plus rapides du réseau français. Entre Tours et Dax, la voie ferrée est déjà équipée pour une vitesse de 200 km/h. En revanche, la fréquence des trains sera nettement accrue, puisqu'une quinzaine de

TGV relieront chaque jour Paris à Bordeaux, contre huit trains aujourd'hui.

Le projet arrêté par la SNCF consiste en la construction d'une voie nouvelle de 340 kilomètres. Un tronçon commun entre Paris et Courtaulin (Eure-et-Loire) se divisera ensuite en deux branches. L'une desservira Le Mans à partir du 30 septembre 1989 et l'autre filera sur Tours, un an plus tard. Au-delà de ces deux villes le TGV empruntera les voies existantes.

Les infrastructures et les quatre-vingt-quinze rames nécessaires devraient coûter 13 milliards de francs 1983. L'Etat s'est engagé, pour la première fois, à supporter 30 % du coût des dépenses d'infrastructure.

Le dossier technique n'est pas encore complètement arrêté. Les techniciens parlent de plus en plus d'une gare TGV à Massy-Palaiseau (Essonne), dans la banlieue parisienne, pour permettre des liaisons transversales rapides entre Rennes et Lyon, par exemple. Ils ont renoncé, au moins dans un premier temps, à contourner Le Mans par le nord, et les trains à grande vitesse s'arrêteront dans la gare actuelle. Le franchissement de la Loire et du vignoble tourangeau pose un problème aigu d'environnement qui n'a pas encore été résolu.

Le TGV arrivera à Bordeaux dans une gare flamboyante neuve. Les travaux en cours pour remodeler la gare de voyageurs et ses accès et pour édifier un parking de sept cents places prendront fin en 1986. Selon toute vraisemblance, la SNCF ne se

satisfait pas de relier Paris à Bordeaux en trois heures et cinq minutes. Elle espère grignoter minute après minute grâce à une modernisation de la signalisation et à une meilleure maîtrise du trafic. Le trajet pourrait, un jour, être couvert en deux heures et cinquante-cinq minutes, limite au-delà de laquelle il sera difficile de progresser sur les voies ferrées classiques.

La clientèle ne manquera pas de se laisser séduire par le train commercial le plus rapide du monde, et les prévisions de trafic font apparaître de nouveaux marchés. L'Aquitaine tout entière lui fournira, dès la première année de son exploitation, 4,2 millions de passagers, soit une croissance de 35 % par rapport au trafic qui aurait été drainé par les trains classiques. Pour la seule gare de Bordeaux, ce seront 2,4 millions de passagers qui choisiront le TGV, soit 50 % de mieux.

Remboursé en dix ans

Le train à grande vitesse n'aura pas que des avantages économiques. Il bouleversera la concurrence entre les modes de transport. Ainsi, Air Inter perdra 5 % de son trafic total. Touraine Air Transport verra la fréquentation de ses lignes desservant le littoral chuter de 40 %. La société Cofiroute et la Société des autoroutes du sud de la France enregistreront une perte de recette de 30 à 75 millions de francs (valeur 1980), selon les hypothèses retenues.

Ce passif n'a pas convaincu la commission Rudeau, chargée d'approfondir le dossier, d'abandonner un projet qui lui semble, au

contraire, devoir être aussi profitable que le TGV Sud-Est (1). En moins de dix ans, la SNCF sera en mesure de rembourser les emprunts contractés pour la nouvelle ligne. Le nombre des emplois créés ou maintenus par le chantier varie, selon les estimations, de 3 500 à 4 500 par an pendant cinq ans.

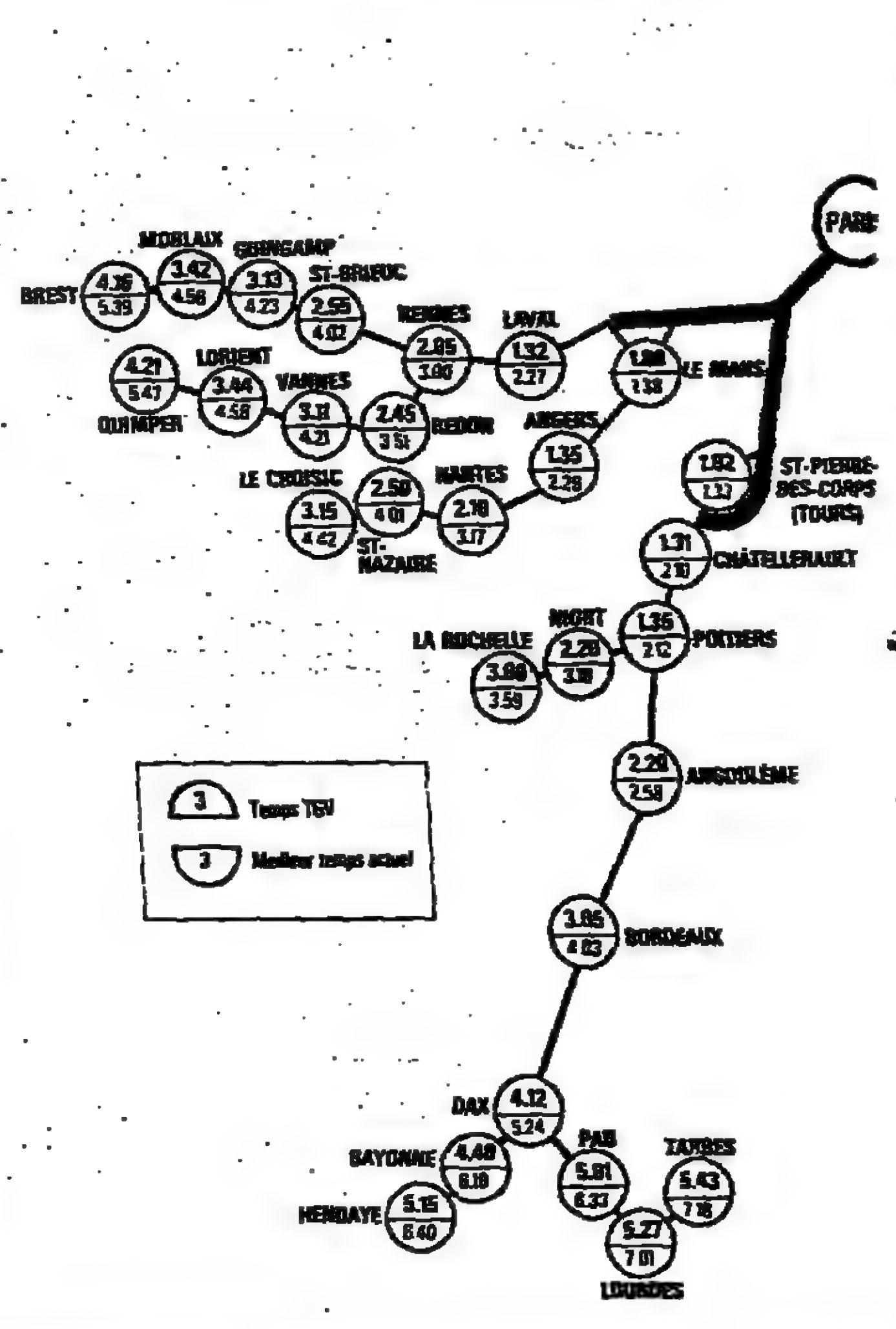
L'avis de la commission est donc favorable. Elle estime que le projet « permet d'accroître la mobilité de larges couches de la population ». Il assure « une relance sélective de l'activité dans des secteurs en situation critique, notamment les travaux publics et la construction ferroviaire ». Le TGV contribue au « renforcement des atouts technologiques de l'industrie française dans son ensemble à un moment où la concurrence internationale est de plus en plus vive ». Pour ce qui est du revers de la médaille, les rapporteurs jugent qu'il n'exécute pas le supportable, à condition que des mesures d'accompagnement soient « soigneusement étudiées dans certains secteurs critiques (aviation de troisième niveau, zones sensibles agricoles) ». Enfin, ils jugent que la nouvelle liaison « ne remet pas en cause les équilibres marginaux de l'aménagement du territoire ».

La voie de l'Ouest est libre pour le TGV Atlantique.

ALAIN FAUJAS.

(1) - TGV Atlantique. Rapport sur le projet de desserte de l'Ouest et du sud-ouest de la France par trains à grande vitesse. 410 pages, avril 1984, 150 F. La Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07.

LES TEMPS DE PARCOURS ENTRE PARIS ET LA PROVINCE



A Périgueux: créez votre entreprise en moins de 30 jours.

APPELEZ JEAN-JACQUES AU: (53). 08.31.17.



Périgueux. Tout pour entreprendre.



UNE INVENTION DE LA RÉGION

Le robot bûcheron

« C'EST la reconnaissance de la prééminence de l'Aquitaine dans le domaine robotique agricole. » A la préfecture de la région Aquitaine, à Bordeaux, le projet RAFU est devenu un exemple de la capacité de la région à proposer et à conduire des opérations pilotes.

Tout a commencé lorsque, pour revitaliser l'économie mondiale, les chefs d'Etat et de gouvernement des pays industrialisés, réunis au sommet de Versailles en juin 1982, décidèrent de créer un groupe de travail « Technologie, croissance, emplois », dont l'objectif était de sensibiliser les pays aux nouvelles technologies.

Un an plus tard, au sommet de Williamsburg, dix-huit projets définis par le groupe de travail étaient retenus et lancés, dont huit étaient pilotés par la France. Parmi ceux-ci figurait notamment le programme RAM (robot autonome multi-services).

Quatre-vingt-dossiers étaient alors proposés sur le plan national, et, après un examen sévère, huit seulement étaient retenus, dont le projet RAFU (robot autonome forestier universel) établi par le GIE Cotraitance-Aquitaine, en liaison avec plusieurs laboratoires de recherche de l'agglomération bordelaise ou de Paris.

Le groupement d'intérêt économique Cotraitance-Aquitaine avait été constitué pour la circonstance par neuf partenaires de Gironde, des Landes et du Pays basque (1). Ils se sont alliés pour « faire face aux mutations technologiques et aux importantes baisses de plan de charges des activités habituellement portées de la région Aquitaine ».

Le nouveau groupe était aussitôt soutenu par le conseil régional et les chambres de commerce et d'industrie d'Aquitaine et de Bordeaux. Il est vrai que le projet RAFU vise à disposer de termes d'un engin autonome destiné à effectuer des tâches bien précises d'entretien de la forêt de Gascogne (débranchage, élagage ou dépressage) mais aussi de mise en valeur (gemmage). Plus tard, le projet pourrait évoluer vers des secteurs agricoles plus traditionnels (notamment la viticulture) ou vers l'exportation.

Mais, pour l'instant, il s'agit de créer « un véhicule évolué capable d'effectuer un certain nombre de tâches pour aider à la mise en valeur de la forêt ». Ce robot forestier est donc tout d'abord destiné à la forêt de Gascogne (1 200 000 hectares, dont 900 000 de plus maritimes). Il doit réduire le coût de l'entretien de l'exploitation et supprimer un certain nombre de tâches pénibles de l'ouvrier forestier. Il va falloir

construire un engin robot fiable et économique.

Le calendrier de cette réalisation, dont le maître d'œuvre sera exclusivement le GIE Cotraitance-Aquitaine, a été établi : étude préalable pour rédiger un cahier des charges (un an) ; étude et réalisation d'une maquette 001 pour définir les fonctions de base et pour servir de plate-forme d'essai (trois ans) ; réalisation de la maquette pré-industrielle 002 permettant l'élaboration des spécifications techniques (trois ans) ; réalisation d'un prototype industriel RAFU n°01 (deux ans), et, enfin, essai grandeur nature débouchant sur l'industrialisation (deux ans).

Pour l'instant le projet n'en est qu'au stade du montage financier et des premières études préliminaires. Plus tard, après sa réalisation industrielle, il devrait trouver une ouverture intéressante sur le marché international de la forêt.

JEAN LEMÉTAYER.

(1) Il s'agit des Ateliers métallurgiques d'Anglet (64), du cabinet d'études René Martin, de Mérignac (33), des Fonderies et ateliers du bélier, de Saint-André-de-Cubzac, de Louis de Mérignac, de Médoc, de Parentis-en-Born (40), de la Métallisation générale, d'Eysies (33), de Pipeline service Aquitaine, de Bordeaux, de RVI Bordeaux et de Valoris, de Bordeaux.

TOUTE LA RÉCOLTE EST MISE AU CHATEAU

en provenance directe, André Bouvier vous propose



Pour vos cadeaux.
Pour vos dîners.
Pour cadeaux d'entreprise personnalisés.

Château de Barbe Blanche

LUSSAC-SAINT-ÉMILION

	6 bout.	12 bout.	25 bout.	Franco domicile tous droits et taxes compris
1981	330	600	1100	
1982	320	570	1050	

Ecrivez à : A. BOUVIER - Barbe Blanche - 33570 LUSSAC - Tél. : (57) 84-00-54

FINS GOSIERS

Bouteilles de seigneurs et de manants

AQUITAINE tout entrecoisée de vignes... rimait le poète latin Salvin, en hommage peut-être à son contemporain Ausone, dont un château saint-émilionnais porte encore le nom. Plus tard, Montaigne, pensant aux ceps alentour son château de La Brède, évoquera les quelques jours de soleil suffisant à faire, de l'or liquide du vin, sa fortune. Puis le duc de Richelieu, nommé gouverneur de Guyenne, trouvera dans le vin bordelais de quoi rallier son estomac délaissé.

Et, recevant Sacha Guity dans son laboratoire, à quatre-vingt-neuf ans, Brany, se servant dans un verre gradué, de temps en temps, un peu d'un liquide rouge, déclarait à l'auteur de *Mon père avait raison* : « C'est du bordelais, monsieur. Je travaille du matin au soir et j'attribue l'état de ma santé à cela. Faites-en autant. »

Car les vins d'Aquitaine, dans l'esprit de tous, ce sont les vins de Bordeaux.

Vins de Graves, du Médoc, de Saint-Émilion et de Pomerol, plus modestes vins de Fronsac, du Bourgeois et du Blayais, ou le quide du Sauternais, on les connaît. On apprend les millésimes exceptionnels : 1945, 1947, 1949, 1953, 1951, 1970, 1975, 1978, 1982. On apprend aussi, hélas ! les prix quelquefois démentiels de ces bouteilles aux cartes des restaurants. Faut-il alors mettre en pratique la formule chère à André Daguin : boire les grands châteaux dans les petits millésimes et les grands millésimes des châteaux de moindre cru ?

Il est vrai que le cours des changes... et la connaissance récente des qualités de nos grands vins bordelais par les Américains, par exemple (les Anglais, eux, depuis Aliénor d'Aquitaine, se sentent un peu chez eux ici) - ouvre à ces grands crus un marché qui peut les faire négliger par l'acheteur français.

Gounod aime à dire : « Il y a les grands musiciens et il y a Mozart. » Ne peut-on paraphraser : il y a les grands vins et il y a le vin de Bordeaux ? Soit ! Mais de là à nous faire passer les crus bourgeois pour la panacée, il y a loin. Surtout si leurs prix atteignent l'impensable ! Cumonsky le soulignait : « Il y a quinze cents châteaux dont la plupart sont célèbres et dont les moins connus produisent de charmants vins de table et de carafe. »

Ce seront sans doute ceux qui, cette année où la coulure rend les vendanges si abondantes du moins sans abondance, arriveront sur nos tables. Bravo ! Mais que du moins ils soient d'un prix abordable.

Mais l'Aquitaine, administrativement, n'est pas que la Guyenne, où, si vous parlez département, la Gironde. Elle englobe les Landes, le Lot-et-Garonne et les Pyrénées-Atlantiques. Et là encore il y a des vignes. Et des vins. Des petits vins ? N'allez pas dire cela aux vignerons qui les pratiquent avec amour. Disons plutôt des poètes mineurs.

Dans les Landes : Le tursan (VDQS), déjà connu à l'époque gallo-romaine, généralement blanc (mais il y a aussi des rouges, issus du cépage tantat, comme ce tuc à houe que l'on peut découvrir à Paris à l'Aquitaine de la rue de Dantzig). Terroir de quarante et une communes sur les premiers contreforts caillouteux des Pyrénées autour de Geste et d'Ain-sur-Adour.

Les vins de la Chalosse, à l'est et au sud-est de Dax (rouges).

Les vins de sable le long du golfe de Gascogne, rouges colorés et veloutés, généreux. Gaston Marchou, dans son livre *Le Vin de Bordeaux* cet inconnu, évoque les négociants des Char-

trons d'entrefois, lorsque seuls les vins récoltés sur le territoire de la Sénéchaussée de Bordeaux pouvaient être librement exportés, et qui achetaient ces vins de sable pour augmenter la récolte. C'est pour lutter contre cet abus, qu'est née la Jurade, justement.

En Lot-et-Garonne : Les côtes de Duras, une quinzaine de communes entre le Bordelais et le vignoble de Bergerac, donnant un vin rouge de table, mais surtout des blancs VDQS d'une saveur originale appréciable.

Les côtes de Buzet, à l'ouest d'Agde, sur la rive gauche de la Garonne. Surtout des rouges VDQS, fins et coquets, servant quelquefois de coupages avec ceux de Bordeaux.

Les côtes du Marmandais, blancs doux (VDQS pour les secs) et rouges.

En Pyrénées-Atlantiques : Le jurançon qui baptisa Henri IV. Sa gloire était telle à cette époque qu'il était connu en Angleterre, en Hollande et dans l'Europe du Nord. Le blanc peut être sec ou moelleux. Moelleux, c'est un vrai nectar de sève généreuse, parfumé, avec, dit le Dr Debulgne dans son *Larousse des vins*, « un goût légèrement épicé de cannelle et de girofle ». C'est un vin de garde et que l'on trouve rarement sur les cartes, hélas ! Il est vrai que le vignoble se restreint. Il existe un peu de jurançon rouge consommé sur place.

L'fraultguy. D'un petit vignoble à l'ouest de la vallée de la Nive, sur neuf communes. VDQS blanc et rouge chaud et fruité (un vin qui fait danser les filles, disait Cur). Il y a aussi du rosé.

Que ce soit occasion, si vous passez par l'Aquitaine, de vous « submerger » des vins de châteaux. Mais aussi de découvrir les poètes mineurs de cette belle région.

LA REYNIÈRE.

INDUSTRIELS,
SONY A CHOISI LES LANDES.
POURQUOI PAS VOUS ?

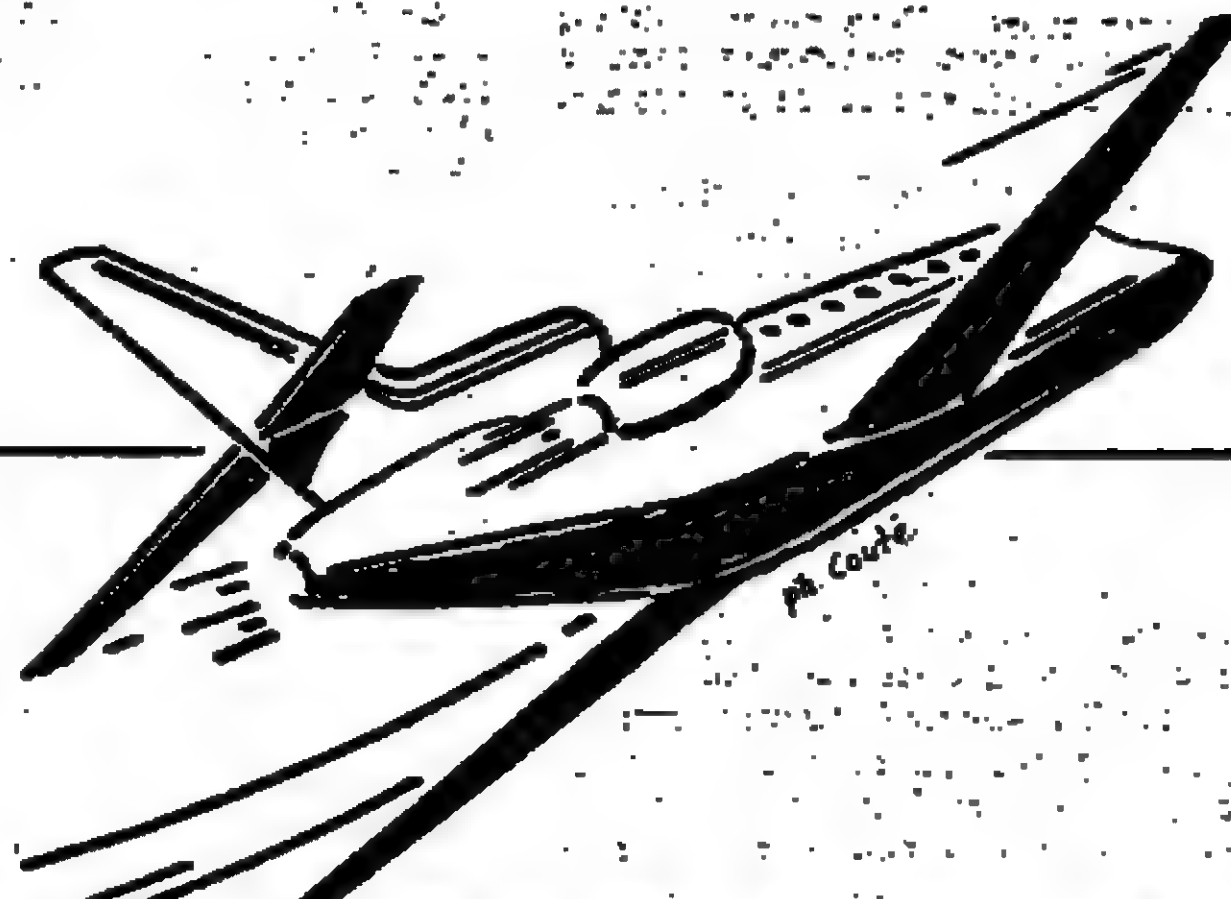


Vue de l'usine SONY, Domaine du Pignada 40180 PONTONX-LEZ-ADOUR

CONSEIL GENERAL DES LANDES

Service d'Action Economique - B.P. 259 - 40011 MONT-DE-MARSAN Cedex. Tél. (58) 46.40.40.

Le Dassault - Bréguet Falcon 900 - super avion d'affaires a pris son premier envol de Mérignac le 21 septembre 1984.



A MERIGNAC

L'Aquitaine prend son envol
venez vous poser à Mérignac

Plus de 1000 entreprises ont déjà choisi Mérignac !

des grandes, de renommée mondiale, et les indispensables PMI-PME, nombreuses et diversifiées.

• Elles mailent le présent et tissent l'avenir, implantées dans 4 zones d'activités sur 120 ha, qui offrent d'importantes possibilités d'extension ;

• à 10 minutes des administrations, des services et des activités de la grande métropole régionale, Bordeaux et son agglomération (640 000 habitants),

• à côté de l'aéroport international,

• autour de la rocade autoroutière, sur les axes Amsterdam-Paris-Madrid et Atlantique-Méditerranée.

En choisissant Mérignac, elles ont bien choisi

• une ville verte, bien équipée, qui développe son équilibre dans un espace de vie, de travail et de loisirs,

• à 1/2 heure de l'Océan et de ses plages, riche d'un environnement naturel, touristique et culturel de qualité exceptionnelle.

Mérignac a l'esprit d'entreprise.

Si vous l'avez aussi, Mérignac vous aide à vous implanter et à vous développer (assistance à l'installation, montage et suivi des dossiers, exonération de la taxe professionnelle...).

MAIRIE DE MERIGNAC,
Service Action Economique
33700 MERIGNAC -
tél. : (56) 97.84.22

	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	108,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

ANNONCES CLASSEES

	Le mot	Le mot TTC
ANNONCES ENCADREES	51,00	60,48
OFFRES D'EMPLOI	15,00	17,79
DEMANDES D'EMPLOI	39,00	46,25
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

OFFRES D'EMPLOIS

EXPORT C.E.E.

PARIS 200 000 F

Filiale d'un important Groupe sidérurgique français, nous produisons et distribuons nos matériels à une clientèle diversifiée d'industries transformatrices. Nous voulons confier la commercialisation dans les pays de la C.E.E. à un jeune diplômé SUP. de CO. ayant une première expérience du terrain, parlant l'allemand et une autre langue étrangère, capable de mener à bien le développement rapide de nouveaux marchés et de nouveaux produits.

Adressez votre dossier sous N° 834 M

GABRIEL MARCU
154, bd Malesherbes - 75017 Paris.

emplois internationaux

INFORMATIS INGENIERIE

PROJETS CAD-ROBOTIQUE

INGENIEURS SYSTEME

3 ans exp. opérant système pour CAO et ROBOTIQUE

Fréquentes déplacements : U.S.A. - ESPAGNE - ITALIE - GRÈCE - ALLEMAGNE

Voiture fournie pour la région parisienne. 26, r. Daubenton, St. 337-09-22.

emplois régionaux

NICE, ÉCOLE DE FRANÇAIS

pour adultes étrangers recherche

PROFESSEUR

exp. pratique VIF et UVV, anglais, parlant bien l'anglais, plein temps, poste permanent.

Ecrire sous le n° T 068.577 M

RÉGIE-PRESSE
7, rue de Montessuy, Paris-7.

ANNONCES CLASSEES

TÉLÉPHONÉES

555-91-82

OFFRES D'EMPLOIS

Le Centre Inter-régional de Calcul Electronique assurant des services informatiques pour la Recherche Scientifique, équipé d'ordinateurs de très grande puissance, système IBM MVS et BULL MULTICS (3 000 utilisateurs) recrute

ANALYSTES OU ANALYSTES PROGRAMMEURS

pour les postes suivants :

- intégration au groupe d'ingénieurs chargés de l'assistance-conseil auprès des utilisateurs du centre ; généraliste en informatique, expérience IBM souhaitée, plusieurs langages de programmes,
- activité logicielles de gestion des unités de mémoire de masse et de support technique au service d'exploitation.

Diplôme mini : maîtrise ou Ecole d'ingénieur.

Dépagés O.M. Nationalité française.

Adressez C.V. et prêt au Secrétariat du C.I.R.C.E.
BP 63 - 91408 ORSAY Cédex.

UNE NOUVELLE CHANCE D'INSERTION PROFESSIONNELLE POUR LES FEMMES

En collaboration avec la Délégation aux droits de la Femme, l'INPAC-CREAR propose une formation professionnelle gratuite et rémunérée de

TECHNICIENNE EN ROBOTIQUE

(travail en couple et gestion de systèmes d'automates programmables)

21 ans min., niveau bac scientifique ou F2, F10, 11 ou brevet de technicienne.

Durée 37 semaines avec stage en entreprise.

Rentrée novembre à Paris, recrutement les 26/10 et 6/11.

Retrait des dossiers de candidatures de 9 h 30 à 12 h et de 14 h à 17 h à l'INPAC-CREAR, 30, rue Henri-Barbusse 75008 PARIS. Tél. 325-72-79.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CADRES (C 16) B.P. 402 - 09 PARIS.

Les possibilités d'emploi à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) B.P. 251 - 09 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS

Jeune Groupe en forte expansion recherche son

CHIEF COMPTABLE

directement sous les ordres du secrétaire général, il s'occupera dans le domaine administratif, personnel et financier.

Il prendra plus particulièrement en charge le secteur comptable, les calculs analytiques et mensuels. Le titulaire devra avoir environ 30 ans avec le BTS ou le niveau DEC et sera dynamique et particulièrement motivé.

L'envie de réussite sera déterminante dans le choix du candidat.

La rémunération annuelle de départ sera de 150.000 F.

Ecrire avec C.V. et photo s/réf. 9.973 à P. LICHOU S.A., B.P. 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Revue spécialisée recherche

MAQUETTISTE

Secrétaire de rédaction, préparation copies, relectures, maquettes et travail sur écran.

Env. C.V., photo et prêt à SOOER-TUBRY, 112, rue de Rochelle, PARIS-2.

formation professionnelle

ACILLO

DÉPARTEMENT ÉTUDES ET FORMATION

programmes nationaux et internationaux

Formation professionnelle d'ANALYSTE PROGRAMMEUR

sur gros système IBM + gamme Micro.

Formet + 4 INTERVENANTS internationaux.

Tél. : 723-15-18, 38, rue de Bassano, 75008 PARIS.

Métro : École, George-V.

capitaux propositions commerciales

Rech. commercial dynamique pour développement Société de services liée à l'immobilier min. 300.000 F. 325-66-65.

DEMANDES D'EMPLOI

Mécanicien automobile exp. 25 ans

expériences, 25 ans, exp. 25 ans, stable. 348-70-06 ou écrire M. Renard, 12, r. Lemaître, 12.

J.F. 20 ans, BAC 1^{re} année BTS

secrétariat, étudiante en Secrétariat, cherche emploi mi-temps après 14 h. Ecrire s/réf. 1.000

AFILIÉS 45, rue Trudaine 75008 PARIS qui transmettra.

J.H. 20 ans, BAC G2 + 1 en IUT

Techniques Comptables, rech. emploi stable. Ecr. n° 2.227

F. 32 ans, source, mult. droit des affaires, 20 ans, exp. 20 ans

Rech. emploi stable. Ecr. n° 2.227

Inspecteur commercial, 15 ans exp. de vente de biens d'équipement. Libre de suite. Recherche poste région Bretagne, Pays de la Loire.

Tél. : (40) 04-88-28.

J.H. 30 ans, doct. Sc. pol., rel. intern. (IEP Paris), 1 livre publié, trilingue (français, anglais, espagnol), expérience internationale, marketing. Exclutait des pros.

277-13-67 à partir de 17 h.

LA FILIALE IMMOBILIERE D'UNE IMPORTANTE BANQUE FRANÇAISE

Paris 8^{ème} recherche pour son département

CREDITACQUEUR

le jeune responsable de la RELATION AVEC LES PRESCRIPTEURS

(agents immobiliers, gérants et syndics d'immeubles, promoteurs,...)

Agé d'au moins 28 ans, il aura quelques années d'expérience acquise EN BANQUE ou dans un ÉTABLISSEMENT FINANCIER SPÉCIALISÉ.

Le poste peut être évolutif et la rémunération fixe pour l'essentiel comportera une partie liée aux résultats.

Adressez votre CV sous référence CT 545/94, à FRANCE CADRES, 22, rue St Augustin 75002 Paris, qui vous garantit le plus strict anonymat.

Jeune Groupe Pétrolier en forte expansion rech. son

RESPONSABLE

département Fuel Domestique. Il assurera la mise en place d'un réseau de distribution de fuel domestique et de son développement.

Il aura de bonnes connaissances du métier, et devra connaître parfaitement tous les règlements concernant le transport de matières dangereuses.

Il aura environ 35 ans, sera dynamique et particulièrement motivé. L'envie de réussite sera déterminante dans le choix du candidat.

Ecrire avec C.V., prêt et photo s/réf. 8371 à P. LICHOU S.A., B.P. 220 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Important groupe de services recherche des

INGENIEURS

- MITRA MMTZ

- FORTRAN ASSEMBLEUR projets internationaux

- NOVA

- VAX

Pour Paris, Province, Etranger. Excellente rémunération + intéressement.

Si vous êtes libre rapidement appelez le 525-82-08

l'agenda du Monde

Particuliers (offres)

A VENDRE

Armoires en hêtre 200 x 80 x 204 cm, larg. 1,46 m, prof. 0,64 m. Très bon état, prix demandé : 9.500 F. Tél. 01.46.28.23-50 le soir après 20 h.

A vendre cause départ matériel guépard neuf, cuisine cuisine. Pz 75.000 F. 322-36-33.

Artisans

Des hommes de métier dans votre quartier

222-22-22

Plombiers, serruriers, menuisiers, chauffagistes, électriciens, plombiers.

Tous travaux bât. de se-cl. et toiture, int. ext. long. exp. exact, loyauté, mail. réf. Exp. Chauffage, 18, rue Maréchal, Paris-9. Tél. : 723-35-47.

CONSERVEZ MON ADRESSE.

Bijoux

COMPTOIR FRANÇAIS

ACHÈTE COMPTANT BEAUX BIJOUX ANCIENS

et DÉBRIS OR OR DENTAIRE HORLOGERIE, LETTRES et

TIMBRES-POSTE.

Tél. : 227-40-54 +.

14, bd Courcelles, M^{re} Villiers.

ACHAT OR BIJOUX ANCIENS

Brillants, débris or

PAUL TERRIER - 225-47-77

35, rue du Colisée, 75008, Métro : Saint-Philippe-du-Roule.

ACHAT OR BIJOUX ANCIENS

MODERNES - BRILLANTS ARGENTERIE - VIEL OR

PERRON - Joailliers-orfèvres à Paris, 4, Chausée-d'Antin, Étoile 37, av. Victor-Hugo, Venise Occasionnelle Echange.

BIJOUX ANCIENS BAGUES ROMANTIQUES se choisissent chez GILLET 19, r. d'Arcole, 4^e, 354-00-83.

ACHAT BIJOUX OR-ARGENT. Métro Cité ou Hôtel-de-Ville.

Canapés

COURT CIRCUIT SUR CANAPÉS

CAP, spécialiste réputé de canapés haut de gamme vous fait profiter du circuit court en bénéficiant de ses prix sur sa vaste collection :

En tissu : 110 modèles et coloris, ainsi que les prestigieuses collections de Casta, Diorotti, Rubelli et Lauer.

En cuir : 3 modèles et 4 coloris différents.

Toutes les possibilités existent : 3 places, 2 places, fauteuil, déhoussables (amovibles à l'usage). Par exemple : un tissu canapé de 2 places tissu à partir de 3.650 F.

1 coussin 3 places en cuir véritable à 6.320 F en tissu pleine fleur à 8.950 F.

Alors mettez le cap sur CAP : vous verrez, c'est direct.

CAP, 37, rue de Chéateu 75012 Paris, 307-2-01.

CAP, 27, avenue Rasp 75007 PARIS - 55-88-22

CAP, 47, rue de la Liberté, 69003 Lyon (71) 860-02-64.

Enseignement

ENGLISH IN ENGLAND

Au nord de la mer (100 km de Londres) nous habitons 100 chambres de caractère modernes et cause dans le même bâtiment notre école d'anglais.

Moyens modernes en 1957 et reconnus par le British Council.

£16 00 par jour : logement, repas et transport compris (billets en faculté).

25% RÉDUCTION

pour un séjour de 10 jours ou plus (hors vacances scolaires).

avec REGENCY SCHOOL OF ENGLISH

Regency Hall, Regency, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

Cours

MATHÉMATIQUE, PHYSIQUE, Tour de France, secondaires MATH. SUP. SPÉCIALE.

Prof. expérimenté. 658-11-71.

PRÉPARATION A L'ÉPREUVE antécédents de français de 1^{re}.

Tél. : 962-96-31.

Carrelages

DIRECT USINES

SOCARCEL - 357-09-48 + 113, av. Parmentier, Paris-11.

Collections

Vd GRD ENCYCLOPÉDIE DE PSYCHOLOGIE + magnéto micro-cass. 876-14-58 et 8 h.

Jeune fille au pair

Jeune fille danoise, 19 ans, ch. une place au pair de fam. parisienne. Sers particulièrement bien, de s'occuper d'enfants, ayant déjà une bonne expérience. Kitti Hommings Vestermosevej 34 2300 Copenhagen S. Danemark 18-46 (1) 55-18-72.

Mode

« L'HOMME »

HABILLE LES HOMMES

77, rue Rivoli

75018 PARIS. T. NOR. 51-08.

Métro MARCO-DORVOY.

VÊTEMENTS SUR MESURES ET PRÊT-À-PORTER.

Libres

HENRI LAFFITTE

Achet comptant de LIVRES, 13, r. de Buci, 01-32-83-02.

Catalogue en distribution.

Papyrus

PAPYRUS D'ÉGYPTE

peint à la main, gros, 1/2 gros, demi. Exposition perm. 85, T. M.-Anges, 75018. 651-61-57.

Philatélie

ACHÈTE CHÈQUE COLLECTION TIMBRES FRANCE, EUROPE, OUTRE-MER, 359-70-98.

Psychologie

Vous vivez en couple mais ce ne se passe pas bien (mésentente, problèmes amoureux...) peut-être même est-ce la question de séparation.

Si, tous deux, vous souhaitez en parler pour une

ÉMISSION TV/A2

Appel-nous. Hrs de bur. su 299-51-54

Stages

DEVENEZ DÉTECTIVE

Stages pratiques et théoriques sous l'égide de la GENDARMERIE. T. (1) 535-72-60, 252-50-17.

Troisième âge

RÉSIDENCE LES CÉDRÉS 10 km de la porte d'Italie, Paris. Touristes, repos, retraite. Rapet toutes personnes, tous âges, valides, semi-valides, handicapés. Soins médicaux, soins infirmiers familiaux acceptés. 33, avenue de Vigny, 94300 VILLIERS T. 726-89-83 (1) 638-34-14.

Vacances

Tourisme

Loisirs

CHATEL (Haute-Savoie), Loué à la semaine 2 places, 4 personnes. Huit, 2 100 F. hors vacances. Tél. 71-62-50 (BO).

Dracoll House Hôtel 200 chambres à un lit. Demi-pension, 50 livres par semaine. Adulter entre 21-60 ans. S'adresser à 172, New Kent Road London SE 1 1Tél. : 01-703-4175.

Vous cherchez des amis avec qui partager vos goûts artistiques, sportifs, culturels, etc. Vous les trouverez à : COUTS COMAING T. : 548-96-15.

Emplois Cadres

CHAQUE MERCREDI LE PANORAMA DES OFFRES D'EMPLOIS CADRES

CHAQUE MERCREDI, « Emplois Cadres » publie une sélection des offres d'emplois destinées aux cadres, parues la semaine écoulée dans le Monde, plus une sélection d'annonces du Herald Tribune.

Un document de synthèse indispensable aux cadres qui voyagent et aux entreprises nationales ou internationales qui les recrutent.

En vente chez les marchands de journaux : 6 F

BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro :

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Nombre d'exemplaires _____ x 7 F (frais de port inclus)

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde, Service de la vente au numéro 5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09

Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais

CHAQUE MERCREDI LE PANORAMA DES OFFRES D'EMPLOIS CADRES

Chaque mercredi, « Emplois Cadres » publie une sélection des offres d'emplois destinées aux cadres, parues la semaine écoulée dans le Monde, plus une sélection d'annonces du Herald Tribune.

Un document de synthèse indispensable aux cadres qui voyagent et aux entreprises nationales ou internationales qui les recrutent.

En vente chez les marchands de journaux : 6 F

BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro :

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Nombre d'exemplaires _____ x 7 F (frais de port inclus)

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde, Service de la vente au numéro 5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09

Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais

مكتبة الرجل

INFORMATIONS « SERVICES »

JEUNES

Créneaux à l'horizon

Les voies du futur apparaissent impénétrables aux jeunes d'âge scolaire en quête d'une profession. Mutations technologiques, révolution électronique, triomphe de la communication... le monde du travail connaît des soubresauts qui rendent aléatoire tout pronostic précis sur son visage de demain, même en excluant audacieusement les conséquences de la crise économique. Pourtant, la même question est sur les lèvres des élèves et des parents à l'heure impitoyable de l'orientation : quels sont les métiers porteurs d'avenir ? Comment choisir un créneau encore ouvert, éviter le piège des formations sans lendemain ?

Un guide pratique intitulé « Les métiers de demain » (1) tente de répondre à ces questions, ou plus exactement de donner au public les outils pour trouver des réponses. Car, en la matière, l'incertitude et la prudence sont de rigueur. Huit secteurs réputés prometteurs en matière d'emploi sont recensés, parmi lesquels la mer, les matériaux, les biotechnologies, l'espace et l'informatique.

Mais l'ouvrage, en dépit de son titre, décrit beaucoup plus les techniques du futur que de véritables « métiers » pour demain. Et pour cause. Personne n'est aujourd'hui en mesure de le définir. C'est au moins un point sur lequel tous les spécialistes s'accordent.

Sur les prévisions d'emploi dans tel ou tel secteur, les avis divergent parfois de façon extrême. Le risque existe donc de se préparer hâtivement à un métier ou à une profession qui peut ne plus exister lorsqu'on cherchera à l'exercer. « Les métiers de demain » propose un panorama très clair et très simple des évolutions technologiques actuelles, avec, en regard, la palette des formations existantes, depuis les classes de CAP jusqu'aux écoles d'ingénieurs.

Mais ce guide, qui s'adresse plus particulièrement aux collégiens et aux lycéens, les invite surtout à assouvir leur curiosité et à approfondir leurs connaissances en pratiquant les activités scientifiques et techniques proposées par les nombreux clubs et sections dont la liste est fournie en annexe. La définition des professions de l'avenir reste si floue qu'il vaut mieux retarder

au maximum l'heure du choix en accumulant connaissances et expérience, et en approfondissant ses motivations.

Initiative et imagination

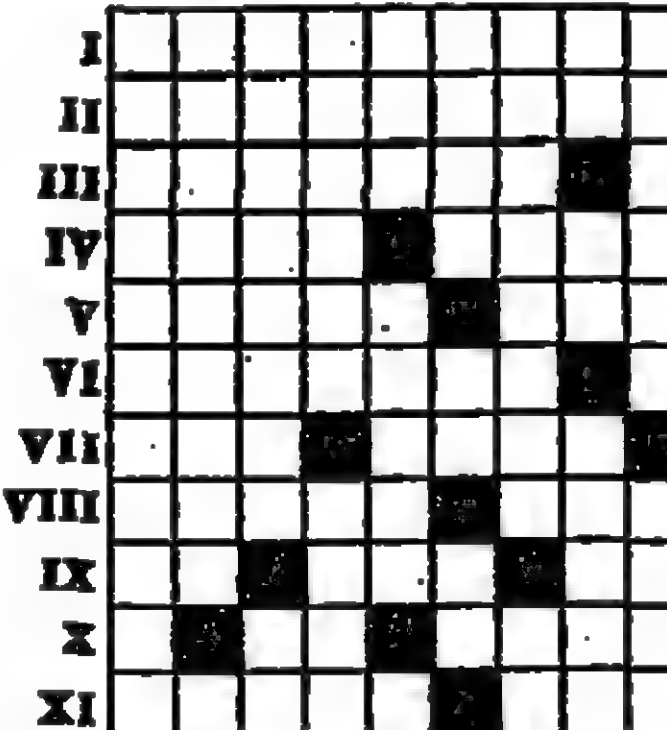
Les Dossiers de l'étudiant (2) se sont également penchés abondamment sur le sujet et tentent une synthèse des perspectives de débouchés dans les secteurs de pointe. Ils notent d'emblée les difficultés liées au cloisonnement entre des secteurs en pleine mutation : les nouvelles technologies ont, d'une part, des répercussions dans toutes les branches d'activité - techniques et intellectuelles - et d'autre part, le développement de l'emploi dans une branche donnée n'est pas nécessairement proportionnel à la croissance prévue pour la branche elle-même.

Les Dossiers de l'étudiant examinent, aussi, les nouveaux métiers possibles dans les secteurs du social, du culturel et des loisirs, qui privilégient le sens de l'initiative et l'imagination. Ces deux qualités, indispensables pour aborder les métiers de demain, ne sont pas les mieux encouragées dans le système éducatif. Pourtant, des « formations efficaces » sont mises en place, qui tentent de s'adapter aux nouvelles exigences de la technologie. Un numéro récent du Monde de l'éducation (3) a analysé systématiquement celles qui aboutissent aux carrières de l'informatique et de l'électronique, et donne le parole à un universitaire qui dénonce le mythe de « l'informatique facile ». Dans ce secteur comme dans les autres, seuls un haut niveau d'études et une capacité permanente d'adaptation dans un esprit pluridisciplinaire peuvent garantir un avenir professionnel. Là aussi, il faut rester large, pour se protéger des vagues sans cesse déferlantes des technologies nouvelles.

PHILIPPE BERNARD.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3816
1 2 3 4 5 6 7 8 9



HORIZONTALEMENT

1. On leur a ôté l'envie de se laisser mener en bateau. - II. Garniture de manchettes. - III. Figures angulaires vieillottes. - IV. Breton ou pas, il porte un chapeau rond. Epreuve avec le flair ou l'odorat. - V. Un des inconvénients du labyrinthe. Le jour de sa naissance est fêté par de nombreuses clochettes. - VI. Affaire de famille. - VII. Forme d'avoir pour un exposant. Perdus, on peut le retrouver grâce à une empreinte. - VIII. Le fait à Dieu qui donne aux pauvres. Sur une adresse. - IX. Bon pasteur ou mauvais berger. D'un maître d'œuvre son bon bec. Négation. - X. Conjonction. Rougit quand il se met en boule. - XI. Plus il est cuisant, plus il refroidit. Qui a fait une apparition très attendue.

VERTICALEMENT

1. Départ intempestif au pays des rêves. - 2. Plus ils sont durs à la détente, moins ils risquent les coups de fusil. - 3. Illusionniste. Interjection. - 4. Prémisses d'un régal gastronomique. Quel qu'en soit le sens, c'est toujours un poids. - 5. Une recrue le digère très mal. Permet de faire des trucs en plumes. - 6. Dans le Gard et sur le Gardon. Morceau de clavocin. Interjection. - 7. Conche pour mineurs. Indéfinit. - 8. Copulative. Mère de la fin pour celui qui n'est qu'un début. On peut en porter une sur soi et en manquer totalement. - 9. Donner à une marionnette son caractère de noblesse. Distribution de pains.

Solution du problème n° 3815

Horizontalement

I. Gynécée. - II. Yeux. Star. - III. Nées. Ans. - IV. Scelle. - V. Ce. Uve. EM. - VI. Orateur. - VII. Lévantine. - VIII. Obéir. FI. - IX. Gui. Ebre (cf. « Port »). - X. Usée. Lia. - XI. Entées.

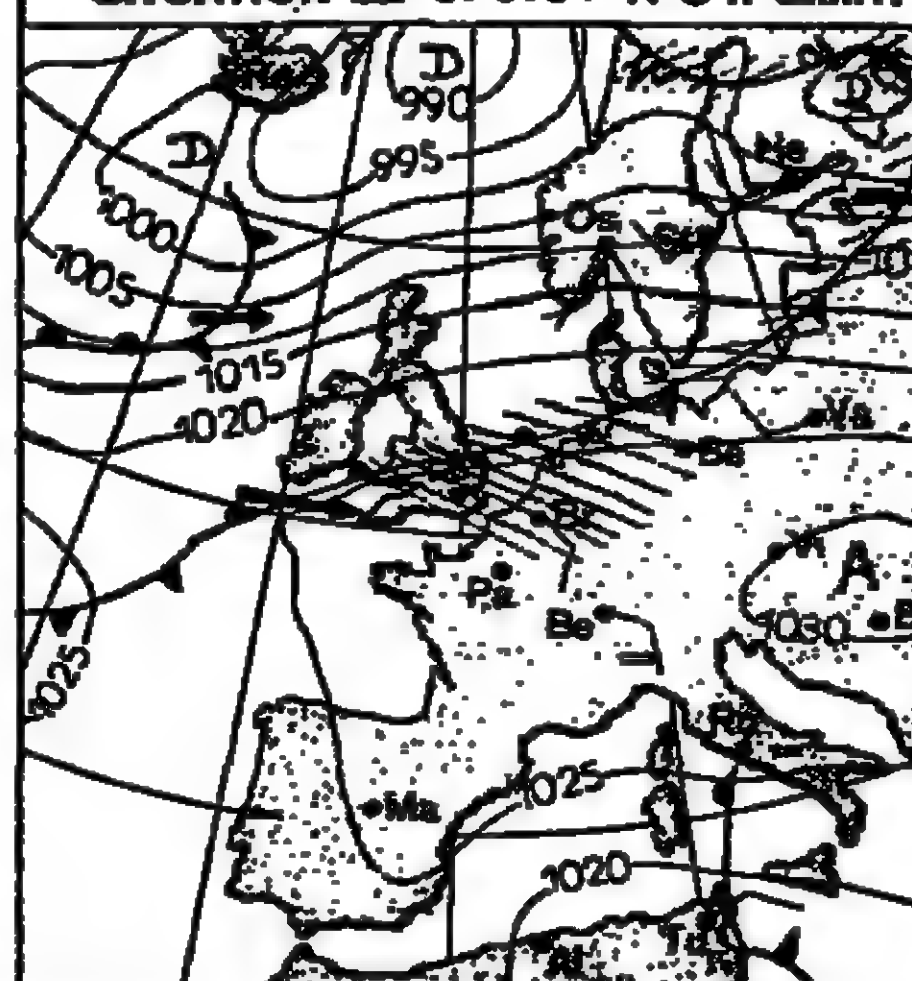
Verticalement

I. Gynécologue. - 2. Yeu. Erebis. - 3. Nues. Aveine. - 4. Excuteur. En. - 5. Sèvre. Et. - 6. Es. Leurre. - 7. Etal. Ri. Bâ. - 8. Andé. Epris. - 9. Ire. Marée.

GUI BROUTY.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 10.10.84 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 10 octobre à 0 h et le jeudi 11 octobre à 24 heures.

Le champ de pression est élevé sur la France, et les perturbations atlantiques actives circulent à des latitudes élevées ; cependant des masses d'air plus instable atteindront les régions méditerranéennes.

Jeudi matin, un temps gris, avec de nombreuses formations brumeuses prédominera sur le pays, quelques éclaircies apparaîtront cependant sur les régions du sud-est ; les nuages seront accompagnés de quelques pluies ou bruines de la Bretagne, au Nord, au Bassin Parisien et aux régions du nord-est. Les températures, agréables, seront comprises entre 9 et 14 degrés au lever du jour.

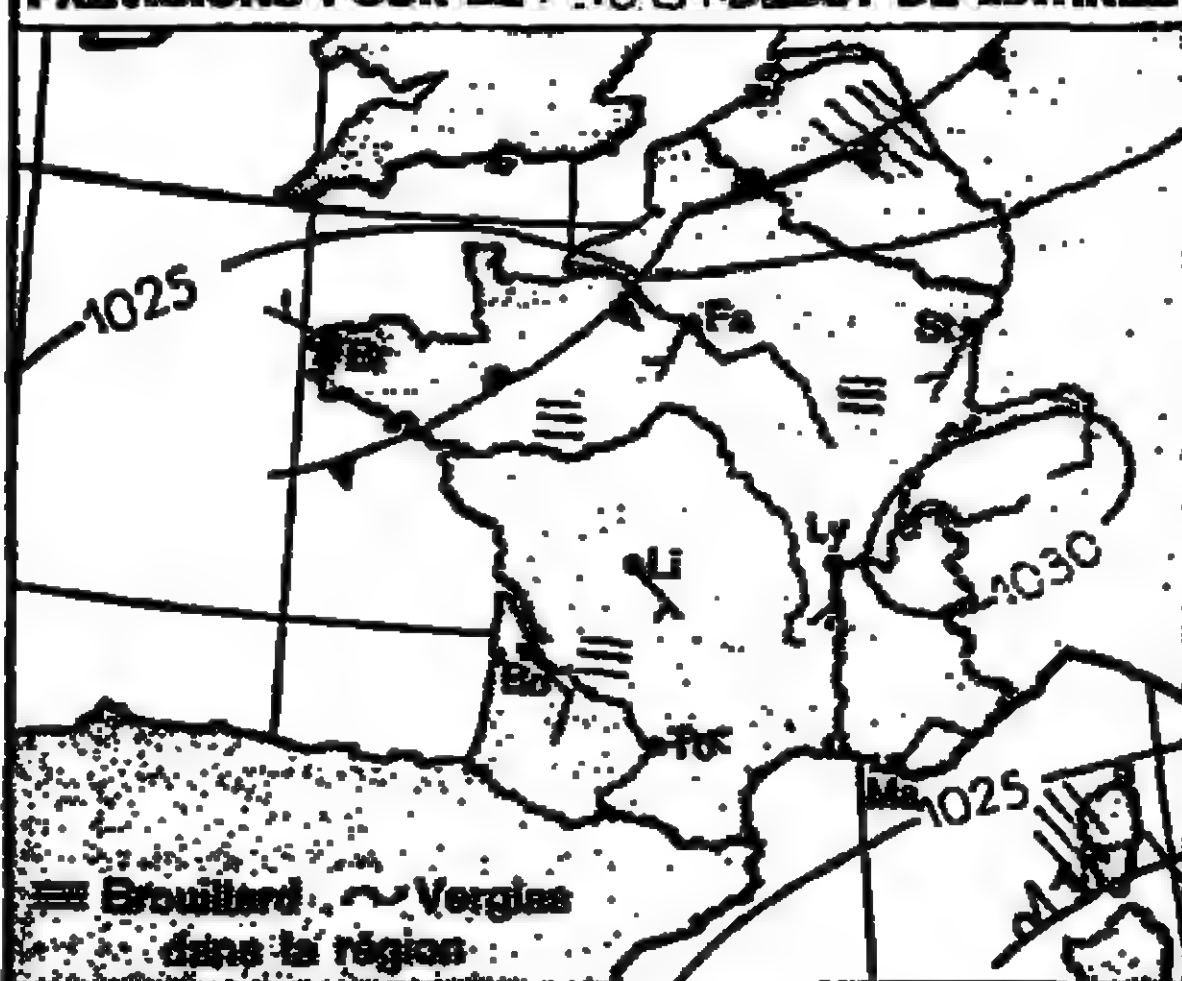
Au cours de la matinée, de belles éclaircies se développeront par le sud du pays, et l'après-midi, le temps sera souvent beau à caractère brumeux, malgré une forte advection persistant sur les régions du nord. Près des régions méditerranéennes, les nuages, souvent abondants, apporteront parfois des précipitations orageuses, plutôt localisées à l'est du Rhône et sur la Corse.

Le vent, faible en général, soufflera assez fort de secteur sud-est près de la Méditerranée. Les températures seront voisines de 15 à 22 degrés du Nord au Sud.

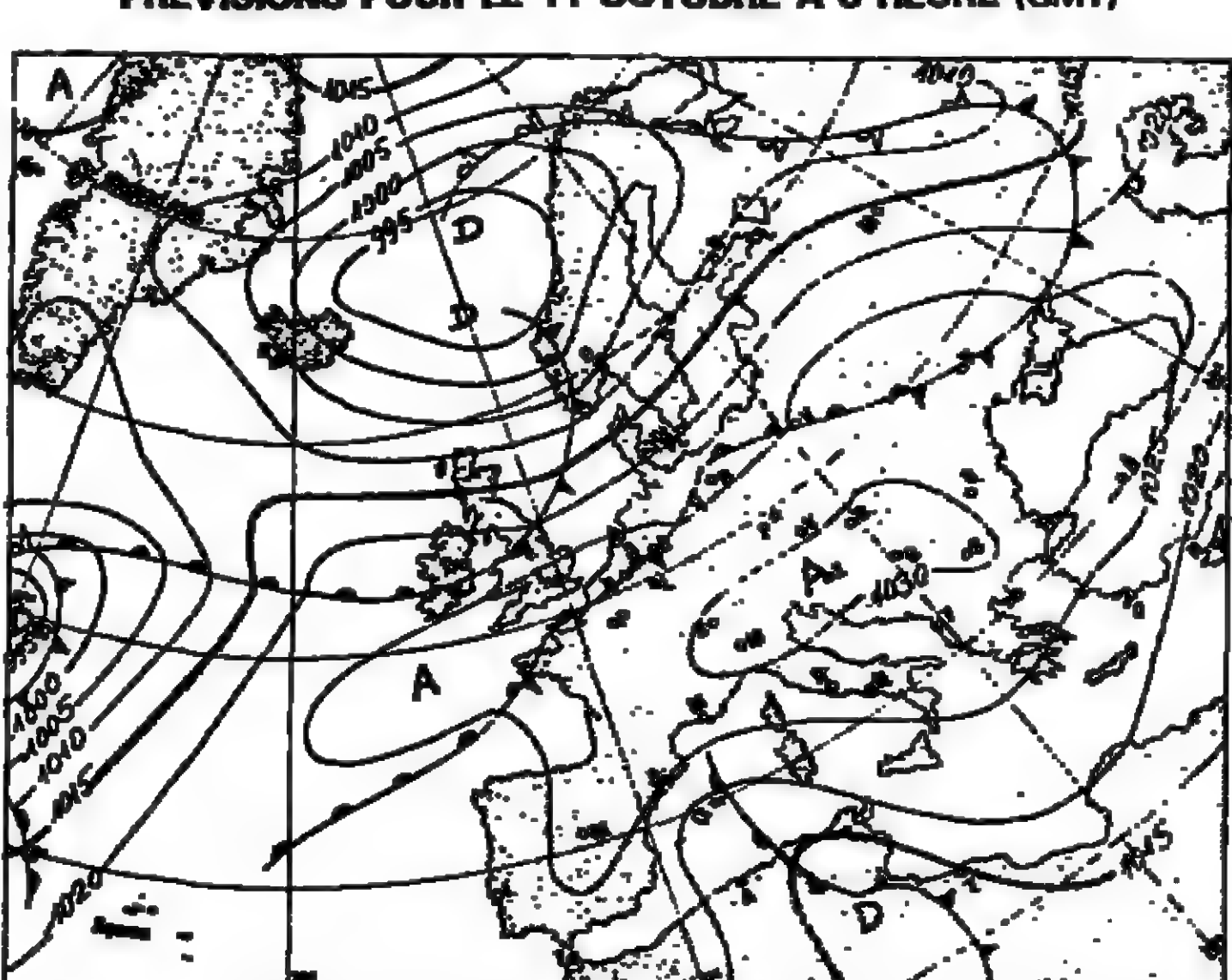
La pression atmosphérique redra au niveau de la mer, le jeudi, à Paris, 10 octobre à 7 heures, de 1027,7 millibars, soit 770,8 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 9 octobre ; le second le minimum de la nuit du 9 octobre au 10 octobre) : Ajaccio, 21 et 11 degrés ; Biarritz, 20 et 10 ; Bordeaux, 18 et 13 ; Bourges, 16 et 12 ; Brest, 15 et 13 ; Caen, 19 et 14 ; Clermont, 15 et 13 ; Clermont-Ferrand, 18 et 11 ; Dijon, 16 et 12 ; Grenoble-St-M.-H., 19 et 6 ; Grenoble-St-Genès, 18 et 6 ; Lille, 16 et

PRÉVISIONS POUR LE 11.10.84 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 11 OCTOBRE A 0 HEURE (GMT)



15 ; Lyon, 16 et 12 ; Marseille-Marganne, 18 et 8 ; Nancy, 16 et 13 ; Nantes, 18 et 8 ; Nice-Côte d'Azur, 21 et 13 ; Paris-Montsouris, 18 et 15 ; Paris-Orly, 17 et 14 ; Pau, 20 et 7 ; Perpignan, 22 et 8 ; Rennes, 18 et 13 ; Strasbourg, 18 et 10 ; Tours, 15 et 13 ; Toulouse, 17 et 8 ; Pointe-à-Pitre, 32 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 17 et 14 degrés ; Amsterdam, 16 et 7 ; Athènes, 30 et 20 ; Berlin, 16 et 9 ; Bonn, 17 et 12 ; Bruxelles, 16 et 13 ; Le Caire, 20 (min) ; Les Canaries, 26 et 20 ; Copenhague, 16 et 8 ; Dakar, 30 et 26 ; Djibouti, 32 et 15 ; Genève, 18 et 8 ; Istanbul, 23 et 17 ; Lisbonne, 27 et 13 ; Londres, 18 et 11 ; Luxembourg, 14 et 12 ; Madrid, 24 et 4 ; Montréal, 13 et 5 ; Moscou, 12 et 7 ; Nairobi, 14 (min) ; New-York, 21 et 16 ; Palma-de-Majorque, 22 et 13 ; Rio-de-Janeiro,

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

CONCESSION EXCLUSIVE

École, bibliothèque, tout public « Encyclopédie monde actuel »
PRIX BAS - GROS SUCCÈS
KITEID CP 8 CH. 1227 CAROUGE

L'immobilier

appartements ventes

4^e arrdt

LE SAINT-LOUIS
Luxeur living + 3 chbres,
2 bns, cheminée, 1.480.000 F.
LAGARD - 329-22-93.

5^e arrdt

CECOUR MARAIS
Dernières PARTICULIÈRES
NOUVEAUX SURFACES
A RENOVER. 238-83-82.

6^e arrdt

CENSIER CHIERE + CALME
P. 125.000 F. 328-97-18.

8^e arrdt

RUE MAZARINE
Studio caractéristique, confort.
Tél. : 272-03-18.

11^e arrdt

Duplex rénové. 703-32-44.
LOFT 160 m².
Société A. SAUER. 950.000 F.

12^e arrdt

AVENUE ARNOLD-NETTER
2^e ét. de belle présentation
4 p., cul., art., balcon, 21 m²
cité, 920.000 F. 367-63-23.

13^e arrdt

PIQUEUR 100 m²
Vente s'ajout. 2 chambres,
bains, douche, imm. récent,
balcon, cuisine, 2 bns.
GARDI - 567-22-88.

14^e arrdt

PORT DE VANVES. 322-81-35
3 pièces. 400.000 F.

16^e arrdt

PRÉS AV. POCH, studio Rive,
vue élevée, 44 m², 11 m²
imm. stand. Tél. : 500-48-13.

17^e arrdt

BOY-MOQUET
Petit imm. n°. Poterie vend gd
lv. 2 petites chambres rénovées,
bureau, 2 sanitaires.
Px 800.000 F. 785-65-27.

18^e arrdt

Wagram Villiers. 703-32-44.
280 m² GRAND LUXE.

18^e arrdt

RAPPORT 10 %
BUTTE MONTMARTRE
STUDIO CUIS., DOCH. V.-C
LUXE. Px 100.000 F.
Emiss. 269-36-47.

ATELIER LOFT

2 niveaux, accès utilitaires
4^e étage, clim., confort.
Préfecture. Tél. : 329-58-55.

19^e arrdt

Immeuble récent. Exceptionnel.
Studio 171.000 F. Tout
confort, cuisine, VMC, clim.,
tout Paris. Cnvt. parking, ex-ol.
Immo. Mercedes. 282-01-82.

20^e arrdt

Mairie XVII^e, imm. récent. 3 p.,
11 m², balcon plein sud.
950.000 F. Immo. Mercedes.
Tél. : 282-01-82.

20^e arrdt

M^e BUTTES-CHAUMONT
récent 3 p., 11 m². 850.000 F.
28, rue du Plateau. 75018.
209-23-94.

MAISON LOFT

2 niveaux, accès utilitaires
200 m² + jardin 75 m²
cité, 920.000 F. Tél. : 544-83-80.

92 Hauts-de-Seine

NEUILLY
Porte MAILLOT, imm. ré-
cent, pierre de t., gd 2/3 p., 11
m², clim., terrasse, piscine, 7^e et
dernier ét. Tél. : 287-95-97.

94 Val-de-Marne

VINCENNES
PETIT IMMEUBLE NEUF
PRÊT CONVENTIONNÉ

2 P. 43 m² + cave

3 p. 72 et 76 m². Balcon ou
terrace. Cnvt. Park. possible.

SOVIC 557-72-50.

PROVINCE

BORD DE MER
COURMAYEUR-SUR-MER
dans très bel imm. caractère
des PROPRIETAIRES
5 APPARTEMENTS
PORT DE PLAINANCE
600 m², 2 et 3 p.,
poutres apparentes, r.-de-ch.
avec terrasse privative dans
CAISSE VINOUSE. CALME
à partir de 210.000 F.
Téléphone : 758-73-78.

5 mm CROISSETTE

Quart. résident. Carnet. Mont-
reux part. v. sept 4 p. 120 m²
+ 30 m², terr. + 2 p.
Etat neuf. 1.500.000 F.
Etr. Havas Régis. B.P. 1000.
62222 Lyon Cedex 02.
Réf. 25313.

CALVADOS

Prox. plage, poterie vend très
gd studio 55 m², poutres,
chem., cul., éqpt. 260.000 F.
706-73-78.

Chaque jour

dans cette rubrique
vous trouverez peut-être
L'APPELLEMENT
que vous recherchez

immobilier information

ANCIENS NEUFS
DU STUDIO AU 6 PIÈCES
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
appelé ou écrit :
FNAIM de Paris-Île-de-France
LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, avenue de Villiers,
75017 PARIS. 227-44-44.

appartements achats

Recherche 1 à 2 pièces PARIS,
p. 6^e, 7^e, 12^e, 14^e, 15^e,
18^e, avec ou sans travaux.
PAE COMPTANT chez notaire.
Tél. 875-20-47 même le soir.

JEAN FEUILLADE, 54, av. de

La Mosaïque. 15^e, 855-
00-75. Recherche pour clients
APPTS 200 m², 18^e, 7^e arrdt.

locations non meublées offres

Paris

504-20-00 c'est le numéro
de téléphone
qui vous informe 24 h x 24
des appartements à louer
Paris et environs.

LOCATION DISPONIBLE

entre particuliers
Paris-banlieue
27 bis, avenue de Villiers,
75017 PARIS. T. 227-44-44.

707-22-05

CENTRALE DES PROPRIETAIRES
ET LOCATAIRES
43, rue Claude-Bernard,
PARIS-5^e. Métro Censier.

locations non meublées demandes

Paris

ASSOCIATION d'étudiants
recherche chambres, studios,
1 et 3 pièces
Téléphone au 280-98-88.

Locations demandées. Pour

Cadres supérieurs et personnel
IMPORTANTE SIE INFORMATIQUE
recherche appartements toutes
catégories et standing Paris
et environs de Paris.
Tél. : 504-49-21.

Région parisienne

Pour Sésé européennes cherchez
villages, positions pour CALVADOS.
889-88-88 - 283-67-02.

locations meublées demandes

Paris

EMBASSY-SERVICE
8, av. Messine, 75008 PARIS
APPARTEMENTS STDS
UNIQUEMENT.
Tél. : 562-70-99.

OFFICE INTERNATIONAL

recherche pour clients beaux
appartements de 4 p. et plus.
Tél. : 286-11-06.

pavillons

L'HAY-LES-ROSES, s/terr.
500 m², superbe pav., séj.,
3 chbres, 100 m², 2 sdb.
ch. Px : 875.000 F. 888-74-74.

VILLIERS-SUR-MARNE

Prox. gare et comm., sur jardin
de 185 m². Pavillon deux
étages, cuisine, 2 sdb.
Agrand. poss. Px 320.000 F.
JANNEQUY. 304-21-06.

PAVILLONS

JUSQU'A 120 KM DE PARIS
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire
Centre d'information
FNAIM de Paris-Île-de-France
LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27 bis, avenue de Villiers,
75017 PARIS. T. 227-44-44.

MONTREUIL MAIRIE

Maison 6 p., principale et 11 m²
+ local indépendant 50 m²
+ jardin
SECONDI - 974-06-45.

propriétés

BORD DE MARNE, 15 km
Paris, secteur résid. protégé
PARTICULIER VEND
propriété 220 m² habitables sur
parc paysagé 3.800 m² clos.
Tél. : 328-66-85.

viagers

F. CRUZ - 266-19-00
8, RUE LA BOÉTIE-6
Px ventes indiquées garanties.
Etude gratuite gratuite.

16^e arrdt Croix-Nivert, beau 3 p.

11 m², 190.000 F cpt + 2.350
fns 65 ans, bd imm. 1964.
Viagers Cruz, 266-19-00.

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux

Ventes
AV. MOTTE-PICQUET
PROFESS. 160 m²
MICHEL BERNARD. 502-13-43.

Locations

CHAMPS-ÉLYSÉES
Bureaux équipés avec services
de réception, visio, bar, etc.
Locat. courte ou longue durée
ACTE 562-66-80.

HAUSSMANN

angle Courcelles, bail
23 mois, env. 250 m²
9 bns std + réception
MATTHEWS
ET GOODMAN
Téléphone : 720-23-17.

Votre adresse commerciale

ou SIEGE SOCIAL
Loc. bureaux, secrétariat, séj.
CONSTITUTION SOCIÉTÉS
et CRÉAT. DE TTES ENTREPR.
ASPA S.A. 293-60-50 +

bureaux

SIEGE SOCIAL
CONSTITUTION DE SOCIÉTÉS
CONSEIL D'ENTREPRISES
PARIS ÎLE-DE-FRANCE
INITIATIVE - 260-41-81.

VOTRE SIEGE SOCIAL

DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de Société.
Déclaration et tous services.
Permanence téléphonique.
355-17-50.

RUE LAFAYETTE

IMM. INDÉPENDANT
1.200 m²
IDÉAL INFORMATIQUE
PASSIM 225-38-38

fonds de commerce

Ventes
Cède Studio photo cause dé-
part retraite. 360.000 F chiffr.
affaires, bail 2.000 F mensuel
avec appartement. Matériel
complet de prise de vues.
Px : 180.000 F.
Tél. : 856-65-29.

CERGY-POINTE

A 15 - Ville Nouvelle
Locaux industriels à bureaux
A louer à partir de 300 m²
SOCOMIE 776-17-46.

VERRIÈRES-LE-BUISSON

Locaux industriels à bureaux
A louer à partir de 300 m²
SOCOMIE 776-17-46.

PARIS NORD 8

A1 et B3 - RER
Locaux d'activités à bureaux
A louer à partir de 300 m²
SOCOMIE 776-17-46.

ZA ORSAY-COURTABEUR

F18 - A10
Dans Centre EVOLUC
Locaux d'activités à bureaux
A louer à partir de 300 m²
SOCOMIE 776-17-46.

boutiques

Locations
INVESTIR, moins de 400.000 F.
Murs de boutiques livrés
BON RAPPORT. 338-16-60.

SAINT-QUEN-L'ANNOIRE

Local ind. parfait état,
bureau/ent. 10.000 m

INFORMATIONS « SERVICES » LE CARNET DU Monde

EN BREF

COLLOQUE

FEMMES ET PAIX. - Les mouvements Résistance internationale des femmes à la guerre (RIFG), Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (LIFPL) et Femmes pour la paix organisent un colloque, « Féminisme et pacifisme », le samedi 24 novembre à Paris. Ces associations veulent acquiescer « le droit fondamental de disposer de la vie dans un monde en paix ».

• Inscriptions au RIFG, 74, rue Villiers-de-l'Isle-Adam, BP 265, 75960 Paris CEDEX 20. Tél. : 252-54-34 ; LIFPL, 24, quai Bérlioz, 75016 Paris ; Femmes pour la paix, 68-69 Bédérthal.

L'ÉDUCATION, DEMAIN. - L'Institut culturel allemand (Goethe Institut) de Paris organise, du 10 au 12 octobre, un colloque international sur le thème : l'éducation demain ? Des spécialistes européens en pédagogie, biophysique, sociologie et sciences de l'information et de l'éducation y participent. Les débats portent sur les moyens d'orienter l'éducation vers le futur et d'éviter que l'écart ne se creuse entre les mutations technologiques et l'évolution de la société.

Le professeur Pierre Bourdieu, représentant le Collège de France au colloque, fera le point sur l'enseignement de l'avenir, (étude demandée par le président de la République au Collège de France, jeudi 11 octobre, à 15 heures, au Goethe Institut, 17, avenue d'Iéna, 75116 Paris. Tél. : (1) 723-61-21.

SPECIAL VAPEUR

TRAIN-POSTE PARIS-DIEPPE. - Le Cercle ouest parisien d'études ferroviaires (COPEF) organise, le dimanche 14 octobre, un voyage en train à vapeur de Paris à Dieppe (via Gisors) et retour (via Rouen) : départ de Paris-Saint-Lazare à 8 heures ; Dieppe-maritime 12 h 35-14 h 30 ; arrivée à 18 h 45. Ce train comportera une voiture-bar et une voiture-poste dans laquelle fonctionnera un bureau de poste temporaire avec obturation des correspondances par un cachet spécial.

• Participation aux frais : 230 francs (160 francs pour les moins de 16 ans). Vente des billets, dans la mesure des places disponibles, à partir de 7 h 30 à l'entrée du quai de départ du train spécial (voies 27) à la gare Saint-Lazare.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 10 octobre.

DES DÉCRETS

- Portant création de l'Union centrale des caisses de crédit municipal.
- Portant diverses mesures de déconcentration et modifiant en conséquence le code du travail et le code de la santé publique.

UNE DÉCISION

- Relative à l'application du régime de prix des produits pétroliers.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 12 OCTOBRE

- Le musée Cognac-Jay, 14 h 30, 25, bd des Capucines, M^{me} Hulot.
- Marie-Antoinette à la Conciergerie, 15 heures, 1, quai de l'Horloge, M^{me} Bouquet des Champs.
- L'hôtel Saint-Louis au XVII^e siècle, 15 heures, entrée principale, M^{me} Garnier Ahlberg.
- La maison professe des Jésuites, 15 heures, 101, rue Saint-Antoine, M^{me} Saint-Giron.
- La collection Walter Guillaume, 15 h 30, entrée du musée de l'Orangerie, M^{me} Oswald (Caisse nationale des monuments historiques).
- Les sculptures de Notre-Dame, 10 h 3, entrée du musée de Cluny (D. Bouchard).
- L'Hôtel de la Monnaie, 14 h 30, 11, quai Conti (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
- De la place des Vosges aux Hôtels de Rohan/Soubise, 14 h 30, métro Pont-Marie (Les Filaneries).
- La Bourse en activité, 11 h 15, métro Bourse (M. Jaslet).
- Les Impressionnistes, 14 h 45, musée du Jeu de Paume (M^{me} Lammier).
- La Seine et ses Ponts, 14 h 30, place du Châtelet devant la fontaine (Paris autrefois).
- Les Salons de l'Hôtel de Ville, 14 heures, devant l'entrée (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

- 20 heures, 26, rue Bergère, Swami Harikrishna : « Le Kriya-Yoga dans la vie de tous les jours » (L'homme et la connaissance).
- 20 h 15, 11 bis, rue Kepler : « Dieu, mythe ou réalité » (Loge Unie des Théosophes).

Réceptions

- Le docteur Werner Fleck, ambassadeur de la République démocratique allemande, a donné, vendredi, un cocktail à l'occasion du trente-cinquième anniversaire de la RDA.

- L'ambassadeur des États-Unis et M^{me} Galbraith ont donné une réception, mardi, à l'occasion de la vente de M. Charles Z. Wick, directeur de l'Agence d'information des États-Unis et du programme international de visiteurs.

Naissances

- Vincent RAEDCKER et Monique née Desgranges.

ont la joie de faire part de la naissance de

Johanna,

le 26 septembre.

Château de Channac, 19460 Naves.

- M. et M^{me} Jean NOËL ont la joie de faire part de la naissance de leur petit-fils,

Romain,

frère de Sabine, Yannick et Marie-Pierre, chez Jean-Pierre et Florence JAMET, le 28 septembre 1984.

7, avenue Ferdinand-Buisson, 75016 Paris.
17, rue Julien-Certain, 75220 Villetaneuse.

- Catherine SIMARD, Nelson SAINT-GEAIS, et Rodolphe ont le plaisir d'annoncer la naissance de

Hedwige,

le 6 septembre 1984, à Montréal.
866, rue Smart, Outremont, Québec (Canada).

Décès

- Fabienne Bader, sa fille, et sa famille, ont l'immeuble douleur de faire part du décès subit du

docteur Pierre BADER, ancien prisonnier-résistant, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu à Strasbourg, le mardi 2 octobre 1984.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 3 octobre.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

98, rue Monge, 75005 Paris.

20, avenue des Vosges, 67000 Strasbourg.

- On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 4 octobre dernier à Gan, de

M. Louis BIDAU,

grand officier de l'Ordre du Mérite, commandeur de la Légion d'honneur, ancien président

de l'Association générale des producteurs de maïs, ancien président

de la Coopérative agricole de céréales du bassin de l'Adour, ancien membre du conseil économique et social.

ancien vice-président de l'Union nationale des coopératives agricoles de céréales, ancien maire de Gan (Pyrénées-Atlantiques).

64290 Gan.

[M. Louis Bidau est né le 15 septembre 1904 à Boudarra (Pyrénées-Atlantiques). Il a exercé de nombreuses responsabilités dans les organisations agricoles : président des syndicats agricoles du Béarn et du Pays basque jusqu'en 1963, président de la Coopérative agricole de céréales du bassin de l'Adour de 1961 à 1971, président de la chambre d'agriculture des Pyrénées-Atlantiques de 1962 à 1974. Mais son nom est surtout associé à la révolution du maïs, dont il sera l'un des pères.

En vingt ans, sous sa présidence, l'Association générale des producteurs de maïs, présidée par M. Bidau, a permis de faire passer la production de maïs en France, passant de 5 millions à 100 millions de tonnes. Il avait choisi, après une vie professionnelle fort active, de se consacrer à des mandats et responsabilités en 1974.]

Les amis de

Lydia PELFORT

née Feydeau,

ont la douleur de faire part de sa mort, survenue brutalement le 3 octobre, à Paris.

Remerciements

- L'ingénieur en chef de l'armement Bernard Georges et M^{me} M. et M^{me} Jean-Pierre Buffin, Le lieutenant-colonel Bernard Buffin et M^{me} M. et M^{me} Didier Buffin dans l'impossibilité de répondre individuellement aux nombreuses manifestations d'amitié et de sympathie qui leur ont été témoignées, lors du décès de

général Marcel BUFFIN,

remercient très sincèrement toutes les personnes et associations qui ont pris part à leur peine.

Anniversaires

- Pour le quarantième anniversaire du décès accidentel de leur fille

Françoise ABACH-JAUFFRET,

sus parents demandent à ceux qui l'ont connue, aimée et qui gardent son souvenir, une douce et affectueuse pensée.

1^{er} septembre 1939-11 octobre 1970.

Avis de messes

- Une messe sera célébrée le vendredi 19 octobre, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Chaillot pour le repos de l'âme de

Gaston PAPELOUX,

décédé le 4 juillet 1984.

PRESSE

M. Hersant s'adresse au Conseil constitutionnel

Le Conseil constitutionnel doit examiner avant le 12 octobre - en principe ce mercredi 10 - la loi sur la transparence et le pluralisme dans la presse écrite, définitivement adoptée par l'Assemblée nationale, en quatrième lecture, le 12 septembre (Le Monde du 14 septembre). Le rapporteur est M. Georges Vedel, ancien doyen de la faculté de droit de Paris et auteur, déjà, d'un rapport, adopté le 23 mai 1979 par le Conseil économique et social, sur la gestion des entreprises de presse. M. Vedel y préconisait certaines mesures (notamment la création d'une « commission des opérations de presse »), qui ont été à la base des réflexions du gouvernement et de sa majorité pour la préparation de l'actuelle loi.

Les membres du Conseil constitutionnel viennent de recevoir à ce propos deux « notes » envoyées par M. Robert Hersant, PDG de la Socpresse. L'une est de M. Charles de Chaisemartin, avocat auprès du Conseil d'Etat et de la Cour de cassation ; l'autre est de M. Robert Hersant lui-même.

Dans un texte juridique très fouillé et puissamment argumenté, M. de Chaisemartin s'efforce de démontrer que le texte voté est inconstitutionnel pour treize motifs. « Cette réforme n'a qu'un but, écrit-il, largement évoqué dans la presse et lors des débats parlementaires : aboutir au démantèlement du groupe Hersant incarnant la presse d'opposition. » Pour l'avocat, « l'institution d'un régime de l'entreprise de presse est directement contraire à la liberté de création de l'entreprise inscrite dans la loi de la presse ». C'est du reste l'un des arguments majeurs : la déclaration des droits de l'homme du 26 août 1789 et le loi du 29 juillet 1881, confirmant que « l'imprimerie et la librairie sont libres », empêchent de légiférer de façon restrictive dans ce domaine.

M. Hersant, quant à lui, s'en tient à une partie des activités d'une seule société de son groupe, la Socpresse, qui édite notamment le Figaro

(parmi les dix-neuf quotidiens de l'« empire Hersant »). Son plaidoyer vise essentiellement à montrer que c'est la structure de son groupe qui permet à des quotidiens de survivre ou de se développer, alors que la loi vise à « détruire ce modeste édifice » (3 % de l'audience globale de la presse écrite et audiovisuelle). « Pour la première fois dans l'histoire de cinq Républiques, écrit-il, une loi ministériellement préparée dans le secret d'un parti politique, annoncée dans le tumulte de son congrès, est dirigée contre un seul homme et éventuellement contre ses fils ».

C'est sans doute ce caractère exceptionnel, aux yeux de M. Hersant et de son conseil, de la loi en question, qui a motivé cette démarche auprès des membres de la juridiction suprême.

Y. A.

« Pient gagne contre M. Robert Hersant. » Entre août 1979 et octobre 1981, l'Aurore a publié de nombreux dessins de Pient, sans son autorisation. Celui-ci étant alors dessinateur au Figaro, cette société estimait que, conformément au contrat signé avec lui, les publications du groupe Hersant pouvaient légitimement reproduire ses dessins sans son aval. Mais l'Aurore, à cette époque, bien qu'étant « colonisée » par le Figaro, n'appartenait pas encore officiellement au groupe Hersant. Ce dernier a donc été condamné par la troisième chambre civile de Paris à verser 100 000 F au plaignant.

cadeaux d'entreprise ?

CATALOGUE COULEURS GRATUIT DEMAIN SUR VOTRE BUREAU EN APPELANT ETMOCEL (01) 635.1952

TACOTAC



10 BRIQUES... RIEN QU'EN GRATANT !

Quelques « millions » qui vous tombent du ciel, c'est bon à prendre !

Ce qui fait l'incroyable succès du TACOTAC c'est d'abord le « frisson » d'une loterie instantanée : vous grattez, si une somme apparaît vous l'avez déjà gagnée ! Et maintenant, au grattage vous pouvez gagner jusqu'à 100 000 000 Francs avec un billet entier, jusqu'à 10 000 000 Francs (1 MILLION de centimes) avec un dixième.

Et ce n'est pas tout ! Votre billet participe aussi - sans qu'il vous en coûte un sou de plus - au tirage du mercredi (19 h 50 / TFI).

Vous pouvez gagner le gros lot de 4 000 000 000 Francs et de nombreux autres lots. Vous pouvez bien sûr gagner les 2 fois.

TACOTAC

TACOTAC de la Loterie Nationale, le jeu qui offre 2 chances pour le même prix.
1/10^e 10 Francs / Entier 12 Francs.

FAITES DÉCOLLER VOS AFFAIRES VERS L'EXTRÊME ORIENT.



Avant le vol.

Votre carte de visite en japonais, une étude de votre marché au Japon, un interprète, une réservation pour un stand ? Demandez, JAL s'en occupe.



En vol.

Un lit. Un vrai lit pour une vraie nuit. Ou un fauteuil inclinable à 60° en 1^{re} classe ? Deux des nombreux raffinements du service JAL.



La classe Affaires.

20% de sièges en moins, c'est autant de confort en plus. Et au menu, cuisine française ou japonaise, saké ou champagne. Bon appétit !

مكتبة الحرم

Le Monde économie

CEE

L'ALLÈGEMENT DE LA CONTRIBUTION BRITANNIQUE AU BUDGET DE 1983

L'Assemblée européenne s'apprête à débloquent les fonds réclamés par Londres

De notre envoyé spécial

Strasbourg (Communautés européennes). - L'Assemblée européenne s'apprête à libérer des crédits destinés à l'allègement de la contribution britannique au budget de la CEE en 1983. La voie choisie par l'Assemblée de Strasbourg est contraire à la décision prise en juillet dernier.

Le 27 juillet 1984, les parlementaires européens, à l'exception des représentants britanniques, avaient confirmé le blocage des 750 millions d'ECUS (5,2 milliards de francs) prévus par les Dix. L'Assemblée avait alors établi un lien entre le déblocage des fonds britanniques et l'examen du budget supplémentaire.

Le 9 octobre, la commission du budget, présidée par M. Jean-Pierre Cot (PS), a demandé à M. Pierre Pflimlin d'autoriser l'engagement des fonds à Londres alors qu'il est d'ores et déjà acquis que la discussion sur le projet des Dix de dépenses supplémentaires n'aura lieu qu'à la prochaine session (du 22 au 26 octobre). Le président de l'Assemblée a choisi d'informer, ce mercredi 10 octobre, l'Assemblée en séance plénière avant de prendre sa décision. Les représentants du RPR et du Parti communiste français, qui souhaitent que les dossiers sur la compensation britannique et le budget supplémentaire restent liés, demandent l'ouverture d'un débat qui devrait se conclure par un vote.

L'issue du scrutin ne fait aucun doute. Tous les autres groupes parlementaires sont favorables à l'engagement des fonds britanniques.

SIMPLIFICATION DU DÉDOUANEMENT AUX FRONTIÈRES

Les formalités de dédouanement aux frontières entre les États membres de la Communauté européenne seront largement simplifiées au 1^{er} janvier 1987. Les ministères de la CEE chargés du marché intérieur européen ont décidé, le 9 octobre à Luxembourg, de mettre en circulation à cette date un document unique d'accompagnement des marchandises. Actuellement, le nombre de formulaires exigés par les administrations nationales est de 10 à 15 par camion. Les Dix doivent maintenant se mettre d'accord sur les indications à porter sur le document communautaire. Il n'y a plus aucune difficulté sur une quarantaine d'entre elles, mais quelques points - une dizaine - restent encore à régler. (Corresp.)

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	à bas - à haut	Rep. - en dép.	Rep. - en dép.	Rep. - en dép.
\$ E.U.	9,4945 - 9,4965	+ 10 - 40	+ 10 - 30	+ 200 - 80
Sch.	7,2837 - 7,2849	+ 70 - 40	+ 130 - 50	+ 435 - 310
Yen (100)	3,5323 - 3,5346	+ 100 - 100	+ 310 - 330	+ 970 - 940
DM	3,6622 - 3,6638	+ 135 - 150	+ 275 - 290	+ 750 - 810
Franc	2,7193 - 2,7207	+ 100 - 120	+ 210 - 220	+ 590 - 640
F.B. (100)	15,1536 - 15,1604	+ 8 - 76	+ 48 - 145	+ 60 - 406
S.	3,7326 - 3,7340	+ 200 - 221	+ 300 - 400	+ 1030 - 1100
L. (1 000)	4,9619 - 4,9655	+ 223 - 195	+ 437 - 400	+ 1250 - 1100
£	11,6165 - 11,6285	+ 31 - 57	+ 95 - 160	+ 290 - 510

TAUX DES EUROMONNAIES

	10/10	10/11	10/12	10/13	10/14	10/15	10/16	10/17	10/18	10/19	10/20	10/21	10/22	10/23	10/24	10/25	10/26	10/27	10/28	10/29	10/30	10/31
\$ E.U.	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
DM	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8	6 1/8
Franc	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2
F.B. (100)	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4	10 1/4
S.	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2	1 1/2
L. (1 000)	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
£	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2
F. franc.	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2	10 1/2

SOCIAL

LE CNPF DEMANDE L'ABANDON DES MODIFICATIONS DU VERSEMENT DES COTISATIONS SOCIALES PAR LES ENTREPRISES

Dans une lettre adressée à M. Dufour, le CNPF a demandé l'abandon des projets de décrets modifiant les modalités de versement des cotisations sociales par les entreprises (le Monde du 27 septembre). Le gouvernement prévoit, en effet, d'avancer d'un mois quinze jours les dates de versement des cotisations sociales pour les entreprises qui paient leurs salariés avec un décalage (dans la première ou la deuxième décennie du mois suivant) et de les faire verser par entreprise, et non par établissement, ce qui raccourcit les délais de versement pour certaines d'entre elles (depuis 1978, les établissements de moins de quatre cents salariés bénéficient d'un délai de quinze jours).

Selon le CNPF, « cela revient à demander aux entreprises une avance de trésorerie de 6 à 8 milliards de francs (...), c'est leur créer une charge supplémentaire, en totale contradiction avec les engagements des pouvoirs publics », et même « condamner à mort de nombreuses entreprises » en difficulté, notamment dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, qui ne pourront obtenir des banques un supplément de crédit et devront déposer leur bilan. « Ces mesures sont d'autant moins justifiées, ajoute le patronat dans son communiqué, que 98 % des cotisations sociales sont réglées à la date prévue, et que les entreprises pour retard compensent les défaillances ».

En revanche, l'Etat accumule les retards de paiement. Selon le CNPF, « le décalage d'un mois du remboursement de la TVA par le fisc a représenté (en 1983) une avance de trésorerie à l'Etat de 60 milliards de francs, entraînant des frais financiers de l'ordre de 7 milliards par an ». L'Etat doit en outre, aujourd'hui, près de 5 milliards de francs aux exportateurs, au titre de la garantie du risque économique.

LE COMITÉ CENTRAL D'ENTREPRISE DE THOMPSON-CSF-TELEPHONE EST INTERROMPU PAR LE PERSONNEL

Le comité central d'entreprise de Thomson-CSF-Téléphone, qui devait débiter dans la matinée du 9 octobre d'un « plan social » (dont les dispositions précises n'ont pas été communiquées), a été interrompu sous la pression du personnel qui se tenait dans les couloirs. Selon la CGT, c'est aussi bien la forme du CCE (débat à huis clos) que l'ordre du jour (réduction d'effectifs touchant plus de mille cinq cents personnes, fermeture des établissements de Lannion (Côtes-du-Nord) et de Marne-la-Vallée (Seine-Saint-Denis) qui préoccupe le personnel. Il semble que ces négociations n'aient pas abouti, et d'importantes manifestations pourraient avoir lieu mercredi dans nombre d'établissements concernés.

Ces problèmes d'emploi sont propres à la filiale de Thomson-Téléphone, mais à toute l'industrie française du téléphone (CGT, CIT-Alcatel) : au moins six mille emplois devraient en effet être supprimés dans cette branche d'ici à la fin de 1985.

LA MISE EN PLACE DE LA FORMATION EN ALTERNANCE

De stage en contrat, un jeune pourra attendre jusqu'à trois ans et six mois pour être confirmé dans son poste de travail

Attendue depuis des mois, la formation en alternance dans les entreprises va enfin pouvoir entrer dans les faits. Deux circulaires doivent être signées cette semaine. L'une concerne la description générale du dispositif et sera publiée au Journal officiel, l'autre la procédure administrative et sera adressée aux comités de la république.

Dès le 19 octobre, le CNPF réunira ses délégués à l'emploi (DEPE) et ses représentants des Associations de formation professionnelle (ASFO) pour leur exposer les mesures et, a déclaré M. Yvon Chotard le 8 octobre, « pour les mobiliser ». En effet, dès lors qu'il ne subsiste plus un seul obstacle entre les pouvoirs publics et les partenaires sociaux (le Monde du 26 septembre), il s'agit maintenant, pour les employeurs comme pour les syndicats, de tenir leurs engagements. A savoir que la formation en alternance sera capable d'accueillir 100 000 jeunes de moins de vingt-cinq ans, d'ici la fin du quatrième trimestre 1984, et 300 000 jeunes en année pleine...

Pour faire bonne mesure, le gouvernement a d'ailleurs donné un coup de pouce, lors du conseil des ministres du 26 septembre (le Monde des 27 et 28 septembre) consacré aux initiatives en faveur de l'emploi. 100 000 stages, dans la catégorie la moins sophistiquée, seront supportés financièrement par l'Etat qui, par ailleurs, maintient une ligne de crédit pour 100 000 contrats emploi-formation appelés, à terme, à disparaître (le contrat emploi-orientation est d'ores et déjà supprimé).

Au-delà des chiffres et des objectifs annoncés, il faut toutefois retenir les grandes lignes d'un dispositif original qui a l'avantage d'ouvrir l'entreprise aux jeunes, à l'instar de l'atelier avec l'apprentissage. Les trois types de stages retenus - l'initiation à la vie professionnelle, le contrat de qualification et le contrat d'adaptation à un emploi ou à un type d'emploi - sont un peu conçus comme les marches successives qui mèneront à un emploi. Pour ce faire, le système de formation en alternance ne rechigne pas devant l'octroi d'avantages attractifs pour

les employeurs, notamment. C'est ainsi qu'un jeune pourra, de stage en contrat, attendre jusqu'à trois ans et six mois avant d'être confirmé dans son poste de travail. Et cela, même s'il effectue sa formation dans une seule entreprise, alors que la législation sur les contrats à durée déterminée n'autorise qu'une période maximale de douze mois (six mois renouvelable deux fois). Hormis l'épineuse question des fonds nécessaires à ce dispositif, réglés par la « défiscalisation » (voir encadré), les trois modules proposés se présentent de la façon suivante :

● **Stage d'initiation à la vie professionnelle.** - D'une durée de trois mois, il peut être de six mois dans deux entreprises ou deux établissements d'une même société et a pour objectif de familiariser le jeune à la vie de l'entreprise. Un tuteur interne sera désigné ainsi qu'un tuteur externe. Celui-ci, à raison de vingt-cinq heures par mois, suivra le jeune et l'aidera « à formuler son projet professionnel ». Dans bien des cas, on fera en sorte que ce « tuteur » soit l'ANPE, par ailleurs choisie pour faire le bilan du stage, de préférence à tout autre organisme (GRETTA ou PACO, par exemple).

Pendant son stage, le jeune recevra de son employeur un salaire égal à 17 % à 27 % du SMIC, selon son âge, auquel l'Etat ajoutera la rémunération habituelle du stagiaire en formation, soit 500 F par mois.

● **Le contrat de qualification.** - D'une durée de six mois à deux ans, il fait l'objet d'un contrat de travail du type des contrats à durée déterminée. Prévu pour permettre un apprentissage industriel avec une formation pratique très précise, il se décompose en un temps passé dans l'entreprise et un temps de formation qui doit représenter 25 % de l'ensemble. Le jeune reçoit alors un salaire qui correspond à 17 % du SMIC s'il a moins de dix-huit ans et 75 % du SMIC s'il a plus de dix-huit ans.

● **Le contrat d'adaptation à un emploi ou à un type d'emploi.** - D'une durée maximale d'un an, s'il fait l'objet d'un contrat à durée déterminée, ce stage peut aussi être

appliqué à des jeunes qui ont été embauchés pour une période indéterminée. Il s'adresse aux jeunes qui ont déjà une formation et qui obtiendront, ainsi, une formation complémentaire. Le stagiaire recevra une formation pendant deux cents heures, et sera payé sur la base de 80 % du salaire minimum conventionnel.

Dans toutes les formules, il est par ailleurs entendu que les représentants du personnel - les organisations syndicales en l'occurrence - seront associés à la politique de formation dans l'entreprise, laquelle apprendra comment former ses futurs salariés et mieux les connaître.

ALAIN LEBEAUX.

LA CONVENTION DE LA SIDÉRURGIE SERA APPLIQUÉE A TOUS LES SALARIÉS DE CREUSOT-LOIRE

« Il existe un plan et un seul », a précisé le 9 octobre M. Edith Cresson à propos de Creusot-Loire, ajoutant que le nombre de suppressions d'emplois ne pourra « pas être fondamentalement différent » de celui annoncé, mais que ces suppressions « seront assorties de mesures d'accompagnement ».

Dans un communiqué, le ministre du redéploiement industriel a souligné par ailleurs qu'« une attention particulière a été portée au projet de prise de participation croisée et d'accord de coopération industrielle et technique, qui permettront de maintenir les synergies existantes entre les différents établissements de la société Creusot-Loire ».

La réunion qui s'est tenue le 9 octobre entre repreneurs (Usinor et Framatome), syndicats (CGT, CFDT, CGC, FO et CFTC) et pouvoirs publics à la délégation à l'emploi a permis, d'autre part, de préciser le plan social d'accompagnement.

Il y aurait une extension de la convention générale de protection sociale dans la sidérurgie (CGPS) jusqu'au 31 mars 1987 pour les salariés qui atteindraient cinquante ans avant cette époque. En attendant ils seraient conservés par Framatome et Usinor. Mille trente-neuf salariés de plus de cinquante ans et quatre cent onze de plus de quarante-sept ans pourront en bénéficier.

Pour les autres ils seront conservés cinq mois dans l'entreprise et pourront ensuite suivre dix mois de formation. Les syndicats ont réclamé que les salariés puissent bénéficier d'une garantie d'emploi, et la CGT a rappelé son opposition à tout licenciement.

RISQUE DE GRÈVE CHEZ TECHNIP

Les 2 700 salariés de Technip devaient voter, le 10 octobre, à bulletin secret, sur un appel à la grève lancé la veille par les syndicats CGT, CFDT et CGC de la première société française d'ingénierie. Les entretiens tripartites - syndicats, direction, pouvoirs publics - tenus le 8 octobre au ministère du redéploiement industriel se sont, en effet, soldés par un échec, et la direction a confirmé son refus de geler son plan de restructuration et les 760 suppressions d'emplois qui en font partie. Un comité d'entreprise doit, en outre, se tenir le 10 octobre.

La défiscalisation

Pour l'Etat, le coût de la formation en alternance dans l'entreprise représente une dépense de 1,6 milliard de francs, prévue dans la loi de finances. Dans le même temps, l'Etat renonce à 3 milliards de francs de recettes, estimées-t-on, qui correspondent à la défiscalisation des cotisations, calculées sur la masse salariale, payées par les employeurs au titre du 0,2 % de la formation continue et du 0,1 % de la taxe d'apprentissage, dont les versements sont exigibles, respectivement, au 15 septembre et au 15 avril de chaque année.


Chaque entreprise qui accueillera des jeunes dans le cadre de la formation en alternance n'est plus tenue de verser ces sommes. Selon les cas, elle bénéficiera de la défiscalisation dans le cadre d'accords de bran-

che que le CNPF s'est engagé à promouvoir ou dans le cadre d'accords sur un engagement minimum qui entraînerait la mutualisation des sommes par les Associations de formation professionnelle (ASFO), gérées par le CNPF, ou, enfin, dans le cadre d'un contrat qu'une entreprise seule passerait avec l'Etat.


Cette défiscalisation représenterait 375 F par stage d'initiation à la vie professionnelle, qui coûterait à l'Etat 7 525 F. Elle serait calculée sur la base de 25 F par heure de formation pour le contrat de qualification (et de 40 F par heure supplémentaire, au-delà de la période minimale prévue) et sur la base de 46 F l'heure de formation pour le contrat d'adaptation à un emploi ou à un type d'emploi.

● **ERRATUM.** - Dans le Monde du mardi 9 octobre, en page 41, nous avons indiqué par erreur, sous le tableau intitulé « Hausse des prix de détail », que l'indice de l'INSEE s'était inscrit à 148,8 en août, contre 148 en juillet.


Il fallait lire 150,6 en août et 149,8 en juillet (un chevauchement de lignes nous a fait indiquer, pour l'indice général, ce qui n'était que l'indice des seuls produits manufacturés hors textiles).




Les escales.
De Bangkok à Hong Kong, de Sydney à Tokyo, de Tokyo à Shanghai ou Honolulu, le plus grand nombre d'escales, c'est JAL.



Affaires et loisirs.
JALTOUR et « Tour du Monde » : des tarifs économiques qui permettent de cumuler voyages d'affaires et de loisirs. Qui dit mieux ?



Les hôtels.
« L'Executive Hotel Service » et le « Budget Hotel Service » : les meilleurs hôtels à un tarif de faveur. Pour les passagers JAL. Exclusivement.



APPELEZ JAL:
225.55.01.

Les petites attentions font les grands vols.

JAPAN AIR LINES

SOCIAL

Les lois Auroux sur le terrain

I. - Heurs et malheurs de l'expression des salariés

par MARIE-CHRISTINE ROBERT

« Il est bien difficile de faire un bilan des lois Auroux, d'une part parce qu'elles ont modifié le code du travail en profondeur et sur de multiples points, d'autre part parce qu'elles sont encore trop neuves et que la jurisprudence en est à ses balbutiements. » Cette remarque d'un syndicaliste lyonnais de la CFDT confirme les constatations du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. Si le gouvernement a pu faire des bilans quantitatifs (nombre d'accords sur le droit d'expression, négociations salariales, etc.), les informations qualitatives permettant d'apprécier réellement les conséquences des lois Auroux sur la vie des salariés sont plus difficiles à recenser.

La loi la plus novatrice, celle qui a aussi suscité le plus de commentaires, est sans conteste la loi du 4 août 1982 sur le droit d'expression des salariés. C'est un texte expérimental malgré l'obligation aux entreprises d'au moins deux cents salariés de négocier un accord. Le gouvernement doit remettre au Parlement avant le 30 juin 1985 un rapport faisant le bilan de l'application de ce nouveau droit afin d'aboutir à une nouvelle loi sur les modalités d'exercice du droit d'expression avant le 31 décembre 1985.

« Cela casse les habitudes des syndicats »

Le premier bilan chiffré montre que 40 % des entreprises d'au moins deux cents salariés ont signé un accord sur le droit d'expression. Ce taux, relativement faible s'explique par le manque d'enthousiasme des syndicats (mis à part la CFDT) au moment où la loi fut votée et par les réticences du CNPF. Sur le terrain, on observe en fait deux cas de figure. Partout où le climat social de l'entreprise était serein (réunions d'information déjà organisées, rapports hiérarchiques dédramatisés, etc.), le droit d'expression s'est mis en place sans difficulté. En revanche, lorsque le climat social est tendu, le droit d'expression demeure formel et décevant pour les participants.

Rhône-Poulenc à Lyon est l'exemple d'une expérience réussie où chacun a joué le jeu. La direction, tout

d'abord, avait depuis longtemps organisé des réunions d'information « deux fois par an afin d'exposer les problèmes de sécurité, de gestion, d'organisation du travail, d'investissement », mais, reconnaît M. Maurice Chapurlat, directeur du Centre des carrières (qui emploie six cents personnes), « ce n'était pas des réunions d'expression ». Les syndicats, pour leur part, se sont immédiatement montrés favorables à la mise en place du nouveau droit. « Peu de salariés de Rhône-Poulenc sont syndiqués (25 % environ), indique M. Maurice Raverot (CGT), cela ne pouvait être qu'intéressant d'écouter ce que les salariés de base avaient à dire. Cela casse les habitudes des syndicats. » Nous avons eu une discussion syndicale avant la mise en place des groupes, remarque un délégué CGT, nous avons décidé d'intervenir le moins possible et toujours individuellement. Un accord fut signé le 31 mars 1983, multipliant les possibilités d'expression des salariés : l'animation des groupes n'est pas réservée aux cadres (afin que les participants n'hésitent pas à parler devant leur chef hiérarchique) et le champ des discussions est largement ouvert (au-delà du contenu, de l'organisation et des conditions de travail). Bilan de dix-huit mois d'expérience : l'expression s'est par spontanée, explique la CGT, dans la plupart des groupes, il faut apprendre à parler. Au début on hésite à dire ce qu'on pense. Puis, à la seconde réunion, les salariés se sont défilés et ont parlé de tout, des flaqueuses d'eau devant la porte d'entrée, des départs en retraite, du nouveau matériel qu'on réclame dans tel laboratoire, des mutations technologiques.

Après l'ère de la découverte de l'expression, vient celle d'une certaine déception : « Nous avons obtenu peu de satisfactions sauf dans les domaines qui ne demandent pas de gros investissements, remarque-on à la CGT. Certaines réponses de la direction tardent. On a l'impression que nous sommes victimes de la bureaucratie. Les salariés se découragent, pensent qu'on

ne tient pas compte de leur avis. » D'autre part, après une période où chacun a mis sur la table ses revendications, les groupes d'expression abordent des questions fondamentales : investissements, avenir de l'entreprise, etc., et c'est « beaucoup plus difficile d'obtenir des réponses de la direction ». Pour assurer le dynamisme des groupes d'expression, la CGT constate qu'il faut que les différentes institutions représentatives (comités d'entreprise, comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, syndicats) « relaient les revendications apparues dans les groupes d'expression et participent aux solutions à apporter ». La direction, qui, pour sa part, a constaté un « essouffissement des groupes » se propose de leur confier des études afin d'en faire une force de propositions.

Une approche restrictive

A l'Aérospatiale de Châtillon (3 800 salariés), l'ambiance est différente. « Nous avons signé un accord pour faire avancer les choses, affirme M. Alain Ségui (CGT), mais la direction a imposé les cadres comme animateurs des groupes alors que nous voulions offrir cette possibilité à tout salarié compétent. Elle a formé les premiers groupes expérimentaux. Elle a enfin fixé de façon très restrictive les sujets que les groupes pouvaient aborder. » Le bilan des groupes d'expression est dès lors mitigé. « Au cours des réunions, chaque fois que nous abordons des thèmes plus larges, l'animateur exclut nos questions. Dans les groupes d'ouvriers encadrés par la maîtrise, les participants n'osaient pas parler et puis, lorsque, après une réunion de débriefing, nous avons voulu aborder des problèmes plus fondamentaux (quel avenir pour l'Aérospatiale ? quelle formation sera la nôtre ? etc.), nous n'avons pas eu de réponses. » Quant aux cadres cantonnés dans l'expression, ils n'ont pas la possibilité de s'exprimer dans les groupes comme ils le désiraient et

ont réclaté des groupes d'expression spécialisés.

« C'est vrai que nous avons été prudents au début de l'expérience, reconnaît M. Lucien Cler, directeur des affaires sociales. Au départ, nous avons exigé que les cadres soient animateurs, mais nous sommes prêts à expérimenter d'autres formules. »

Dans les PME (1), les relations directes, qui existent entre les salariés et l'encadrement, voire la direction, rendent-elles inopérantes les groupes d'expression ? En fait, souvent la loi n'a fait que formaliser ce qui se passait auparavant. « Nous, les lois Auroux, on n'en a pas besoin, constate M. Georges Lefèvre (CFDT) à la sucrerie Lessaffre de Nangis (Seine-et-Marne). Nous sommes cent cinquante salariés. Nous nous connaissons tous depuis des années. Chaque fois qu'un salarié a un problème, il va en discuter avec son chef de service et obtient une réponse immédiate. Nous avons fait un groupe d'expression expérimental mais nous avons constaté qu'il est plus difficile de s'exprimer collectivement qu'individuellement avec la maîtrise. » A Nangis, les lois Auroux, on en prend et on en laisse. « Nous n'utilisons pas toutes nos heures de délégation, car il faut que l'entreprise tourne. Au moment de la campagne électorale, nous évitons de prévoir des réunions du groupe d'expression. »

La législation se met donc en place et dans le secteur public la loi sur la démocratisation du 26 juillet 1983 est venue élargir les compétences des groupes d'expression, le ministère du travail a d'ores et déjà défini des critères de réussite : « Ou bien les réunions demeurent formelles ou bien elles deviennent un véritable lieu de dialogue. C'est à ce prix que les groupes vivent. » Deux ans après la mise en place de la loi, le « citoyen » des salariés dans l'entreprise n'est pas encore né.

Les premiers bilans de la loi du 13 novembre 1982, instituant notamment l'obligation annuelle de négocier dans les entreprises comportant une ou plusieurs sections syndicales sur les salaires effectifs et sur l'organisation et le temps de travail sont également incomplets. Sur quinze mille entreprises assujetties, 42 % seulement ont engagé des négociations. D'autre part, si on a commencé à négocier, les résultats de cette nouvelle obligation laissent à désirer aux yeux des syndicats unanimes. « Les chefs d'entreprise se réfugient systématiquement derrière les recommandations du gouvernement pour s'accorder que de faibles augmentations de salaire », affirme par exemple M. Paulette Hofman, secrétaire confédérale de FO. La CFDT remarque pour sa part que si la discussion n'a pas été facile dans certaines entreprises, on a trouvé un terrain d'entente dans d'autres domaines : la diminution ou l'aménagement du temps de travail (également prévu par la loi comme objet de négociation).

L'obligation de négocier

C'est le cas pour l'entreprise Peugeot SA à Melun (Seine-et-Marne) qui emploie cent cinquante-sept salariés. « Depuis longtemps, nous nous battons pour la réduction du temps de travail, explique M. Jean-Pierre Gascuel (CFDT). Nous avons obtenu une compensation intégrale des trente-neuf heures, et en février 1983, nous avons négocié une diminution du temps de travail à trente-huit heures trente alors que la négociation salariale était bloquée. » D'autres accords de ce type ont été signés mais souvent dans le cadre de restructurations et de départs en préretraite.

Les nouvelles règles de la négociation collective peuvent également aboutir à des conflits entre les syndicats. C'est le cas à l'entreprise Kalamazoo de Bordeaux où s'est appliquée une nouvelle disposition législative prévoyant qu'un syndicat majoritaire peut, par exemple, s'opposer à un accord d'entreprise

dérogant aux dispositions salariales d'une convention collective. Lorsque la négociation s'est ouverte sur la réduction du temps de travail à trente-neuf heures, la direction de l'entreprise a accepté la compensation intégrale à condition que l'accord intègre une mesure visant à lutter contre l'absentéisme qui, selon M. Georges Pauty, le directeur, atteint « 20 % dans l'atelier alors qu'il est pratiquement nul dans les bureaux ». La direction a donc voulu instituer une pénalisation (la prime de productivité serait amputée). La section FO de Kalamazoo, créée en 1982, signe cet accord aussitôt dénoncé par la CGT, majoritaire au comité d'entreprise. « La convention collective prévoit que les salariés sont rémunérés intégralement en cas de maladie, affirme M. André Terrier (CGT). Nous avons donc dénoncé cet accord. » Mais FO ne s'avoue pas battue. « Nous avons expliqué aux salariés ce qu'ils avaient perdu, affirme M. Philippe Sales. En octobre 1983, FO devenait majoritaire aux élections du CE. L'accord signé à nouveau est aujourd'hui en vigueur. »

Si l'obligation de négocier n'a pas eu de conséquences spectaculaires sur la politique contractuelle, le ministère du travail estime que les résultats obtenus ne sont pas négligeables, « car dans plusieurs milliers d'entreprises on a négocié à froid pour la première fois ». Si en avril 1983, à l'occasion du second bilan de l'application de la loi, 60 à 70 % des entreprises ont négocié, les pouvoirs publics en concluront « que la loi est appliquée ».

Prochain article :

L'ENTRÉE DES EXPERTS.

(1) Là où l'effectif n'atteint pas deux cents salariés, les entreprises ne sont pas soumises à l'obligation de négocier un accord sur l'expression des salariés. A défaut de négociation, le chef d'entreprise doit consulter les organisations syndicales lorsqu'elles existent, le comité d'entreprise ou les délégués du personnel. En tout état de cause, l'expression des salariés devait être mise en œuvre avant le 4 août 1984 avec les entreprises d'au moins cinquante salariés.



FONCTIONNAIRES ET AGENTS DES SECTEURS PUBLICS ET NATIONALISÉS.

PLUS UNE ASSOCIATION A D'ADHERENTS, PLUS ELLE OFFRE D'AVANTAGES. VOUS ETES 1 300 000.

Association sans but lucratif, le Crédit Social des Fonctionnaires a été créé par des gens comme vous, qui avaient les mêmes problèmes et qui, un jour, ont décidé de les résoudre. Ensemble. Avec les mêmes droits, les mêmes avantages, la même responsabilité mutuelle.

Fonctionnaires, nationalisés : même solidarité.

Pour adhérer au CSF, il faut être fonctionnaire, ou être agent du secteur public ou nationalisé. En effet, si le CSF/CRESERFI cautionne ses adhérents auprès de nombreux organismes, cette caution n'existe que par la solidarité des adhérents entre eux. Et c'est dans la fonction publique et le secteur public que cette solidarité a toujours été la plus active. C'est à cette condition que le CSF peut vous offrir davantage d'avantages.

Pouvoir plus, avoir mieux.

Avec 1 300 000 adhérents, on peut faire beaucoup de choses. Dans beaucoup de domaines.

Comme obtenir des conditions plus favorables de crédit à court ou long terme. Bénéficier de formules de placement ou d'épargne plus intéressantes. Mieux prévoir les problèmes pour mieux s'en protéger. Ou profiter des réductions que donne l'avantage du nombre.

Quand on est solidaire, on peut plus. Et on a mieux.

Le CSF dans votre vie.

• Prêts plus avantageux : La caution du CSF/CRESERFI vous permet d'obtenir des prêts personnels pour toutes vos dépenses d'équipement (de la voiture ou lave-vaisselle), à des taux très préférentiels. De même pour les prêts immobiliers (de l'acquisition aux travaux) avec en plus, dans certains cas, la suppression

des frais d'hypothèque et une accession plus facile aux formules les plus intéressantes.

• Placements plus rentables :

Un compte épargne résidence secondaire et travaux vous permet de prévoir les financements de votre résidence principale ou secondaire à des conditions particulièrement avantageuses.

Autre formule originale de placement, l'épargne vous garantit un intérêt élevé, une participation aux bénéfices et une déduction fiscale, toujours bienvenue.

• Protections plus efficaces :

Protection juridique, assurance perte de ressources liée à un emprunt, assurance-vie, avec le CSF vous êtes mieux protégés dans votre vie quotidienne et familiale en payant moins cher.

L'intérêt de tous, l'intérêt de chacun.

Tout cela est possible parce que le CSF a pour mission de donner à ses adhérents les meilleurs conseils et les meilleurs services sans en tirer profit. Faire partie d'une Association dont tous les membres partagent les mêmes intérêts, les mêmes buts, la même responsabilité mutuelle, c'est rassurant.

Achats : l'union fait les réductions.

Quand une Association a 1 300 000 adhérents, elle vous permet aussi d'obtenir des prix pour vos voyages, l'achat d'une caravane, d'une voiture.

La différence est souvent importante. Beaucoup plus importante que les 300 F de votre adhésion à vie au CSF.

Maintenant, vous connaissez vos avantages. Profitez-en davantage.

Votre intérêt : adhérer.

Pour adhérer au CSF, il suffit d'être fonctionnaire, agent des services publics ou de faire partie d'une entreprise nationalisée.

Ensuite, pendant toute votre vie, vous pourrez faire appel à l'une des 150 délégations régionales du CSF, chaque fois que vous aurez besoin de vivre mieux. D'autant plus que pour une seule cotisation à vie de 300 F, vous pouvez utiliser toutes les possibilités du CSF quand vous le voulez, comme vous le désirez.

Association sans but lucratif régie par la loi de 1901, le Crédit Social des Fonctionnaires a pour mission, depuis 1956, à travers ses services et sa filiale CRESERFI, de faire bénéficier ses adhérents des meilleurs conseils et des meilleures conditions dans les domaines où s'exerce son activité. Sans en tirer profit.



SOLIDAIRES POUR VIVRE MIEUX.

CREDIT SOCIAL DES FONCTIONNAIRES

Pour recevoir une documentation complète sur les services et les avantages du CSF, remplissez et renvoyez ce bon au CSF, 9 rue du Faubourg Poissonnière, 75442 PARIS CEDEX 09.

Je suis intéressé par : ☐ Prêts ☐ Placements ☐ Protection.

Nom : _____ Prénom : _____

Téléphone - personnel : _____ bureau : _____

N° _____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

CSF 239

CONJONCTURE

LES CRITIQUES ADRESSÉES AU PROJET DE BUDGET

M. Pierret (PS) répond aux experts de M. Barre

Les experts de M. Barre sont incompétents, ou ils sont de mauvaise foi, ou ils sont l'un et l'autre, estime M. Christian Pierret, rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale, répondant à l'analyse faite, par une équipe d'économistes proches de M. Barre, du projet de loi de finances pour 1985 (voir le Monde daté du 10 octobre).

M. Pierret répond en cinq points :
« Pour gonfler les dépenses publiques et tenter de montrer qu'elles progressent plus vite que le PIB (7,5 %), les experts de M. Barre ajoutent aux chiffres officiels le montant des dépenses du budget annexe de la navigation aérienne (BANA), créé en 1985 et qu'ils considèrent comme une débudgétisation. Or il est absurde d'analyser comme une débudgétisation le transfert d'une dépense ou d'une recette du budget général à un budget annexe.

« Les budgets annexes figurent bien entendu dans le tableau de l'équilibre général du budget, qui, dans chaque loi de finances, évalue les ressources et fixe les plafonds des charges.

« Plus généralement, et même si l'on tient compte de la totalité des dépenses du budget général, des dépenses définitives des comptes spéciaux du Trésor et des dépenses des budgets annexes, ce qui n'a jamais été fait en matière de présentation de la loi de finances, la progression des dépenses par rapport à 1984 n'est que de 6,3 %. Les experts de M. Barre avancent le chiffre d'une progression des dépenses publiques de 7,8 %.

« Les experts en question estiment également que le fonds spécial des grands travaux permet, par une manipulation, de diminuer les dépenses de l'Etat. En fait, il s'agit de mobiliser - grâce au produit d'une taxe sur les carburants comp-

tabilisée dans les prélèvements obligatoires - des ressources supplémentaires pour les travaux publics et le bâtiment.

« S'efforçant de montrer que le déficit prévisionnel pour 1985 dépasse 3 % du PIB, les mêmes experts estiment que la charge de la dette est sous-estimée de 10 milliards de francs. Or, en 1985, l'évolution de la charge de la dette prend en compte des hypothèses qui, en matière de taux d'intérêt, sont bien entendu cohérentes avec celles retenues par les comptes économiques prévisionnels et étroitement liées à la réussite de la lutte contre l'inflation.

« Soucieux de traquer les « débudgétisations », les experts se gardent bien de signaler que l'Etat est amené à prendre en charge des dépenses nouvelles : ainsi en est-il en 1985 pour la compensation de l'allègement de la taxe professionnelle, dont le montant atteint 10 milliards de francs. Ils poussent même le raisonnement un peu loin et s'interrogent, sans apporter de réponse, sur le montant du déficit de 1985, si les structures budgétaires et les règles comptables en vigueur en 1980 n'avaient pas été délibérément modifiées, sinon manipulées. On peut se contenter ici d'apporter un premier élément de réponse à cette question surréaliste : en 1985, l'Etat versera 13,2 milliards de francs pour contribuer au financement de l'allocation aux adultes handicapés... ce qu'il ne faisait pas en 1980 ! Ce seul exemple montre bien le caractère périlleux de toute entreprise de reconstruction du budget.

« Les experts réduisent de 1 à 0,1 point la baisse des prélèvements obligatoires (...). Ils considèrent ainsi que la hausse des tarifs téléphoniques conduit à une augmentation de ces prélèvements. Mieux vaudrait rappeler que la définition

des prélèvements obligatoires ne date pas de 1981, qu'elle résulte des seuls travaux de l'INSEE, eux-mêmes harmonisés avec les règles retenues par l'OCDE, et que, bien entendu, ils n'ont jamais pris en compte les tarifs du téléphone, de la SNCF, de la RATP, ou encore le prix de l'eau et de l'électricité.

« Mais, à elle seule, cette manipulation serait insuffisante. Aussi, les experts barriéristes considèrent-ils que toutes les collectivités locales augmentent le produit de leurs recettes fiscales pour compenser le prélèvement de 3 milliards prévu par la loi de finances. Hypothèse extrême qui suppose que les élus

locaux, et notamment ceux de l'opposition, ne sont pas disposés à consentir un effort de rigueur si faible soit-il : 3 milliards de francs, cela représente 0,6 % du budget des collectivités locales en 1985.

« Même si l'on prend en compte les effets de la hausse des tarifs téléphoniques, on constate que les ménages bénéficieront d'une augmentation de leurs revenus librement disponibles de 13 milliards de francs. Quant aux entreprises, les prélèvements obligatoires qu'elles supporteront en 1985 ne représenteront que 28,9 % de leur valeur ajoutée au lieu de 29,6 % en 1984 et de 29,4 % en 1983.



RÉPUBLIQUE TUNISIENNE
ET MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE
COMPAGNIE DES PHOSPHATES DE GAFSA

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL NP3654 ENGINS D'ESSAI

La Compagnie des Phosphates de Gafsa lance un appel d'offres international en vue d'acquies :

1^{re} version :
- 1 ton camion dumper de 75 t US;
- 1 ton camion dumper de 120 t US;
- 1 ton camion dumper de 17 t US.

2^{de} version :
- 1 ton camion dumper de 75 t US;
- 1 ton camion dumper de 120 t US;
- 1 ton camion dumper de 17 t US.

Les entreprises spécialisées dans ce genre d'équipements peuvent, dès la parution de cet avis, retirer en exemplaire du dossier d'appel d'offres, du service général de la Compagnie des Phosphates de Gafsa, au 9, rue de l'Industrie de l'Arabe à Mactouh, Tunisie, contre le paiement de la somme de 20 dinars.

Les offres établies en langue française et en six exemplaires, sous pli scellé, devront parvenir avant le 26 novembre 1984 au nom de Monsieur le Directeur des achats, 2130 Mactouh, Tunisie. L'enveloppe extérieure devra obligatoirement porter la mention suivante :
APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL NP3654
ENGINS D'ESSAI

NE PAS OUVRIR AVANT LE 26 NOVEMBRE 1984

L'ouverture publique des plis aura lieu à Mactouh le 26 novembre 1984 à 9 heures. Toute offre nous parvenant par télécopie ou après cette date ne sera pas prise en considération.

EXPORTEZ EN ARABIE

Présente société franco-arabienne, longue expérience, implantation commerciale et industrielle ARABIE/GOLFE, en charge de vos missions, recherche vos meilleurs partenaires, etc.
SAMIC, 10bis, rue des Poissonniers, 92200 Neuilly - 747-96-28

UN FESTIVAL DE NOUVEAUTÉS AVEC EN VEDETTE...

... La 205 3 portes
7 versions, 4 à 7 CV fiscaux,
boîte 4 ou 5 vitesses, un sacré look à partir de
42900F*

* Année modèle 85. Prix de fin en main. Tarif au 6.09.84 sauf Corée.

RÉSEAU PEUGEOT TALBOT

TÉLÉcopieur PARTAGÉ

ETRAVE SERVICE TÉLEX + TÉLÉCOPIE 347.21.32

UN FESTIVAL D'OFFRES DE FINANCEMENT

Sur les véhicules neufs
CRÉDIT TOTAL*
JUSQU'À 5 ANS
• Sans apport initial
• 1^{re} échéance à 3 mois.

Sur les véhicules d'occasion**
CRÉDIT TOTAL*
JUSQU'À 5 ANS
• Sans apport initial
• 1^{re} échéance à 3 mois.

RÉSEAU PEUGEOT TALBOT

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES

sur papier Ilford Cibachrome ou sur film
ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS 12^e 347.21.32

UN FESTIVAL DE CADEAUX

**PARTICIPEZ TOUS
AU GRAND JEU
NATIONAL***

* sans obligation d'achat,
bulletin de participation chez tous les concessionnaires
et agents du réseau Peugeot Talbot.

12 205 XR 3 portes
1124 cm³
36 voyages pour 2 personnes.
10002 baladeurs-lecteurs stéréo.
7743 sacs de sport.
8138 sacs de voyages.
5717 sacs reporter.

RÉSEAU PEUGEOT TALBOT

LA RENTRÉE DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Un palais délaissé

Le Conseil économique et social conserve. Et pour la première fois, en octobre 1974, M. Gabriel Venturioli, ancien secrétaire confédéral de la CGT-FO, âgé de soixante-cinq ans, a été, le 9 octobre, reconduit pour la troisième fois à la présidence de l'assemblée du palais d'Iéna, une assemblée renouvelée et rafraîchie. Le vote a été acquis - en l'absence d'autre candidat - au premier tour par 187 voix, la majorité absolue requise étant de 111 voix (il y a eu 30 bulletins blancs et 3 divers). Le record de M. Emile Roche, qui succédait à Léon Jouhaux (1947-1954), est resté à la tête du Conseil de 1954 à 1974 - par mandats successifs de cinq ans - reste à battre.

En fait, cette longévité est symbolique des subtils dosages qui marquent le fonctionnement de cette assemblée consultative. Elle fut créée par l'ordonnance du 29 décembre 1958 portant loi organique afin de permettre la « collaboration des différentes catégories professionnelles » et leur « participation à la politique économique et sociale », en application du titre X de la Constitution du 4 octobre 1958. Elle a compté jusqu'à l'an dernier 200 membres élus pour cinq ans - dont la rémunération est fixée au tiers de l'indemnité parlementaire - 140 étant désignés par les organisations économiques et sociales et 60 nommés par le gouvernement.

Ambiguïté

Il s'agissait d'un rêve plus ancien de démocratie concrète qui s'était incarné en 1848 avec la Commission consultative du travail qui présidaient au Palais de Luxembourg - à la place des pairs - Louis Blanc et Albert. Puis il y eut les thèses de Paul Boncour en 1901 en faveur du fédéralisme économique et surtout, au congrès de la CGT, à Lyon, en 1919, la revendication faite par Léon Jouhaux d'un Conseil économique du travail. Mais ce n'est que le 16 janvier 1925 que fut par droit institué, auprès de la présidence du conseil, un Conseil national économique, qui devint, de par le titre III de la Constitution du 13 octobre 1946, le Conseil économique, rattaché cette fois au Parlement, et s'installa en 1947 au Palais-Royal.

De palais en palais... Le Conseil économique et social, lui,

siège place d'Iéna dans le palais qui abrita le musée des travaux publics, et-conseilla le gouvernement. Il doit être obligatoirement consulté sur les projets de loi de programme et du Plan à l'exception des lois de finances. Il peut être à la demande du gouvernement sur tout sujet à caractère économique et social et a vocation d'étudier toute réforme utile dans son domaine de compétence. Outre un rapport semestriel de conjoncture, le Conseil adopte, en moyenne, une vingtaine de projets d'avis et de rapports par an.

Son influence est diffuse, même si le gouvernement est tenu de préciser les suites qu'il donne à son action. Disposant de 150 permanents et d'un budget pour 1984 de 108 millions de francs, le Conseil économique et social n'a pas trouvé sa véritable place entre le corporatisme et la politisation. Censé représenter les « forces vives de la nation », il n'est pas à l'abri de l'ambiguïté. Et ce n'est pas la récente réforme, traduite dans la loi organique du 27 juin 1984, qui renouvellera le jeu.

Au lieu de rénover ce palais délaissé, ce qui impliquerait de toucher aux intérêts acquis et de permettre une saine plus large, les pouvoirs publics se sont contentés d'augmenter le nombre des conseillers, passé de 200 à 230, surtout à la suite d'une majoration de la représentation des organisations syndicales. Est-ce le souvenir de l'échec du référendum de 1969 - qui portait notamment sur la fusion du Conseil économique et du Sénat - qui a imposé la prudence ?

Toujours est-il qu'en dehors de cette réforme quantitative - la mise en place d'une procédure d'urgence et le fait d'avoir rendu publiques les séances ne changent guère le fond des choses - le pouvoir ne paraît guère se soucier du Conseil. L'ancien premier ministre ne l'avait jamais honoré de sa présence, ni jusqu'à présent le chef de l'Etat. La dernière visite présidentielle remonte en octobre 1977, à l'occasion du trentième anniversaire du Conseil économique et social. Dans ces conditions, il est peut-être malaisé pour cette assemblée de jouer le rôle de projecteur auquel se localisation sur l'ancien dépôt des Phares paraissait le destin.

MICHEL BOYER.

ÉNERGIE AFFAIRES

NOUVEAU CONTRAT DE FOURNITURE D'ÉLECTRICITÉ AVEC LA SUISSE

EDF a signé avec un consortium de sociétés suisses, conduit par Electricité de Laufenbourg SA, un contrat à long terme de fourniture d'électricité, prévoyant la livraison, à compter de 1989-1990, de 1,2 milliard de kilowatts/heure par an pendant vingt-cinq ans. Ce contrat, de type mixte, s'apparente, de fait à une prise de participation du consortium suisse dans les tranches 3 et 4 de la centrale nucléaire de Cattenom (Moselle), lui assurant une part (deux fois 100 mégawatts) de la puissance installée de ces deux réacteurs (deux fois 1300 mégawatts).

Le début des fournitures d'électricité est en effet, selon EDF, « associé à la mise en service des tranches 3 et 4 de la centrale de Cattenom, prévue en 1989-1990 », le contrat restant en vigueur pendant la durée de vie des centrales. Selon une dépêche d'Associated Press, datée de Laufenbourg (Suisse), le contrat, signé le 28 septembre, prévoit un prix de 10 centimes par kilowatt/heure, prix inférieur au tarif haute tension d'EDF. Cette information n'est ni démentie ni confirmée par l'établissement français.

La Suisse, premier client étranger d'EDF au premier semestre 1984, avec des achats nets de 4,9 milliards de kilowatts/heure a déjà pris deux participations dans des centrales françaises : une part de 17,5 % dans les tranches 2 et 3 de la centrale du Bugey et 15 % dans les tranches 1 et 2 de la centrale de Fessenheim.

La Compagnie française des pétroles (Total) effectuera avant la fin de l'année un forage dans la région de Draguignan (Var). Cette opération fait suite à une campagne sismique effectuée au début de l'année 1983 et révélant que le bassin sédimentaire dracénois réunissait les conditions optimales pour la formation d'un champ pétrolier. Le groupe Total avait sollicité un brevet de recherches et d'exploitation qui lui a été accordé le 16 juin 1983 pour un périmètre de 1 675 kilomètres carrés. Dans cette opération, évaluée à 20 millions de francs, Total interviendra financièrement pour 40 % des travaux.

LE CONGRÈS DES CHIMISTES EUROPÉENS

Alerte au polyéthylène saoudien

De notre envoyé spécial

Les matières plastiques fabriquées dans les pays du golfe Persique ? On en parle à mi-voix depuis des années. C'est pratiquement fait. Les premières livraisons arriveront en Europe au tout début de 1985. A force de construire à tour de bras des unités pétrochimiques dans cette région, cela devait bien se produire un jour. Le polyéthylène basse densité linéaire (1) produit sur le site d'Al-Jubail (Arabie saoudite), récemment mis en service, débarrasera le premier sur le Vieux Continent. Celui fabriqué sur la plateforme de Yanbu (Arabie saoudite) aussi le suivra un peu plus tard.

Quelques jours après l'annonce de cette nouvelle, les chimistes occidentaux ont tenu à Cannes leur congrès annuel. Les organisateurs de ce congrès ont cette fois choisi comme thème des conférences la façon d'affronter les réalités. Ils n'auraient pas pu trouver meilleur sujet de réflexion. Du coup l'affaire du polyéthylène saoudien a, en bonne partie, éclipsé tout autre forme de discussion.

M. Loti Le Floch-Prigent, président de Rhône-Poulenc, à qui le discours d'ouverture avait été confié a fait, bien sûr, tout son possible sur la matière retenue pour les débats. Il a insisté sur la nécessité d'éviter le piège des « investissements suicidaires » dans lequel tout le monde était tombé dans le passé, et fait un plaidoyer en faveur d'une coopération européenne dans le domaine de la recherche et du développement. Il a été poliment écouté.

M. Günter Metz, membre du directoire du groupe allemand Hoechst, a parlé de la situation dans la pétrochimie, les fibres synthétiques, les engrais et des perspectives de développement dans ces secteurs, sans omettre de rappeler l'attachement de son groupe au libéralisme commercial.

Il a fait de l'innovation un thème cher à M. Le Floch. Son exposé était intéressant mais il a eu un effet soporifique.

M. Paul Orefice, président du groupe américain Dow Chemical, avait choisi, à l'annexe générale, de faire un exposé sur la chimie en général, une industrie à ses yeux trop indisciplinée où chacun cause

des ennemis à son concurrent, la presse, les « verts » et les gouvernements qui ne comprennent rien. Il a également averti ses collègues européens du danger qu'ils encourront quand le dollar baissera. Ce qui à ses yeux ne saurait tarder.

« Dépêchez-vous d'en profiter pour vos exportations ». Mais invariablement, après chaque discours, quand venait le moment de l'interrogation orale, les questions revenaient sur le problème de ces matières plastiques venues du chaud. Un problème ? Pire, une menace.

Initiateur du projet saoudien d'Al-Jubail, Essochem (groupe Exxon) se propose de commercialiser en Europe à partir d'Anvers (Belgique) et Harwich (GB) 100 000 tonnes par an de polyéthylène basse densité linéaire, soit à peu près le tiers de la production de l'unité, de quoi contraindre aussi le tiers de la consommation européenne (300 000 tonnes par an), ce au moment où tout le marché du polyéthylène est déprimé avec des prix en chute de 20 %. A ces quantités, il faudra encore ajouter celle que Mobil, impliqué dans le projet Yanbu, écoulera quelques mois après.

A juste titre les producteurs européens sont inquiets. On le serait à moins. M. Le Floch-Prigent ne pouvait pas ne pas évoquer l'affaire. Il a profité de l'occasion pour appeler à resserrer les rangs, mais a avoué n'être pas « sûr » que « l'Europe soit capable de réagir à l'arrivée des produits du Golfe ». M. Le Floch était quand même à l'aise. Rhône-Poulenc ne fabrique pas de polyéthylène et n'est plus dans la pétrochimie.

M. Orefice a également commenté l'événement mais sans s'émouvoir. De ce côté de l'Atlantique son groupe n'est pas ou peu présent dans ce secteur. Il s'est borné à constater le fait, « inévitable », et à émettre un vœu : que les nouveaux venus ne commettent pas l'erreur d'enivrer le marché.

M. J.-P. L'Herminier, PDG d'Essochem (groupe Essochem) n'a pas pris la parole. Mais le soir à la réception donnée pour clore le congrès, pressé de répondre, il nous a assuré

que tout se passerait très bien. « Il n'y a pas une ride dans tout cela ». La chute des prix ? Un phénomène saisonnier selon lui.

Ce n'était pas du tout l'avis de M. J. Puechal, président d'Atochem (groupe Elf-Aquitaine). Le représentant de Cdf-Chimie, M. A. Colin président de Cdf-Chimie Éthylène et Plastiques, était nerveux ceux de BP-Chimie aussi.

Faut-il redouter le pire ? Selon les intéressés, tout dépendra de la façon dont sera commercialisé ce polyéthylène — rien n'a filtré à ce propos. De toute manière, le plus grand nombre était d'accord pour dire que l'industrie européenne des plastiques allait trinquer, car la croissance du marché ne saurait compenser les livraisons exorbitantes. Avec cette nouvelle concurrence, les producteurs français auront plus tard à fournir par la pétrochimie saoudienne. La solution pour éviter une désaturation des marchés ? Pour bien des chefs d'entreprise présents elle passe à peu près obligatoirement par la révision des accords commerciaux.

M. H.-E. Ibrahim al Alsalami, vice-président directeur général de la Saudi Basic Industries Corp, aurait pu donner son avis. Mais il avait été empêché au dernier moment. M.N.C. Greco, directeur chez Mobil Chemical est resté invisible.

ANDRÉ DESSOT.

(1) Le polyéthylène basse densité linéaire est de conception relativement nouvelle. Il est plus robuste que le polyéthylène basse densité ordinaire ou radicalaire. Cette propriété permet de réduire l'épaisseur des emballages, une des principales applications de ce produit.

Plan de la CGT pour l'automobile...

M. Bruno Cassan, membre du bureau fédéral de la CGT, a présenté le 9 octobre au Salon de l'auto un plan en quatre « axes » de son syndicat pour le redressement et le développement du secteur automobile : — reconquête et développement du marché national, outre le lancement de nouveaux modèles, TVA dégressive en fonction du type de véhicule, réduction du prix de l'essence (deux cadres CGT de Renault ont par ailleurs proposé un accord avec Elf pour obtenir une baisse du prix de l'essence pour les acheteurs de la Régie), baisse des assurances, des taxes de crédit.

— Renforcement des coopérations franco-françaises avec la

conclusion d'accords de coopération, notamment avec des groupes nationalisés comme CGE et Matra.

— Lutte contre les « glâches » (rebuts, retouches, frais de garantie).

— Conquête de nouveaux marchés étrangers (Amérique du Sud, pays non alignés, pays socialistes avec notamment création de produits plus rustiques).

« Si le centre de formation des travailleurs aux techniques de l'automobile peut leur permettre d'appréhender les nouveaux métiers de l'auto, a ajouté M. Cassan cela ne peut les remplacer. »

...et craintes de la FEDA

M. Jean Maurus, réité le 9 octobre président de la Fédération des syndicats de la distribution automobile (FEDA), a dit sa crainte que les constructeurs automobiles ne soient tentés « de transférer volontairement le chômage chez leurs fournisseurs » en reprenant la fabrication de pièces jusqu'alors assurée par les équipementiers.

De nombreux responsables de la FEDA, qui regroupe six cents entreprises pour un chiffre d'affaires de 12 milliards de francs, estiment que les constructeurs — et notamment Renault — ont décidé de fabriquer des organes mécaniques, par exemple les convertisseurs de couple pour embrayage automatique fabriqués actuellement par Valéo.

CITROËN A LE DROIT DE VANTER LA VITESSE DE LA CX-25

Il n'est pas interdit à un constructeur automobile de vanter la vitesse de pointe de ses véhicules, même si la Chambre syndicale des constructeurs automobiles a promis, au printemps dernier, de renoncer à utiliser la vitesse dans ses arguments publicitaires. Ainsi en a décidé, le 9 octobre, le président du tribunal civil de Paris, saisi en référé par la Ligue contre la violence routière et par l'Association des familles des victimes des accidents de la circulation, d'une publicité de la firme Citroën.

Celle-ci a fait état, dans une affiche, de la vitesse de 220 km/h atteinte par la CX-25 GTI Turbo. M. Paul Quilès, ministre de l'Urbanisme, du logement et des transports, s'en était plaint auprès de M. Jacques Calvet, PDG des Automobiles Citroën (Le Monde du 4 octobre).

Le président du tribunal a rejeté la requête des deux associations plaignantes qui demandaient l'interdiction de cette publicité, selon elles, contraire à l'engagement des constructeurs automobiles. Le président a estimé « qu'aucune disposition législative ou réglementaire n'interdit qu'il soit fait référence, même exclusivement, à la notion de vitesse de pointe d'un véhicule donné. (...) En l'absence de toute allégation de mensonge, la publicité incriminée ne peut être tenue pour constitutive d'un trouble manifestement illicite ».

Le Saccage des locaux de la Compagnie marseillaise de réparations (CMR). — Les ouvriers licenciés de la CMR, qui avaient occupé les locaux administratifs de cette entreprise sur le port de Marseille et séquestré le directeur, le 9 octobre en début de soirée, l'ont relâché et ont mis fin à leur occupation peu avant minuit. Après la modification de 146 licenciements dans cette entreprise qui compte 555 employés, les ouvriers s'étaient lancés à l'assaut des quatre étages de la CMR, saccageant les locaux et empêchant M. Delpech, le directeur, de quitter son bureau.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

L'ORÉAL

Pour le premier semestre 1984, le chiffre d'affaires consolidé de L'Oréal et de ses filiales françaises et étrangères s'est élevé à 8,136 milliards de francs. A données comparables, c'est-à-dire à taux de change identiques et sans les sociétés nouvellement entrées ou sorties de consolidation, la progression a été de 18,2 % par rapport au premier semestre 1983.

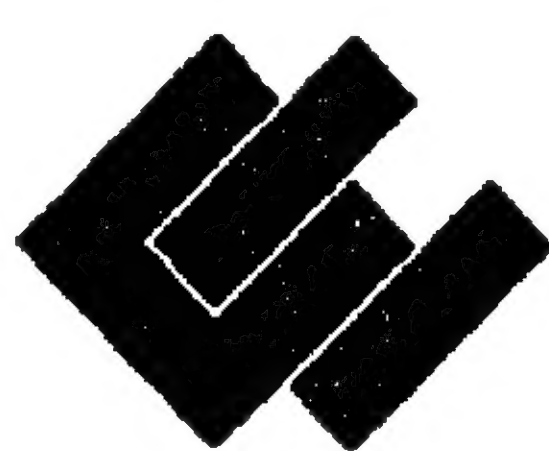
La situation consolidée au 30 juin 1984 fait ressortir un bénéfice net (après déduction des plus-values et de l'incidence des provisions pour investissements) de 362 millions de francs contre 314 millions de francs au 30 juin 1983.

Pour l'ensemble de l'année 1984, la croissance du chiffre d'affaires consolidé pourrait se situer entre 15 et 16 %, avec une situation plus favorable dans le secteur cosmétique que dans le secteur pharmaceutique.

La marge bénéficiaire du secteur cosmétique (en pourcentage du chiffre d'affaires) devrait être de l'ordre de celle de l'an dernier, tandis que celle du secteur pharmaceutique sera en baisse, par suite d'une augmentation importante de la recherche et surtout des charges liées à la conquête des marchés étrangers.

L'investissement des PME c'est la modernisation de la France.

En souscrivant aux emprunts du Crédit d'équipement des PME, vous avez été nombreux à financer le développement des PME. D'ores et déjà, cet emprunt a été souscrit. Nous vous en remercions.



Crédit d'équipement des PME

En attendant une négociation sur la tarification

LE BOYCOTTAGE DES MINTEL EST SUSPENDU

De notre correspondant

Remmes. — Repues lundi 8 octobre par le directeur du cabinet du ministre des PTT, les associations rennaises de consommateurs ont décidé, mardi 9 octobre, d'observer une trêve dans le boycottage des Minitel en attendant le résultat des réunions de concertation qui doivent avoir lieu début novembre avec le ministre sur la tarification de l'utilisation de l'annuaire électronique.

L'Association Française des consommateurs (AFOC) et l'Union fédérale des consommateurs (UFC) d'Ille-et-Vilaine, qui avaient invité les usagers à renvoyer leur Minitel (Le Monde du 27 septembre 1984), ont décidé de surseoir au dépôt d'un recours devant le Conseil d'Etat contre l'arrêté du 17 juillet 1984 limitant à deux minutes la consultation de l'annuaire électronique. En trois semaines, se sont succédés trois mille Minitel, soit 3 % du total distribué dans le département d'Ille-et-Vilaine, qui ont été retournés aux agences commerciales des télécommunications. Les deux mêmes associations ont également décidé de différer leur appel à l'extension du boycottage des Minitel au plan national.

Les associations rennaises de consommateurs qui demandent la gratuité de la consultation de l'annuaire électronique ne sont pas hostiles à une limitation de la durée de cette consultation, à condition que l'interruption n'intervienne pas avant une quinzaine de minutes. Elles demandent par ailleurs aux utilisateurs de ne plus consulter les messages publicitaires de l'annuaire électronique. Elles font valoir, en effet, que la taxation de cet appel revient à faire payer à l'utilisateur le droit de lire une publicité que les professionnels ont eux-mêmes déjà payée.

D'autre part, l'Association française de télématique qui regroupe quatre-vingts constructeurs et producteurs de services a déclaré, mardi 9 octobre, que le développement de la télématique grand public en France était remis en cause par deux décisions des PTT de limiter à deux minutes le temps pendant lequel la consultation de l'annuaire électronique est gratuite. Cette décision, appliquée depuis le 1^{er} août, « prise sans concertation, va à l'encontre des intérêts des utilisateurs, des prestataires et des industriels », affirme l'association.

G. T.

Pour financer les investissements des entreprises

Locafrance

émet un emprunt de F 300 millions avec bons de souscription d'actions

200 000 obligations de F 1 500 nominale

Obligations	Bons de souscription
Prix d'émission : F 1 500 par obligation.	A chaque obligation souscrite deux bons A et B, qui donnent chacun le droit de souscrire à une action Locafrance au nominal de F 300.
Jouissance et règlement : 6 novembre 1984.	Prix de souscription : Bon A : 200 F par action. Bon B : 200 F par action.
Durée de l'emprunt : 10 ans.	Période de souscription : Bon A : du 1 ^{er} janvier 1985 au 31 décembre 1985. Bon B : du 1 ^{er} janvier 1986 au 31 décembre 1987.
Taux de rendement annuel brut : (en cas de souscription des bons de souscription) : 10,50 %.	Condition : les obligations et les bons de souscription seront cotés séparément dès la clôture de l'émission (location demandée à la Bourse de Paris).
Amortissement normal : 8 tranches annuelles amortissement égales à partir du 5 novembre 1985, soit par remboursement au pair (pour la moitié) ou par lots de 500 000 francs (pour la moitié) par rachats en bourse.	

Préférence de souscription réservée aux actionnaires : dans la proportion d'1 OBLIG. pour 10 actions. Souscription du public : du 23 octobre au 5 novembre 1984.

Une note d'information, qui a reçu le visa de la COB n° 84-239 en date du 2 octobre 1984, est tenue à la disposition du public. R.A.L.O. du 8 octobre 1984.



Société Anonyme au capital de F 1 570 000 000. 4341, avenue de la Grande Armée, 75116 Paris. R.C.S. Paris 8 622 038 072

Locafrance

